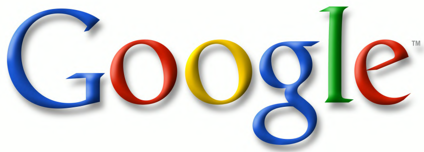





DOMI NUS ILLU MINA TIO MEA
Taylor Institution.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine n° 2.

HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

REDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,
Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE,
grand'croix de plusieurs ordres.

TOME QUATRIÈME.

CAMPAGNE DE 1793. — SECONDE PÉRIODE.

A PARIS,
CHEZ ANSELIN ET POCHARD,
SUCCESSEURS DE MAGIMEL,
LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1820.

HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE V.

CAMPAGNE DE 1793. — SECONDE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

Les Anglais se sont placés à la tête de la ligue générale.—La Pologne a subi un second partage. La France livrée à l'anarchie voit ses remparts tomber devant les efforts méthodiques de ses adversaires; Mayence, Condé et Valenciennes capitulent; Toulon est livré, Lyon bombardé; le camp de César évacué; Cambray investi; Dunkerque et le Quesnoy assiégés. — La Convention est menacée d'une ruine prochaine, et le danger, loin de l'abattre, l'exaspère au plus haut degré: la constitution est suspendue; un gouvernement révolutionnaire établi jusqu'à la paix; Carnot entre au comité de salut public; la levée en masse est décrétée; la terreur mise à l'ordre du jour; le fédéralisme comprimé. — Les victoires de Hondschoote et de Wattignies arrêtent le torrent qui menace la frontière du Nord. — Les Alliés forcent les lignes de Weissembourg. — Hoche ayant été battu à Kayserslautern, le comité répare cet échec par d'habiles manœuvres, favorisées par l'apathie de ses adversaires : ceux-ci sont repoussés sous Manheim et Worms.

L'armée des Alpes attaquée par des forces supérieures cède partie de la Savoie aux Sardes, puis reprend l'offensive, et les chasse de ce duché ; Lyon est soumis, Toulon assiégé. — L'armée d'Italie compromise par la révolte de la Provence fait bonne contenance ; elle repousse les Sardes au Donjon et à Gilette, et parvient à se soutenir contre les manœuvres partielles de ses adversaires. — La reprise de Toulon la tire enfin de cette position embarrassante.

L'armée des Pyrénées-Orientales lutte avec moins de succès contre les efforts de Ricardos : après quelques avantages remportés sous Perpignan et dans la Cerdagne, elle éprouve des désastres répétés à Truillas, Espolla et Villelongue : la division Delatre anéantie à St.-Elme, Port-Vendre et Collioure, livre ces trois places aux ennemis ; Dugommier arrive heureusement avec la moitié de l'armée victorieuse de Toulon. — Celle des Pyrénées-Occidentales repoussée à la Croix-des-Bouquets reste sur la défensive ; le général Muller en profite pour y rétablir l'ordre et la discipline.

La Vendée prend un essor menaçant, après les combats de Saumur. — Tinteniac vient annoncer les secours de l'Angleterre, et propose un plan d'opérations en Bretagne. — Les républicains vainqueurs à Luçon sont accablés à Chatonay, Santerre est défait à Coron. — Une levée en masse spontanée menace les royalistes à leur tour, et se dissout sans avoir rien opéré. — La Convention arrête un système de destruction terrible. — La garnison de Mayence après plusieurs succès dans la Basse-Vendée est repoussée à Torfou par Bonchamp, Beysser surpris à Montaigu y essuie une défaite totale, Canclaux lutte à Clisson, Miekousky est écrasé par Charette à St.-Fulgent. — La division qui règne parmi les chefs vendéens arrête l'impulsion de cette guerre. — Châtillon théâtre d'un triple combat voit triompher tour-à-tour Westermann et Bonchamp. — Les royalistes battus à Chollet passent néanmoins sur la droite de la Loire, la perte de Bonchamp blessé mortellement les prive du plus habile de leurs chefs ; après quelques succès à Laval, ils vont échouer devant Granville, puis reviennent sur leurs pas Victorieux à Antrain et à Laval, ils sont complètement battus au Mans, par Marceau et Westermann, qui les poursuivent à outrance, et les anéantissent enfin à Savenay.

État affreux de la France dans cette dernière période; la Reine, le duc d'Orléans et les Girondins sont mis à mort; horreurs commises à Lyon, en Alsace, à Arras, à Nantes et Toulon.

Événemens maritimes. — Prise de Pondichéry par les Anglais. — Désastres de St.-Domingue. — Incendie et destruction du Cap. — Le môle St.-Nicolas est livré aux Anglais, ainsi que Jérémie; ils prennent Tabago et échouent à la Martinique. — Résumé de cette mémorable campagne.

CHAPITRE XX.

Situation de l'Europe. — Les Alliés forcent Kilmaine à évacuer le camp de César. — Mesures vigoureuses adoptées en France. — Bataille de Hondschoote. — Levée du siége de Dunkerque.

L'Angleterre se place à la tête de la coalition.

TANDIS que la faction impétueuse des Jacobins prépare l'ébranlement de l'Europe par la violence de ses passions, la grandeur des intérêts qu'elle défend, et l'exaltation des mesures nécessitées par sa position, le gouvernement britannique marche à pas fermes et comptés dans le chemin tracé par sa profonde politique.

Ce n'est point assez d'avoir pour alliés la Russie, l'Espagne et la Hollande; de forcer à l'aide des escadres de Catherine, la Suède et le Danemarck à renoncer aux droits des neutres (1); de sou-

---

(1) L'amiral Tschitschagof à la tête de 20 vaisseaux de ligne avait croisé dans la Baltique, et jeté l'ancre dans la rade de Copenhague. Nous dirons au volume suivant quel en fut le résultat.

mettre la Méditerranée avec celles de Charles IV; il prend encore à sa solde toutes les troupes des puissances qui veulent bien s'y prêter, et les dépouilles des nababs de Mysore payent le sang européen ruisselant à grands flots.

Ce peuple d'amis que Brissot signalait peu de mois auparavant comme le plus sûr appui de la constitution française, dont Dumouriez voulait faire l'arbitre de l'ordre en France, s'était déjà placé à la tête de la ligue universelle. Ses envoyés parcouraient les cours et les camps; prêchant partout la croisade, avec une ferveur égale à celle de ces moines inspirés qui précipitèrent les peuples chrétiens dans la folle entreprise contre l'Asie.

Lord Beauchamp signait le 14 juillet, au camp devant Mayence avec Luchesini, l'alliance étroite de l'Angleterre et de la Prusse; déjà lord Elgin avait conclu dès le mois d'avril un traité de subsides avec la Hesse pour 8 mille hommes. Lord Yarmouth en fit deux nouveaux, l'un pour 4 mille hommes de Hesse-Cassel, le 23 août; et l'autre pour 3 mille de Hesse-Darmstadt, le 5 octobre; il en ajouta bientôt un quatrième avec le grand-duc de Bade. Lord Grenville en avait signé un plus important avec le comte de Front, ministre du roi de Sardaigne, qui s'engagea le 25 avril à tenir son armée sur le pied de 50 mille hommes, moyennant le paiement annuel de 5

millions: le même ministre anglais conclut enfin le 30 août une alliance avec la cour d'Autriche. En ajoutant, à tous ces traités avec les puissances continentales, celui signé le 25 mai entre lord St.-Hélens et le duc d'Alcudia, ministre d'Espagne; la convention de lord Auckland avec le Stathouder; le traité conclu par le chevalier Hamilton avec le ministre du roi de Naples, le 12 juillet : c'en sera assez, sans rappeler les machinations de Hervey à Livourne, de Drake à Gênes, de Hayles à Copenhague, et de Fitzgérald en Suisse, pour faire apprécier l'étonnante activité de la diplomatie anglaise, les sophismes des hommes qui avaient présidé aux relations de la France depuis 1790, et le danger incalculable auquel on s'expose, en confiant les destinées des nations à des assemblées tumultueuses.

Ainsi l'Angleterre, tenant tous les fils de cette immense chaîne, dirigeait les intérêts européens à son gré, dispensait ou promettait des provinces, et influençait même les opérations militaires par les agens qu'elle accréditait auprès des différens quartiers-généraux. A tant d'habileté la Convention n'opposa que sa redoutable énergie, et le ridicule décret du 7 septembre qui déclarait Pitt l'ennemi du genre humain.

Affaires de Pologne.

Toutefois ces brillantes perspectives étaient obscurcies de quelques nuages; des mécontens s'agitaient en Ecosse et la malheureuse Irlande

courbée sous des lois humiliantes, était bien plus intéressée encore à embrasser les doctrines républicaines qui lui faisaient entrevoir un meilleur sort. Le ministère sut néanmoins suspendre la tempête par de prudentes concessions qui, malgré les bornes étroites qu'on leur imposa, calmèrent les esprits pour quelques années.

Pologne. Les affaires de Pologne semblaient encore appelées à faire une puissante diversion à celles d'occident. Kamieniec était tombé entre les mains des Russes, qui occupaient en même temps une grande partie du pays. A peine la nouvelle diète fut-elle rassemblée à Grodno, que l'Impératrice manifesta l'intention de garder une partie des provinces où se trouvaient ses troupes, et que Frédéric-Guillaume déclara qu'il agrégeait Posen, Thorn et Dantzig à ses états.

Dans la position où se trouvait la Pologne, Stanislas crut devoir signer les traités du 13 juillet et du 14 octobre, dont le second démembrement fut la suite.

Turquie. La Porte ne s'était pas définitivement prononcée; le duc de Choiseul attendait un successeur, et il importait aux coalisés que Sémonville nommé à ce poste ne fût pas reçu.

Après un an d'intrigues, tendantes à différer sa mission, il était enfin parti pour Constantinople. L'Autriche, de crainte qu'il n'excitât le Divan à la guerre, et n'ayant pu obtenir qu'il fût

ALB

refusé, se décida à le faire enlever sur le territoire des Grisons, près de Chiavenna, par une troupe de *Burlandotti*, sous la conduite d'un nommé Pozzi, chancelier de l'administration lombarde. Maret, ministre plénipotentiaire à Naples, qui l'accompagnait, partagea sa captivité.

Ces deux ministres avaient, sur un point remarquable, une mission commune; ils étaient chargés par le ministre Lebrun d'accepter la médiation offerte aux puissances belligérantes par les cours de Naples et de Toscane, et de traiter immédiatement de la liberté de la Reine et de la famille royale. Cette mission n'eût aucune suite; l'attentat commis contre Marie-Antoinette, ne permit plus de s'occuper de son sort; d'ailleurs ces agens diplomatiques arrêtés contre le droit des gens, ayant été jetés dans les prisons de Mantoue, ne trouvèrent pas même l'occasion de sauver cette princesse en communiquant leurs instructions.

La Suisse voulut vainement réclamer pour l'honneur de son territoire, et faire punir ceux des sujets des Ligues qui avaient trempé dans ce complot. Le baron de Cronthal, ministre impérial à Coire, parvint par les notes menaçantes de sa cour, à décider les cantons d'abandonner leurs poursuites.

Descorches, envoyé dès le mois de mai à Ve-

nise, fut alors chargé de suivre à Constantinople une partie de la négociation confiée à Sémonville.

La Porte resta dans un état passif, ainsi que les puissances Barbaresques. L'empereur de Maroc, Muley Soliman, moins prudent, se laissa entraîner par les instigations Anglo-espagnoles, au point de proscrire toutes relations avec la république.

Situation effrayante de la France.

Si la situation politique de la France semble désespérée, l'état de ses affaires militaires n'a rien qui puisse la rassurer. Des Alpes aux Pyrénées, du Rhin à l'Océan, du Rhône aux rives de la Loire, le drapeau tricolore rétrograde devant les masses nombreuses, mais mal dirigées, de ses ennemis. Mayence et Valenciennes viennent de tomber devant les forces combinées de l'Autriche, de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande; Bellegarde succombe sous les armes espagnoles; la Vendée est en feu, et 60 mille royalistes victorieux menacent les représentans sur leurs chaises curules. La résistance à l'anarchie arme Bordeaux, Lyon, Marseille et Caen. Les Austro-Sardes franchissent les Alpes, et sont prêts à donner la main à ces insurgés. Le reste de la France même paraît disposé à se soustraire au joug de la Convention, plutôt qu'il ne s'apprête à la soutenir. Partout inférieures et désorganisées, les armées, sans chefs capables, atten-

dent incessamment le coup décisif qui doit amener leur dissolution; enfin pour comble de malheur les colonies sont perdues. Jamais gouvernement ne se trouva dans une situation plus alarmante, et ne parut si près de sa ruine.

Énergie de la Convention.

Toutes les combinaisons de la prévoyance humaine signalaient sa chute prochaine; et les conventionnels seuls, loin de se laisser abattre, semblables à des lions rugissans, redoublaient d'énergie et de rage, à mesure qu'on leur découvrait un nouveau danger ou de nouveaux revers.

Le partage de la Pologne venait ajouter à ce sombre tableau; mais en éclairant les Français de toutes les conditions sur le sort dont leur patrie était menacée, il opère, comme un talisman, le même miracle que le manifeste du duc de Brunswick produisit dans la campagne précédente: autorisant en quelque sorte les atrocités commises par les Jacobins, il leur donna même les apparences du plus saint des devoirs; fatale extrémité à laquelle une sage politique ne devrait jamais réduire les peuples. Comme l'indignation de subir des lois étrangères avait servi de prétexte aux hommes du 2 septembre; de même la crainte de voir la France humiliée et démembrée, ajoutant le puissant mobile du patriotisme, de l'honneur et de l'indépendance, à l'effroi inspiré par le régime de la terreur; l'un et l'autre concoururent

aux immenses résultats de cette campagne, dont nous essayons de retracer les événemens.

Déjà la guerre a entièrement changé de but: les priviléges de la noblesse, le maintien de la prérogative royale, ne sont plus les motifs de la coalition; comme les droits du tiers-état ne sont plus les mobiles du parti républicain: les Rois voient l'anarchie ébranlant tous les trônes, renversant tous les autels; les Jacobins n'aperçoivent de salut que dans l'anarchie, qui doit faire de chaque français un soldat, une victime ou un factieux. Les premiers tremblent, qu'assimilés à Louis XVI, on ne leur fasse un crime de toutes leurs actions, en les interprétant comme des actes de tyrannie et de despotisme: les novateurs redoutent qu'on leur demande compte du sang royal qu'ils ont répandu, et des théories qu'ils ont voulu propager, précédés du canon et suivis de la guillotine. Les Souverains voient la hache révolutionnaire suspendue sur leurs têtes comme l'épée de Damoclès, et font tous leurs efforts pour lui échapper : les chefs de la Montagne aperçoivent d'un côté l'échafaud, et de l'autre l'espoir d'une victoire honorable; ils peuvent se sauver au milieu des ruines, des décombres, dont ils couvrent le sol français.

En remontant aux causes qui produisirent et alimentèrent cette funeste exaltation des Jaco-

bins, on est forcé de convenir qu'elle prit sa source dans l'inutile et malheureuse journée du 10 août, qui entraîna celle du 21 janvier. Le coup fatal une fois porté, la victoire seule ou une mort violente pouvait terminer le rôle sanglant qu'ils étaient condamnés à jouer : aussi la nécessité d'obtenir cette victoire, en même temps qu'ils garantissaient la France d'invasion, est-elle l'unique excuse qui puisse atténuer l'odieux de leur sanglante domination.

Espoir que donne la lenteur des Alliés.

La longue léthargie des Alliés pendant le bombardement de Valenciennes, avait rassuré les républicains sur les conséquences de la défection de Dumouriez; quatre mois s'étaient écoulés depuis sa fuite, et le sol de la république livré sans défense aux coups de ses ennemis se trouvait à peine entamé. En calculant la marche des événemens ultérieurs d'après la lenteur de ces progrès, combien de chances ne pouvait-on pas se promettre, si l'on redoublait d'audace et d'énergie, à mesure que les coalisés se consumaient en efforts mal concertés contre des remparts? Combien de places n'avaient-ils pas encore à réduire avant d'être arrivés au terme de leur entreprise?

Des députés familiarisés avec les combinaisons militaires, tels que Carnot, Dubois-Crancé, Lacombe-St.-Michel et Letourneur; des hommes d'esprit étrangers à la profession des armes,

comme Richard, Gillet, Choudieu et plusieurs autres; initiés tout-à-coup dans les secrets de la défensive par les nombreux mémoires déposés aux archives de la guerre, jugèrent tout ce que la prise de Lille et de Landrecies avait coûté d'efforts aux ennemis de Louis XIV, et combien il restait de ressources pour s'opposer à l'invasion de ces mêmes puissances. En effet, l'état des affaires quoique grave n'était pas plus alarmant qu'en 1709, après la bataille de Malplaquet : à la vérité, Valenciennes et Condé étaient au pouvoir des ennemis, mais Lille se trouvait encore intacte, et une armée qui se renforçait de jour en jour occupait le camp de César : si la république cherchait encore un Villars, les Alliés n'étaient point commandés par des capitaines de la trempe d'Eugène et de Marlborough. D'ailleurs la nation française plus vigoureuse que sous la décrépitude de Louis XIV, avait au contraire des moyens de défense supérieurs; il ne lui fallait que le temps de les déployer.

Ainsi par un mélange d'énergie, d'honneur national, de sentiment de leur propre conservation, et de calculs fondés sur l'expérience, les membres les plus influens de la Convention, ne désespèrent point du salut de la république, et comptèrent assez sur les Français pour prendre la résolution de s'enterrer sous les ruines de la

patrie ou de se sauver avec elle. Ils réussirent même au-delà de leurs espérances, et on doit convenir qu'ils en furent redevables aux fautes et à la mollesse de leurs ennemis, autant qu'à l'énergie nationale et à la sagesse de leurs mesures.

L'envoi des députés aux armées, fixé par la loi du 30 avril, avait déjà produit quelque bien; cependant la chute des deux premiers boulevards de la république, l'évacuation du camp de César, et l'apparition des partisans autrichiens jusqu'aux portes de St.-Quentin, firent juger le péril plus imminent qu'on ne l'avait supposé. Barrère déclare que, si Paris ne se lève pas une seconde fois pour cerner l'ennemi devant Cambray, c'en est fait de la patrie; Danton fait décréter que tout volontaire quittant les drapeaux sera puni de mort.

Établissement du gouvernement révolutionnaire.

La constitution ochlocratique va être établie, mais en imprimant une marche vague à l'administration publique, elle la privera de toute la force de l'arbitraire; il faut dans les grandes crises un pouvoir extraordinaire, et tout se prépare pour obtenir la suspension de cette Charte, à laquelle un gouvernement révolutionnaire sera substitué. Cette mesure, présentée comme le gage du salut public, convient d'ailleurs d'autant mieux aux chefs de la Montagne, qu'elle perpétue et accroît leur pouvoir, sans les exposer aux chances d'une nouvelle élection,

dont ils n'auraient pu être certains malgré la terreur qui planait sur la France

Carnot est nommé au comité de salut public.

En attendant, on sent la nécessité d'avoir recours aux hommes qui développent quelques talens militaires. Carnot qui en a fait preuve dans sa mission aux armées du Nord, est nommé le 14 août au comité de salut public (1). Le même jour, la Convention adresse sur la proposition de Barrère, une proclamation aux Français, où l'on retrouve, comme dans toutes les productions de

---

(1) Carnot, né à Nolay, près Dijon, capitaine du génie avant la révolution, s'était fait connaître par un éloge de Vauban et plusieurs mémoires d'un haut intérêt; on a prétendu que mécontent du ministre Brienne, dont il avait essuyé des humiliations, il se jeta de bonne heure dans le parti des ennemis de la cour. Peut-être la nature de ses études, et les exemples séduisans de l'antiquité, contribuèrent-ils à le rendre républicain par des motifs plus élevés et plus purs que ceux d'une vengeance personnelle.

Nous n'entreprendrons point le panégyrique de son administration ni de sa conduite; mais on verra dans le cours de cet ouvrage l'importance et la nature des services qu'il rendit à la France. Depuis le déblocus de Dunkerque dont nous allons rendre compte, jusqu'en 1796, il dirigea presque toujours les opérations des armées; et la république lui fut redevable de bien des victoires, malgré les fautes assez graves qu'il commit parfois.

Son système favori était d'opérer sur les deux ailes; manœuvre dangereuse à nombre égal, puisqu'elle donne aux forces une direction centrifuge; à peine serait-elle convenable pour une armée fort supérieure, puisqu'on obtiendrait presque toujours des succès plus certains en opérant sur une des ailes seulement. D'ailleurs les instructions de Carnot aux généraux décèlent un grand caractère, et son désintéressement attesté par l'état de sa fortune, prouve que s'il eut de l'ambition, il fut administrateur intègre.

ce temps, le plus étrange abus de mots et de phrases ampoulées, joint aux pensées les plus fortes.

« Ils retentissent dans toute l'étendue de la » République, ces cris de joie qui ont pro- » clamé, devant vos représentans, la consti- » tution que vous avez acceptée! Jamais, ja- » mais, depuis qu'il existe des hommes et des » empires, un plus grand acte social ne reçut » son accomplissement dans une fête aussi au- » guste et aussi touchante! que vos envoyés à » Paris rendent témoignage à cette cité célèbre, » qui n'a été l'objet de toutes les calomnies, que » parce qu'elle a fait toutes les révolutions; » qu'ils disent s'ils n'ont pas trouvé ici dans cha- » que citoyen un ennemi inexorable des tyrans » et de l'anarchie; dans chaque homme un ami, » dans chaque repas un banquet fraternel. O » spectacle magnifique et le plus attendrissant » que la terre ait jamais déployé sous les regards » de l'Eternel!

» Aux armes, Français! à l'instant même où » un peuple d'amis et de frères se tiennent serrés » dans leurs embrassemens, les despotes de » l'Europe violent vos propriétés et dévastent » vos frontières. Aux armes, levez-vous tous, » accourez tous : la liberté appelle les bras de » tous ceux dont elle vient de recevoir les ser- » mens. C'est la seconde fois que les tyrans et les

» esclaves conjurés souillent sous leurs pas la
» terre d'un peuple souverain. La moitié de leurs
» armées sacriléges y a trouvé la première fois
» son tombeau. Que cette fois tous périssent, et
» que leurs ossemens, blanchis dans nos campa-
» gnes, s'élèvent comme des trophées au milieu
» des champs que leur sang aura rendu plus fé-
» conds. Aux armes, Français! couvrez-vous de
» la gloire la plus éclatante, en défendant cette
» liberté adorée, dont les premiers jours tran-
» quilles répandront, sur vous et sur les généra-
» tions de vos descendans, tous les germes de
» bien et de prospérité. »

Cependant ces mesures se bornaient jusques-là à des déclamations et à des décrets d'une exécution à-peu-près impossible; le danger devenait de jour en jour plus pressant; les affaires de l'intérieur prenaient un aspect plus sinistre; la guerre civile et l'invasion étrangère menaçaient 60 départemens : à peine l'autorité de la Convention était-elle reconnue dans le tiers de la France, et encore était-ce dans les provinces déjà épuisées par les efforts antérieurs. Les proclamations ne procuraient qu'un petit nombre d'hommes, car les plus dévoués avaient déjà volé à la frontière. L'idée de sauver la république par la plus affreuse terreur, sortit comme une irruption volcanique des têtes exaltées de quelques meneurs, ou fut le résultat de leur désespoir.

Le 23 août, Barrère montant à la tribune, propose de décréter la levée en masse des Français. Ce moyen seul pouvait les sauver, et l'orateur ne manquait pas d'éloquence pour convaincre la Convention des avantages de cette grande mesure : son discours devrait trouver place ici, non-seulement comme un monument de l'exaltation des esprits, mais encore par l'importance des questions qui y sont traitées : nous regrettons que son étendue ne nous permette pas de le donner (1). Décret pour la levée en masse.

Après avoir démontré la nécessité de renforcer les armées, et l'insuffisance du recrutement ordinaire pour faire face aux dangers, il établit le principe de la réquisition générale, ménageant avec adresse les idées d'égalité, et les intérêts particuliers des nombreuses classes dont on a toujours peine à faire des soldats; puis il présente le décret suivant :

« Jusqu'au moment où les ennemis auront été
» chassés du territoire de la république, tous
» les Français sont en réquisition permanente
» pour le service des armées.

» Les jeunes gens iront au combat; les hom-
» mes mariés forgeront les armes, et transpor-
» teront des subsistances; les femmes feront

(1) Moniteur du 25 août 1793.

» des tentes, des habits, et serviront dans les » hôpitaux; les enfans mettront le vieux linge » en charpie; les vieillards se feront porter sur » les places publiques pour exciter le courage » des guerriers, la haine des rois et l'unité de la » république.

» Les maisons nationales seront converties » en casernes, les places publiques en ateliers » d'armes; le sol des caves sera lessivé pour en » extraire le salpêtre.

» Les armes de calibre seront exclusivement » confiées à ceux qui marcheront à l'ennemi; le » service de l'intérieur se fera avec les fusils de » chasse et l'arme blanche.

» Les chevaux de selle seront requis pour » compléter les corps de cavalerie, les chevaux » de trait, autres que ceux employés à l'agri- » culture, conduiront l'artillerie et les vivres.

» Le comité de salut public est chargé de » prendre toutes les mesures pour établir, sans » délai, une fabrication d'armes de tout genre, » qui réponde à l'état et à l'énergie du peuple » français; il est autorisé en conséquence à for- » mer tous les établissemens, manufactures, » ateliers et fabriques qui seront jugés néces- » saires à l'exécution des travaux, ainsi qu'à » requérir pour cet objet, dans toute la républi- » que, les artistes et les ouvriers qui peuvent » concourir à leurs succès; il sera mis, à cet

» effet, une somme de 30 millions à la disposi- » tion du ministre de la guerre, à prendre sur » les 498 millions d'assignats qui sont en réserve » dans la caisse à trois clefs. L'établissement » central de cette fabrication extraordinaire » sera fait à Paris.

» Les représentans du peuple envoyés pour » l'exécution de la présente loi auront la même » faculté dans leurs arrondissemens respectifs, » en se concertant avec le comité de salut pu- » blic; ils sont investis des pouvoirs illimités » attribués aux représentans du peuple près les » armées.

» Nul ne pourra se faire remplacer dans le ser- » vice pour lequel il sera requis; les fonction- » naires publics resteront à leur poste.

» La levée sera générale; les citoyens non » mariés ou veufs sans enfans, de 18 à 25 ans, » marcheront les premiers; ils se rendront sans » délai au chef-lieu de leur district, où ils s'exer- » ceront tous les jours au maniement des armes, » en attendant l'ordre du départ.

» Les représentans du peuple règleront les » appels et les marches, de manière à ne faire » arriver les citoyens armés au point de rassem- » blement, qu'à mesure que les subsistances, les » munitions, et tout ce qui compose l'armée ma- » térielle se trouvera exister en proportion suf- » fisante.

» Les points de rassemblemens seront déter-
» minés par les circonstances, et désignés par
» les représentans du peuple envoyés pour l'exé-
» cution de la présente loi, sur l'avis des géné-
» raux, de concert avec le comité de salut pu-
» blic et le conseil exécutif provisoire.

» Le bataillon qui sera organisé dans chaque
» district, se réunira sous une bannière portant
» cette inscription : *Le peuple français debout*
» *contre les tyrans*.

» Les bataillons seront organisés d'après les
» lois établies, et leur solde sera la même que
» celle des bataillons qui sont aux frontières. »

Le reste du décret est relatif aux subsistances et à des dispositions de détail.

Gouvernement révolutionnaire.

L'Assemblée adopta ces mesures aux acclamations universelles : cinq jours après elle décréta la suspension de la constitution du 24 juin, et l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire, jusqu'à l'entière délivrance de la république.

A peine cette loi est-elle rendue, que la fatale nouvelle de l'entrée des Anglais et des Espagnols à Toulon se répand. Cette place si importante sous les rapports maritimes, militaires et politiques, va livrer aux ennemis une communication avec les rebelles du Rhône, et servir de base d'opérations à de puissantes armées qui ne man-

queront pas de s'y porter; la guerre civile va prendre une tournure bien plus allarmante.

A des désastres pareils, il faut opposer une énergie proportionnée. Le puissant levier de tous les mouvemens insurrectionnels est mis en jeu: le 5 septembre, la commune de Paris dirigée par Chaumette, instiguée par les meneurs du comité, vient demander la formation d'une armée révolutionnaire, suivie de 12 tribunaux pour juger les conspirateurs, les accapareurs et ceux qui s'opposeraient à l'exécution des lois. Barrère, peu d'heures après, propose, au nom du comité de salut public, de sanctionner ces mesures: Danton demande qu'on mette 100 millions à la disposition du ministre de la guerre, pour fabriquer des armes et surtout des fusils. Ces motions bientôt converties en lois, annoncent à tous les Français que le seul moyen de ne pas être placé au rang des bourreaux ou des victimes, est de voler sur les frontières. On court chercher, sous l'uniforme militaire, un honneur qu'on n'aperçoit plus ailleurs; on espère trouver, au milieu des camps, une sûreté qu'on ne peut attendre sous le couteau des délateurs.

La peur de l'armée révolutionnaire fait grossir rapidement les armées nationales, de tous les individus que la loi vient d'atteindre, et bientôt la France sera moins embarrassée de trouver

des soldats que des généraux pour les conduire.

S'il suffit parfois d'un décret pour lever une armée, il faut, pour la munir de tout l'attirail nécessaire, des ressources d'une autre nature. L'innombrable levée en masse exigeait un matériel proportionné, des armes, des chevaux, des effets d'habillement, des munitions et des vivres. La planche des assignats était en permanence comme la guillotine, et formait l'unique ressource du gouvernement, car les biens des condamnés saisis au profit du fisc, comme ceux des émigrés, ne se vendaient pas facilement dans un moment où le titre de propriétaire conduisait souvent à l'échafaud. Mais avec un papier discrédité, et dont la baisse suivait une progression effrayante, il n'était pas toujours possible d'acquérir les objets dont on avait besoin.

Des décrets successifs mirent en réquisition permanente tout ce qui était utile pour la guerre, et la peine de mort frappant tout citoyen qui eût cherché à se soustraire à leur effet spoliateur. Enfin pour arrêter le discrédit du papier-monnaie, on avait imaginé, dès le mois de mai, de fixer, par un tarif, le maximum des prix que le commerce serait en droit d'exiger, non-seulement pour les denrées, mais encore pour tous les articles manufacturés les plus nécessaires à la vie. Cet acte attentatoire à la propriété, qui

mettait la fortune de chaque marchand, fabricant ou cultivateur, à la merci des agens de la Convention, et même de la populace, fit, sur toute la France, un effet entièrement opposé à celui qu'on avait attendu. Entravant les rapports individuels, cette loi barbare tarit toutes les sources de la confiance et du commerce; elle établit le pillage d'un côté, la méfiance, la peur et la cupidité de l'autre.

Cependant au milieu de cette étrange législation, le gouvernement français, privé de finances, de commerce, de colonies et de crédit, se trouva, du moins pour quelques instans, le plus riche et le plus puissant de l'Europe. On peut assigner comme causes de cet étrange phénomène, la légèreté avec laquelle il multiplia son papier-monnaie; les confiscations qui en soutinrent la garantie; enfin le terrible droit de réquisition, qui le dispensait de payer aux pères, la valeur des objets qu'on leur enlevait pour entretenir leurs fils combattans à la frontière. Les plaies profondes que cet état de choses faisait à la fortune publique et particulière, n'étaient rien pour des hommes qui ne calculaient pas l'existence future de la nation, quand il s'agissait de leur tête, et qui estimaient leur vie même, bien moins que leurs opinions. Disposant sans scrupule du sang et de la fortune de 25 millions de Français,

condamnant tout ce qui ne voulait pas s'armer ou se dépouiller, la Convention trouva dans ces effroyables mesures, le secret du salut et de l'intégrité de la république : les instrumens et les moyens furent odieux, le résultat sublime.

Fautes capitales des Alliés.

Tandis que la France prépare ces immenses moyens de résistance, les Alliés prennent de leur côté tous ceux qui peuvent faciliter son triomphe : mais pour ne pas intervertir l'ordre des événemens, il faut reprendre les choses où nous les avons laissées au chapitre XV, c'est-à-dire à l'époque du 28 juillet.

Après la prise de Valenciennes, de Condé et de Mayence, on était autorisé à croire que possédant enfin une base d'opérations convenable, les vainqueurs poursuivraient sans relâche les restes de l'armée française. Les Alliés ne comptaient pas moins de 280 mille combattans de Bâle à Lille, forces respectables qui, bien employées, leur donnaient droit d'attendre les plus grands succès. L'emploi le plus heureux qu'ils semblassent pouvoir en faire, dans la position où elles se trouvaient alors placées, était de s'avancer rapidement en deux grosses masses, de Valenciennes sur Soissons d'un côté, et de Mayence par Luxembourg sur Reims de l'autre. En laissant même sur chaque flanc, une réserve de 40 à 50 mille hommes pour couvrir les communications

et masquer les places, on pouvait conduire, en quinze marches, 180 mille hommes sous Paris, afin d'en chasser la Convention. Ce but essentiel de la guerre une fois atteint, il importait alors de traiter avec la nation, sur des principes convenables à son repos, à sa dignité, et à l'intérêt général de l'Europe; non dans l'unique intérêt de l'Angleterre, sa seule ennemie constante et irréconciliable. Mais pour obtenir un semblable résultat, il fallait d'autres ministres que les Thugut et les Bischofswerder; d'autres généraux que ceux de la coalition.

Aux motifs politiques qui commandaient d'en agir ainsi, se réunissaient toutes les convenances militaires; quand on combat une nation belliqueuse comme les Français, il importe surtout de mettre le temps à profit dans les succès; leur laisser le loisir de se reconnaître, c'était oublier totalement le but de la guerre. Les quatre mois les plus décisifs venaient de s'écouler dans une inaction blâmable; cependant il était peut-être encore temps d'y remédier. La ligne immense de ces frontières était gardée par des camps défensifs isolés, dont les troupes découragées, n'avaient d'ailleurs, pour l'instant, aucune direction centrale qui pût combiner leur emploi d'une manière avantageuse et conforme aux principes de l'art. Si tout se préparait en France pour

leur donner bientôt cette direction, il n'en est pas moins vrai que rien n'était encore disposé à la fin de juillet. Le ministre de la guerre ne s'occupait que de détails administratifs; le comité de salut public faisait tout ce qui était en son pouvoir pour aviser aux grands moyens intérieurs de sauver la France; mais outre que cela exigeait du temps, il ne se trouvait alors parmi ses membres aucun homme capable de diriger les opérations militaires (1); enfin le conseil exécutif n'existait plus que pour la forme, et l'action des commissaires de la Convention aux armées, était trop locale et trop isolée pour atteindre ce résultat.

Si les trois armées coalisées préféraient continuer leurs opérations divergentes sur la Picardie et l'Alsace, et s'amuser encore à des siéges; on avait lieu de penser que celle du Nord songerait du moins à attaquer une des places les plus convenables pour lier ses communications avec Namur et la Meuse; et sous ce rapport Maubeuge ou Philippeville procuraient le plus d'avantages

(1) Carnot n'y entra que vingt jours après la prise de Valenciennes, et il était encore en mission. Ce ne fut qu'un mois après la prise de cette ville, qu'on décréta les levées en masse, et trois mois après qu'elles s'exécutèrent. Il ne fallait que quinze jours pour arriver à Paris ou se retirer.

stratégiques. Un grand capitaine n'eût point balancé à donner la préférence au système d'invasion qui, exécuté rapidement, devait assurer d'immenses résultats dans la situation où se trouvait alors la France. Mais, au défaut de cette résolution, l'attaque de l'une de ces places était ce qui convenait le mieux.

Les coalisés, loin d'adopter un de ces deux partis, ne manquèrent pas de choisir le pire de tous; ils commencèrent par séjourner neuf jours sous Valenciennes, autour de laquelle ils campaient depuis assez long-temps pour être en mesure de se mettre en marche dès l'instant où leur présence y serait devenue inutile. Soit qu'ils supposassent l'ennemi dans un tel état de délabrement, qu'ils pussent entreprendre impunément tout ce qu'ils voudraient, soit que la fortune les aveuglât au point d'ignorer la faute qu'ils commettaient, ils résolurent de se diviser et d'opérer sur deux lignes divergentes; le duc d'Yorck marchant à droite devait assiéger Dunkerque, et le prince de Cobourg se diriger à gauche sur le Quesnoy.

Nous avons dit au chapitre XV que ce projet avait été conçu dès l'ouverture de la campagne par Mack, sans doute sur la proposition du cabinet de Londres. Ce général ayant quitté l'armée à la suite de l'affaire de Famars, ses successeurs sentirent l'inconvenance d'une telle entreprise.

Le prince de Cobourg après la reddition de Valenciennes fit son possible pour en détourner ses Alliés; mais il paraît que ce point étant convenu entre les gouvernemens, le cabinet de Londres n'en voulut point départir. Déjà un armement considérable se préparait à Woolwich et Portsmouth pour concourir au blocus et au bombardement de Dunkerque.

Lorsqu'on réfléchit aux motifs qui pouvaient inspirer cette entreprise, il est facile de reconnaître tous les intérêts qui guidaient l'Angleterre; on n'y retrouve au contraire aucun des avantages politiques ou militaires que devaient rechercher les puissances du continent. Ainsi, pour complaire au gouvernement britannique, on donna aux opérations une direction excentrique, qui fut la cause de désastres inouis, et on employa la majeure partie de l'armée à un misérable accessoire, au lieu de diriger des efforts bien concertés sur les points principaux où l'ennemi rassemblait ses moyens de défense.

Entreprise sur le camp de César.

Le prince de Cobourg résolut néanmoins de profiter du temps où il disposait encore de la totalité de ses forces, pour tenter un coup de main sur l'armée française : on sait qu'à la condamnation de Custine, et en attendant son successeur, elle était passée provisoirement aux ordres de Kilmaine, et que depuis la fin de mai

elle s'était retranchée au camp de César (1); elle comptait alors près de 35 mille hommes; sa droite était abritée par Cambray, la gauche par Bouchain; l'Escaut coulait devant son front, couvert en outre par de nombreux ouvrages de campagne, élevés sur la rive droite de cette rivière. (*Voyez pl. IX.*)

Ce projet d'attaque qui honore le prince de Cobourg, ou l'officier qui en fut l'auteur, ne s'exécuta pas aussi bien qu'il avait été conçu. Le duc d'Yorck se mit en marche le 6 août avec un corps de 22 mille hommes, et vint camper à Villers en Cauchie. Le général Dalvig s'établit vers Pithon et Romelie avec 8 bataillons et 6 escadrons de Hesse-Cassel, afin de couvrir le mouvement du côté du Quesnoy. Le lendemain, le duc d'Yorck dut s'avancer au-delà de Cambray; la chaleur excessive de cette journée, jointe au long circuit qu'il fallut faire autour de la place, retarda la marche, et l'armée ne put passer l'Escaut qu'à six heures du soir; elle occupa les hauteurs vis-à-vis de Manières. Plu-

(1) Ce fameux camp de César est situé derrière Cambray sur les hauteurs de Saint-Olle et Paillancour; la position est bonne, mais on l'avait allongée en formant un flanc de Bouchain jusqu'à Arleux. Les troupes morcelées sur une aussi grande étendue, eussent été compromises si elles avaient attendu un engagement.

sieurs hommes périrent par la chaleur dans cette longue marche, que les Français n'inquiétèrent que par de faibles détachemens de cavalerie.

Le prince de Cobourg partit également le 7 de son camp de Herrin, avec l'armée impériale sur deux colonnes : la première remonta l'Escaut jusqu'à Naves, et chercha à passer cette rivière sur le front du camp français : la seconde sous Clairfayt se dirigeant par Haspres, attaqua les villages de Hordaing et Iway. Cambray fut sommé, et le général de Claye qui y commandait, répondit en brûlant les faubourgs, et se préparant à une défense vigoureuse. L'armée impériale campa alors à Thun-Saint-Martin.

Retraite prudente de Kilmaine.

Kilmaine trop prudent pour commettre sa faible armée dans un combat inégal, prit heureusement, le 7 août après-midi, la résolution d'évacuer le camp au point du jour, et après avoir fait la tournée des postes, il donna les ordres nécessaires. Son intention était de se diriger avec une forte division sur Fontaine-Notre-Dame, pour couvrir la retraite des bagages et du reste de l'armée : les petits camps, qui se trouvaient sur l'Escaut et sur la Censée, eurent ordre en même temps, après avoir rompu les ponts, de se réunir aux troupes de l'avant-garde au bac d'Aubancheuil, de passer de là par Pallué pour se rendre au camp de Biache, en laissant un renfort de 6 bataillons aux flanqueurs de gauche :

ceux-ci devaient assurer la communication d'Arleux à Douay, et se maintenir dans les postes de Palué, l'Ecluse, Estoing, etc.

D'après ces dispositions, les Français exécutèrent leur retraite le lendemain 8 août, dès la pointe du jour. L'infanterie marchait à la tête avec le parc d'artillerie et les équipages flanqués par un régiment de chasseurs à cheval. Le général Kilmaine et le représentant Delbrel étaient restés à l'arrière-garde, composée de l'artillerie légère et d'environ 2,500 chevaux. Le corps d'armée avait déjà fait une lieue, lorsque l'arrière-garde commença son mouvement.

Sur ces entrefaites, les Alliés s'étaient mis en marche de leur côté le 8 au matin. Le duc d'Yorck, dans le but de tourner la droite, se dirigeait avec ses 22 mille hommes en trois colonnes sur Bourlon, tandis que Colloredo et Clairfayt tentaient le passage de l'Escaut au-dessous à Thun-Saint-Martin, et que le général Fabry avec un corps léger menaçait Aubigny-au-Bac.

Il était déjà trop tard; le duc d'Yorck arrivant sur les hauteurs de Cantin, trouva non-seulement le gros de l'armée déjà décampé, mais l'arrière-garde même déjà en marche; il se contenta alors de la faire suivre par une partie de sa cavalerie qui ne parvint point à l'entamer. Déjà les Français avaient dépassé le village de Marquion, lorsqu'ils furent avertis que deux bataillons, restés

sur les derrieres, venaient d'être enveloppés dans ce village par les hussards ennemis; cette infanterie évacuant Thun-l'Evêque, au lieu de prendre la route du bac d'Aubancheuil où elle devait se rendre sous les ordres du général Leclerc, avait pris celle de Marquion; elle fut investie dans ce bourg après la plus vigoureuse résistance, et eût été obligée de mettre bas les armes, si le général Kilmaine n'était accouru à son secours. Plaçant aussitôt une partie de sa cavalerie et son artillerie légère en bataille à droite et à gauche de la grande route, ce général charge, avec le reste, la cavalerie ennemie, la renverse, et dégage les deux bataillons : dans ce choc qui fut très-court, mais impétueux, on tua ou prit une centaine d'hommes.

Pendant que l'arrière-garde en venait aux mains avec les escadrons ennemis, l'infanterie, le parc et les bagages s'avançaient paisiblement vers Arras : déjà ils étaient, pour ainsi dire, à l'abri d'insulte, lorsque des malveillans, par des cris de *sauve qui peut*, jetèrent la terreur et le désordre parmi quelques bataillons de l'avant-garde qui s'enfuirent, et arrivèrent en déroute aux portes d'Arras, sans avoir vu un seul ennemi : le gros de l'armée, harcelé par les troupes légères, n'en continua pas moins sa marche dans le plus grand ordre, protégé par la bonne contenance de l'arrière-garde au pont de la Gâche.

Cette retraite que nous avons présentée avec détail, à raison de son importance, fit honneur à Kilmaine, et fut un des services les plus signalés rendus à la république, car si cette armée eût été entamée, la supériorité des ennemis était telle qu'on devait craindre de perdre ce dernier noyau de force sur la frontière du Nord, et les Alliés, enhardis par cette victoire, eussent peut-être renoncé à leur course sur Dunkerque, pour profiter plus utilement d'un avantage si décisif.

Il est juste toutefois d'avouer que Kilmaine fut bien favorisé par la faute que commirent les Anglais en exécutant un mouvement de jour à la vue des hauteurs de Cambray; s'ils avaient fait une marche de nuit depuis leur camp de Villers, il est probable qu'ils eussent rendu la retraite presque impossible, en arrivant à temps à Bourlon.

Toute l'affaire se borna à un léger engagement d'arrière-garde vers Marquion. Les Français affaiblis par de nouvelles garnisons, se retirèrent entre Arras et Douay, au camp d'Arleux ou de Gavarelle, où le général Houchard vint prendre le commandement le 10 août.

Le camp de César fut occupé par une division autrichienne qui passa l'Escaut; les Anglais campèrent à Bourlon.

A l'approche de forces si considérables jusqu'aux portes de Cambray et de Saint-Quentin,

l'épouvante commença à gagner les départemens voisins : et l'alarme augmentant de proche en proche, retentit jusqu'à la Convention et aux Jacobins. Pour surcroît de malheurs, les digues de Bouchain se rompirent le 6, et firent perdre ainsi les moyens de défense qu'on espérait tirer des inondations de l'Escaut. Cependant le danger n'effraya point les républicains; outre les dispositions que nous venons d'indiquer, ils prétendirent un instant faire refluer dans l'intérieur toute la population du territoire envahi.

Déjà les commissaires en mission avaient devancé ces mesures en requérant les gardes nationales sédentaires des départemens voisins pour former les garnisons des places, même celles de première ligne; *afin*, portait leur arrêté, *de rendre le plus promptement possible toutes les forces agissantes*. Il fut même question de renforcer les camps et armées actives par un grand nombre de ces gardes nationales; mesure énergique sans doute, mais qui faute d'armes, de munitions et d'instruction préparatoire, semblait exagérée dans son application; car, loin d'opposer à l'ennemi des masses formidables, elle n'était propre qu'à rassembler des cohues plus embarrassantes qu'utiles, à augmenter les chances de désordre et à consommer les approvisionnemens destinés aux armées régulières, à peine suffisans pour subvenir à leurs besoins de tout genre.

Quoique l'entreprise du prince de Cobourg contre Kilmaine eût échoué, les Alliés avaient encore beau champ pour suivre sans relâche cette armée inférieure de moitié, et dont le moral était fortement ébranlé; il fallait l'attaquer partout, la disperser, la prendre en détail ou la jeter dans une place : jamais occasion ne fut plus belle pour anéantir ce dernier noyau de résistance, et ce moment n'était peut-être guère moins propice que celui de la prise du camp du Famars. Au lieu de rassembler leur masse pour frapper des coups décisifs, les Alliés ne se bornèrent pas à faire parader sans succès plus de 120 mille combattans sur le Rhin et aux versans des Vosges; ils s'amusèrent encore à disperser 162 mille hommes, dont 33 mille d'excellente cavalerie, depuis la Moselle jusqu'à la mer, et se décidèrent à reprendre la double expédition sur Dunkerque et le Quesnoy. Un emploi si fautif de ces forces respectables, dont le lecteur se pénétrera mieux en examinant avec attention le tableau ci-après, fut puni comme il le méritait par les plus sanglans revers. Les Alliés se divisent pour attaquer Dunkerque et le Quesnoy.

(*Suit le Tableau.*)

Emplacement des troupes alliées entre la Moselle et la mer, à l'époque du 11 août 1793.

1° L'armée du duc d'Yorck destinée au siége de Dunkerque.	21,000 hommes.
2° Le corps du maréchal Freytag en observation	16,000
3° Les Hollandais à Roncq, Menin, Turcoing.	15,000
4° Le corps prussien en marche pour relever à Trèves un autre corps de 15 mille Autrich.	9,000
	61,000
AUTRICHIENS.	
5° Corps d'Alvinzy à Dunkerque déjà compris ci-dessus.	
6° Clairfayt à Herrin et Denain.	15,000
7° Colloredo à Saulnoir.	7,000
8° Lilien à Pithon.	4,500
9° Wenckheim à Villerspel	9,500
10° Erbach à Houdain.	6,600
11° Latour à Bettignies près Maubeuge	8,000
12° Garnison de Condé et Valenciennes.	7,000
13° Beaulieu à Namur.	7,500
14° Schroder sous Luxembourg avec la garnison.	14,000
15° Blankenstein à Trèves	9,500
16° En marche de Mayence pour l'armée	10,000
17° Détachés à Bruxelles et au corps hollandais.	3,500
TOTAL GÉNÉRAL.	163,100 hommes.

En ajoutant à ce nombre les 12 mille du général Alvinzy, les troupes impériales se montaient à 114 mille hommes, dont 22 mille de cavalerie, les 9 mille Prussiens partis le 6 juin pour Trèves, furent remplacés par 15 mille Autrichiens venant de la Moselle, ce qui rendit inutile ces 24 mille hommes pendant près de trois semaines qu'ils marchèrent derrière la ligne. Les armées du duc de Brunswick et du maréchal Wurmser en Alsace ne comptaient pas moins de 120 mille hommes en comprenant les contingens des Cercles et le cordon du Rhin, ce qui porte la force des coalisés à 280 mille.

Le 10 août, l'armée anglo-hanovrienne, renforcée d'un corps nombreux, partit pour Orchies et de là pour Furnes. Le prince de Cobourg reprit le même jour sa position de Herrain ; une avant-garde resta au camp de César ; Colloredo campa à Villers en Cauchie ; l'armée hollandaise, pour couvrir les communications et masquer Lille, devait conserver sa position à Menin. L'armée impériale, au nombre d'environ 45 mille hommes, se mit de nouveau en marche pour s'emparer de la forêt de Mormale et assiéger le Quesnoy, opération dont la proximité du grand parc qui avait servi à la réduction de Valenciennes, rendait le succès indubitable.

Ainsi, les forces immenses de la coalition réduites à deux petites masses centrifuges, se disséminaient en postes de communications pour couvrir les intervalles qui les séparaient et garder la ligne immense depuis la Moselle à la mer, parce qu'elles agissaient sur une ligne d'opération défectueuse. Elles se bornaient d'un côté à une promenade inutile contre une forteresse qu'elles ne bloquaient point, et de l'autre, au siége méthodique d'une petite place dont la prise n'influait que faiblement sur le succès de la guerre. De toutes parts on s'amusait à des accessoires, à couvrir méthodiquement des chemins, sans songer à frapper vigoureusement les masses organisées de l'ennemi, dont la destruction est

le premier but de toute opération militaire bien conduite.

Succès du prince de Cobourg au Quesnoy.

D'après les dispositions arrêtées par le Généralissime pour s'emparer de la forêt de Mormale, le comte d'Erbach s'avança de Bavay par Pont-sur-Sambre et Berlaymont, chassant devant lui les postes de la division de Maubeuge, commandée par le vieux général Gudin.

Le comte de Bellegarde fit la plus forte attaque sur Gomegnies et Villereaux, tandis que Wenckheim et Lilien poussaient des démonstrations sur Engle-Fontaine et Preux : la mince division du général Ihler dut céder à tant de forces ; partout les Français se retirèrent après de faibles engagemens. Le général Clairfayt forma alors l'investissement du Quesnoy avec 18 bataillons et 10 escadrons. Le général Colloredo mit la forêt de Mormale à l'abri des attaques du camp de Landrecies ; le général Otto était vers Douchy et Denain, faisant face à Bouchain : le général Bellegarde tenait depuis Saulzoir à la gauche d'Otto, jusque vers Solesme, à la droite de Colloredo, faisant face à Cambray et Bouchain ; le quartier-général du prince de Cobourg se trouvait à Bermerain ; le corps de Latour toujours devant Maubeuge.

La tranchée fut ouverte du 28 au 29 août, et, après quinze jours d'un siége qui n'offrit rien de particulier, la place du Quesnoy, assez bien dé-

fendue par le général Goulu, mais foudroyée par une artillerie formidable, se vit réduite à capituler le 11 septembre; la garnison de 4 mille hommes fut prisonnière.

Le Comité faisait les plus grands efforts pour déjouer les entreprises de l'ennemi sur tous les points de la frontière : quoique son attention principale fût fixée vers Dunkerque, il prescrivit de tenter l'impossible pour sauver le Quesnoy. On s'y prit malheureusement deux jours trop tard : ignorant encore la reddition de la place, la division Ihler partie de Landrecies dut s'avancer le 12 septembre à la lisière de la forêt de Mormale par Fontaine et Preux-aux-Bois, soutenue par 10 mille hommes du camp de Maubeuge; sa destination était d'attaquer le corps de Colloredo : en même temps la division du général Claye, sortie de Cambray, se dirigeait sur Avesne-le-Sec. Efforts tardifs pour secourir le Quesnoy.

La première, retardée dans sa marche par la difficulté de défiler par les rues étroites de Landrecies, combattit le corps de Colloredo sans ensemble; une partie se débanda par pelotons dans les bois; sa réserve hors de portée ne put rien soutenir, et les Impériaux, maîtres de la place dès la veille, se trouvaient au contraire en mesure de renforcer leur corps d'observation de toutes les troupes du siége. Le village de Fontaine surtout devint le théâtre d'une lutte opiniâtre, et resta enfin aux Autrichiens : les répu-

blicains repoussés sur tous les points, reprirent en désordre le chemin de Landrecies. Deux petites colonnes, parties de Bouchain et de Douay, pour inquiéter Otto vers Absoncq et Azincourt, furent également repoussées avec perte.

La division de Cambray essuya un plus sanglant échec; elle s'était avancée au nombre de 6 à 7 mille hommes sur deux colonnes, par Villers en Cauchie contre le corps de Bellegarde. Le prince de Lichtenstein se défendit avec la plus grande vigueur pendant deux heures avec les chevau-légers de Kinsky et 2 pièces de canon, jusqu'à ce que le général Bellegarde lui amena un renfort de 10 escadrons de hussards, et que, d'une autre part, on dirigea sur Saulzoir plusieurs bataillons de grenadiers et les cuirassiers de Nassau.

L'avant-garde française voyant marcher toutes ces forces, se replia sur le gros de la division qui se forma alors en deux grands carrés, le premier de 3 mille hommes dans la plaine d'Avesne-le-Sec, le second de 3,500 en échelon plus en arrière.

Le général Bellegarde ne voulant pas manquer l'occasion de charger de l'infanterie dans une si belle plaine, ordonna l'attaque du premier carré, sans attendre les bataillons qui arrivaient vers Saulzoir. Les chevau-légers de Kinsky chargèrent de front, les hussards de l'Empereur assaillirent le flanc droit, tandis que 2 escadrons de

Nassau et de Royal-Allemand se portèrent sur la gauche.

Cette infanterie, quoique en grande partie de nouvelles levées, fit d'abord très-bonne contenance, laissa avancer sans s'émouvoir le premier échelon des hussards jusqu'à 25 pas, et l'accabla d'une décharge meurtrière; mais elle se dégarnit ainsi de la majeure partie de son feu; Kinsky chargea alors avec impétuosité; les hussards se précipitèrent aussi sur le bataillon qui les avait si bien accueillis et l'enfoncèrent. Le carré fut détruit; près de 1,500 hommes restèrent sur la place, et autant furent pris avec 5 drapeaux et 12 canons. Ce combat fit le plus grand honneur à la cavalerie autrichienne et au général Bellegarde, il n'eut au reste aucune importance sur le résultat de la campagne, tant l'emploi que les coalisés firent de leurs troupes depuis Dunkerque jusqu'à Bâle, était pitoyable.

Expédition contre Dunkerque.

Nous allons reprendre les opérations du duc d'Yorck dont nous avons laissé l'armée à Bourlon, après l'inutile tentative faite pour entamer Kilmaine au camp de César.

Le 10 août, l'armée anglo-hanovrienne marcha à Aubigny-au-Bac et ensuite à Orchies; elle fut jointe le lendemain par les Hessois qui avaient passé l'Escaut à Denain. Le duc d'Yorck fut encore renforcé par un corps de 12 mille Autrichiens sous les ordres du général Alvinzy, ce qui porta son armée à 37 mille hommes. Le 15,

elle se mit en mouvement sur deux colonnes par Bésieux sur Turcoing où elle séjourna. Elle eut à se repentir plus tard d'avoir marché avec tant de lenteur; car on remarquera qu'une armée résolue d'entreprendre sur Dunkerque, et disponible à Valenciennes dès le 29 juillet, employa un mois à des mouvemens sans couleur comme sans résultats, pour faire 30 lieues, quoiqu'elle rétrogradât pour ainsi dire du théâtre de la guerre dans l'intérieur de sa ligne.

Combat de Linselles.

Le 18 août, tandis que cette armée était en marche sur Menin, on entendit une forte canonnade : elle provenait d'un engagement sérieux que les Hollandais avaient à Linselles. Fatigués de la proximité de ce poste retranché, d'où les troupes du camp de la Madeleine pouvaient les assaillir chaque jour; ils avaient résolu de l'enlever et de profiter de l'approche du duc d'Yorck pour exécuter ce coup de main.

Ils le firent attaquer dès le matin par deux colonnes; celle du prince d'Orange dirigée sur Linselles, et celle du prince de Waldeck, sur Blaton. Après une affaire peu meurtrière, le village resta au pouvoir des assaillans; mais, lorsque le corps principal des Hollandais eut repris sa position en ne laissant que 2 bataillons dans Linselles, les Français revinrent en forces vers midi, tournèrent les retranchemens par la gorge, dispersèrent ou tuèrent ces deux bataillons, et reprirent l'artillerie qu'ils avaient per-

due. Aussitôt que cette nouvelle fut parvenue au camp, le général Lacke en partit avec les 3 bataillons de gardes anglaises, pour reprendre Linselles; on le fit soutenir plus tard par 3 régimens hessois; mais avant leur arrivée, il avait déjà rempli sa mission. Les Anglais, en débouchant des taillis, se formèrent devant la hauteur et marchèrent aux retranchemens avec vivacité. Les républicains les ayant laissé approcher jusqu'à demi-portée de canon, les reçurent alors par une décharge à mitraille qui étendit sur la place 13 officiers et environ 300 soldats tués ou blessés; le général Lacke n'en poursuivit pas moins son attaque avec une intrépidité digne d'éloges; les gardes anglaises emportèrent le retranchement, firent main-basse sur tout ce qui s'y rencontra, et prirent 12 pièces de canon. Cette journée meurtrière coûta environ mille hommes aux deux partis; elle n'influa cependant en rien sur les opérations, et cette guerre de postes, qui coûtait si cher sans qu'on en pût tirer quelque avantage, n'était pas le plus beau résultat de ce nouveau système qu'on a tant vanté.

Le poste de Linselles fut rasé et abandonné le lendemain, parce que l'armée continua son mouvement, et qu'il pouvait être trop facilement inquiété du camp de Lille, pour que les Alliés se décidassent à le conserver.

Positions devant Dunkerque.

Le 20 août, l'armée du duc d'Yorck se divisa à son tour en deux corps: le premier commandé

par le maréchal Freytag, composé de 18 bataillons hanovriens et de 38 escadrons, était destiné à couvrir l'armée de siége comme corps d'observation; il marcha, le même jour, jusqu'à Poperingue et Rosbruge. L'armée de siége se porta par Ypres au camp d'Ilverdingen; elle était composée de 28 bataillons et 19 escadrons.

Les troupes françaises chargées de la défense de cette frontière, recevaient les ordres du général Barthels, et tenaient les camps retranchés de Cassel, Gyvelde et Bailleul, avec des postes également abrités à Ost-Capelle. Le premier était le plus considérable; le second couvrait Dunkerque, et devait au besoin lui servir de garnison; on les estimait ensemble à 17 mille hommes, qui pouvaient encore être secourus par la division d'Armentières et celle de Lille. Outre ces moyens de défense, Houchard, naturellement inquiet de l'orage amoncelé sur sa gauche, venait de détacher le général Jourdan du camp de Gavarelle avec un corps de 10 mille hommes, chargé de se rapprocher de Lille, de surveiller toute cette ligne, et de concerter avec les généraux Barthels et Beru, l'attaque des ennemis dans cette partie.

Sur ces entrefaites, le maréchal Freytag repoussa le 21 août les Français des postes d'Ost-Capel et Rexpœde, avec perte d'une centaine de blessés ou prisonniers. Le corps destiné au siége partit alors sur trois colonnes et campa à Furnes.

Les Alliés s'attendaient à séjourner ici jusqu'à l'arrivée de la flottille anglaise et du train de siége qui était embarqué sur le canal; mais le commandant en chef ayant appris qu'il se faisait un grand mouvement dans le camp de Gyvelde, crut que l'ennemi voulait l'abandonner, et se disposa à empêcher la retraite. A cet effet, l'armée reçut à midi l'ordre subit de se mettre en marche; l'avant-garde et la seconde ligne se portèrent, à trois heures, par Adinkirchen, à droite du canal, sur Dunkerque. La première ligne, aux ordres du général Alvinzy, partit à deux heures à cause du long détour qu'elle avait à faire; elle passa par la gauche du canal, et arriva, en même temps que l'autre colonne, devant le camp de Gyvelde, fort de 4 mille hommes, et couvert par le village retranché du même nom. Après une canonnade assez vive, l'armée bivouaqua.

Le 23, on apprit que les Français avaient évacué le camp, et s'étaient retirés dans la place. L'avant-garde partit sur-le-champ pour prendre sa position entre Telleghem et Lefferingkuok, la droite au canal de Furnes, la gauche vers Teleghemsluis; les magasins étaient à Furnes. Les Français, chassés par Werneck du fort de Leferingkuk, se replièrent sur Dunkerque.

La ville fut sommée, mais les généraux qui y commandaient, après avoir répondu comme ils le

devaient, se préparèrent à une défense qui les justifiât, et firent ouvrir les écluses de la mer pour inonder les environs depuis le Lang-Moor jusqu'à Nieuport, Furnes et Dixmude. Cependant ils s'étaient si peu attendus à soutenir un siége, que la place se trouvait dans le plus grand délabrement, et eût été infailliblement emportée, si la flottille de bombardement avait paru dans ce moment. On ne sait pas ce qui put occasionner son retard: dès le commencement d'août, les travaux avaient été poussés à l'arsenal de Woolwich avec la plus grande activité. Une immense batterie flottante, sous le capitaine Fraser, avait déjà descendu la Tamise: de nouvelles bombardes se préparaient: onze bataillons avaient reçu l'ordre de s'embarquer pour la même destination, et des mesures étaient prescrites pour les remplacer par de nouvelles levées.

Cependant rien n'arrivait, et les Français au contraire commençaient à prendre de sérieuses mesures pour voler au secours de la place.

Jourdan jette des troupes fraîches dans Dunkerque.

Le général Jourdan, détaché par Houchard avec une division de 10 mille hommes, renforça sur ces entrefaites le camp de Cassel. Convaincu que la place était susceptible d'une longue défense, dès qu'on pouvait communiquer avec elle et en rafraîchir la garnison qui ne se trouvait point investie, il vint en faire l'inspection, releva les troupes découragées par des bataillons sûrs,

et donna le commandement supérieur au général Souham qu'il jugea plus disposé qu'Omara à une résistance opiniâtre. Au nombre des braves chargés de cette défense, se trouvait l'adjudant-général Hoche, dont l'activité, l'énergie et les talens, captivant bientôt toute la confiance de Souham, eurent la plus grande influence sur les opérations, et annoncèrent tout ce que ce jeune héros ne tarderait pas à faire pour sa gloire et celle de son pays.

La position de l'armée alliée était détestable; on découvrait son camp des tours de Dunkerque, et le moindre mouvement était à l'instant signalé : elle manquait de tout dans cette langue de terre entre le Lang-Moor et la mer; l'eau potable même devait y être apportée des ports de la Flandre : la seule route de communication et de retraite était celle de Furnes; l'escadre anglaise annoncée ne paraissait point, tandis qu'au contraire une flottille de 8 canonnières et quelques petits bâtimens français, aux ordres du capitaine Castaigner, embossée sur le flanc droit du camp allié, le battait en écharpe avec du gros canon, et augmentait l'embarras de la position.

Le 24 août, le général d'Alton reçut ordre d'emporter le poste de Rosendael. Ce long village, entouré de maisons de campagne et de censes, offrait une défense facile. La première attaque, exécutée par des troupes légères et des

grenadiers soutenus d'un bataillon de Starray, n'eut aucun succès. A neuf heures, 2 bataillons de grenadiers hessois arrivèrent au soutien, et le village fut enlevé; mais les Français, ayant fait sortir une colonne d'environ 4 mille hommes, les en délogèrent malgré la résistance la plus opiniâtre. Le général d'Alton y reçut une blessure mortelle.

Enfin, le lieutenant-général de Wurmb étant arrivé avec 4 bataillons hessois, se disposait à une nouvelle attaque, lorsque les Français, évacuant la haute partie du village, se contentèrent de l'extrémité qui était sous la protection du canon de la place. Ainsi se termina une affaire dans laquelle les Alliés perdirent 300 tués ou blessés, et dont ils combinèrent si mal l'exécution que les troupes y furent engagées les unes après les autres: Si la première attaque eût été faite par tous les bataillons qu'on y employa successivement, elle aurait parfaitement réussi, et l'on n'eût pas essuyé une perte aussi considérable.

Cependant la tranchée avait été ouverte le même jour, malgré les difficultés qu'un sable mouvant et l'eau qu'on trouvait à deux pieds de la surface du sol, présentaient pour cette opération; les assiégeans s'occupèrent de la construction de 7 batteries jusqu'à l'arrivée de la flottille qui était attendue avec la plus vive impatience. Le duc d'Yorck, étonné de son retard, envoya

plusieurs officiers en Angleterre sans que l'amiral Makbridge parût davantage. Ce retard étonna d'autant plus qu'avant son départ de Valenciennes, le duc avait informé le gouvernement anglais de l'entreprise qu'on allait former pour remplir ses vues, et sollicité en même temps le prompt envoi d'une flottille nécessaire pour le siége de toute place maritime. S'il est possible de s'en rapporter aux journaux du temps, on doit supposer que l'amiral Makbridge se contenta d'abord de se transporter devant Dunkerque avec un premier convoi amenant l'artillerie pour le siége, et qu'ayant reconnu les parages et la situation de la flottille du capitaine Castaigner, il se rendit de nouveau en Angleterre pour presser de plus grands préparatifs. Le gouvernement vengea ce retard par la démission de l'amiral Makbridge et du duc de Richemont qui, en qualité de chef du département de l'artillerie, apporta, dit-on, quelque lenteur dans l'armement.

Le 5 septembre, le colonel Moncrif, ingénieur anglais, était occupé à garnir la première batterie avec des pièces de la marine, lorsqu'on apprit qu'une armée sous les ordres du général Houchard, s'avançait contre le corps d'observation. On entendit peu de temps après un feu très-vif à la gauche. A midi, les Français ayant fait une vigoureuse sortie de Dunkerque,

furent repoussés, mais ils réussirent à en imposer, et empêchèrent qu'on ne renforçât suffisamment le maréchal Freytag.

Le 6 septembre, le général Cochenhausen fut détaché à cet effet par Furnes avec deux bataillons hessois seulement. La garnison, combinant ses attaques avec l'armée, fit ce jour là une sortie sérieuse, culbuta les piquets ordinaires, et força les assiégeans d'envoyer plusieurs corps au soutien. L'affaire devint sanglante; le régiment de Jordis soutint un combat inégal et perdit seul plus de 350 tués ou blessés. Les Français furent enfin contraints à la retraite; cependant les Alliés eurent à regretter le brave colonel Moncrif et plus de 600 hommes. Mais il est temps de laisser là le corps de siége pour tourner nos regards sur les efforts en faveur de la place.

Positions des armées respectives.

Nous avons déjà vu qu'après l'entreprise contre le camp de César, le prince de Cobourg s'était porté sur le Quesnoy, et que Latour se trouvait devant Maubeuge. Les Prussiens quittèrent l'armée peu de temps après, pour joindre celle du duc de Brunswick en Alsace : ils furent remplacés à Cisoing par une division autrichienne sous les ordres du général Beaulieu. Le prince d'Orange campait près de Menin avec les Hollandais.

Le gros de l'armée française avait pris une position à Gavarelle derrière la Scarpe; les camps

de Cassel, de la Magdeleine et de Maubeuge étaient toujours occupés par de petites armées; ceux de Bailleul, Armentières, Mons-en-Pévèle et Arleux étaient moins considérables. La réunion de ces corps aurait formé une masse de 80 mille combattans, dont l'emploi bien combiné pouvait devenir terrible pour les Alliés. Cette réunion était d'autant plus facile à effectuer, que les nombreuses forteresses qui couvrent les frontières, déjà pourvues de leurs garnisons, eussent suffi pour arrêter l'ennemi sur les points momentanément dégarnis.

Mesures pour secourir Dunkerque.

Au même instant où de nombreuses levées se préparaient dans l'intérieur pour renforcer les armées et les mettre sur un pied formidable, le gouvernement français jugea à propos de profiter de la dispersion des forces ennemies pour frapper un coup qui rallentît au moins leurs entreprises, et qui pût faire gagner du temps; chose si précieuse à la guerre, et dont le prix est si souvent méconnu. Dans ce but, on fit partir en poste des renforts tirés des armées du Rhin et de la Moselle, que l'on crut pouvoir affaiblir un instant, puisque la chute de Mayence les mettait hors d'état d'agir offensivement, et que leur défensive était assurée par les lignes de Wissembourg et par l'appui des places de Landau, Fort-Vauban et Strasbourg. Le nombre de ces renforts de bonnes troupes devait être de 35 mille

hommes, mais 8 mille furent retenus à l'armée du Rhin, autant dans l'intérieur pour arrêter les incursions des partisans ennemis dans le département de l'Oise; enfin une division dut rester à la droite vers Maubeuge; il n'arriva ainsi que 12 mille hommes à l'armée.

Ce plan conçu sur de bons principes, et attribué à Carnot, étendit sa réputation; les républicains en eussent obtenu des résultats décisifs, en réunissant de plus grands moyens pour son exécution, au lieu de laisser inutilement la moitié de l'armée à Gavarelle et à la Magdeleine. Rien ne s'opposait à ce qu'on en tirât encore 15 mille hommes, et cette augmentation de forces eût suffi pour assurer la destruction du duc d'Yorck, moyennant qu'on en fît l'emploi convenable. Houchard fut d'autant plus blâmable de ne pas l'avoir fait, que le comité, à la nouvelle de la marche de l'ennemi sur Dunkerque, lui écrivait : « Ce n'est pas précisément sous le rap-
» port militaire que ce point est important, c'est
» parce que l'honneur de la nation est là. Pitt ne
» peut se soutenir qu'en indemnisant le peuple
» anglais par de grands succès, autrement la
» révolution est inévitable en Angleterre. *Portez*
» *des forces immenses dans la Flandre, et que*
» *l'ennemi en soit chassé.* »

A la vérité les généraux de cette époque étaient fort embarrassés; car à côté de ces ordres pleins

d'étincelles de génie, ils en recevaient d'autres qui leur prescrivaient de couvrir toutes les trouées contre les partisans ennemis, de peur que les députés d'un département laissé à découvert ne criassent à la trahison.

Le premier plan de Houchard était de joindre une partie des forces de Cassel et de Gavarelle avec celles du camp de la Magdeleine, de s'avancer de Lille sur Menin pour agir contre la gauche et les communications des Anglais. Le comité l'approuva hautement, et s'il eût en effet débouché avec 50 à 60 mille hommes par Passendael sur Dixmude et Furnes, l'ennemi eût été dans un embarras extrême, car les Hollandais accablés à Menin, rejetés sur Deynse, se seraient trouvés hors de cause, et le duc d'Yorck dans la plus cruelle situation. On ne sait pas si le général en chef conçut un plan aussi vaste, ou s'il se fût contenté de faire lever le siége en débouchant sur Menin. Quoi qu'il en soit, Houchard abandonna son projet sans qu'on en devinât le motif: peut-être fut-ce de crainte qu'une manœuvre un peu étendue ne donnât au duc d'Yorck le temps de gagner Nieuport. Dans le fait, on allait bien plus directement au but en marchant de Steenworde par Rosbrugge sur Furnes; mais d'un autre côté on retombait dans un inconvénient non moins grave, car ces mouvemens, exécutés si

Premier projet de Houchard.

près de l'ennemi, l'eussent averti assez tôt pour qu'il levât le siége et ne pût être entamé.

Comme il n'y avait que trois petites marches de Menin à Furnes, et qu'il était possible d'en dérober deux, avant que le duc d'Yorck imaginât qu'on lui en voulait, l'un et l'autre de ces plans pouvaient être bons. L'entreprise par Cassel et Steenworde à laquelle on donna la préférence ne pécha que par l'exécution, ainsi qu'on va le voir.

Démonstrations de Lille sur Turcoing.

Houchard attendait, pour opérer, l'arrivée des renforts de la Moselle, dont la première colonne seulement avait déjà rejoint l'armée : dans cet intervalle, il résolut de profiter des moyens réunis autour de Lille pour entreprendre une diversion qui rallentît les préparatifs contre Dunkerque, donnât des craintes à l'ennemi, et favorisât par la suite le rassemblement qu'il méditait en faveur de la place assiégée.

Le 27 août au matin, 15 mille hommes sortis du camp de la Magdeleine, attaquèrent les Hollandais sur trois colonnes principales par Roncq, Turcoing et Lannoy, avec des détachemens de flanqueurs pour contenir les Autrichiens à Cisoing, et les troupes hollandaises à Werwick.

C'était un mauvais moyen de punir l'ennemi de ses fautes, que d'aller le chercher au même instant sur tous les points; il eût été plus sage de jeter 15 mille hommes sur Turcoing en deux masses, qui eussent enveloppé et enlevé la brigade

préposée à sa défense; ensuite d'attaquer vigoureusement le camp principal de Menin par Mont-Halluin, ou le corps du prince Frédéric par Leers, afin de les couper, l'un de Courtray, l'autre de Tournay; tout ce qui se fût trouvé entre cette masse et la place de Lille eût couru de grands risques.

Les dispositions prises ne pouvaient promettre que de minces succès: le général Byland fut d'abord forcé dans Roncq, le prince héréditaire d'Orange accouru du camp de Menin avec 7 à 8 bataillons, fit reprendre ce bourg; le prince Frédéric inquiété à Lannoy, Sailly et Willem par un faible corps, repoussa les républicains; mais la brigade Gueusau assaillie à Turcoing par 4 colonnes aux ordres du général Dupont se vit culbutée en un clin-d'œil sur Moucron. Ces différens combats furent une boucherie sans but comme sans résultat; 2 mille hommes y perdirent la vie, et chacun reprit les positions qu'il occupait avant l'engagement.

Houchard s'avance au secours de la place.

Après cette affaire, Houchard ayant terminé ses préparatifs et rassemblé ses moyens à Cassel, songea qu'il était temps d'opérer la délivrance de Dunkerque.

Le 6 septembre au matin, l'armée française se met en mouvement. Le général Dumesnil avec sa division est chargé d'observer la garnison d'Ypres. L'avant-garde aux ordres du général Hédouville

estimée à 10 mille combattans doit s'avancer sur Rosbrugge pour menacer la retraite des Alliés. Jourdan se porte avec la sienne sur Houtkerke, l'ennemi en est délogé par la brigade Collaud qui se dirige ensuite vers Proven pour faciliter les attaques du général Hédouville sur Poperingue et Rosbrugge. Houchard conduit lui-même le reste des troupes de Jourdan par la route de Herzeele. Le général Landrin avec une division contient Walmoden sur la gauche dans les environs de Wormhout (1).

Fautes graves qu'il commet.

Ce mouvement dont la direction ne manquait point d'habileté fut cependant trop décousu pour une armée si peu nombreuse: en admettant que l'ennemi se trouvât égal en forces et réuni, il fallait s'avancer ensemble sur Bambeck et l'attaquer avec la droite renforcée; mais, si on savait au contraire qu'il fût inférieur en nombre et dispersé comme il l'était en effet, 7 mille hommes auraient dû être portés sur Herzerle, et 25 mille sur Oost-Capelle ou Bevern. On n'avait rien à redouter d'une armée inférieure, dispersée en postes d'observation, ni d'une garnison abandonnée à ses propres forces comme celle d'Ypres, qu'on pouvait aisément faire alarmer par un petit détachement : attaqué ainsi sur son flanc et à revers, Freytag, coupé de sa ligne

(1) Consultez les plans publiés, ou la carte de Ferrari.

de retraite par des forces bien supérieures, eût été perdu.

Combats de Rexpœde. 6 septemb.

Cependant, tout s'apprête pour l'exécution d'un plan moins avantageux. Jourdan et Houchard marchent de concert sur Herzeele, le premier emporte ce poste barricadé après un combat des plus vifs; les deux généraux suivent alors l'ennemi sur Bambeck: malgré l'avantage de cette position derrière l'Iser, le général Jourdan y attaque derechef les Hanovriens, et après une résistance opiniâtre, les jete sur Killem.

Jourdan prévient l'ennemi à Rexpœde.

Freytag inquiet de sentir la division Walmoden encore engagée sur la direction de Wilder et de West-Capelle, tandis qu'il apprend l'occupation de Rosbrugge, menacé ainsi sur la gauche où se trouvait son unique retraite, et poussé de front par Jourdan, cherche en revenant sur Rexpœde, à gagner le temps pour rallier ses détachemens compromis, et à donner au général Walmoden celui d'atteindre Hondschoote par le chemin de Maison-Blanche. Mais Jourdan prolongeant sa droite arrive à Rexpœde avant le maréchal, et s'y établit, après avoir délogé le détachement qui l'occupait (1).

Le maréchal

La colonne hanovrienne se dirigeait avec con-

(1) Les relations françaises supposent que la colonne de Freytag revenait de Killem sur Rexpœde pour se porter en avant. Il paraît au contraire, d'après les journaux hanovriens, que le maréchal n'avait point encore passé à Rexpœde, quand Jourdan l'occupa.

Freytag blessé et pris est délivré par Walmoden qui se fait jour.

fiance sur ce village, persuadée qu'il n'était pas encore au pouvoir des Français; lorsque la cavalerie de Jourdan chargea les pelotons de la tête auprès desquels marchaient le maréchal et le prince Adolphe, qui furent l'un et l'autre blessés et enlevés; le dernier parvint néanmoins à s'évader.

La nuit s'approchait; l'événement qui venait de se passer et les rapports qu'on recevait du côté de Wildem firent craindre aux généraux républicains les suites d'une échauffourée, et les décidèrent à prendre position en arrière du village sur la route de Bambecke, se bornant à garder Rexpoede par 3 bataillons. Cette résolution quoique prudente fut peut-être un mal; car Walmoden informé de la prise du maréchal Freytag et de la perte de Rexpoede, revint sur ses pas, et ralliant sa colonne à la précédente fit tous ses efforts pour forcer le passage. Les 3 bataillons républicains, abîmés par le feu de l'ennemi, ne purent le conserver; Houchard intimidé par cette alerte nocturne, n'osant engager toutes les troupes de Jourdan pour les soutenir, préféra se rapprocher de Bambeck avec le gros de la division. Alors les bataillons compromis se retirèrent sur Oost-Capelle où ils furent heureusement recueillis par Collaud.

Walmoden réoccupant ainsi Rexpœde avec plus de bonheur qu'il n'aurait pu l'espérer, y

délivra le maréchal Freytag, puis continua sa marche sur Hondschoote. Cet événement démontre l'avantage de concentrer autant que possible ses forces au point décisif; car si la brigade Collaud et la division Hédouville eussent été là, c'en était fait de l'armée hanovrienne, elle passait sous les fourches caudines.

La direction stratégique des premières manœuvres sur Rosbrugge avait été assez bonne, la dissémination des troupes en détruisit les avantages, et l'ennemi, rallié à Hondschoote sous la protection de nombreuses batteries, et à ce qu'il paraît même de quelques retranchemens, fut inquiété le lendemain sans succès. Le reste de la journée du 7 se passa à reconnaître les Alliés et à détacher la division du général Landrin à Dunkerque, faute criante, puisque le coup décisif devait se porter à Hondschoote et sur la route de Furnes, et qu'il eût même mieux valu attirer quelques renforts du général Souham afin d'arriver avec plus de certitude au but que l'on se proposait.

Faux mouvemens de Houchard.

7 septemb.

Le 8 au matin, l'armée française se mit en mouvement pour une attaque générale. La droite commandée par Hédouville et Collaud, entre Bevern et Killem, le centre commandé par Jourdan, en avant de Killem, la gauche entre ce village et le canal de Furnes. Les deux armées se trouvèrent ainsi engagées de front, et le seul

Combat de Hondschoote.

8 septemb.

corps du colonel Leclerc, parti de Bergues, dut se porter sur le flanc droit de l'ennemi; tentative dangereuse, puisqu'on ne pouvait l'exécuter qu'en se glissant le long du Lang-Moor, et qu'il était bien plus important de gagner la gauche de l'ennemi pour le rejeter sur ces immenses marais.

Jourdan s'avançant contre Hondschoote donna sur le taillis qui couvrait la position ennemie, et où les tirailleurs s'engagèrent vivement; les deux partis envoyèrent successivement le gros de leurs forces au soutien. Le régiment de Brentano et une brigade hessoise y furent maltraités; le général Cochenhausen étant blessé à mort, ses troupes se virent enfin obligées de l'abandonner.

Les retranchemens à la droite ayant été aussi emportés par les gendarmes à pied, le général Walmoden qui remplaçait le maréchal Freytag, ordonna la retraite; celle de la droite s'effectua par Houtem sur Furnes, la gauche se retira par Hoghestade en longeant le canal de Loo, l'armée prit une position en crochet pour couvrir le corps de siége, elle s'appuya la droite à Bulscamp, la gauche à Steenterque.

Les Alliés perdirent dans ces trois journées près de 3 mille tués, blessés et prisonniers, la conduite des troupes hanovriennes mérita des éloges; la perte des Français fut à peu près égale. Les généraux Jourdan et Collaud y furent blessés.

Pendant que ces choses se passaient, la garnison de Dunkerque renforcée comme on sait par le général Landrin, avait renouvelé ses attaques le 8 septembre, afin d'empêcher les renforts de se porter sur le général Houchard. Rosendal fut attaqué, et les Français y entrèrent après un combat dans lequel l'adjudant-général Hoche se couvrit de gloire; les régimens de Starray et de Jordis qu'il eut à combattre, souffrirent considérablement. Opérations du camp de Dunkerque.

L'armée de siége n'avait cependant engagé jusqu'alors qu'un petit nombre de bataillons, et les réserves de service à la garde de la ligne de circonvallation. A quatre heures, elle reçut ordre de renvoyer toutes ses tentes et ses équipages sur Furnes. Un conseil de guerre convoqué dans la soirée, décida qu'on ne s'exposerait point au risque d'être coupé, uniquement pour sauver une artillerie de fer, lourde et embarrassante. En conséquence l'armée reçut ordre de partir à minuit en prenant les précautions d'usage pour soutenir son arrière-garde en échelons; elle arriva à dix heures du matin dans le même camp de Furnes qu'elle avait déjà occupé, sans autre perte que l'artillerie de la marine et quelques équipages retardés. Walmoden se porta ensuite sur Dixmude afin de communiquer avec Ypres, dont on apprit que l'ennemi projetait l'attaque. Le duc d'Yorck se retire. 9 septemb.

Dans le même instant que l'armée anglaise se Houchard

se rabat sur Ypres.

tirait ainsi d'un pas dangereux, Houchard tournant ses vues sur Ypres porta sur cette ville une forte division, qui y jeta des boulets rouges ou des obus pendant 36 heures, et qui, à l'approche du général Walmoden, se retira sur Bailleul, sans avoir réussi dans une entreprise dont l'issue semblait facile à prévoir.

Il marche pour attaquer les Hollandais à Menin.

Les Français certains qu'ils ne pouvaient plus rien entreprendre sur le duc d'Yorck, résolurent d'utiliser une partie de leurs forces, en les jetant sur le corps hollandais isolé à Menin; ils calculèrent justement qu'en se portant sur lui, les autres corps resteraient dans leurs positions défensives, à la conservation desquelles ils semblaient attacher le succès de leurs opérations. Ainsi on espérait accabler facilement le prince d'Orange sans courir aucune chance; calcul d'autant mieux fondé que cette petite armée loin d'être rassemblée, occupait une multitude de postes; le corps de bataille campait autour de Menin; des bataillons tenaient Roncq, Halluin et Bousbeck; la brigade Gueusau gardait Turcoing; le prince de Hesse-Darmstadt, avec une avant-garde, observait la route d'Ypres vers Messine et Wanbeck, un autre corps couvrait Comines et Werwick.

Une attaque combinée entre l'armée de Houchard et le camp de Lille s'exécuta le 12 septembre; la division aux ordres du général Hé-

douville se dirigeant sur Messines et Hutem culbuta le prince de Hesse jusques sur Werwick. Ce prince blessé dans le combat ne put même se défendre dans cette ville qu'il céda aux Français. Au même instant la division campée sous Lille aux ordres du général Beru, s'avança sur Linselles, Roncq et Halluin, reployant tous les postes ennemis.

Le prince d'Orange informé de l'arrivée de Beaulieu accepte un combat inégal.

Le prince d'Orange assailli de tous côtés se fût sans doute décidé à la retraite sur Courtray, si l'heureuse nouvelle de la prise du Quesnoy et de la marche du général Beaulieu sur Wewelgheem avec un corps de 7 mille hommes, ne lui eussent donné l'envie de se maintenir. A cet effet, il détacha contre Werwick les gardes suisses et hollandaises et une brigade de grenadiers aux ordres du prince Frédéric : au moyen de ce renfort les troupes du Stathouder rentrèrent dans cette ville qu'elles défendirent avec succès. De l'autre côté le comte de Wartensleben fut dirigé sur Halluin pour soutenir l'effort de la division Beru de concert avec les 2 bataillons qui s'y trouvaient déjà ; enfin le prince crut devoir en même temps porter quelques bataillons sur Gheluve, sous le prétexte assez étonnant de conserver la communication d'Ypres, s'enlevant par ces étranges dispositions tout moyen de résister à un ennemi déjà supérieur.

Il est accablé par des forces supé-

Le 13 au matin, Werwick est de nouveau assailli par deux fortes colonnes de l'armée de Hou-

rieures à Werwick et Menin. chard; la droite d'Hédouville débouchant de Comines et longeant la Lys, se jette impétueusement dans ce bourg : le prince Frédéric se retirait en ordre, lorsque le général Kray, arrivant avec quelques escadrons autrichiens, lui persuade qu'il est suivi par le corps de Beaulieu, et
13 septemb. le décide à tenter une attaque pour reprendre Werwick. Audace inutile ! le feu supérieur de l'artillerie française, semant la mort parmi ses troupes, le force à la retraite après un choc des plus rudes : le prince Frédéric fut lui-même blessé, et la cavalerie de Kray très-maltraitée, paya cher le funeste conseil de son chef.

Dans ces entrefaites, la division du général Beru ayant assailli les redoutes d'Halluin, sur trois colonnes, était parvenue à en tourner une, à culbuter la brigade Wartensleben qui occupait ce point, et à pénétrer pêle-mêle avec elle dans Menin; les troupes hollandaises débouchant de cette ville pour se retirer le long de la Lys, battues par l'artillerie que les Français venaient de braquer près de Bassecour, se sauvèrent en désordre sur Morseele; protégées par Beaulieu, elles se rallièrent ensuite près de Courtray, avec la brigade de Gueusau, qui s'y était retirée du côté de Moucron.

Cet événement rendit la position du prince Frédéric très-critique; ne pouvant rejoindre l'armée sur Courtray, il se retira sur Dadizeele,

constamment harcelé par les Français. La brigade Reizenstein postée à Gheluve se voyant alors attaquée sur son flanc gauche, crut devoir se rejeter sur Ypres.

Ainsi ce corps hollandais, engagé par brigades contre deux masses de 12 mille combattans, fut éparpillé et fort heureux d'en être quitte pour la perte de 2 à 3 mille hommes et 40 pièces de canon. Le général Beaulieu dont l'infanterie harassée n'était arrivée qu'à Wewelghem; le général Walmoden qui se trouvait aux environs d'Ypres, et Werneck resté à Cisoing, ne purent rien pour éviter cette catastrophe, fruit inévitable du système de guerre suivi par les Alliés.

Au surplus ceux-ci se vengèrent deux jours après de cet affront, d'une manière bien extraordinaire. La journée du 15 septembre est encore couverte d'un voile mystérieux qu'il n'a point été possible de soulever, et nous devons nous contenter de rapporter les allégations imparfaites des deux partis. Beaulieu repousse les Français.

Houchard avait, dit-on, ordonné d'évacuer Menin, et selon les relations autrichiennes, au contraire, les troupes républicaines victorieuses le 13, s'étaient avancées en grandes forces sur Courtray, afin d'attaquer le général Beaulieu. Dans le fait un combat assez vif s'engagea vers Bisseghem sur le front des deux partis; et il se maintenait avec des chances balancées, lors-

que les Autrichiens, dirigeant un corps de cavalerie sur le flanc gauche de leurs adversaires, menacent de les rejeter sur la Lys, et les mettent en pleine déroute.

Les bataillons français saisis d'une terreur panique à l'aspect de ces escadrons, prennent en désordre la route de Menin : à peine sont-ils arrivés à la hauteur de cette ville que les patrouilles annoncent une autre colonne ennemie débouchant du côté d'Ypres; c'était le comte d'Erbach détaché par le duc d'Yorck avec quelques bataillons: rien ne peut alors rallier les troupes qui ne font pas même halte à Werwick, et ne se croient en sûreté que sous le canon de Lille, abandonnant équipages et canons.

Les représentans du peuple accusèrent Hédouville, non du défaut de courage, mais de n'avoir su faire aucune disposition pour prévenir ou réparer ce désastre; on lui reprochait surtout d'être parti de Menin avec le gros de sa troupe, d'après la disposition primitive, quoique son arrière-garde fût vivement pressée. Le général Berru arrêta enfin le désordre, en plaçant quelques pièces d'artillerie légère qui firent leur devoir; les troupes se reformèrent vers Turcoing ou Bondues d'un côté, et à Comines de l'autre.

Mouvemens du duc d'Yorck et du prince de Cobourg.

Le duc d'Yorck fugitif de Dunkerque, et le prince de Cobourg victorieux au Quesnoy, également inquiétés par les vigoureuses attaques

exécutées le 13 sur l'intervalle qui les séparait, et ignorant encore le succès de Beaulieu, s'étaient mis en marche chacun de son côté pour se rapprocher du point menacé. Le premier après avoir laissé la division Abercrombie à Dixmude, s'était porté le 14 septembre à Turnhout, où il fut joint par le corps primitivement destiné à seconder l'attaque de Dunkerque, et qui venait enfin de débarquer : le duc marcha les jours suivans par Rousselaer et Menin sur Cisoing, où l'armée campa le 16 : les généraux Hanovriens restèrent à Ilwerdingen ; les Hessois sous Wurmb, couvrirent la Flandre maritime et Nieuport.

Le prince de Cobourg, informé à Cisoing du succès de Beaulieu, retourna à Bavay : il laissa le corps d'Erbach en Flandre, et résolut au contraire d'appeler les Hollandais à lui, pour seconder son entreprise sur Maubeuge, dont nous rendrons compte au chapitre XXII.

Houchard est condamné à mort.

La honteuse journée de Courtray, dont les détails n'ont été transmis que fort imparfaitement par les écrits du temps, décida du sort de Houchard qui, par sa conduite sous Hondschoote, s'était déjà attiré l'improbation du comité, et qui ne tarda pas à porter sa tête victorieuse sur l'échafaud. Les Romains avaient décapité Manlius pour avoir combattu et vaincu contre les ordres du sénat : les Anglais punirent Byng de n'avoir pas triomphé à Mi-

norque, mais c'était le premier exemple qu'un général fût traîné au supplice pour avoir remporté une victoire importante, sans détruire entièrement son ennemi.

A la vérité, Houchard avait commis quelques fautes, mais aucune n'était de nature à lui mériter un sort si cruel. Favorisé par la situation avantageuse de la place de Lille, ce général aurait pu aisément lever les camps de la Magdeleine, de Bailleul et même de Gavarelle pour réunir 50 mille hommes, accabler d'abord le maréchal Freytag, se rejeter sur le duc d'Yorck, et revenir ensuite écraser les Hollandais à Menin. On le pouvait d'autant mieux, qu'une multitude de places permettait de dégarnir instantanément une grande partie de la frontière, et quant à la conservation des camps, ce n'était point une excuse suffisante pour maintenir la dispersion des forces; car on ne doit jamais calculer la garde de quelques redoutes, quand il s'agit d'une habile concentration des masses.

Tout porte à croire que tel fut le plan tracé par le comité de salut public, sur les propositions de Carnot, puisqu'on trouve dans les débats de cette époque, l'annonce de son départ pour l'armée, avec un projet d'opérations dont on se promettait les plus grands résultats.

Discours remarquable

Les reproches sanglans adressés ensuite par Barrère au général disgracié, dans la séance du

25 septembre, prouvent mieux encore la teinte vigoureuse que l'entrée de Carnot au comité avait déjà imprimée aux opérations militaires : dès cet instant tout changea de face dans les armées, et jamais les principes de l'art ne reçurent un hommage plus complet et plus flatteur qu'à cette mémorable séance. de Barrère à ce sujet.

« Depuis long-temps, s'écria Barrère, le » premier principe pour tirer parti du courage » du soldat, le principe établi par Frédéric, et » celui de tous les grands généraux, est d'avoir » de grandes armées en masses, plutôt que de » partager ses forces. Au contraire vous n'avez » eu que des armées disséminées, morcelées ; » même lorsqu'on les rassemblait en masse, des » généraux ignorans ou perfides les divisaient et » les faisaient battre en détail, en les opposant » toujours à un ennemi supérieur. Le comité a » aperçu le mal ; il a écrit aux généraux de se » battre en masse. Ils ne l'ont pas fait : vous avez » eu des revers. »

Observations sur ces événemens.

Cette déclaration des principes est à la fois la meilleure critique des opérations antérieures des deux partis, et celle du système que les Alliés suivirent encore durant plusieurs années. Signalant l'époque des succès de la France, elle nous explique les victoires des armées républicaines, sur des généraux décorés d'une réputation usurpée, et qui, non contens de méconnaître les premiè-

res règles de l'art, y ajoutaient encore une ignorance absolue dans le choix des points décisifs.

Barrère, orateur du comité, plus déclamateur qu'homme d'état, plus occupé de belles-lettres que de science militaire, n'était point initié dans ces sortes de combinaisons; il est aisé de reconnaître à cette profession de foi, tout le génie militaire de celui de ses collègues, qui, placé avec un tel levier sur un point d'appui immense, devait contribuer plus qu'aucun autre à ébranler l'Europe. Si à de pareils principes et à un grand caractère, Carnot eût joint un coup-d'œil stratégique plus exercé, on serait autorisé à le placer au nombre des capitaines du premier rang; mais s'il ne peut-être mis en parallèle avec César, il égala du moins Louvois dans l'art de conduire les opérations du fond de son cabinet.

La faute d'avoir laissé trop de forces éparpillées sur la frontière était capitale, nous ne sommes point assez instruits pour décider à qui on doit l'imputer; les accusations de Barrère furent formelles, et les lettres du comité, sans prescrire la nature des rassemblemens, invitaient assez positivement à en faire le plus possible. Mais si bien des causes atténuantes excusent le général, on ne peut disconvenir qu'il n'ait commis plus d'une bévue dans la direction des attaques, comme on l'aura remarqué par la relation des journées du 6 et du 8. D'après les assurances officielles don-

nées par ses accusateurs, il n'y eut pas moins de 8 mille hommes employés sous le général Landrin à des démonstrations; un plus grand nombre encore sous Hédouville et Collaud qui ne prirent aucune part au premier combat; sans compter la division détachée sur Ypres. Cette dispersion lui enleva l'avantage d'avoir gagné Rexpoede avant l'ennemi, et fut la cause première de sa retraite sur Bambecke.

L'idée de porter la division Landrin sur Dunkerque le 7 a été déjà appréciée, elle était d'autant plus déplacée, que le combat à la fin de la journée du 6, avait tourné en faveur de l'ennemi, et que ce n'est pas en pareille circonstance qu'on s'affaiblit sous de vains prétextes. Il eût été beaucoup plus sage, par un mouvement contraire, de renforcer l'armée de toutes les troupes inutiles à Dunkerque. Il semble aussi que dans la journée du 8, on aurait dû appuyer plus en forces par la droite, en attaquant l'extrême gauche des Hanovriens de manière à gagner Leyselles. Mais dès que le général Walmoden avait eu le temps de se retirer sur Furnes, il est incontestable que Houchard n'avait plus les moyens suffisans pour pousser l'ennemi ; le duc d'Yorck, s'étant réuni le 9 au matin au corps hanovrien, présentait une masse de 33 mille hommes à laquelle le général français n'avait pas de forces égales à opposer. En vain, dira-t-on,

qu'il importait précisément d'arriver à Furnes avant la jonction des deux corps; cette opération eût été plus que téméraire avec des moyens insuffisans, car si les Hanovriens fussent revenus sur leurs pas, comme on doit le présumer, tandis que le duc d'Yorck eût assailli les Français par Adinkerque, la perte de ces derniers eût été certaine.

Ainsi Houchard repréhensible pour sa conduite dans les premières journées, fut à l'abri de tout reproche relativement à la poursuite.

Il paraît au surplus, que le gouvernement se fût contenté de lui ôter le commandement, si des plaintes portées contre le comité par Briez et autres députés (1) n'eussent irrité Robespierre et rejeté tout le poids de sa vengeance sur le malheureux général. Sa tête tomba pour consoler le dictateur d'avoir été réduit à se justifier, et l'armée revint au camp de Gavarelle où elle ne fit pas un long séjour, comme nous le verrons au chapitre XXII.

---

(1) Séance du 24 septembre.

CHAPITRE XXI.

Opérations sur le Rhin et la Moselle, depuis la prise de Mayence jusqu'à celle des lignes de Weissembourg. — Incertitude dans le plan des Alliés, qui perdent deux mois, faute d'être d'accord sur les affaires de Pologne. — Combats divers dans le Bienwald et à Bergzabern. — Prise et reprise du camp de Notweiler. — Affaires plus sérieuses de Pirmasens et des lignes. — Projet des autorités de Strasbourg pour livrer leur ville à Wurmser. — Retraite des Français derrière la Suffel. — Tentative des Impériaux sur Saverne; la division Burcy arrive heureusement de l'armée de la Moselle et repousse l'ennemi.

Positions des deux partis après la prise de Mayence.

Nous avons terminé la première période sur cette ligne, à l'époque de la reddition de Mayence.

Après les combats livrés inutilement pour sauver cette place, Beauharnais avait ramené l'armée du Rhin dans les lignes de Weissembourg, où elle passa sous les ordres de Landremont. L'armée de la Moselle dont Houchard remit le

commandement à Schawembourg, avait son corps de bataille sur les hauteurs de Sarrebruck et son avant-garde à Bliescastel. La force de la première n'excédait pas 45 mille combattans, après le départ des corps qu'on en avait tirés pour renforcer Houchard. L'armée de la Moselle qui dut également lui envoyer 15 mille hommes, les remplaça par des réquisitionnaires et des gardes nationales, dont on mit une partie dans les places en échange de quelques bataillons plus sûrs qu'on en tira pour la renforcer; elle comptait encore 20 mille hommes. Outre cela le corps des Vosges, fort d'environ 10 à 12 mille hommes, occupait, sous le général Pully, la position de Hornbach communiquant par sa droite à Ketterich avec l'armée du Rhin, et se liant par sa gauche au camp de Sarrebruck. Entre Sarre et Moselle, la division Delage, forte d'environ 6 mille hommes, faisait face au corps qui tenait Trèves. C'était donc encore 80 mille combattans opposés aux armées alliées; à la vérité, on ne comprend pas dans ce nombre les 39 mille hommes employés sur le Haut-Rhin et dans les garnisons, mais qui, disponibles en partie, rétablissaient l'égalité numérique.

L'attitude des deux armées républicaines était défensive, et elles attendaient dans l'anxiété que les Alliés prononçassent un mouvement offensif que toutes les circonstances rendaient probable.

Les Alliés ne profitent pas de la jonction de l'armée de siége.

L'armée de siége actuellement disponible augmentait non-seulement de 40 mille hommes les forces agissantes dans la vallée du Rhin; la reddition de Mayence permettait en outre de disposer de bien des détachemens répandus sans utilité sur la rive droite du fleuve, et de porter une masse de 100 mille combattans, soit au revers des Vosges sur la gauche des Français, soit dans les plaines du Palatinat contre le front de leurs lignes. Tout faisait présager les entreprises les plus décisives, lorsque l'événement qui semblait devoir redoubler le courage des coalisés, vint les plonger dans une torpeur inexplicable. Loin d'accélérer la mise en action de leurs masses sur un des points importans de la ligne ennemie, ils s'établirent parallèlement à leurs adversaires et sur un front immense : l'armée prussienne se divisa en 4 corps principaux. Le premier fut conduit par le Roi en personne à Turckeim et Edickhofen; le second par le duc de Brunswick à Kaiserslautern; un troisième, sous le prince de Hohenlohe, alla prendre position à Lautereck; le quatrième, sous Kalkreuth, à Kreutznach.

Wurmser, renforcé d'une partie des Autrichiens et Bavarois employés au siége, continua à garder la ligne de la Queich jusqu'à Spire; il comptait alors 40 mille hommes y compris l'armée de Condé, mais indépendamment du corps de Staader qui, avec 10 mille hommes, couvrait

le Brisgaw. Enfin, la petite armée du prince de Hohenlohe-Kirchberg gardait toujours la Moselle et Luxembourg.

Près de deux mois se passèrent dans l'inaction; car on ne peut signaler comme des opérations de guerre, les marches insignifiantes de 7 à 8 corps sur des directions parallèles, délogeant les vedettes ennemies de deux à trois villages, et employant six semaines à faire 15 lieues, depuis Kaiserslautern aux rives de l'Erbach.

Le 9 août, les Prussiens commencèrent un changement de front. Le général Kalkreuth marcha par Saint-Wendel à Wiebelskirchen où il arriva le 13, repoussa les Français de Neukirch sur la rive gauche de la Sarre, et lia ses communications avec le corps autrichien de Trèves. Le prince de Hohenlohe marcha, le 10, sur la route de Cussel à Hombourg, livra le 13 un combat peu important à Altstadt, et repoussa l'avant-garde de l'armée de la Moselle au-delà de la Blies et de la Sarre.

Le duc de Brunswick partit le 11 avec 19 bataillons et 25 escadrons, passa l'Erbach le 16, et prit un camp au revers des hauteurs de Pirmasens. Le lendemain il délogea la brigade Rewbel des postes importans de Felsenbrun et de Ketterich, clefs de la position défensive entre Sarre et Rhin derrière la Lauter. Le prince de

Prusse bloqua Landau. La division autrichienne de Lauer observa le fort Vauban; le reste de l'armée de Wurmser se trouvait devant les lignes de Weissembourg.

L'armée prussienne aurait pu alors changer de direction, déboucher par les Vosges sur leur extrême gauche, et se lier à une attaque que Wurmser eût faite par sa droite sur le même point. Par cet emploi décisif de leurs forces, les Alliés auraient sans doute culbuté les républicains vers Lauterbourg. Mais loin d'adopter un plan qui offrît une application aussi exacte des principes, on ne put s'entendre sur aucun point, et les armées employèrent deux mois en simulacres d'attaque depuis Sarrelouis jusqu'au Rhin, sans but, sans concert, et par conséquent sans résultats.

Différends survenus au sujet du partage de la Pologne.

Indépendamment de la diversité d'intérêts nationaux, une grande animosité régnait entre les deux chefs; Wurmser avait proposé, dès le commencement de la campagne, différens plans que les Prussiens écartèrent comme téméraires, et qui peut-être l'étaient effectivement. Le vieux général, actif, hardi, mais déjà affaibli par l'âge, s'abandonnait aux suggestions de ses alentours que le génie de la guerre ne dirigeait pas toujours dans les conseils. Irrité des refus constans de ses Alliés, il ne gardait plus de ménagemens; le duc de Brunswick de son côté ne voulait se prê-

ter à aucune opération qui n'émanât immédiatement de son état-major, et il faut convenir qu'il avait des droits à cette prééminence.

La véritable cause de ces procédés doit être recherchée dans les débats survenus, dit-on, entre les deux cours au sujet des vues de l'une sur la Pologne, et des prétentions affectées par l'autre sur quelques places et provinces françaises. Le cabinet de Vienne avait chargé le général Ferrari, émule de Lascy et vice-président du Conseil aulique, de discuter ses intérêts dans cette occasion; d'un autre côté, M. de Cœsar fut envoyé par le ministère prussien à Vienne pour s'expliquer; et, avant de rien entreprendre, on attendait l'arrivée du premier, en même temps que celle du corps de 10 mille hommes que Knobelsdorf amenait de la Flandre. Délai fatal, dont les suites durent convaincre combien il est dangereux de remettre au lendemain, quand on a une bonne occasion et les moyens d'agir! Jamais circonstance plus favorable ne s'était offerte, car les armées alliées ne s'étaient point vues jusques-là sur un pied aussi formidable, et leurs adversaires en échange plus consternés.

Suites des délais qu'elle occasionna.

Cette mésintelligence sauva la France à l'Est comme sur la frontière du Nord; car à cette époque les armées du Rhin et de la Moselle étaient pour ainsi dire désorganisées. Le système de terreur et de méfiance, mis à l'ordre du jour

par les représentans délégués près d'elles, les avaient privées l'une et l'autre de leurs chefs, sans qu'on sût par qui les remplacer. L'état-major de toutes deux était devenu le réceptacle de présomptueux démagogues, plus propres à déterminer une déroute un jour d'action qu'à l'arrêter, et les hommes de mérite languissaient encore inconnus dans des grades subalternes.

Les commissaires de la Convention appréhendant avec raison de voir les lignes de Weissembourg tomber devant l'armée victorieuse de Mayence, prenaient d'un autre côté des mesures dignes de l'exagération du Gouvernement révolutionnaire. Ils mettaient en réquisition les gardes nationales sédentaires de l'Alsace et de la Lorraine, et ordonnaient la levée en masse de ces deux provinces. Les bataillons de Metz, de Nanci se réunissaient aux paysans des Vosges armés de piques. Ces mesures qui faisaient beaucoup de mécontens, donnaient peu de soldats; la plupart de ces bourgeois se contentaient d'une courte apparition, et profitaient de la première occasion pour regagner clandestinement leurs foyers; cependant ils faisaient momentanément nombre, et on ne peut se dissimuler que, si ces levées avaient été mieux préparées, elles eussent été fort utiles.

Dans ces entrefaites, Wurmser s'impatientait de la lenteur des opérations de ses Alliés; soit

Ardeur de Wurmser à

délivrer l'Alsace. que ce général, originaire d'Alsace et y ayant toute sa famille, se trouvât plus porté qu'un autre à entreprendre la délivrance de cette province, soit qu'il y fût encore excité par les émigrés; il ne renonçait pas à l'espoir de déloger les Français de leurs lignes. Comptant peu sur la coopération des Prussiens, il crut pouvoir tenter à lui seul de gagner le flanc gauche des républicains en détachant Hotze vers Erlenbach et la vallée d'Annweiler, tandis que Waldeck
20 août. s'avancerait par la chaussée de Landau sur Babelroth; le général Mezaros au centre sur Herxheim; Cavanach et Condé à gauche le long du fleuve sur Rheinzabern et Jockrim.

Malgré les succès que ces derniers obtinrent contre le général Isler qui y fut tué, le mouvement des coalisés était si décousu qu'il faillit leur devenir funeste; la gauche des Français tenant en force les hauteurs de Bergzabern, séparait Hotze du reste de l'armée, et leur division de droite partie de Lauterbourg, débouchant le 21 par Hagenbach, fut sur le point de culbuter l'armée de Condé dans le Rhin, en l'acculant à l'espèce d'île formée vers Pfortz, où elle s'était engagée contre toutes les règles de la guerre. La bonne contenance de la légion de Mirabeau à Pfortz et l'arrivée de Wurmser avec la colonne de Cavanach par les hauteurs boisées de Werdt, sauvèrent les émigrés d'une catastrophe inévi-

table, et les Français furent repoussés jusques dans Lauterbourg.

Hotze, séparé de Waldeck et inquiet sur son propre sort, dut songer à percer la chaîne des postes ennemis pour se faire jour et revenir au versant oriental des Vosges derrière Bergzabern. Ce point pris et repris plusieurs fois dans les journées suivantes et notamment le 27, resta aux Français; le Bienwald devint également le théâtre de plusieurs scènes de carnage sans résultat.

Tentatives partielles de Wurmser sur les Vosges.

Les premières semaines de septembre ne furent pas plus intéressantes sous les rapports de l'art. Wurmser suppléait, par de petites manoeuvres dans l'intérieur de sa ligne, au défaut d'activité du plan général d'opérations. Il attira le général Jellachich avec 5 à 6 mille hommes de la rive droite du Rhin vers Lauterbourg; Hotze vint commander au centre à Bichelberg et au Bienwald: le prince de Waldeck, avec la droite, vis-à-vis de Scheïd, et le prince de Condé fut transporté au pied des Vosges vers Bergzabern. Ces mouvemens étant opérés et la position mise à couvert par toutes les ressources de la fortification passagère, il résolut de renouveler ses tentatives pour gagner la gauche des lignes; ce qui n'eût pas été mal, s'il l'avait fait en masse de concert avec les Prussiens; mais ce qu'il es-

saya avec des moyens pitoyables. Il imagina de pousser une division de 4 mille Autrichiens ou émigrés aux ordres du général Piaczewitz, au travers de montagnes affreuses, dans le centre même de toutes les forces ennemies et sans songer à la soutenir. Ce brave parti d'Annweiler le 6 septembre, atteignit la vallée de la Lauter par Dahn, et s'empara des hauteurs de Nottweiler ou Bondenthal, après une marche pénible de quatre jours. Trois bataillons qui tenaient ce poste, y furent en quelque sorte surpris, et abandonnèrent leurs retranchemens avec précipitation en y laissant leurs 5 pièces de canon.

Les républicains s'attendaient si peu à cette entreprise décousue et hasardée, qu'ils l'imputèrent au général d'Arlande qui venait d'émigrer, et qui, connaissant l'importance naturelle que les Français attachaient à cette communication, réussit, dit-on, de persuader à Wurmser qu'il fallait les en déloger pour les décider à l'évacuation des lignes. Au surplus, le général hongrois, jeté dans un coupe-gorge au milieu de deux armées françaises, ne tarda pas à y essuyer la catastrophe qu'il était aisé de prévoir.

Pour en juger, il sera convenable de reprendre les opérations de plus loin.

Les commissaires décident une at-

Dans l'instant où les généraux alliés se disputaient avec aigreur sur le plan de campagne

qu'ils devaient adopter, les commissaires de la Convention firent résoudre, par un conseil de guerre, une attaque générale pour le 12 septembre, et s'apprêtèrent à la favoriser par deux tentatives de passages du Rhin à Fort-Vauban et à Strasbourg. taque générale pour le 12.

Ce plan dont l'échec de Nottveiller semblait devoir changer du moins les dispositions, et qui ne pouvait être que dangereux par sa complication, échoua entièrement. L'aile droite formée en 3 colonnes dut attaquer le Bienwald; Desaix, se portant à l'extrême droite sur Berg, y fut blessé, sans obtenir aucun avantage; Dubois ne fit pas mieux vers Langen-Candel, et Michaud, avec la 3e brigade, se contenta de reployer quelques avant-postes ennemis sur Bichelberg. Les troupes ne pouvant franchir les obstacles accumulés dans la forêt de Bienwald, reprirent leurs positions.

Le centre inquiéta les postes de Condé à Barbelroth et Nieder-Horbach.

Le général Ferette qui s'était dirigé avec la division des gorges sur Dahnbruck, en chassa les avant-postes de Piaczewitz, mais ne fut pas si heureux contre le camp même de Nottweiler, où il fut accueilli vigoureusement.

Les tentatives de passages du Rhin n'aboutirent qu'à une énorme consommation de munitions,

et à occuper inutilement des forces qu'on eût pu mieux employer : le bombardement de Vieux-Brisach ne fit de mal qu'aux habitans ; celui de Kehl n'eut aucun effet, et les démonstrations de passage firent perdre plusieurs braves en pure perte (1).

Cependant il était urgent de déloger l'ennemi des Vosges, et le général Ferette reçut l'ordre d'attaquer le 14 la colonne de Piaczewitz avec 7 mille hommes. Trois bataillons sortis de Bondenthal l'attaquèrent par sa gauche, 6 autres assaillirent sa droite : après un combat incertain et vivement disputé, 2 bataillons escaladèrent les hauteurs du centre, et le 7e d'infanterie légère s'élança dans les retranchemens la baïonnette croisée. Piaczewitz fut poursuivi jusqu'à Bondenthal.

Le duc de Brunswick, instruit de sa marche, avait promis de le soutenir le 14 ; mais assailli lui-même à Pirmasens, comme nous le verrons plus loin, il se trouva hors d'état de tenir parole, ce qui rendit la position du général autri-

(1) On conçoit que, pour donner le change à l'ennemi sur une attaque projetée à Weissembourg, et même pour attirer ses troupes loin de là, on la fasse précéder d'un ou deux jours, par des démonstrations répétées sur le Haut-Rhin : mais quel effet se promettra-t-on d'une attaque sur Brisach, lorsque le combat décisif se livrerait à la même minute entre les Vosges et Lauterbourg ?

chien d'autant plus scabreuse, et le détermina à une retraite que les républicains eussent pu rendre impossible.

Les représentans crurent devoir profiter de ce succès pour renouveler le 18 les attaques à la droite qui fit d'inutiles efforts contre les postes retranchés de l'ennemi à Berg et Scheibenhardt. Le général Dubois, repoussé sur les trois points, dut rentrer dans les lignes avec perte de 4 à 500 hommes, la plupart blessés. On imagina alors de chasser les Alliés de la forêt de Bienwald en y mettant le feu, et ce singulier projet ne servit qu'à tourner en ridicule ceux qui l'avaient proposé.

Opérations de l'armée de la Moselle. Affaire de Pirmasens.

Une entreprise un peu plus sérieuse fut tentée par l'armée de la Moselle sur le centre de la ligne ennemie. Cette armée occupait trois camps défensifs; celui de gauche vers Saint-Imbert et Rohrbach, couvrait la route de Sarrebruck et faisait face à Kalkreuth; l'avant-garde postée sur les hauteurs de Seelbach et de Bliescastel, observait le prince de Hohenlohe. Le principal était à droite dans la position célèbre de Hornbach, se liant par Bondenthal aux lignes de Weissembourg. Les représentans Soubrany, Hausmann et Dulac chargés de diriger les opérations dans cette partie, crurent pouvoir profiter de la dispersion des forces ennemies, pour enlever le poste de Pirmasens. Le général Moreaux qui

avait succédé à Pully dans le commandement du corps des Vosges (1), partit dans la nuit du 13 au 14 septembre de Hornbach avec environ 12 mille hommes, et se porta sur le camp du duc de Brunswick par la vallée de Blumels, tandis que le général Ormesweiler faisait une démonstration vers Limbach avec l'avant-garde, contre les corps de Hohenlohe et de Kohler.

14 septemb.

On a prétendu que le plan des représentans était d'isoler les deux armées coalisées, mais rien ne vient à l'appui de cette assertion; au moins le mouvement de Moreaux ne parut lié à aucune opération des armées du Rhin et de la Moselle qui, à cette époque ne firent que des mouvemens partiels; ce n'est pas d'ailleurs avec une simple division que l'on sépare deux grandes armées.

Quoi qu'il en soit, l'avant-garde du général Moreaux arriva le 14 septembre au point du jour à Forbach. A peine se trouva-t-elle à la vue des avant-postes prussiens qu'elle fut saluée à mi-

(1) Moreaux était bas-officier dans un régiment de ligne à la guerre d'Amérique; une blessure à la jambe le fit retirer du service pour reprendre son premier métier de menuisier. A la révolution, il fut nommé chef d'un bataillon de gardes nationales des Ardennes, et l'épuration fréquente des états-majors l'amena, en deux ans, au grade de général en chef; il était médiocre autant que brave: il ne faut pas le confondre avec Moreau, avocat de Rennes, devenu général en chef de l'armée du Rhin.

traille par l'artillerie de deux redoutes; ce qui détermina le général Guillaume à marcher sur elles au pas de charge, sans considérer qu'il n'était point soutenu.

Moreaux n'avait mis son espoir que dans une surprise; se voyant découvert, il réunit ses troupes derrière un ravin qui les masquait, et de l'avis de ses généraux proposa aux représentans de se replier après cette espèce de reconnaissance; mais ceux-ci croyant aborder des retranchemens aussi facilement que monter à la tribune, ordonnèrent l'attaque. Le général en chef divisa malgré lui ses masses en trois colonnes, se porta avec la première sur le Schachberg, en traversant le ravin de Blumelsthal; donna celle du centre au général Freytag, qui remonta le vallon pour se diriger sur la ville, que le général Lequoy devait tourner à gauche.

La position des Prussiens était étendue et morcelée; la brigade Kleist à Ketterich; celle du prince de Baden à Bergfintem et Feldbrunnerhof; la division Kalckstein gardait l'intervalle entre Pirmasens et Wintzeln; la brigade Roder en réserve à Elsenbrun. Mais aussitôt que le duc qui était allé à la découverte, fut instruit que les républicains s'avançaient, il donna ordre au général Kalkstein d'occuper le Husterberg à droite de Pirmasens, et à la cavalerie de se former en avant de la ville; le général Courbière vint le

Positions des Prussiens.

remplacer à gauche avec la brigade du prince de Baden.

Les trois colonnes françaises s'avancèrent avec bravoure; celle de gauche essuya le feu de toute l'artillerie prussienne, donna sur le ravin profond de Steingrund, et fut obligée de se rejeter sur la colonne du centre. Cependant, par la direction que prenaient les deux autres, sur le flanc gauche de Kalkstein, le duc courait risque d'être séparé de Courbière et du prince de Baden, et de voir Pirmasens enlevé. Déjà sa cavalerie était repoussée sous les murs de la ville par le 14e régiment de dragons et le 9e de chasseurs, suivis de quelques grenadiers; l'instant était critique. Tout-à-coup les bataillons de Kalkstein exécutant une conversion pour se lier à Pirmasens et déborder à leur tour la gauche des Français, font changer les affaires de face. Le général Courbière arrivant sur ces entrefaites avec la brigade du prince de Baden sur le flanc droit des républicains, bat leur ligne en écharpe avec deux fortes batteries, et marche sur elle.

Les Français mitraillés sur leurs flancs se retirent en désordre.

Moreaux qui n'avait d'abord aperçu que ce qui se trouvait devant lui sous les murs de Pirmasens fut frappé de stupeur à l'aspect de ce feu convergent qui foudroyait ses flancs. Une telle position est toujours épineuse, car il ne reste d'autre parti que de forcer le centre de l'ennemi ou de se replier; les dispositions du terrain ou celles

des troupes s'opposent souvent à ce qu'on puisse sans danger adopter la première de ces manœuvres; et une retraite, avec les deux flancs débordés, dégénère ordinairement en déroute. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver en cette occasion. Les colonnes françaises tombant sous le feu d'une artillerie nombreuse et bien servie, en souffrirent d'autant plus qu'elles se trouvaient entassées; les ravins, auxquels leurs flancs appuyaient, rétrécissant le terrain à mesure de leur convergence vers Pirmasens, il était impossible de déployer. Plusieurs versions affirment que l'ordre fatal en fut donné au moment d'aborder les retranchemens ennemis, et que la droite vint s'engouffrer dans un ravin profond. Le général Moreaux assure au contraire que les troupes se désunirent malgré tous les efforts de leurs chefs pour les maintenir en colonnes.

Dans ces entrefaites, la division Kalkstein s'étant avancée par les jardins de Pirmasens augmenta l'embarras et le danger, en battant en écharpe ces cohues désordonnées. Bientôt tout fuit dans la plus grande confusion pour regagner Hornbach, abandonnant artillerie et caissons; la seule batterie légère de Debelle fut sauvée par le sang-froid de ce brave officier.

Le duc de Brunswick fit suivre les fuyards par 3 bataillons et quelques escadrons sur Riedelberg: il espérait rendre sa victoire plus complète, car

il avait prescrit au prince de Hohenlohe de passer l'Erbach et de se porter en toute diligence sur Hornbach; mais la colonne d'Ormesweiler, dont nous avons parlé, arrêta son mouvement. La brigade du général Kohler fut en effet vivement attaquée vers Alstadt, et le prince de Hohenlohe, ignorant les intentions et les forces des Français, ne put que fort tard passer le défilé d'Erbach, où il éprouva quelque résistance. Les Français s'échappèrent ainsi par Schweyen sur Hornbach, et en furent quittes pour 4 mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et 22 pièces de canon. Les proconsuls, à l'entêtement desquels on fut redevable de cette équipée, en rejetèrent l'odieux sur le général Guillaume qui fut incarcéré à la Force : trop heureux encore, de n'être pas traduit au tribunal révolutionnaire.

Nouveaux projets des Alliés.

Le duc de Brunswick aurait pu tirer bon parti de cette victoire en réunissant tous ses corps pour débusquer les Français de la vallée de la Lauter et tourner les lignes de Weissembourg; nous avons déjà indiqué les causes de sa stagnation. Cependant un pareil succès devait imprimer aux affaires une face toute nouvelle : les Prussiens victorieux ne voyaient plus de terme à leurs triomphes : le général Ferrari venait d'arriver au quartier-général, et le corps de Knobelsdorf avait rejoint l'armée; les négociations du premier prenaient une tournure favorable aux intérêts de

l'Autriche; les haines personnelles et nationales allaient se taire devant les intérêts momentanés des cabinets alliés. La bonne harmonie semblait en quelque sorte rétablie par l'espoir d'une victoire commune; l'offensive était résolue, et les armées se préparaient en même temps dans la vallée du Rhin et au revers des Vosges, à l'invasion de l'Alsace et de la Lorraine.

Désorganisation des armées françaises.

Quoiqu'on eût perdu un temps précieux, on avait encore bien des chances favorables. Les armées républicaines étaient plongées dans un état d'anarchie qui les menaçait d'une dissolution prochaine : non-seulement les généraux se succédaient avec une rapidité qui ne laissait aucun moyen de combiner des opérations hardies et vigoureuses; Beauharnais et Landremont avaient été successivement frappés par l'anathème lancé contre tous les ex-nobles; les Jacobins supposaient la trahison partout, et suivant le langage des clubs, il fallait avoir donné des gages à la révolution pour obtenir la confiance absolue du comité. On ne s'était pas contenté d'appliquer cette mesure aux chefs, on l'avait étendue aux subalternes, et une phrase d'un discours de Barrère bouleversa en un clin-d'œil tous les états-majors de l'armée pour y introduire des hommes nouveaux, dont le plus petit nombre possédait les connaissances requises pour l'exercice de ces fonctions délicates : les commissaires

ne s'en tinrent pas au renvoi des nobles, ils éloignèrent successivement tout ce qui jouissait de quelque considération dans l'armée; leur fureur de nivellement n'avait point de bornes. Mais en blâmant les mesures arbitraires qui en résultèrent, on est forcé de convenir qu'elles ouvrirent un vaste champ à nombre de jeunes officiers doués de génie et capables de commander : le système du comité pouvait être bon, mais il fallait l'introduire successivement à mesure qu'on découvrirait dans les rangs subalternes des officiers distingués : il s'écoula au contraire plusieurs mois avant qu'on pût réparer le mauvais effet d'une secousse aussi violente, et l'intervalle entre le renvoi des anciens officiers et l'expérience à faire des nouveaux, fut une époque de crise dont les suites eussent été funestes, si les directions du comité, et de quelques représentans militaires, n'avaient suppléé en partie à la pénurie de généraux.

Le gouvernement venait de désigner Pichegru pour remplacer Landremont. Il se trouvait alors dans le Haut-Rhin, et on ignore pourquoi il ne prit pas d'abord le commandement. En attendant, les représentans fixèrent leur choix sur Carlen, qui un mois auparavant était capitaine de cavalerie, et n'avait d'autre talent que celui de mener un peloton et d'apprécier sa médiocrité.

Tous les généraux divisionnaires furent également renouvelés. Dubois eut le commandement de la droite à Lauterbourg, Michaud le centre dans le Bienwald, Ferette la gauche sur les hauteurs de Dorrenbach et derrière Bergzabern; Meynier l'avant-garde à Steinfeld et Nieder-Otterbach. Dans ce mouvement perpétuel et cette désorganisation permanente du commandement qui fait l'ame d'une armée, il était bien difficile de concevoir et d'exécuter un plan avec quelque sagesse; l'armée dénuée de confiance s'attendait à tous les désastres imaginables, son patriotisme seul la soutenait.

Les premiers jours d'octobre se passèrent dans cet état d'anxiété, précurseur de l'orage. Les Prussiens avaient commencé dès le 26 septembre le mouvement qui devait les porter sur la Sarre et faire abandonner aux Français le fameux camp d'Hornbach devant lequel les Alliés s'étaient arrêtés pendant six mois. On a pensé avec raison que ce mouvement préparatoire pour éloigner les républicains des débouchés des Vosges, aurait pu se faire plutôt et plus vivement; mais surtout qu'il aurait dû être suivi immédiatement d'une marche rapide de 20 mille Prussiens par Fischbach sur Limbach; tandis que Wurmser, renouvelant l'entreprise de Piaczewitz sur Bondenthal, eût pénétré dans la vallée de la Lauter, non avec 4 mille hommes, mais avec 20 mille. Saisir un

Les Alliés reprennent enfin l'offensive.

point décisif et y diriger la masse de ses efforts était alors une science peu connue, et on put reprocher justement aux généraux coalisés de s'être abandonnés à des opérations décousues.

Les Prussiens s'avancent sur l'Erbach.

Le duc de Brunswick ordonna au général Kalkreuth d'attirer à lui le corps de Knobelsdorf, arrivant de Flandre, et de déloger les Français de Duttweiler et de Saint-Imbert; il devait ensuite combiner avec le prince de Hohenlohe une attaque sur Bliescastel; toutes ces troupes réunies auraient alors assailli le camp de Hornbach de concert avec le gros de l'armée prussienne. La première de ces entreprises fut fixée au 26 septembre, mais sur le faux avis que les Français méditaient une nouvelle attaque contre Pirmasens, on prescrivit au prince de Hohenlohe d'appuyer la droite du duc par Auerbach et Deux-Ponts, et à Kalkreuth de le remplacer devant Bliescastel; Knobelsdorf observa Saint-Imbert.

Une reconnaissance poussée le 26 septembre sur Bliescastel, par Kalkreuth, décida le général Ormesweiler à évacuer ce poste important. Sa position centrale qui prenait à revers les autres points de la ligne, mettait les Prussiens à même de séparer pour toujours, et peut-être d'accabler successivement les divisions de Hornbach et de Saint-Imbert, en profitant avec audace de l'avantage qu'elle leur procurait. Dès qu'il en

fut instruit le prince de Hohenlohe marcha effectivement vers Bliescastel, et se dirigea le lendemain à gauche sur Bechweiler pour prendre à revers le camp de Hornbach, tandis que le duc de Brunswick le menaçait de front. Ces mouvemens qui avaient leur mérite se passèrent en manœuvres; Moreaux eut le temps de quitter son camp et de gagner Bitsche; Brunswick le suivit et campa à Eschweiler. Le général Knobelsdorf attaqua, le 27, le camp de Saint-Imbert, où Schauenbourg commandait en personne; mais il fut évacué à temps et en ordre. Le comte de Kalkreuth combina une nouvelle attaque avec le corps de Knobelsdorf pour le 28; la position retranchée de Wurzbach fut emportée, et le général Guillaume repassa la Sarre à Sarrebruck. Le corps qui s'était retiré de Hornbach sur Bitsche, voulut essayer de reprendre l'offensive, et attaqua le duc de Brunswick à Eschweiler, mais il fut repoussé, et abandonna en même temps son camp retranché à Bitsche.

Le camp de Hornbach est évacué.

28 septemb.

Le roi de Prusse quitta son armée le même jour pour se rendre en Pologne, où des troubles nécessitaient sa présence; il laissa le commandement au duc de Brunswick qui établit ses troupes dans les positions suivantes: l'avant-garde ayant à sa tête le prince de Hohenlohe, entre Limburg et Rohrbach; le corps de bataille sur les hauteurs entre Bitsche et Pirmasens; la

Le roi de Prusse se rend en Pologne.

division Kalkreuth aux environs de Fraunberg, Knobelsdorf vers Duttweiler, un corps devant Landau. L'armée de la Moselle débarrassée ainsi de la poursuite d'un ennemi qui commençait à peser sur elle, s'établit derrière la Sarre, la droite à Sarreguemines, la gauche à Rehling, et put porter sans inconvénient la division Burcy dans la vallée du Rhin, ou, comme nous ne tarderons pas à le voir, se passaient d'autres événemens.

Projet pour l'attaque des lignes de Weissembourg.

Les derniers avantages remportés par les Prussiens les mettaient enfin en mesure de gagner l'extrême gauche des lignes de Weissembourg, et de forcer l'armée du Rhin à une retraite absolue ou à changer de front pour faire face aux débouchés des Vosges. Cette position offrait de trop grands avantages pour qu'on ne cherchât pas à en profiter. Les deux généraux allemands tombèrent enfin d'accord, et une attaque générale fut résolue. Les Autrichiens devaient frapper le grand coup, et Wurmser les disposa en 7 colonnes; le prince de Waldeck avec la 1re avait ordre de passer le Rhin à Selz, de percer sur les hauteurs de Mautern, pour s'y joindre à la 2e colonne, et menacer la ville de Lauterbourg, au cas que l'ennemi voulût s'y réfugier ou ne pas l'abandonner. La 2e commandée par Jellachich partant de Neubourg était destinée à emporter la redoute de Lauterbourg pour pénétrer entre cette ville et

le Rhin, pour faire sa jonction avec Waldeck. La 3e colonne conduite par le général Hotze, avait l'ordre de passer la Lauter entre le moulin de Bienwald et Saint-Remy, de prendre poste à Schleichthal, d'où elle devait diriger une section à droite sur Weissembourg afin d'attaquer à revers les ouvrages qui couvraient cette ville, tandis que l'autre section se porterait sur Lauterbourg pour faciliter au général Jellachich l'opération qui lui était imposée (1).

Le général Mezaros, commandant la 4e colonne, l'avait également partagée en deux sections; l'une devait chasser l'ennemi du Bienwald; l'autre fut chargée d'emporter la grande redoute de Steinfeld, le village de ce nom et celui de Nieder-Otterbach, de concert avec la 5e colonne conduite par le général Kavanagh: la 6e dirigée par le général Kospoth, avait l'ordre d'attaquer Ober-Otterbach et le camp de Hafftel.

Quant à la 7e, elle fut partagée en deux sections: la 1re, sous les ordres du général Vioménil, devait s'avancer par Bergzabern; l'autre conduite par le prince de Condé avait pour tâche de s'emparer des hauteurs et de la redoute qui défendait Dorrenbach et le Guttemberg.

Si toutes ces dispositions s'effectuaient sans obstacles, l'armée devait se réunir sur Weissem-

(1) Voyez planche 4, ou le Cours du Rhin par Rheinwald.

bourg et le Geisberg. Enfin pour en assurer d'autant mieux l'exécution, le duc de Brunswick avait promis d'attaquer l'armée ennemie trois jours auparavant dans les montagnes, de la chasser de Bondenthal et de Limbach, et de se porter ensuite le 14 jusqu'à Werth. En même temps le général Stein commandant les troupes du cercle de Souabe, dut faire de grandes démonstrations sur la rive droite du Rhin.

Situation de l'armée française commandée par Carlen.

L'armée française, passée depuis quelques jours sous les ordres du général Carlen, se trouvait disséminée en avant-postes, et n'avait pas moitié de son monde dans les lignes. Il est vrai de dire, que son front était défendu par une multitude de redoutes et d'abattis, mais sans liaison entre eux. Ce qu'elle avait de mieux, était le Geisberg, poste retranché en arrière de la gauche de ses lignes, pour assurer la retraite par le point stratégique le plus sûr. Du reste, le chef d'état-major Clarke étant destitué de la veille, et les divisions manquant de généraux, chacun ignorait ce qu'il avait à faire en cas d'attaque, et sa ligne de retraite en cas d'échec.

Le prince de Waldeck passe le Rhin pour tourner la droite

Une partie des dispositions arrêtées par Wurmser, fut exécutée le 13 octobre, mais les généraux alliés montrèrent peu d'habileté dans l'emploi de leurs forces. L'entreprise du prince de Waldeck rencontra, il est vrai, des obstacles

presqu'invincibles. Après avoir réuni ses pontons près de Plittersdorf, il parvint sous le feu de ses batteries à jeter 3 à 400 Serviens de Michalowitz sur la rive gauche, deux autres bataillons furent successivement débarqués, et le pont commencé s'acheva assez rapidement. Cette opération fut facilitée par la négligence du général Dubois, qui, instruit des préparatifs de l'ennemi, se contenta de laisser sur ce point un demi-bataillon des Pyrénées. Ces braves attaqués à Selz par la brigade du prince de Lichtenberg, qui traversa la rivière ayant de l'eau jusqu'aux épaules, y firent une résistance admirable. Selz brûlant fut enfin cédé aux Autrichiens, et un bataillon de ligne arrivé trop tard ne put le reprendre. Les Impériaux arrêtés néanmoins par de nouveaux obstacles à mesure qu'ils pénétraient dans les bois, et forcés d'ailleurs de laisser la moitié de leurs troupes à la garde du pont, ne s'avancèrent vers Modern qu'avec la plus grande circonspection. Waldeck attendait ici la division Dubois que Jellachich devait repousser de Lauterbourg : le prince n'entendant plus tirer sur ce point, et l'épaisseur du brouillard l'empêchant de voir ce qui se passait, il crut l'opération manquée, et repassa le Rhin à six heures du soir, n'osant rester dans une position si aventurée, au milieu de l'ennemi, qui pouvait le couper du fleuve ; il se con-

tenta de laisser deux bataillons à la garde du pont.

Jellachich attaque Lauterbourg sans succès.

Cependant le général Jellachich repoussé dans ses premières tentatives, mais favorisé ensuite par les attaques de Waldeck et de Hotze, parvint à passer les lignes à gauche de Lauterbourg, et à s'avancer à quelque distance au-delà de ce poste. Croyant sa tâche remplie, il avait permis à sa cavalerie de mettre pied à terre et de rafraîchir, lorsqu'elle fut attaquée tout à coup par la division Dubois qui, dirigée par le représentant Niou, opérait sa retraite sur Sulzbourg. Cette surprise lui eût été funeste, si les hussards hessois, qui s'étaient mieux gardés, ne l'avaient tirée de ce mauvais pas, par une charge très-heureuse. Ainsi le projet sur la droite des Français, n'eut qu'un succès éphémère, et leur retraite ne fut nullement inquiétée.

Entreprise de Hotze dans le Bienwald.

Le corps de Hotze, au centre, attaqua à plusieurs reprises le moulin de Bienwald, s'en empara vers onze heures, et se logea dans le bois situé sur la route, entre Weissembourg et Lauterbourg; coupant ainsi les communications directes entre le général Carlen, commandant le centre, et la division Dubois qui était en marche de Nieder-Rœder par Forstfeld sur Druzenheim, où son général et le représentant voulaient la conduire contre leur première pensée.

La droite

Les attaques sur la gauche ne furent pas

moins vives. Mezaros et Kavanach surprirent en quelque sorte, par le moyen de faux déserteurs, l'avant-garde qui couvrait la grande redoute de Steinfeld et celle de Nieder-Otterbach; ce stratagême échoua cependant. La gauche de Mezaros qui s'engagea dans le Bienwald sous le feu d'une batterie masquée et retranchée, y perdit 4 à 500 hommes, et vint bientôt se rallier à la lisière du bois; sa droite attaqua avec 7 bataillons et 10 escadrons sur 3 colonnes, la redoute entre Scheid et Steinfeld : les Français la défendirent avec courage; mais le général Meynier ayant été blessé, ses troupes prirent l'épouvante, et le général Combes eut mille peines à les rallier entre Capsweyer et Schweighofen, où des renforts lui permirent de se maintenir quelque temps.

renforcée accable la gauche des Français.

Kavanagh n'avait pas eu moins de peine à déloger les républicains de Nieder-Otterbach, et Kospoth canonna vainement la redoute de Hafftel. Ces différentes colonnes s'étant ensuite dirigées de concert sur le général Combes, le forcèrent à se retirer à Weissembourg.

Le prince de Condé, après avoir emporté le poste de Dorrenbach et d'Ober-Otterbach, et s'être réuni à la colonne du général Vioménil, se mit en communication avec Kospoth, attaqua le plateau de Schwegen, et le fit tourner par sa cavalerie, tandis que la légion Mirabeau dirigea

ses efforts sur le bois. La division de gauche ne put résister à cette double attaque, et se replia sur Weissembourg, près duquel les Emigrés vinrent se former.

Hotze d'abord repoussé dans le Bienwald parvient à s'y établir.

Sur ces entrefaites, le général Hotze essuyait des chocs non moins rudes; après avoir franchi les retranchemens du moulin et la Lauter (1), il fut assailli à plusieurs reprises par le centre des Français, et eut toutes les peines du monde à se soutenir dans cette situation épineuse. Quoique son attaque n'eût pas tout le succès désiré, elle contribua néanmoins à la victoire, en décidant le général Carlen à évacuer Weissembourg pour se replier sur le Geisberg; mais la marche du duc de Brunswick sur Limbach, le força bientôt à renoncer à cette position afin de gagner en toute hâte celle de Haguenau.

Retraite des Français.

L'armée autrichienne trop morcelée, ne recueillit point le fruit de ce succès, comme elle aurait dû, en poursuivant en colonnes les troupes qui se retiraient : des dispositions minutieuses prescrivirent aux différentes attaques de s'attendre pour se former en ligne de bataille, ce qui donna

(1) Quelques rapports français assurent que les lignes ne furent point franchies, et que leur évacuation fut le résultat de l'attaque contre la division Meynier à Scheid, et du passage de Selz qui fit plus de peur que de mal. Les rapports des Alliés affirment au contraire que Hotze et Jellachich enlevèrent les retranchemens.

aux Français tout le loisir d'effectuer leur retraite. Wurmser perdit un temps précieux à réunir les colonnes de Mezaros, Kavanagh et Kospoth, et ne marcha qu'à deux heures après-midi sur Weissembourg, contre lequel il engagea une canonnade très-vive. La garnison, composée de quelques compagnies du 48e aux ordres du capitaine Fririon, ne résista que pour donner le temps nécessaire aux habitans d'emporter ce qu'ils avaient de plus précieux et de suivre le mouvement rétrograde de la gauche.

Mouvemens des Prussiens au revers des Vosges.

L'armée prussienne, dans cet intervalle, avait exécuté en majeure partie l'opération qui lui était dévolue. Kalkreuth resta en observation sur la Sarre. Le prince de Hohenlohe, pour contenir les Français et surveiller les mouvemens qu'ils eussent pu entreprendre par les Vosges, s'avança à Engelhard au-dessus de Bitche.

Le duc de Brunswick, avec une partie de son corps de bataille, débouchant par Ramsbrun et Steinbach sur Limbach dans l'intention de tourner les lignes, chassa aisément devant lui la brigade légère qui gardait les gorges; mais ses forces se trouvant insuffisantes pour porter un coup décisif, il n'osa pousser plus loin: son mouvement se trouva ainsi prématuré, puisqu'il resta à Mattstadt où il était arrivé trois jours avant l'attaque générale, et il ne servit qu'à éveiller l'attention des républicains sur le dan-

ger que courrait leur flanc gauche : le duc ne s'avança effectivement sur Werdt que le 14, lorsqu'il n'était déjà plus temps de les entamer.

Graces à toutes ces circonstances, l'armée du Rhin ne perdit pas mille hommes dans une affaire où elle aurait pu être anéantie; elle se retira sur les lignes de la Motter. L'encombrement causé par les équipages devint effrayant vers Sulzbourg; l'armée fut forcée d'y passer la soirée, et ne gagna que le lendemain Haguenau, où la division Dubois l'avait précédée de quelques heures.

La mésintelligence des Alliés les empêche de profiter de ces succès et des nombreux partisans qu'ils ont en Alsace.

Enfin les Alliés foulaient de nouveau, d'un pied victorieux, le territoire de la république : cette circonstance qui aurait dû redoubler leur énergie, ne servit qu'à rompre tout accord entre eux, en fournissant au cabinet de Vienne l'occasion de dérouler ses projets. Voyant les frontières de l'Alsace et de la Lorraine découvertes, il crut l'instant propice de faire revivre ses anciens droits sur ces deux provinces et d'en achever la conquête.

Frédéric-Guillaume, guidé par plus de loyauté, ou par le sentiment d'une ancienne jalousie, devina les vues de son allié, et ne voulut point servir d'instrument à l'accroissement de sa puissance. Dès-lors les deux armées ne se prêtèrent qu'un appui illusoire, plus favorable aux républicains que si l'une d'elles eût marché droit à son but.

Cet état de choses entre les Prussiens et les Autrichiens, n'était cependant pas suffisant pour renverser les projets de ces derniers. D'un côté, la noblesse impatiente de ressaisir d'anciennes prérogatives; de l'autre, la partie éclairée et laborieuse de la population, exaspérée des vexations et des menaces d'une tourbe de transfuges allemands ou de prêtres apostats qui s'étaient emparés de la puissance depuis le 31 mai, semblaient s'être réunies pour tendre la main au corps de Condé, que Wurmser avait placé assez adroitement à son avant-garde.

C'était principalement dans Strasbourg, que le zèle des féroces apôtres de la démagogie avait fomenté des levains de haine et de discorde. Cette ville, si l'on devait en croire son maire, savoyard forcené, n'était faite pour la liberté ni par son idiome, ni par ses mœurs, ni par son commerce; elle ne pouvait être que dévouée à l'Autriche : il fallait la régénérer, y transplanter une colonie de patriotes, et reléguer dans l'intérieur des terres, ses habitans façonnés pour l'esclavage.

Une armée révolutionnaire parcourait les campagnes sous les ordres d'un des proconsuls, tandis que d'autres organisaient un plan de proscription collective. « Marat n'a demandé que » 200 mille têtes, disait Baudot; mais fussent-ils » un million, nous les détruirons entièrement. »

Ces menaces qu'accompagnaient de fréquentes exécutions, avaient aliéné l'esprit de la majeure partie des Alsaciens, qui ne voyaient dans les émigrés et les Autrichiens que des libérateurs. Erreur fatale! que les infortunés expièrent, comme les Toulonnais, par l'exil et la mort.

Wurmser vint camper le 24 sur les hauteurs de Sulz; le général Mezaros, avec l'avant-garde, à une demi-lieue plus loin; les trois jours suivans furent employés à donner des fêtes et chanter le *Te Deum*. Ce général, aussi violent qu'impolitique, se permit de condamner les républicains de Weissembourg à balayer les rues sous le bâton des caporaux Croates, et continua sa marche le 28 octobre sur Haguenau.

L'armée républicaine retirée sous Strasbourg.

Carlen s'était retiré pour aller s'établir à Brumpt et Druzenheim, dans l'intention de rester derrière la Zorn, sa droite appuyée à ce dernier bourg qui était alors à l'abri d'un coup de main; il espérait ainsi conserver une communication par l'île de Dalhunden avec le Fort-Vauban, qui n'était point approvisionné, et que le cours des événemens allait compromettre. Le général Dubois ayant abandonné cette ligne, il fallut s'établir sur les hauteurs de Saverne et de Strasbourg. Cette place seule mit les Français à l'abri d'un désastre complet, qu'ils s'étaient attiré, en conservant trop de troupes inactives sur le Haut-Rhin. Les garnisons répan-

dues le long du fleuve jusqu'à Huningue, ne comptaient pas moins de 40 mille hommes, force beaucoup trop considérable, et dont l'emploi ne saurait être expliqué que par l'espèce de guerre d'opinion qu'on faisait alors.

Un parti veut livrer Strasbourg à Wurmser.

Le désordre avec lequel l'armée républicaine effectua sa retraite, fit croire aux habitans de Haguenau qu'elle ne soutiendrait point un nouveau choc; l'arrivée de l'avant-garde autrichienne suivie presque aussitôt par le corps de Condé, les confirma dans cette opinion. Cette ville, renfermant la majeure partie de la noblesse alsacienne alliée de la famille de Wurmser, fit éclater les transports de la joie la plus vive, et accueillit avec enthousiasme les vainqueurs. Bientôt leur général eut par son intermédiaire des intelligences dans Strasbourg. Les notables fatigués du régime de terreur qui pesait sur eux, crurent le moment propice pour s'en affranchir: on avait laissé la place avec une faible garnison: le département, la municipalité, le général Isambert, le commandant de la garde nationale, tous les nobles enfin, envoyèrent d'un commun accord deux députés à Wurmser, pour lui proposer d'en prendre possession au nom de Louis XVII. Ce général, peu versé dans la conduite des affaires, redoutant toute responsabilité diplomatique, ou plus jaloux peut-être d'y entrer par droit de conquête, eut des scrupules

de s'en rendre maître à cette condition, et demanda un délai pour en référer au conseil aulique.

Pendant ce temps, ne voulant sans doute pas que la place lui échappât, il proposa au duc de Brunswick de marcher de concert sur la Petite-Pierre, dans les gorges de Saverne, pour couper cette communication importante, et décider l'armée du Rhin à abandonner Strasbourg à ses propres forces de crainte d'y être bloquée. Celui-ci, ne partageant pas les projets de son collègue, ou n'en découvrant que trop le but intéressé, préférait une guerre méthodique à des aventures incertaines; il conseillait au général autrichien de se tenir derrière la Motter et de ne songer, pour cette campagne, qu'à la reddition de Landau et de Fort-Louis, afin d'assurer les quartiers d'hiver. Prétextant de plus le manque de vivres, le duc resta à Mattstadt, croyant beaucoup faire de pousser le prince de Weimar à Lichtenberg.

Wurmser ne pouvant rien obtenir de plus, porta alors sa droite sous Hotze à Ingweiler et Neuweiler; le prince de Waldeck avec la gauche sur Wantzenau, d'où il chassa le 17 les généraux Dubois et Combes jusqu'au jardin anglais; Desaix, au contraire, se maintint dans les bois de Rechstett. L'armée républicaine prit poste derrière la Suffel et parallèlement à la route de Saverne qu'elle couvrait; Desaix commanda la

division de droite, forte de 8 mille hommes; le reste en comptait 30 mille environ, outre 3 à 4 mille paysans armés.

Le général Hotze est repoussé à Saverne.

Le peu de secours qu'il pouvait se promettre du duc de Brunswick, ne détourna pas le général autrichien de son projet sur Saverne. Hotze attaqua, le 22 octobre, la brigade Sauter qui couvrait ces hauteurs importantes; déjà il s'était emparé de quelques postes, quand Ferino ayant fait quelques démonstrations le même jour vers Hochfeld, lui en imposa par son attitude menaçante.

Le lendemain Hotze renouvela ses tentatives, et la victoire semblait pencher pour lui, lorsque le général Burcy, amenant à marches forcées une division de 5 à 6 mille hommes de l'armée de la Moselle, déboucha en colonnes serrées, chargea ses pièces à mitraille, et s'avança dans cet ordre à la rencontre de l'ennemi. La cavalerie autrichienne crut en avoir bon marché; mais Burcy ayant démasqué son artillerie, la força bientôt à la retraite.

Le complot des Strasbourgeois découvert et puni.

Un rassemblement de forces aussi considérables sur ce point, fit échouer le projet de Wurmser, qui en rejeta toute la faute sur le duc de Brunswick; cependant lors même qu'il eût réussi à déloger l'ennemi de ce poste, cette circonstance ne lui eût point fait acquérir la place qu'il venait de manquer par sa mal-adresse. Le complot des

Strasbourgeois avait été découvert; 70 personnes des familles les plus distinguées dans la magistrature et la noblesse, au nombre desquelles se trouvaient plusieurs de ses parens, avaient payé de leurs têtes ce coupable projet. Toutes les autorités civiles ou militaires avaient été renouvelées, et la place maintenant défendue par une nombreuse garnison se trouvait à l'abri de surprise.

Les Autrichiens prennent Fort-Vauban.

Wurmser, honteux d'avoir compromis ainsi ses amis et ses parens, se borna alors au siége du Fort-Vauban. La tranchée fut ouverte le 29 octobre, et le commandant qui n'avait qu'une idée imparfaite de ses devoirs et des ressources de sa place, trop fier ou trop défiant pour s'en rapporter au capitaine du génie qu'il avait remplacé, capitula le 14 novembre, aussitôt que la seconde parallèle fut terminée. La garnison de 3 mille hommes mit bas les armes; elle était composée de très-bonnes troupes, dont une partie s'évada en traversant la Forêt-Noire, et rentra en France par la Suisse. Le défaut de farine et de moulins contribua à cette reddition prématurée, qu'on attribua d'ailleurs à l'incapacité du commandant.

Dans le même temps, le Prince royal de Prusse, secondé par le général Buchel, voulant intimider la garnison de Landau, fit construire 6 batteries de mortiers, et commença le bombardement le 27 octobre. En moins de quarante-huit heures,

l'arsenal fut incendié, un magasin à poudre sauta avec une partie de la courtine; mais le commandant ne voulant pas même recevoir de parlementaires, on renonça à cette entreprise. Le siége fut converti en blocus si peu rigoureux, que la garnison communiqua dès-lors constamment avec les deux armées destinées à la secourir.

CHAPITRE XXII.

Les Alliés assiégent Maubeuge. — Le général Jourdan succède à Houchard et marche au secours de la place. — Bataille de Wattignies. — L'armée prend ses cantonnemens et envoie des renforts à la Vendée et à l'armée de la Moselle. — Levée du siége. — Affaire de Marchiennes. — Projet de Carnot sur Charleroi.

La mauvaise issue de l'entreprise sur Dunkerque; les justes récriminations de tous les militaires sur la fausse direction que les Alliés avaient donné à leurs efforts; la reddition du Quesnoy, étaient des motifs assez puissans pour les décider enfin à se diriger sur Maubeuge.

La prise de cette place réunissait tous les avantages politiques et militaires désirables, au point où en étaient les affaires : tentée quelques mois plutôt, elle eût décidé probablement du succès de la guerre; au commencement d'octobre, elle procurait encore aux Alliés une base sur la ligne centrale et importante entre Sambre-et-Meuse. Ouvrant les plaines de Saint-Quentin et le département de l'Oise aux ennemis de la France, elle menaçait la capitale d'une prochaine invasion; à la vérité la saison déjà

avancée n'eût peut-être pas permis d'en tirer tout le fruit desirable avant l'hiver ; mais elle promettait un heureux début pour la campagne suivante qu'on espérait sans doute commencer avec plus de sagesse et de moyens.

Les Français de leur côté, quoique un peu rassurés par la victoire de Hondschoote, ne voyaient pas sans inquiétude leurs généraux disparaître de la scène, et se succéder avec une rapidité effrayante : ces fréquens changemens imprimaient aux opérations un défaut absolu de suite, d'harmonie et d'aplomb, sans lesquels on réussit rarement à la guerre. D'ailleurs l'échec sanglant essuyé par la division de Cambray, la perte du Quesnoy, et l'accumulation des masses ennemies entre l'Escaut et la Sambre, inspiraient des appréhensions fondées : les hommes doués d'un coup-d'œil exercé, y entrevoyaient un correctif puissant aux fautes commises précédemment par les chefs de la coalition, et un changement notable dans la marche des événemens.

Les Jacobins seuls ne doutaient de rien ; l'immense levée qu'ils venaient de décréter leur donnant droit d'attendre des succès, ils s'inquiétaient peu des détails, et ne demandaient, ou plutôt n'ordonnaient que la victoire.

Depuis la bataille de Hondschoote, tous les renforts tirés du Rhin, de la Moselle, de l'inté-

rieur, joints aux hommes de la première levée qui devaient remplir les anciens cadres, avaient porté les forces actives au Nord à 130 mille hommes, y compris l'armée des Ardennes. Le général Jourdan, chef d'un bataillon au commencement de cette campagne, mais que la fréquente mutation des généraux et ses qualités, élevèrent en six mois au grade de général de division, s'était assez distingué au déblocus de Dunkerque pour mériter le suffrage des commissaires de la Convention, qui lui firent conférer le commandement en chef de ces forces imposantes. Placé dans l'alternative de mériter une couronne de lauriers ou de monter à l'échafaud, Jourdan comptait peut-être assez sur ses talens, pour accepter l'immense responsabilité qui lui était imposée: mais l'exemple de Houchard lui prouvant que la victoire même était quelquefois réputée pour un crime, le décida à tout faire pour éluder un tel fardeau. Cependant une loi révolutionnaire ne laissait pas même aux Français le droit de disposer de leurs personnes et de leurs services, le commandement n'était plus un honneur, mais un sacrifice; il fallut s'y soumettre ou périr, et Jourdan n'eut pas même la chance du refus.

Craignant de commettre leurs jeunes soldats en plaine ou dans une bataille générale, les Français avaient pris le parti de les rassembler en plusieurs camps retranchés, pour avoir le

temps de les aguerrir. Ce système semblait d'autant plus raisonnable, qu'à la suite des reproches faits à Kilmaine et à Houchard, la plupart des états-majors venaient d'être renouvelés, et que les chefs avaient autant besoin de leçons que les troupes. Au surplus, l'ennemi agissant lui-même sans énergie par une multitude de corps isolés, on ne devait pas redouter de sa part un effort concentré, qui eût compromis successivement ces différens camps.

On comptait donc six divisions principales depuis la Sambre jusqu'à la mer; savoir; à Philippeville, 15 mille hommes; à Maubeuge, 25 mille; à Gavarelle et Arleux, 28 mille; à Lille et la Magdeleine, 30 mille; à Cassel, 14 mille; à Dunkerque, 16 mille; sans compter encore les garnisons de Cambray et autres places du centre. Si on ajoute à ces forces les nombreux bataillons de réquisitionnaires qui commençaient à se rassembler dans les autres places frontières, on s'apercevra de la progression rapide des effets produits par les mesures de la Convention et de ses commissaires. Mais il était alors plus facile de rassembler des hommes que d'en faire de bons soldats: la plupart de ces paysans en sabots, sans habits et sans armes, choisissaient leurs officiers, et se formaient eux-mêmes en bataillons, d'après les décrets du 23 août. Il eût été donc imprudent de les présenter dans cet état à l'en-

nemi ; et la force des troupes vraiment disponibles s'élevait au plus à 100 mille hommes.

Cependant le comité qui venait de voir de vieilles troupes battues par des paysans bretons, se plaisait à croire ses armées invincibles comme elles seraient bientôt innombrables ; et, dans sa politique cruelle, mais forte, imaginant posséder le secret de Cadmus, il ordonnait impérieusement de purger le sol français de ses ennemis avant la fin de la campagne.

Les Alliés comptaient 120 mille hommes dans cet espace, de Namur à la mer ; et la tâche, qu'ils devaient remplir, n'offrait plus les mêmes facilités qu'à la fin de juillet. Si ceux-ci étaient fiers d'une cavalerie immense et de la qualité de leurs vieilles bandes, les Français avaient pour eux des places nombreuses abondamment pourvues, qui, à chaque pas offensif, forçaient l'ennemi à de nombreux détachemens, et dont les garnisons, indépendantes de l'armée active, ne l'affaiblissaient point. Enfin, les républicains à proximité de leurs dépôts, exaltés par l'amour de la patrie, voyaient d'un instant à l'autre leurs forces s'accroître, tandis que celles des Alliés se fondaient tous les jours.

Carnot, gagnant de plus en plus la confiance du comité, et chargé de la direction principale des affaires militaires, venait d'arriver au quartier-général, au moment où Jourdan pre-

nait le commandement: il voulait un plan d'opérations, autant sans doute pour fixer son opinion sur le mérite du nouveau général, que pour concilier ses vues avec celles du gouvernement; mais, Jourdan arrivé de la veille, ignorant l'état du matériel et la composition de son armée, intimidé par son inexpérience, demanda du temps, et Carnot partit pour Paris sans avoir rien terminé. Il est probable que les attaques dirigées contre le comité dans la séance du 24 septembre, et dont les actes de sa mission étaient le principal objet, entrèrent pour beaucoup dans cette résolution subite; et il se contenta d'exiger qu'on lui envoyât incessamment ce projet dans la capitale.

Le général en chef ne le laissa pas languir; dès le 29, il adressa au comité le résumé de ses vues. Il eût préféré qu'on le laissât respirer quelques semaines pour se reconnaître un peu et organiser son matériel et ses troupes; mais les dictateurs voulaient l'évacuation de la France sans délai, et n'étaient pas gens à écouter des représentations. Jourdan, pour se conformer à une volonté si impérieuse, proposa donc une opération offensive partant de Lille d'un côté, et de Maubeuge de l'autre, dans le but de refouler les deux ailes de l'ennemi, et de faire ainsi tomber toute la défense de son centre; projet qui servit de base au plan de la campagne suivante, et qui

eut tant de succès par les fausses dispositions des coalisés et l'énorme supériorité des masses employées. Les événemens ne permirent pas cette fois l'exécution de ces manœuvres, et ce fut sans doute un bonheur.

A l'instant même où les Français avisent à tous les moyens qui peuvent chasser l'ennemi de leur territoire, et où la Convention affecte d'imiter le Sénat romain, en faisant vendre les biens d'émigrés sur lesquels campaient les Impériaux, ceux-ci passent la Sambre le 29 septembre, à l'effet d'investir Maubeuge. (*Voyez planche X.*)

Le corps destiné à la garde de cette place, comptait environ 20 mille hommes, en y comprenant les troupes de la garnison. Indépendamment des ouvrages qui la défendent, un camp retranché, qui peut donner abri à deux divisions, est préparé sous ses murs : ce camp situé avantageusement, appuie la droite à la Sambre, la gauche à la petite rivière de Marchiennes ; son front se trouve couvert par deux ravins marécageux, qui coulent transversalement depuis Ferrière-la-Grande jusqu'à la Cense d'en-bas ; les hauteurs où il est placé et qui dominent les environs, sont garnies d'ouvrages de campagne ; enfin, la forteresse protége ses derrières. La division Desjardins, chargée de couvrir la Haute-Sambre au-dessus de la place, campait à Baschamp et Saint-

Remi-mal-bâti ; le général Mayer, avec un corps moins nombreux, gardait Jeumont; le général Ferrand commandait toute cette ligne.

Les Alliés ne se départirent point dans cette occasion du système favori qu'ils suivaient avec tant d'obstination dès le commencement de cette campagne. Depuis quatre mois, ils avaient eu tout le loisir de reconnaître l'emplacement des Français, et de s'assurer que, pour en profiter, il fallait passer avec deux masses de 20 à 25 mille hommes, l'une par Baschamp, l'autre par Requignies. Le résultat inévitable de cette manœuvre eût été de séparer le corps de Mayer de Maubeuge, de lui intercepter toute retraite et de le refouler sur Charleroi ; lorsque de son côté Clairfayt, passant la rivière à Pont, eût au contraire rejeté Desjardins dans le camp retranché.

Le prince de Cobourg ne forma pas moins de six colonnes contre la division Desjardins, et cinq autres en opposition à celle du général Mayer ; Clairfayt franchit la Sambre en plusieurs sections à Berlaymont et au-dessous de Pont ; Colloredo à Aumont ; Latour à Marpent et à Jeumont, au-dessous de Maubeuge.

Le camp de Baschamp fut aisément culbuté : cependant les Autrichiens n'ayant pas suivi avec assez de vigueur, le général Desjardins put faire sa retraite et rassembler ses troupes vers le bois de Beaufort ; mais alors le dé-

sordre s'y introduisit, et elles regagnèrent pêle-mêle le camp retranché.

Le général Mayer fut forcé dans sa position de Jeumont, et un bataillon qu'il avait à Coursolre devint la proie de l'ennemi; la retraite de cette brigade se fit aussi avec quelque désordre par Colleret et Cerffontaine : la cavalerie autrichienne la poursuivit, et sans la bonne contenance du 12e de dragons, soutenu d'un bataillon du Calvados, elle aurait eu peine à gagner le camp, sur les glacis duquel elle vint se rallier.

En effet, il est difficile de concevoir que ce corps de Mayer, aventuré à un tel point, soit parvenu à se sauver. On se convaincra facilement, en jetant un coup-d'œil sur la carte, que cela eût été impossible, si les coalisés, au lieu de courir sur dix colonnes, avaient su profiter de leur supériorité pour accabler les petits camps, et pour les empêcher de se rallier sous la place, en faisant passer toutes leurs forces en deux colonnes, comme nous l'avons indiqué. Il pourrait convenir aux Autrichiens de refouler le corps de Desjardins dans Maubeuge, car en le séparant de la place, ils l'eussent laissé disponible en campagne; mais pour celui de Mayer, il eût été perdu à Jeumont, puisqu'en passant en forces par Requignies, on l'eût en même temps coupé de la place et de ses communications.

Après avoir négligé ces avantages, les Autrichiens investirent le camp retranché par la rive droite de la Sambre; l'armée hollandaise, comptant environ 12 mille hommes, avait quitté la Flandre, et se réunit, le 5 octobre, à celle de siége: elle forma l'investissement sur la rive gauche, et se porta vers Roteleu et Glisselle.

Le général Colloredo fut chargé de l'investissement sur la rive droite; le comte de Latour qui faisait partie de son armée, prit position du côté de la chaussée de Beaumont, près d'Autrignies et Cerffontaine; une autre division fut placée près de la chaussée d'Avesne, en arrière de Beaufort. Le corps d'observation, aux ordres du général Clairfayt, s'établit sur les routes d'Avesne et Landrecies: la division du général Wenckheim à Engle-Fontaine; Benjowsky, à gauche sur la direction de Beaumont, et Haddick à Colleret. Toutes les troupes alliées sur ce point pouvaient monter à 65 mille hommes environ. Des travaux immenses furent commencés sur les deux rives de la Sambre; deux batteries de 20 pièces de 24 devaient battre la ville; on fondait le plus grand espoir de succès sur l'incendie des magasins, dont la perte réduisant à l'extrémité une troupe si nombreuse, hâterait la reddition.

La garnison faisait de fréquentes sorties pour s'opposer à ces entreprises; elle les dirigeait particulièrement sur la cense du château,

et le bois du Tilleul. Les 6, 7 et 9 octobre, furent signalés par des combats acharnés, mais sans fruit. Les premiers succès des sorties, indiquant à l'ennemi le vrai point d'attaque, et lui donnant le temps de faire avancer les renforts, étaient toujours suivis de revers.

Le 13, une entreprise plus sérieuse fut tentée; le général Ferrand, instruit que les Alliés rassemblaient leurs moyens de siége dans le bois du Tilleul, crut devoir y diriger une colonne pour les enlever. Trois bataillons d'élite marchèrent à l'ennemi, soutenus par une brigade d'infanterie ; ils parvinrent à forcer la première ligne; mais s'étant avancés entre les redoutes au moment où l'adversaire présentait de nouvelles forces, le combat devint incertain. On assure que les troupes, chargées de seconder cette entreprise, firent feu sur les braves qui combattaient au premier rang, et le désordre, porté ainsi à son comble, ramena bientôt les assaillans sur les glacis de la place.

Déjà le défaut de vivres se faisait vivement sentir : les troupes étaient réduites depuis le 10 à moitié de la ration; les hôpitaux établis seulement pour la garnison ordinaire se trouvaient encombrés. L'abattement avait succédé au premier mouvement d'enthousiasme. Pour comble d'embarras l'ennemi démasqua ses batteries, dans la nuit de 14 au 15, à si grande

proximité, qu'elles jetèrent la terreur dans la ville : on pouvait tout craindre de la disposition des esprits.

Le général Jourdan, instruit de ces événemens, jugea toute l'importance de voler au secours d'un corps considérable qui, malgré les ouvrages dont il était protégé, menaçait de ne pas se soutenir long-temps.

Son premier soin fut de rassembler à Guise une armée de 45 mille hommes, tirés des camps de Gavarelle, de Cassel et de Lille. Redoutant d'exposer une partie de la frontière aux coups de l'ennemi, il laissa 10 mille hommes à Gavarelle pour couvrir Arras (1) et 40 mille environ furent employés à garder la ligne depuis Douay et Lille jusqu'à Dunkerque. Guise devenait le rendez-vous de toutes les levées du décret du 23 août; mais les bataillons y arrivaient dans un tel désordre, que, pour leur inspirer quelque confiance et leur remettre la garde de ce point important, on se vit obligé d'y laisser plusieurs bataillons de vieilles troupes. Ce fut peut-être l'unique exemple d'un corps d'armée nombreux, exigeant un détachement pour le garder.

(1) Arras était la patrie de Robespierre; on ne l'eût pas découvert impunément; d'ailleurs il fallait toujours y jeter 5000 hommes, et on préféra conserver le camp avec quelque mille hommes de plus, puisqu'on protégeait par la même occasion Cambray et Bouchain.

Outre ces forces, Jourdan disposait de l'armée des Ardennes qu'on venait de mettre sous son commandement; mais ignorant encore la quantité, l'emplacement et l'espèce de troupes qu'il pourrait en tirer, on ne mit en ligne avec l'armée du Nord qu'une division de 4 à 5 mille hommes.

Le général en chef ne se dissimulait point toute la difficulté de son entreprise; il paraissait téméraire de marcher contre une armée de 65 mille combattans des plus belles troupes, avec des hommes et des généraux réunis de la veille, qui ne se connaissant pas, s'inspiraient réciproquement peu de confiance; avec des bataillons, dont la plupart nouvellement organisés, étaient mal armés. L'opération présentait deux chances absolument contraires: il était possible que le prince de Cobourg n'employât que 15 mille hommes pour masquer Maubeuge et couvrir sa communication, et qu'il se jetât avec 50 mille sur Jourdan, dont la défaite eût été certaine. On pouvait croire aussi que le général autrichien, se traînant sur les erremens de ses devanciers, persisterait à rester devant la place pour maintenir l'investissement, et se bornerait à faire couvrir son cordon par l'armée d'observation. Dans ce cas il fallait calculer que 20 mille hommes au moins resteraient devant le camp, 15 mille vers Giselle sur la gauche de la Sambre, et qu'ainsi

l'on n'aurait guère plus de 28 à 30 mille hommes à combattre.

Si les Alliés adoptaient ce dernier parti, Jourdan concevait l'espoir fondé de culbuter le corps d'observation, ce qui eût amené la levée du blocus. Après un premier échec, il restait à la vérité au prince de Cobourg la ressource de dégarnir le corps d'investissement de 12 à 15 mille hommes, pour renforcer celui de Clairfayt, et tenter de nouveau le sort des combats; mais c'était supposer au général autrichien une fermeté et une présence d'esprit peu communes; et on était tout aussi autorisé à penser que le corps d'observation une fois battu, il leverait le siége.

L'armée se mit donc en marche, organisée en 5 divisions: celle des Ardennes, aux ordres du général Beauregard, s'était établie le 13 à Leissies près Solre-le-Château; la 2ᵉ, aux ordres du général Duquesnoy, dans le bois d'Avesne, à cheval sur la grande route; la 3ᵉ, sous Balland, à Avenelles; le général Cordelier, avec la 4ᵉ, marcha par la Capelle à gauche d'Avesne; le général Fromentin conduisit l'avant-garde dans les bois de la haie d'Avesne en avant de Dompierre.

Le général Belair, avec une division de la levée en masse armée de piques, garda le camp de Guise, où arrivaient chaque jour de nouveaux bataillons de la même espèce.

Le 14, Carnot et Jourdan, réunis à Avesne, firent une reconnaissance, et trouvèrent l'ennemi occupant par des postes le Val, St.-Waast, et Berlaymont, avec une grande ligne de cavalerie placée en échelons dans la plaine : un corps assez considérable occupait les hauteurs de Dourlers ; ils ne purent découvrir les réserves, mais on eut avis qu'elles devaient être à Damousies, Beaufort et Fontaine. On verra par l'emplacement des Autrichiens que nous allons indiquer, qu'on ne jugea pas mal de leur première position ; mais qu'on prit le corps d'investissement pour les réserves ; ce qui ne laisse pas néanmoins d'être bien différent.

Au premier avis des mouvemens des Français, leurs adversaires se décidèrent à faire marcher le duc d'Yorck de la Lys sur la Sambre, il était sur le point d'arriver à Englefontaine. Dès qu'on fut informé que les républicains s'avançaient sérieusement, Clairfayt se mit en devoir de leur opposer son corps d'observation fort de 25 mille hommes. L'avant-garde, aux ordres de Bellegarde, comptant 3 bataillons et 2 mille chevaux, s'était reployée sur le vallon de St.-Waast; Clairfayt, avec 13 mille hommes d'infanterie et 6 mille chevaux, tenait en trois divisions les hauteurs de Dourlers et Wattignies ; le général Haddick était avec 2 bataillons, 4 escadrons aux environs d'Obrechies, et Benjowsky com-

mandait 4 à 5 mille hommes vers Beaumont.

Dans cette situation des affaires, le parti le plus sage que les Français pussent adopter, était, comme nous avons eu occasion de le dire dans les premiers essais publiés sur cette campagne, de jeter des tirailleurs à la lisière des bois d'Avesne, et de porter le gros de leurs masses sur Wattignies, pour y écraser le faible corps du général Terzy, communiquer ensuite avec le camp retranché, et tomber avec 60 mille hommes sur tout ce qui se trouverait de coalisés entre le défilé de la Sambre et l'armée victorieuse. Avec des troupes sûres et aguerries, une opération conçue sur de tels principes n'eût pas manqué d'amener d'immenses résultats.

Le général Jourdan, en adoptant une résolution contraire, craignit sans doute d'abandonner au hasard la route d'Avesne qui était le chemin direct de Paris, et formait sa communication principale avec Guise. Redoutant, en cas de revers, d'être jeté sur les Ardennes, où son armée courait risque de se détruire, et de livrer ainsi à la merci des coalisés toute la Picardie et les rassemblemens nouvellement formés; il crut prudent d'ordonner deux attaques par la droite et par la gauche pour déborder le corps de Dourlers par ses deux ailes, ce qui était loin de lui offrir plus de sécurité, et semblait un remède pire que le mal. On croit que Carnot ne fut pas

étranger à cette résolution qui était conforme à son système; et on pense même que le blâme lui en appartient tout entier.

Le 15 octobre, le général Fromentin, avec sa division réunie à celle de Cordelier, s'avança sur Moncheaux et St.-Waast, avec ordre de déboucher par St.-Remy sur les bois de St.-Aubain pour gagner Eclaibes; on lui recommanda surtout de longer la lisière des bois pour éviter un engagement avec la nombreuse cavalerie ennemie qui inondait la plaine jusqu'à Berlaymont. Cette direction était la plus propre à remédier au défaut primitif d'un mouvement excentrique.

Le général Balland, avec une forte batterie de 16 et de 12, dut venir s'établir au centre en face du camp de Dourlers pour contenir Clairfayt par une vive canonnade.

Le général Duquesnoy s'avança par Dimont sur Wattignies, et la division Beauregard, chargée de se porter par Solre-le-Château sur Eccles, fut mise néanmoins à sa disposition, dans le cas où il jugerait indispensable de l'attirer à lui. Pour utiliser autant que possible les nouvelles levées de l'armée des Ardennes par une diversion, le général Helie devait la conduire de Philippeville sur Beaumont, en marchant avec une grande circonspection et à la faveur des bois.

On n'a pas besoin de beaucoup d'efforts pour prouver que ces dispositions étaient un

peu décousues, et que les généraux français, dégarnissant leur centre pour porter 4 divisions aux ailes, s'exposaient justement à tous les inconvéniens qu'ils devaient redouter : ils les eussent bien mieux évités en laissant Fromentin et Cordelier vis-à-vis de Dourlers, pour diriger Balland, Duquesnoy et Beauregard, immédiatement sur Wattignies, par Charneux et Dimont.

Le projet de Jourdan était de suivre la division Balland avec son état-major, et quand les attaques de droite et de gauche auraient réussi, de déboucher avec elle par Dourlers sur Beaufort: il comptait faire au-delà du bois la jonction des trois colonnes, et s'avancer ensuite de concert contre les camps ennemis de Beaufort s'ils résistaient; chance qu'on pouvait mettre en doute à cause du danger auquel ils se fussent exposés en recevant le combat entre l'armée déjà victorieuse et le camp retranché.

L'attaque commença vers neuf heures; Fromentin s'empara d'abord de St.-Waast; mais, au lieu de longer le bois à droite, il s'abandonna dans la plaine où il fut assailli par le général Bellegarde et la cavalerie impériale. Ses troupes se précipitèrent en désordre dans le ravin de St.-Remy, où elles se rallièrent et se maintinrent après avoir perdu néanmoins toute leur artillerie. Dans cet intervalle la droite sous Duquesnoy s'était emparée de Dimont et Demichaux.

Les commissaires, à la nouvelle des premiers succès remportés par les ailes, se croyant déjà sûrs de la victoire, ordonnèrent à Balland de déboucher sur Dourlers, malgré toutes les représentations de Jourdan. Bientôt la division se jette dans le ravin, en déloge les tirailleurs ennemis, et gravit la pente opposée; mais lorsqu'elle arrive hors d'haleine sur le plateau, elle se trouve criblée par l'artillerie nombreuse dont le front de Clairfayt est hérissé. Sa situation est des plus pénibles, car elle est perdue si elle reste sous la mitraille, et ne court pas moins de risque si elle fait mine de rétrograder devant la formidable cavalerie de l'ennemi. Jourdan se signale par son dévouement; mais le dévouement seul ne suffit pas, et aucune ressource ne s'offre pour le tirer d'embarras.

Déjà les Autrichiens, victorieux de Fromentin, portent un corps de leur aile droite sur Saint-Aubain pour gagner le flanc gauche de Balland. A l'aspect de ce nouveau danger, les bataillons du centre regagnent leur première position en désordre, et ce n'est que sous la protection des batteries qu'on parvient à les reformer. Heureusement les Autrichiens n'envoyèrent pas même un escadron à la poursuite, et donnèrent tout le temps au général Balland de se remettre. Cette échauffourée, dont il paraît que la faute appartient à Carnot, coûta aux républicains

près de douze cents hommes hors de combat.

Les Français, avertis par le résultat de cette affaire, que la clef de la position ennemie était à Wattignies, envoyèrent dans la nuit un renfort de 6 à 7 mille hommes au général Duquesnoy : mais ils persistèrent dans la résolution de porter Fromentin sur St.-Waast avec 12 mille hommes, et de destiner Balland à continuer la canonnade vis-à-vis de Dourlers.

Le 16 au matin, le général en chef et les commissaires se transportèrent à la droite, où 22 mille hommes se trouvaient alors réunis.

La division Beauregard, rappelée de sa position trop lointaine d'Eccles, dut se rabattre sur Obrechies ; le général Duquesnoy renforcé reçut l'ordre d'aborder le camp de Wattignies sur trois colonnes, par Choisy, Demichaux et Dimont. Le corps des Ardennes, sorti de Philippeville, devait continuer sa démonstration sur Beaumont, mais sans trop s'engager.

Ces attaques combinées avec sagesse et ensemble, eurent le succès qu'on a raison de se promettre toutes les fois qu'on applique les principes de l'art ; Wattignies est bientôt enlevé par un effort concentrique auquel le général Terzy ne saurait rien opposer. L'infanterie débouche de ce village, attaque à revers les grenadiers autrichiens qui défendaient la lisière du bois, et se liaient au centre de Clairfayt ; elle les met dans

l'obligation de se retirer la baïonnette basse jusque sous le bois du Prince : la cavalerie impériale accourt au soutien, et menace à son tour les bataillons un peu ébranlés des républicains. Mais 12 pièces, heureusement placées par Jourdan et conduites par le frère de Carnot, semant l'épouvante dans les escadrons ennemis, les obligent à la retraite sur Beaufort.

Le général Beauregard ne fut pas si heureux : le voyant déboucher entre Solrinnes et Obrechies, les Autrichiens, justement alarmés d'un mouvement qui allait les couper du corps de siége, détachèrent la brigade du colonel Haddick pour s'y opposer, et le général Chasteler lui-même y conduisit quelques escadrons : à l'approche de cette colonne dont on apprécia mal la force, la division effrayée se retira en désordre sur le bois de Solre, vivement harcelée par les Impériaux qui lui enlevèrent du canon. Le général Chasteler se distingua dans cette occasion où il reçut plusieurs coups de baïonnette en chargeant à la tête d'un régiment de dragons. Ce succès n'eut cependant aucune suite ; les Autrichiens, menacés par la prise de Wattignies et l'apparition de la réserve de Jourdan vers Obrechies, se replièrent à leur tour.

Le centre et la gauche, aux ordres de Fromentin et de Balland se bornèrent au rôle passif qui leur était assigné, et les démonstrations de ce

dernier sur le village de Dourlers furent aisément contenues, quoiqu'elles remplissent en partie leur destination d'inquiéter l'ennemi.

La division des Ardennes aux ordres du général Hélie n'eut pas plus de succès que celle de Beauregard : elle s'était avancée jusqu'à Récolets et Barbançon, après avoir repoussé de Silenrieux les postes de Benjowsky ; mais ce général, marchant au-devant d'elle, la prit au dépourvu, sema l'épouvante dans les bataillons à peine armés, et les fit fuir jusques sous Philippeville, en abandonnant leurs 12 pièces.

Telle était néanmoins l'importance du point de Wattignies que, malgré ces échauffourées, Jourdan avait atteint en partie son but; il n'avait plus qu'une chose à craindre, c'est que l'ennemi, instruit que les forces de la droite n'excédaient pas 22 mille hommes, ne vînt l'attaquer avec des renforts. Pour parer à tout événement, le général en chef tira encore 5 mille hommes des trois divisions de sa gauche, afin d'assurer sa position; et le succès de cette mesure louable démontre qu'on aurait dû la prendre dès le premier jour.

Le prince de Cobourg, plus timide qu'on ne l'imaginait, et ignorant encore les succès de Haddick et de Benjowsky, avait pris le parti de la retraite, qu'il exécuta pendant la nuit sur Aumont et Bussières. Sans cette résolution un peu

précipitée, les avantages remportés par ses deux généraux et l'arrivée du duc d'Yorck, l'eussent mis sans doute en état de se maintenir.

D'un autre côté, la victoire des républicains eût été plus décidée, si le général Ferrand, commandant le camp de Maubeuge, avait su profiter de la position embarrassante des Autrichiens pour les aborder vigoureusement : quoiqu'il eût devant lui les corps de Latour et de Colloredo, il semble qu'au bruit du canon de Wattignies, il aurait dû attaquer vivement, même à chances inégales ; puisqu'en attirant sur lui le plus de forces ennemies, il remplissait deux buts essentiels, d'abord de rendre sa délivrance plus certaine, puis de tenir les Autrichiens en respect, jusqu'à ce que l'armée de Jourdan pût achever leur ruine.

Les soldats du camp demandaient à grands cris qu'on les menât au combat ; leurs chefs assemblés partageaient l'opinion du général Chancel de tenter sur-le-champ une sortie, Ferrand seul s'y opposa, sous prétexte que cette canonnade était une ruse ou provenait du bombardement d'Avesne. Cependant, le comité à qui il fallait un sacrifice expiatoire pour chaque faute, choisit pour victime celui-là même qui avait opiné pour l'attaque, et Chancel fut traduit au tribunal de mort (1).

(1) Des officiers présens à ce siége, assurent que le bruit courut

L'inaction de Ferrand permit aux Autrichiens de repasser paisiblement la Sambre pour rejoindre le prince d'Orange campé à Bettignies, et le duc d'Yorck qui, accourant à marches forcées de la Flandre, venait d'arriver le 16 à Englefontaine, à une journée du champ de bataille.

Après la levée du siége de Maubeuge, les forces des deux partis pouvaient s'estimer comme il suit:

---

dans toute la garnison que ce fut réellement Chancel qui opina pour ne pas sortir; le général en chef de l'armée affirme le contraire, et il est probable que le gouverneur de la place ne commandait pas au camp.

Tableau comparatif de l'emplacement des Armées à la fin de la campagne.

Hoche à Dunkerque	9,000	*Hessois* à Furnes	
Au camp de Cassel	8,000	*Anglais* et *Hanovriens* à Werwick, Mouscron, Lannoy et Turcoing	20,000
Souham à Lille	20,000	*Autrichiens* à Menin, Tournay, Cysoing, Maulde et Orchies	20,000
Ransonnet à Arleux	10,000		
Division de Landrecies et Cambray en garnison	10,000	*Wenckeim* à Englefontaine	6,000
Armée de Jourdan après la jonction avec Ferrand	60,000	*Duc d'Yorck* à Berlaymont	15,000
Armée des Ardennes	15,000	A Pont-sur-Sambre	9,000
	132,000	*Corps de bataille* à Bettignies	29,000
Campde Guise, nouvelles levées	20,000	*Benjowsky* à Thuin	4,500
TOTAL	152,000	*Hollandais* à Nivelles	13,000
		Beaulieu sur la Meuse et le Luxembourg (1)	12,000
		Blankenstein à Trèves	10,000
		TOTAL	138,500

(1) Ces 22 mille hommes entre la Meuse et le Luxembourg faisaient face à l'armée de la Moselle autant qu'à celle des Ardennes; on peut donc compter les Alliés à 138 mille combattans, et les Français à 152 mille, sans les garnisons du centre.

Jourdan, persuadé que le meilleur moyen de fixer la fortune sur les rives de la Sambre était de seconder son entreprise par une diversion sur la Flandre, où Davaisnes avait pris le commandement supérieur des quatre divisions de Lille, Dunkerque, Cassel et Arleux, prescrivit à ce général de s'avancer avec toutes les forces disponibles sur Ypres, Menin ou Tournay. Au lieu de rassembler vivement ses trois corps pour se jeter sur un des camps ennemis, Davaisnes perdit son temps en futile correspondance avec le général en chef auquel il demandait des ordres plus précis. Cet échange de dépêches ne causa pas seulement la perte de momens favorables, il se termina encore par la course excentrique des brigades Gougelot, Hoche et Vandamme sur Dunkerque; de Bertin et de Moreau sur Ypres; de la division Souham sur Menin et Lannoy; de Ransonnet sur Marchiennes et Orchies. Les dangers de cette dissémination furent accrus par une controverse ridicule entre les généraux qui, se disputant pour avoir chacun de son côté le plus de troupes possible, agirent sans concert. Ces inconcevables bévues, plus blâmables que celle qui motiva le supplice de Houchard, devinrent fatales comme on devait s'y attendre.

Ransonnet occupa Marchiennes le 21 octobre; Souham délogea le 22 le détachement du comte

d'Erbach, de Halluin et Menin : les Anglais qui étaient à Moucron se replièrent en hâte sur Courtray, et Werneck se vit forcé à quitter Cisoing pour se jeter sur Tournay. Gougelot et Hoche, poussant la brigade Wurmb de Furnes sur Nieuport, furent arrêtés devant cette place, qui se trouvait à l'abri d'un coup de main. Le corps parti de Cassel, n'étant point préparé pour l'attaque régulière d'Ypres, ne fut pas plus utile. Souham mécontent et inquiet, s'arrêta à Menin, de crainte que les Anglais, Autrichiens et Hanovriens n'assaillissent ses flancs : enfin Ransonnet demeura compromis à Marchiennes.

Dès que le mouvement des Français contre la droite des Alliés fut connu, le duc d'Yorck se hâta de revenir de Maubeuge à Tournay; le prince de Cobourg même marcha le 24 à Solesme avec 20 mille hommes, et Clairfayt fut laissé sur la Sambre avec un nombre égal; on ne concevait pas alors d'opération plus savante que de courir sur les points où l'ennemi se dirigeait, et d'opposer un bataillon à un autre.

Le 24, les Français attaquèrent Sommaing et Orchies en 5 colonnes; ils furent repoussés après un combat aussi long qu'opiniâtre dans lequel Kray déploya autant de talens que de valeur.

Le duc d'Yorck arrivé à Tournay le 25 octobre, repoussa les Français de Turcoing et Lan-

noy sur leur camp de Lille. Les Autrichiens rentrèrent à celui de Cisoing; les Hanovriens à Menin; Kray et Otto à Orchies.

La division du général Rausonnet se trouvait encore à Marchiennes et aux environs : non contente d'être divisée, elle n'était point sur ses gardes : les Autrichiens résolurent de déloger la brigade qui tenait la ville, et, s'il était possible, de l'enlever. Le général Kray l'attaqua avec 3 mille hommes, tandis que deux bataillons l'assaillirent du côté de St.-Amand, et que le général Otto avec sa brigade coupa la retraite, en se portant sur la ville par Varling et Hornage.

Les vedettes s'étant laissées surprendre avant le jour, l'ennemi pénétra pêle-mêle avec elles dans Marchiennes : ce fut un véritable massacre de rue en rue et de maison en maison, et l'obscurité en augmentait l'horreur. Un petit nombre de républicains se fit jour; d'autres se jetèrent dans le couvent et s'y défendirent en désespérés; mais les ravages de l'artillerie les forcèrent enfin à se rendre au nombre de 1,800; leur perte monta en tout à 3 mille hommes. Kray se couvrit de gloire dans cette expédition qui signala son coup-d'œil, son activité et son courage. Sa disposition d'attaque est à citer comme un modèle pour ces sortes de coups de main qui, sans décider les grandes questions, ont souvent d'im-

portans résultats, et forment les généraux à l'art des combats.

Par une circonstance assez bizarre, le général Ransonnet se trouvait paisiblement à Douay, tandis qu'on égorgeait sa troupe, et la privation d'un chef contribua puissamment au plein succès des Autrichiens.

La faute de ce sanglant revers ne saurait être imputée au général Jourdan; toutefois si Davaisnes en fut le premier auteur, on ne peut nier que les ordres du général en chef ne furent point assez précis. Il aurait dû déterminer plus catégoriquement le rassemblement de toutes ces forces et le but auquel elles devaient viser. On ne laisse toute latitude à ses lieutenans que quand on les connaît assez pour leur indiquer seulement le motif de leur opération. C'est un des talens les plus précieux pour un général en chef de bien combiner la rédaction de ses ordres; Jourdan ne voulut peut-être pas prescrire à une si grande distance des opérations qui n'eussent plus été convenables à l'arrivée de ses dispositions; mais s'il crut devoir laisser le choix du point, il fallait au moins tracer la direction générale voulue par les principes et rattachée à la manœuvre qu'il se proposait. Les observations que nous hasardons ici n'ont d'ailleurs d'autre but que l'intérêt de l'art; car il est probable que les ordres les mieux

conçus, eussent été révoqués par les représentans restés à l'aile gauche, s'ils se fussent trouvés en contradiction avec leurs projets.

Dans ces entrefaites, Jourdan et Carnot avaient avisé aux moyens d'utiliser leurs succès de Wattignies : ils étaient assez d'accord sur la nécessité de profiter de l'hiver pour donner plus d'aplomb aux troupes en perfectionnant leur organisation, leur instruction et leur discipline. Ce temps, dérobé à la victoire, l'eût rendue plus certaine, et on n'aurait su en faire un meilleur usage. Mais il n'y avait point de transaction possible avec Robespierre et ses collègues; il fallait, coûte qu'il coûte, délivrer le territoire français; c'était une sorte d'engagement contracté envers la nation pour prix de ses sacrifices, et le comité considérait son crédit, sa fortune et sa gloire, comme attachés à l'exécution de cet engagement.

Carnot, qui allait sans cesse du comité à l'armée et de l'armée au comité, ne réussit pas à éclairer le gouvernement sur les dangers d'une campagne d'hiver dans des circonstances si peu favorables, tandis qu'on avait tant à gagner par quelques mois de repos : peut-être aussi changea-t-il d'avis lui-même, car loin de s'arrêter aux dispositions qu'il avait témoignées en quittant l'armée, il transmit le 22 octobre l'ordre de continuer les

opérations et de les porter sur la Basse-Sambre vers Charleroi.

La direction était habilement choisie, mais, au lieu de la donner à une partie seulement des forces de l'armée du Nord, il eût été indispensable de la faire prendre successivement par tout le centre et la gauche; on imagina au contraire d'opérer sur les deux flancs vers Courtray et Charleroi, pour enfermer, disait-on, l'armée ennemie dans le terrain qu'elle avait eu l'audace d'envahir. Le principe était faux, les obstacles locaux très-multipliés, et l'entreprise isolée de la droite fort scabreuse : les pluies d'automne avaient abîmé les routes d'entre Sambre-et-Meuse, on n'en pouvait presque pas sortir : l'armée manquant de tout et s'exposant à donner sur des masses ennemies prêtes à la recevoir, pouvait périr dans cette expédition. Enfin l'arrêté qui en intimait l'ordre, prescrivait tant de choses à la fois qu'il devenait en quelque sorte inexécutable (1).

Cependant par un hasard incalculable, le projet aurait réussi, si on l'eût exécuté avec rapidité et énergie; car dans le même instant où Jourdan le recevait, le duc d'Yorck retournait à Tour-

(1) Il n'en est pas moins un document curieux pour l'histoire, puisqu'il caractérise l'esprit du militaire qui dirigeait le comité de salut public. Voyez pièces justificatives, n° 10.

nay, et le prince de Cobourg à Solesme; de sorte que Clairfayt se fût trouvé engagé seul avec 20 mille hommes contre 60 mille. A la vérité on est fondé à croire qu'au premier avis des tentatives faites contre lui, les généraux alliés fussent volés à son secours, et que Beaulieu fût accouru de la Meuse dans le même but. Néanmoins cette supposition est plus que problématique ; et si les règles de la guerre exigent qu'on s'engage aussi souvent qu'on peut le faire avec des forces doubles, il est certain que le système du général en chef, tout sage qu'il parut, lui fit manquer une occasion précieuse. Il serait injuste de le lui imputer à faute, puisqu'il ne connaissait pas l'unique circonstance qui devait tromper ses calculs, dont la sagesse ne saurait être contestée, et que la position d'un général est toujours pénible, quand son système ne s'accorde pas avec celui du gouvernement.

Jourdan ne pouvait se tirer d'embarras que par une attaque énergique dirigée avec toutes ses forces par Thuin, sur la gauche de Clairfayt, manœuvre qui lui eût assuré d'immenses résultats. Mais le défaut de renseignemens sur la situation des Autrichiens l'empêchait d'établir aucun calcul sur des données sûres : ignorant le départ des deux tiers de leur armée, il craignit d'avoir affaire à des forces supérieures, tâtonna plusieurs jours, perdit le seul instant favorable,

et fut à la veille de partager le sort de ses deux prédécesseurs.

Enfin, comme il n'y avait aucun moyen d'éluder les ordres du comité, la division des Ardennes, portée à 9 mille hommes, aux ordres de Desbureaux, s'établit à Beaumont avec celles des généraux Balland et Duquesnoy. Le général Desjardins avec 8 mille hommes du camp de Maubeuge vint à Jeumont. Fromentin retourna vers Landrecies, et la division Lemaire (qui succéda à Cordelier) resta à Baschamp. Ces dispositions n'étaient point de nature à garantir le succès d'une entreprise offensive, et on ne peut les attribuer qu'à la défiance du général en chef pour les vues du comité.

Les trois divisions de droite se réunirent le 28 à Thuin et Solre; mais à l'aspect des forces de Clairfayt et de Benjowsky, les représentans eux-mêmes, jugèrent qu'il y aurait de la témérité à tenter le passage; Jourdan rappela alors à lui la division Fromentin qui s'établit à Florennes: cette perte de temps, résultat nécessaire de la dissémination des forces, suffisait pour faire manquer toute l'entreprise.

Cobourg de son côté était mal instruit du rassemblement des Français sur Thuin, ou il n'en tint aucun compte, espérant les arrêter par des démonstrations sur leur propre gauche. Revenu de Solesme à Forest et Croix, il établit son quar-

tier-général à Bavay, poussant ses postes jusqu'à Cateau, Ors, Catillon, et menaçant le flanc de Jourdan par des détachemens qui semaient l'alarme jusqu'aux portes de Guise.

Le général français ne se laissa pas arrêter par des démonstrations d'avant-gardes, dont il ignorait la force, et qu'il ne supposait pas soutenues; ce mouvement du prince de Cobourg ne faisait d'ailleurs que faciliter les projets du comité, en éloignant le gros des Alliés du point sur lequel on s'apprêtait à frapper. Jourdan s'avance sur la Sambre.

Le 3 novembre, l'armée dut tenter une attaque générale: Mayer avec les troupes de Maubeuge fut chargé d'inquiéter l'ennemi sur la Haute-Sambre; Duquesnoy de marcher sur Thuin; Balland sur le centre vers Fontaines; Desjardins se dirigea sur Solre pour menacer Merbes et la droite des ennemis; Desbureaux avec sa division et celle de Fromentin était destiné à s'emparer de Charleroi; enfin l'armée des Ardennes, partant de nouveau de Philippeville, dut s'avancer sur la direction de Saint-Gérard pour fixer Beaulieu sur la Meuse, et couvrir le flanc de l'expédition, tout en lui faisant une diversion utile. La pluie qui tombait à torrens entrava tous ces mouvemens; Balland s'engagea avec quelques bataillons seulement. Duquesnoy mit toute la journée pour arriver devant Thuin; Desbureaux manquant de vivres ne fut pas plus heureux, et 3 novembre.

se vit contraint de bivouaquer à deux lieues de son point de départ.

Les Français renoncent à leur projet.

Le représentant Duquesnoy, dont la bravoure était éprouvée et le témoignage d'un grand poids, convaincu des désastres qu'entraînerait l'obstination du comité, se rendit à Paris afin de lui rendre compte de l'état des choses, et de lui arracher la révocation de ses ordres. Le comité manda Jourdan, et fut enfin persuadé que le moment d'agir était passé : l'armée prit ses quartiers d'hiver; on en détacha 15 mille hommes pour la Vendée sous Duquesnoy, et 10 mille pour la Moselle; le reste s'établit dans les camps si souvent indiqués.

Le quartier-général fut tranféré à Guise, où un vaste camp retranché avait été tracé à l'effet de recevoir les masses de réquisitionnaires dirigées sur l'armée. On décida de revenir sur l'organisation des bataillons isolés qui, présentant des corps sans consistance, multipliaient les ressorts d'action et l'expédition des ordres. Les mesures furent prises pour procéder à la formation des demi-brigades, déjà prescrite par un décret du mois de février, mais que les circonstances n'avaient point laissé le temps d'exécuter.

De son côté le prince de Cobourg avait mis son armée en cantonnemens, son quartier-général à Bavay, et ses troupes réparties sur toute la ligne dans des positions qu'il serait inutile de

rappeler. Bien qu'elles n'eussent pas fait grand progrès, elles étaient harassées par de petites marches et contre-marches multipliées sans objet : le mauvais temps et des distributions irrégulières avaient éprouvé les hommes autant que les chevaux. Les Alliés espéraient que reposés et renforcés à l'ouverture de la campagne suivante, ils pourraient entreprendre quelque opération importante avec plus de succès.

Jourdan faillit être victime des conseils prudens qu'il avait donnés : le déblocus de Landau, dont Pichegru s'attribua tout l'honneur, quoiqu'il fût en majeure partie l'ouvrage de Hoche, venait de faire au premier une réputation gigantesque. Favori de Robespierre et de Saint-Just, Pichegru était destiné par les Décemvirs à commander au Nord, et on connaît assez par quel moyen le comité se débarrassait des hommes qui le gênaient. Jourdan fut appelé à Paris; déjà un mandat d'arrêt était lancé contre lui, lorsque les commissaires qui l'avaient apprécié à l'armée, réclamèrent en sa faveur; il en fut quitte pour recevoir sa retraite, et peu de temps après, le commandement secondaire de l'armée de la Moselle. **Jourdan est remplacé.**

Les reproches mêlés d'éloges que lui adressa Barrère dans son rapport du 5 février, purent paraître justes; mais le comité jugea mal le successeur qu'il lui réservait, en supposant celui-ci

mieux en état d'apprécier les maximes de César, qu'on reprochait au vainqueur de Wattignies d'avoir négligées. Nous verrons au chapitre suivant que la délivrance de l'Alsace ne fut point l'ouvrage de Pichegru, comme la trompeuse renommée s'est plue à le proclamer; et on sera convaincu qu'il ne fut point du nombre de ces capitaines qui, à l'exemple du héros de Pharsale, *croient n'avoir rien fait tant qu'il leur reste quelque chose à faire.*

CHAPITRE XXIII.

Le comité de salut public alarmé de la prise des lignes de Weissembourg et du complot qui devait livrer Strasbourg, envoie Saint-Just et Lebas en Alsace. — Tentative des Prussiens sur Bitche. — Les levées en masse sont ordonnées sur toute cette frontière. — Hoche est nommé général en chef de l'armée de la Moselle, et Pichegru de celle du Rhin. — Le comité profite habilement de la victoire de Wattignies pour porter une partie de l'armée des Ardennes au secours de Landau. — Hoche renforcé attaque le duc de Brunswick à Kayserslautern, et il est repoussé avec perte. — Les Français loin de se décourager attirent de nouveaux renforts des Ardennes, et se décident cette fois à réunir leurs deux armées dans la vallée du Rhin pour accabler Wurmser. — Beau mouvement de Hoche par les Vosges. — Combats de Reichshoffen, Werdt, Dawendorf et Geisberg. — Les Coalisés sont rejetés sous le canon de Manheim.

Pendant que les Alliés consumaient leur temps à faire une guerre sans caractère, le co- Efforts du comité pour

délivrer Landau.

mité de salut public redoublait d'énergie. Aussitôt après la prise des lignes de Weissembourg, ses délégués avaient renouvelé les réquisitions de gardes nationales sédentaires, et les départemens voisins se levaient en masse jusqu'à Besançon, pour marcher au secours de la frontière menacée. Mais lorsqu'il eut connaissance du complot qui devait livrer Strasbourg, il y envoya Saint-Just et Lebas, connus par leur féroce énergie. L'arrivée de ces deux proconsuls couvrit toute l'Alsace d'un voile funèbre : le sang des royalistes et des ennemis de la terreur y coula à grands flots ; partout où le corps de Condé et les Autrichiens avaient séjourné, il fallut des victimes à ces délégués de la Montagne ; car c'était un crime impardonnable à leurs yeux d'être resté dans ses foyers à l'approche des armées étrangères. Alors pour éviter les poursuites de ces hommes sanguinaires, un quart de la population de cette belle province émigra : la Suisse, le Brisgaw et les pays de Baden et de Darmstadt recueillirent les familles désolées, que la peur bien plus que l'esprit de parti forçait à s'expatrier, et qui ne tardèrent pas à être inscrites sur des tables de proscription.

Indépendamment de ces mesures révolutionnaires qui ne devaient agir que sur la population de l'Alsace, le comité de salut public voulant enfin expulser l'ennemi du territoire de la

république, donna l'ordre à une forte division des Ardennes de se rendre en toute diligence à Sarre-Louis, et désigna, pour commander l'armée de la Moselle, le général Hoche qui venait de se faire remarquer à Dunkerque (1), et pour celle du Rhin le général Pichegru qui avait récemment rendu des services dans ses rangs. Le projet du gouvernement était, que 30 mille hommes de ces deux armées se réunissant à Bouquenon pour percer le centre, coupassent les Autrichiens des Prussiens qui semblaient n'attacher aucune importance à rester réunis, et délivrassent ainsi Landau à la suite d'une bataille, où ils devaient conserver l'avantage du nombre et de l'initiative.

---

(1) Hoche, fils du garde du chenil de Louis XVI, était sergent aux gardes françaises au moment de la révolution. Doué d'un grand génie naturel, il s'instruisit lui-même, et travaillait avec ardeur hors des jours de service, pour gagner les moyens de se procurer des livres. Il fut un des premiers sous-lieutenans nommés, après la nouvelle constitution de l'armée. Son beau physique, son caractère mâle et vigoureux, joints à un courage héroïque et à un grand esprit de conduite, le firent promptement remarquer. La défense de Dunkerque décéla en lui un homme supérieur, et Carnot sut sans doute apprécier toute l'étendue de son mérite, puisqu'il lui fit pardonner, par le comité de salut public, le revers qui signala ses premiers essais à l'armée de la Moselle. Rousselin a publié un panégyrique de ce jeune héros qui, à part l'exagération commune à ces sortes de productions, donne une idée assez juste de cet homme célèbre, à qui plusieurs militaires assignent la troisième place parmi les grands généraux de la révolution.

Les Prussiens veulent prendre des cantonnemens.

Le duc de Brunswick, ne prévoyant pas l'orage qui s'amoncelait sur sa tête, et charmé peut-être que la saison lui fournît un prétexte de s'isoler davantage, prévint Wurmser qu'il allait prendre des cantonnemens dans les environs de Kayserslautern : afin, disait-il, d'être plus à portée de soutenir le corps qui bloquait Landau.

Tentative sur Bitche.

Avant de faire ce mouvement, il résolut d'enlever le fort de Bitche au pied duquel aboutissent quatre routes, et dont il lui importait d'être le maître, pour assurer ses quartiers d'hiver. Le colonel Wartensleben fut chargé de ce coup de main avec 1,600 volontaires choisis sur toute l'armée. L'opération était délicate, car le fort assis sur un mamelon très-escarpé, est formé d'un roc de 75 pieds d'élévation. Néanmoins elle faillit réussir par la négligence de la garnison. Dans la nuit du 16 au 17 novembre, le poste de la queue d'Hyronde, situé au bas du premier plateau, fut tourné; une attaque dirigée par un ingénieur émigré, gravit le glacis et se porta sur la communication des gens de pied, qui aboutit à la petite tête; tandis qu'une autre munie d'échelles, et conduite par l'aide-de-camp du duc, voulut escalader l'ouvrage à cornes au bas de la rampe principale, et qu'une troisième se disposait à fondre sur la ville, défendue par un simple mur crénelé, et par la garde nationale sédentaire.

16 novemb.

La 2e. attaque échoua de prime abord : les échelles se trouvèrent trop courtes. La 3e entra sans coup-férir en ville; quant à la 1re elle arriva jusqu'au haut de l'escalier, et n'avait plus que deux portes à enfoncer, lorsqu'une sentinelle donna l'alarme à la garnison. Tranquille dans un poste réputé inabordable, le 2e bataillon du Cher était couché dans ses casernes; il s'élance en chemise et parvient heureusement à barricader le passage prêt à être forcé : rassuré de ce côté, il fait pleuvoir une grêle de bombes et de grenades à mains sur les assaillans répandus dans les ouvrages du plateau inférieur. Les Prussiens font des efforts dignes d'une troupe d'élite; mais leur but étant de surprendre et non de livrer un assaut, ils sont forcés de se retirer, en laissant 24 officiers et 540 hommes tués, blessés ou prisonniers; parmi ces derniers se trouvaient l'émigré et l'aide-de-camp du duc, qui avaient conduit les attaques.

Les Prussiens, informés sans doute des préparatifs hostiles du général Hoche, commencèrent la même nuit leur mouvement rétrograde sur l'Erbach; le général Knobelsdorf se retira sur Saint-Imbert, et Kalkreuth sur Bisingen. Le prince de Hohenlohe couvrit leur mouvement avec l'avant-garde. Ce qu'il y eut de plus extraordinaire dans cette retraite, c'est que Wurmser n'en fut informé que le lendemain, lorsqu'elle

s'exécutait déjà ; il se vit alors forcé de renoncer à ses projets, et de prendre une position retranchée sur la Motter, le gros de ses forces vers Haguenau.

Différens projets des Français.

Cependant les Français ne restaient pas oisifs ; encouragés par les succès des armées du Nord, ils redoublaient d'efforts pour délivrer l'Alsace, et voulaient à tout prix sauver Landau comme Maubeuge. Les projets se succédant avec rapidité, il serait impossible de les rapporter tous ; tantôt il s'agissait de renforcer l'armée du Rhin par 15 mille hommes tirés de la Moselle pour opérer l'effort sur Weissembourg, tantôt au contraire on voulait que l'armée de Pichegru portât secours à celle de Hoche pour agir au versant des Vosges ; et au fond cela fût revenu au même, moyennant que les principes d'une action concentrique fussent appliqués.

Hoche débouche avec l'armée de la Moselle sur la Blies.

Enfin à l'instant où l'assaut de Bitche était repoussé, Hoche renforcé de huit bataillons des Ardennes débouchait de la Sarre le 17 novembre avec 35 mille hommes ; tandis que le surplus du corps des Ardennes, filant sur Saverne avec plusieurs corps de gardes nationales, mettait Pichegru en état d'agir de même offensivement dans la vallée du Rhin.

La position des Prussiens était avantageuse ; la droite sur les mamelons de Bisingen se trouvait abritée par l'étang de Seelbach, la gauche par la

Blies et les hauteurs boisées de Hilscheid et de Wolfersheim (1).

Hoche dirigea la division du centre sur Erzweiler, et menaça Seelbach, pendant que Taponier débouchant de Rheinheim, longeait la vallée de la Blies pour attaquer l'ennemi par Wolfersheim.

Informé des mouvemens qui menaçaient sa gauche, le général Kalkreuth changea de front en arrière : les Saxons défendirent bravement les débouchés du bois de Hilscheid : le régiment de Crouzatz et les partisans de Székuly marchèrent sur la montagne de Wolfersheim. Cette disposition offensive étonna un moment les troupes de Taponier; la brigade Lombard, attaquée dans sa marche par le général Wittinghof et les Saxons, rétrograda, et perdit son général. Un nouvel essai dirigé sur les hauteurs de Wolfersheim fut déjoué par le régiment de Crouzatz. 17 novemb.

Les Français repoussés, mais non découragés, s'établirent à l'entrée de la nuit, devant le camp Saxo-Prussien, entre Seelbach et Feching. Cette tentative sur le corps de Kalkreuth aurait eu plus de succès, si elle n'eût pas été exécutée parallèlement sur tout le front, et que la gauche

(1) Consultez la carte du cours du Rhin, n° IV, celle de Reinwald, et mieux encore celles du Hundsruck par le général Hardy ou par l'état-major autrichien.

n'eût pas couru sur Tholey, au lieu de marcher concentriquement sur Sarrebruck et Duttweiler.

Le mouvement rétrograde des Prussiens continua le 18. Knobelsdorf et Kalkreuth passèrent la Blies et l'Erbach; le corps de bataille et l'avant-garde se postèrent à Deux-Ponts et Contwich. Hoche occupa la position de Bliescastel, Vincent celle de Limbach. Ambert après sa marche sur Tholey, ayant jeté les postes autrichiens des sources de la Brems sur leur camp de Mettnich, et semé l'alarme jusqu'aux portes de Trèves, se rabattit à droite le 19 par Ottweiler et Neukirchen où il effectua heureusement sa jonction avec l'armée.

Le général français marche en tâtonnant pour gagner Kayserslautern.

Hoche ayant ainsi réuni environ 30 mille hommes, résolut de continuer ses opérations contre l'extrême droite de l'ennemi pour gagner Kayserslautern. Ce projet exécuté vivement trois ou quatre jours plutôt, semblait bien assurer quelques avantages par la dissémination des Alliés; mais ceux-ci ne tardèrent pas à se concentrer; Hoche, au contraire, quoique doué du génie de la guerre en était encore à son premier essai; ne connaissant ni le pays ni son armée, et n'ayant que des renseignemens imparfaits sur les mouvemens des Prussiens, il perdit dix jours à des marches et contre-marches incertaines. Le 22, il porta ses trois divisions sur Deux-Ponts, et croyant Brunswick à Pirmasens, il les dirigea le

24 sur Fehrbach et Eschweiler par des chemins affreux. N'y trouvant pas la moindre trace de l'ennemi, il fut obligé de rétrograder sur Deux-Ponts le 25 pour prendre ensuite le chemin de Kayserslautern.

Il se divise au moment décisif.

Après s'être concentré sagement, mais sans succès, il commit la faute de se diviser à l'instant même où son adversaire rassemblait ses masses dans une position choisie de longue main et retranchée. L'armée française partit le 27; Ambert marcha par le Potzberg et Reichenbach pour franchir la Lauter à Holzkirch, et se diriger sur Otterberg : Hoche avec le corps de bataille partant de Kibelberg se dirigea vers Rodenbach; et Taponier qui avait bivouaqué sur les hauteurs de Martinshohe dut descendre par Landstuhl sur Kayserslautern, afin de s'emparer de cette ville et des hauteurs de Hoheneck, d'où l'on plongeait sur la route de Hochspeyer. Vincent resta à Pirmasens pour observer les débouchés des Vosges et couvrir l'armée dans ce mouvement.

Position du duc de Brunswick.

Le gros de l'armée Saxo-Prussienne s'était rassemblé dans la position redoutable du Kaysersberg; sa ligne, formant un angle saillant couvert par les rives marécageuses de la Lauter, appuyait sa droite à la ville. Un régiment gardait le Schossberg près d'Otterberg, pour communiquer avec le général Kospoth placé à Lautereck : une divi-

sion tenant Tripstadt sur la gauche assurait les communications avec le prince de Hohenlohe campé au-dessus de Pirmasens pour défendre la vallée d'Anweiler et de Neustadt. Le lieutenant-général Courbière avait été détaché au revers des montagnes sur la vallée du Rhin à l'effet d'appuyer la droite des Autrichiens; enfin la brigade Golz gardait le Pigeonnier près de Weissembourg. Ces positions choisies pour défendre les défilés qui conduisent à travers les Vosges sur Turckeim, et couvrir en outre le blocus de Landau, étaient, comme on voit, bien disséminées; il eût été plus sûr de rassembler toutes ces forces, de marcher à Hoche et de le battre.

Dispositions pour l'attaque du 28 novembre.

Les Français s'avancèrent de nouveau le 28 novembre sur trois colonnes: à gauche le général Ambert partit de Reichembach dans l'intention de franchir la Lauter à Hirschborn et de la remonter ensuite; au centre, le général en chef se proposait de s'établir sur les hauteurs de Grosbach, tandis qu'à la droite Taponier déboucherait sur le Vogelweh et Kayserslautern.

Quoique ces attaques isolées ne pussent inquiéter sérieusement le duc de Brunswick, maître de belles routes pour effectuer sa retraite entre Neustadt et Turckeim, il s'alarma néanmoins de la marche d'Ambert: au moment où les colonnes républicaines se mirent en mouvement, il porta sur-le-champ le général Kalkreuth avec

sa réserve au Schlossberg en arrière d'Otterbach (1), fit traverser à son armée le ruisseau de Kutlbach; et faisant face en arrière, la forma, la gauche à la Lauter, le centre à Morlautern, la droite en suivant les hauteurs vers Erlebach. Une division garda l'ancien camp de Kaysersberg. Le duc de Weimar resta avec sa cavalerie en avant de Kayserslautern pour couvrir la route.

La colonne républicaine de droite obtint d'abord quelque succès en repliant les gardes avancées de l'ennemi, et ses flanqueurs s'établirent même sur le premier rideau des hauteurs de Hoheneck; Hoche avec le centre, parti de Rodenbach, trouvant des chemins impraticables par le bois de Voog, fut forcé de rétrograder et de descendre à gauche dans la vallée de la Lauter: il ne prit ainsi aucune part au combat. Ambert après avoir surmonté des obstacles inouis était parvenu à franchir la Lauter, et à la remonter vers Katzweiler et Sambach. Mais ce succès même pouvait lui devenir funeste, car le général français se trouva engagé avec 6 mille hommes seu-

---

(1) Il faut distinguer dans cette relation, le ruisseau d'Otterbach qui se jette dans la Lauter, d'avec le village de même nom qui est près de son confluent: le bourg d'Otterberg d'avec le mont Otterberg; et le Schossberg qui est en arrière de ce bourg, d'avec le Schlossberg, où Kalkreuth vint se poster vis-à-vis d'Otterbach.

lement sur les derrières du corps de Kalkreuth, bien supérieur en nombre et soutenu de plus par l'armée du duc. La position semblait d'autant plus hasardée que le corps de Kospoth venant de Lautereck était sur le point de l'envelopper. Après plusieurs attaques infructueuses sur Otterbach, Ambert dut effectivement se rapprocher de Sambach, où le général en chef arrivant de son côté lui ordonna de revenir sur la gauche de la Lauter.

Le général français juge sa faute et la répare par un effort plus concentré le 29.

Hoche, loin d'être rebuté par ces obstacles, se détermina à faire effort par sa gauche, en débouchant avec le corps de bataille par le pont de Sambach au soutien du général Ambert. En effet, le 29, l'armée franchit la rivière, précédée de l'avant-garde du général Dubois; une brigade dirigée par Olivier et Molitor, attaquant le plateau de Morlautern et Erlebach, eut considérablement à souffrir du feu des retranchemens. Le général Ambert, avec les brigades Paillard et Simon, dut se porter à l'extrême gauche pour tourner l'ennemi par Otterberg et les hauteurs de Frohnerhof. Les généraux Huet et Morlot conduisirent une division à l'attaque entre la Lauter et Erlebach. Une forte batterie élevée sur la rive gauche près de Erfenbach, et battant d'écharpe le flanc gauche de l'ennemi, le força par là à céder sa position avancée, pour se replier sur celle de l'armée. Le général Hoche forma alors

Le général Hoche forma alors ses troupes sur l'Otterberg, et une canonnade violente s'engagea des deux côtés.

L'aile gauche prussienne placée entre le village de Morlautern et la Lauter était séparée du reste de la ligne par un ravin : son infanterie fut d'abord repoussée ; deux régimens de cavalerie saxonne chargèrent les républicains avec succès ; mais plusieurs escadrons français qui étaient en deuxième ligne, débordèrent leur flanc droit et les ramenèrent vigoureusement jusqu'à l'arrivée de nouveaux soutiens ; ce combat se prolongea avec des chances variées, et se termina, après des efforts prodigieux, à l'avantage des Saxons.

Sa gauche s'égare et ne prend aucune part au combat ; il est battu.

L'attaque contre la droite des Alliés n'obtint pas plus de succès ; la brigade Simon s'étant égarée, ne rejoignit les troupes de Paillard qu'à la chute du jour, sur les hauteurs de la vieille verrerie d'Otterberg ; alors il était trop tard pour entreprendre une attaque décisive, et le général Ambert qui devait la diriger reçut ordre de rejoindre la colonne du centre en marchant toute la nuit. Cette circonstance fut des plus heureuses pour lui, car la division de Kospoth, partie de Lautereck pour revenir sur Schëllotenbach, y arrivait sans qu'on en eût le moindre vent, et l'eût exposé à une ruine certaine.

On vient de voir par quelle fatalité Ambert s'était battu seul le 28, tandis que Hoche avec

son centre marchait à travers mille obstacles, sans pouvoir joindre l'ennemi; et comment à son tour ce dernier combattit à Morlautern le 29, pendant que la division de gauche devenait inactive en s'égarant dans les montagnes; un tel défaut de concert contre un ennemi si bien en mesure ne pouvait amener qu'un sanglant revers.

La droite attaque sans succès par la route de Landsthul.

Pendant que ceci se passait à la gauche et au centre, le général Taponier déboucha du Vogelweh, et attaqua par la route de Landsthul, le Galgenschantz, et les troupes qui couvraient Kayserslautern; mais il ne put les déloger, parce qu'elles furent soutenues par le duc de Weimar et par l'artillerie du corps resté au camp de Kaysersberg. Le duc de Brunswick ordonna alors à Wartensleben, qui se trouvait à Tripstadt, de se porter sur Kayserslautern avec ses trois bataillons et 10 escadrons, et de prendre position à la redoute du Galgenschantz. Le combat devint très-vif sur ce point, et la division Taponier fut repoussée dans le bois. Les deux armées passèrent encore la nuit sur le qui-vive.

Troisième attaque le 30 novembre.

Le 30 au jour, la canonnade recommença avec une nouvelle fureur sur le front des deux armées. Hoche fit de nouvelles tentatives contre la droite du duc: l'adjudant-général Molitor traversa Erlebach à la tête de quatre bataillons, et allait atteindre le Buchberg, lorsque les Saxons après un combat meurtrier le forcèrent à une

retraite d'autant plus précipitée que le corps de Kospoth se rapprochant de l'armée par les hauteurs en arrière d'Otterberg, menaçait de le prendre à dos.

Cependant le combat s'était engagé aussi à la droite des Français entre la ferme de Reichembach et la Lauter où la division Huet eut beaucoup de peine à se maintenir dans le bois, sous un feu de mitraille, qui lui enlevait des files entières. Entre cette division et la gauche, la cavalerie des deux partis se donnait carrière avec des succès balancés.

Le duc voyant enfin ses deux flancs bien appuyés fit marcher sa ligne en avant contre l'Otterberg; les Saxons débordèrent la gauche de Hoche par Erlebach, et le décidèrent à se retirer. Défaite des républicains.

Le général Ambert fut chargé de protéger la retraite avec cinq bataillons placés sur la hauteur de Mayberg, près du moulin de Lamperts, où l'on avait construit un pont dès la veille. Une partie de l'armée y vint défiler, l'autre passa par Otterbach pour gagner celui de Sambach.

Les attaques de Taponier sur la redoute de Galgenschantz et vers Kayserslautern avaient eu le même résultat que la veille, et les Alliés conservèrent leur position.

La perte des Saxo-Prussiens fut évaluée à 1,300 hommes, les Français eurent près de 3 mille hommes hors de combat.

L'armée de la Moselle exténuée de fatigue opéra sa retraite sur deux colonnes dans les positions de Pirmasens, Hornbach, et Deux-Ponts : elle eût coûté cher, si le duc de Brunswick ne l'eût laissé exécuter sans obstacle.

Le comité pardonne cette défaite et attire de nouveaux renforts des Ardennes.

Hoche, malgré de louables efforts, avait donné prise à la critique; il devait tout craindre des ressentimens du comité qui pardonnait rarement. Les Décemvirs, suivant cette fois une marche bien différente, l'encouragèrent en assurant qu'il conservait leur confiance. Carnot par une politique empreinte de force, de dignité et de sagesse, lui écrivit que le comité ne jugeait pas les hommes sur les résultats, mais bien sur les dispositions et les efforts qu'ils avaient faits pour obtenir la victoire. Il l'excitait à renouveler ses tentatives, soit sur la Sarre, soit dans la vallée du Rhin, en lui promettant l'envoi d'un nouveau renfort de 10 mille hommes des Ardennes qui, dirigé sur Metz, devait arriver le 19 décembre à Sarrebruck.

Projet de porter l'armée de la Moselle par les Vosges sur le flanc de Wurmser.

Hoche, convaincu que ses efforts pour sauver Landau par la route de Kayserslautern seraient infructueux, prit une résolution sage et prompte. Voyant que ses positions débordaient de beaucoup la droite de Wurmser, et que l'armée de la Moselle réduite à la défensive au revers occidental des Vosges, serait beaucoup mieux utilisée agissant de concert avec celle du Rhin au

revers oriental contre l'armée impériale, il se décida sur-le-champ à y porter le général Taponier avec sa division et celle de Bitche formant ensemble un corps de 12 mille hommes. Quelque sage que fût la direction donnée à ces forces, ce n'était qu'une demi-mesure et une simple restitution des renforts tirés antérieurement de cette armée; on ignore les motifs qui portèrent Hoche à ne pas diriger toute l'armée sur Werdt, puisque les places de la Sarre et de la Moselle étaient suffisamment pourvues de garnisons, et qu'en laissant même 7 à 8 mille hommes à Sarrebruck pour couvrir cette communication principale avec Metz, on aurait pu en faire marcher au moins 25 mille sur la vallée de Reichshofen. Qu'aurait pu tenter Brunswick sur la Sarre, lorsque 80 mille Français eussent écrasé Wurmser entre Haguenau et Weissembourg. Tel fut sans doute le plan du comité qui écrivit à Hoche de se joindre à Pichegru, mais qui commit la faute de lui indiquer cette manœuvre plutôt comme un avis que comme un ordre.

Avant de rapporter les résultats de ce mouvement, il convient de reprendre les opérations de l'armée du Rhin.

Opération de l'armée du Rhin. Wurmser se retire derrière la Motter. 18 novemb.

Le 18 novembre, une attaque générale eut lieu. Desaix fit des démonstrations dans la vallée du Rhin sur Wantzenau, Michaud sur Brumpt, et Ferino sur Hochfelden, tandis que la gauche aux ordres du général Burcy marchait de Saverne sur Bouxweiler. Ces attaques jointes au mouvement rétrograde des Prussiens de Bitche sur Kayserslautern, découvrirent l'aile droite de Wurmser, et le décidèrent à se replier sur Haguenau. Il prit la position principale derrière la Zinsel et la Motter, et la fit couvrir par 28 redoutes, depuis Reichshofen dans les montagnes jusqu'à Bischweiler et Druzenheim près du Rhin. Pour protéger les travaux, les troupes conservèrent leur camp en avant; Waldeck à Offendorf; Kospoth et Mezaros dans les bois de Gries; Condé à Wintershausen; Hotze à Pfaffenhofen.

Les Français attaquent sa droite à plusieurs reprises.

Le 24, Burcy délogea l'avant-garde autrichienne d'Uttenhofen, et Ferino l'expulsa de Zutzendorf au centre; la droite de l'ennemi fut repliée jusques dans les lignes. Le lendemain les démonstrations sur le centre se renouvelèrent; chaque jour était signalé par un combat aussi insignifiant que celui de la veille; la plume se lasse à retracer ces scènes, fruit d'un oubli total des grandes combinaisons de la guerre.

Les représentans Lacoste et Baudot qui exerçaient à cette armée un pouvoir absolu, jugèrent qu'il fallait attaquer la droite des Impériaux le

26. En vain le général Burcy leur représenta la nécessité de faire coopérer les autres divisions à cette entreprise, et la témérité de la former sans elles; il fallut obéir. Ses troupes partagées en deux colonnes traversèrent le ruisseau, et abordèrent au pas de charge la redoute en avant de Guntershofen; mais criblée par la mitraille et la mousqueterie, son infanterie composée en grande partie de nouvelles levées, fléchit. Dans ce moment arrivèrent des renforts conduits par le général Hotze; les cuirassiers de Mack chargeant à propos cette infanterie mal disposée, la mirent en déroute. Burcy qui n'avait avec lui que deux faibles régimens de cavalerie légère, espéra l'arrêter en lançant sur les escadrons ennemis le 11e de hussards, mais ce régiment monté sur des chevaux de luxe mal dressés, fut renversé sur l'infanterie. Le 2e de chasseurs fit des prodiges inutiles, et vit tomber son brave général. La division ainsi maltraitée se retira sur Uttenhofen.

Combat de Mittelsheim 1er décemb.

Les républicains aussi infatigables dans leurs attaques que l'ennemi était ferme et constant dans sa défense, se présentèrent comme à l'ordinaire le 1er décembre sur toute la ligne, en dirigeant néanmoins leur attention principale sur la droite des Impériaux. Hatry, successeur du général Burcy fut repoussé, avec perte, du bois de Mittelsheim entre Reichshofen et Dawendorf par

le corps de Hotze. Au centre on se contenta vers Schoffelsheim d'une canonnade aussi peu meurtrière qu'insignifiante par ses résultats; à la droite le long du Rhin, Desaix obtint quelque succès : ayant attiré les forces de Waldeck par une démonstration contre sa droite, il fit attaquer subitement sa gauche par la brigade Courteau, et le rejeta de Gambsheim sur Offendorf.

Combat de Berstheim. 2 décembre.

Une tentative générale fut prescrite derechef pour le 2 décembre; la gauche de Ferino sous le général Pierre s'avança de Pfaffenhofen sur Dawendorf d'où elle fut chassée en désordre. D'un autre côté, Ferino prit d'abord le village de Berstheim gardé par la légion de Mirabeau et deux bataillons autrichiens; mais après un combat très-acharné, le prince de Condé à la tête de l'infanterie noble en délogea les républicains, et leur enleva 7 pièces de canon.

Nouvelles tentatives sur Dawendorf et Berstheim.

Le 4 et le 8, on se battit avec le même acharnement et sans succès plus marqué. Ferino attaqua les émigrés à Berstheim; Hatry le corps de Hotze à Dawendorf : les premiers avantages étaient toujours du côté des assaillans qui repliaient les postes, mais le feu de l'artillerie et les obstacles qui s'opposaient à leurs progrès ultérieurs les décidaient à la retraite : celle de Hatry le 8 coûta le plus cher; au surplus il s'en vengea le lendemain.

Ce carnage réitéré sur toute la ligne avait pour

les Français l'avantage inoui d'aguerrir leurs jeunes soldats, en même temps qu'il ne laissait ni trève ni repos aux troupes ennemies, forcées d'être sans cesse sous les armes. Cependant l'instant décisif approchait; on était instruit de l'arrivée d'une partie de l'armée de la Moselle, et il devenait pressant de la seconder. Le 9, un effort mieux combiné de la gauche sur Dawendorf et Urweiler força Klenau et Condé à la retraite; les Impériaux abandonnèrent au centre tous les postes avancés, pour se resserrer dans leur ligne défensive : leur gauche contenue par Desaix et Legrand, tint encore les retranchemens de Mariendal et de la route de Bischweiler, contre lesquels tous les efforts des Français vinrent se briser. La division Michaud avait pris position vers Nieder-Schoffelsheim, à l'issue de la forêt, sur la grande route d'Haguenau; Ferino devant les redoutes de Schweighausen; Hatry avec la gauche s'était avancé entre Pfaffenhofen et l'abbaye de Neubourg, pour se lier à l'armée de la Moselle.

L'armée de la Moselle débouche par les gorges.

Nous venons de voir que Hoche en renonçant à chasser les Prussiens de Kayserslautern, avait résolu de se rabattre par les Vosges pour se réunir à l'armée du Rhin et frapper des coups plus décisifs. Ce projet quoique basé sur de meilleurs principes, n'était cependant pas d'une exécution facile; car le duc de Brunswick aurait pu le déjouer en marchant avec le gros de ses forces dans la vallée d'Anweiler; mais au lieu de cela,

il se borna à renforcer le prince de Hohenlohe qui campa sur les hauteurs de Nottweiler, couvrait les vallées de la Lauter et de la Suhr; la moitié de l'armée resta à Kayserslautern sous le général Kalckstein.

Toutefois le mouvement de l'armée de la Moselle donna lieu dans les gorges à une série de combats, que la gauche de Pichegru et la droite de celle de Hoche livrèrent tour-à-tour pour s'emparer des positions centrales et dominantes des Vosges : bien que l'énumération de ces chocs multipliés soit monotone et fatigante, nous nous sommes imposés la tâche de les indiquer rapidement pour donner une idée de l'acharnement et de l'activité des républicains.

Combat de Niederbrunn. 8 décembre.

Dès le 8 décembre, le général Taponier s'était avancé avec sa division et celle de Jacob par la vallée de Niederbrunn, tandis qu'à sa gauche la division Grangeret gardait les hauteurs couvrant les vallées de Dahn et de Fischbach, et faisait face au camp de Nottweiler. L'ennemi fut délogé de Jagerthal par un bataillon du Haut-Rhin conduit par Soult qui fit en cette occasion ses premières preuves comme officier d'état-major. Taponier poussa jusqu'à Niederbrunn : le lendemain il voulut s'avancer par la gauche sur Lembach et Mattstadt, mais l'inaction du général Jacob, l'obligea à revenir sur Sulzbach. Hatry profita de ces diversions pour chasser Hotze de Dawendorff.

Les Alliés sentaient l'importance de ne pas laisser forcer la position centrale des Vosges, mais longs à se concerter, ils ne purent convenir d'une opération offensive que pour le 15 ou le 16, et se virent encore prévenus par leurs adversaires.

Les Alliés veulent attaquer les Français, mais se laissent prévenir.

La division Grangeret s'avançant dès le 14 dans la vallée de Fischbach par Thannbruck, se porta ensuite le 15 par Glashutte et le Kraussberg sur les hauteurs de Lembach; la brigade Blondeau qui en formait la droite délogea l'ennemi de Mattstadt. Au même instant Taponier cherchait à attaquer Reichshofen de front, pendant que Jacob le tournerait à droite; les républicains ne furent pas si heureux sur ce point; le général Funck commandant le corps de Hotze les repoussa, et Jacob accusé d'être resté paisiblement dans son camp, au lieu d'exécuter les ordres de Taponier, fut arrêté à Strasbourg par l'ordre des représentans. Hatry n'avait pas été plus heureux à Guntershofen, où la fermeté des Autrichiens, secondée par les localités et leurs redoutes, triompha de ses efforts mal concertés.

Cette nouvelle tentative éclaira de plus en plus les Alliés sur le danger qui menaçait le centre de leur ligne générale; mais pour déjouer les projets des républicains, il fallait un concert parfait entre les Prussiens et les Autrichiens, et ce concert était loin d'exister. Enfin après bien

Nouveau projet des Alliés encore déjoué le 18.

des difficultés les généraux coalisés convinrent d'un effort pour chasser leurs adversaires des montagnes, et résolurent de livrer bataille le 18; un temps affreux les décida, dit-on, à remettre l'affaire : les Français, moins difficiles et plus actifs, les assaillirent ce jour-là même, sans s'effrayer de la pluie, et forcèrent leur ligne entre Niederbrunn et Freschweiler, tandis que le reste était contenu par de vives démonstrations sur tout le front : l'engagement le plus remarquable eut encore lieu contre le corps de Funck qui, assailli par les forces considérables de Hatry et de Taponier, eut peine à se maintenir à Reichshofen.

La nécessité où Wurmser se trouvait de rétrécir sa ligne avait déterminé les Prussiens à relever sa droite à Lembach par 8 bataillons. Hotze prit alors position à Werdt et au Lieb-Frauenberg; de nouvelles conférences eurent lieu pour combiner une attaque; mais les généraux naturellement lents et compassés étaient en outre peu d'accord; de semblables conseils n'étaient guères propres à arrêter les progrès d'une armée commandée par un général qui avait la ferme volonté de vaincre, et de plus l'ordre de battre l'ennemi sous peine de la vie.

Attaque décisive de Hoche sur Werdt et Freschweiler.

Hoche ayant été enfin joint par les premières colonnes de la division des Ardennes, déboucha des Vosges, le 22 décembre, avec trois divisions de l'armée de la Moselle, et accabla le corps du

général Hotze à Freschweiler et à Werdt : il parvint à la faveur d'un brouillard épais à lui enlever plusieurs redoutes garnies de 20 pièces de canon, à détruire quatre bataillons qui les gardaient, le contraignit ainsi à quitter les hauteurs importantes de Lieb-Frauenberg (1), et obligea la division prussienne postée à Lembach, à se retirer sur le Pigeonnier, près de Weissembourg. Le reste de l'armée de Wurmser fut alors contraint à quitter la position de la Motter, où il eût été compromis, et à se retirer derrière la Surbach, après avoir jeté garnison à Fort-Vauban. Il eût couru de bien plus grands dangers, si les trois divisions de l'armée du Rhin avaient opéré le même jour un effort général et simultané sur leur gauche, au lieu de rester dans l'inaction. Ce ne fut qu'après le départ des Autrichiens que Hatry parti de Uttenhofen, et Ferino de Neuweiler, se réunirent le 24 à Sulz. 22 décemb.

Immédiatement après ce premier succès dans les gorges, les armées de la Moselle et du Rhin s'avancèrent de concert contre Wurmser qui, déjà débordé sur la Surbach, prit le parti de se retirer, le 24, derrière Weissembourg où il fut suivi pied à pied. Wurmser se retire sur Weissembourg.

Les Autrichiens découragés de voir ainsi tomber les retranchemens qui leur avaient coûté

(1) Montagne située en arrière de Werdt. Voyez la carte de Rheinwald, ou de Devarat, et la planche n° 4.

tant de peine à construire et à défendre pendant trois semaines; aussi mécontens què harassés de fatigues, n'exécutèrent pas cette retraite avec leur aplomb ordinaire. Le désordre, qui semblait d'un mauvais présage pour l'avenir, était porté au comble par la noblesse alsacienne et la majeure partie des habitans de Haguenau, cherchant à se soustraire au sort cruel dont ils étaient menacés. Leur aveugle confiance, entretenue par les promesses fallacieuses de Wurmser, n'avait rien préparé pour cette fuite, et se changea bientôt en horrible désespoir; le tableau de ces scènes déchirantes porta le dernier coup au moral déjà ébranlé des coalisés, qui n'aspiraient qu'à repasser le Rhin, et regagnaient ses rives dans une déroute complète.

Combat de Geisberg. 26 décemb.

Enfin l'action qui devait décider l'issue de la campagne eut lieu le 26 décembre. Les Autrichiens et les émigrés actuellement mieux liés avec le duc de Brunswick étaient en avant de Weissembourg, la droite aux hauteurs de Roth, la gauche à Ober-Lauterbach. Les Prussiens gardaient les gorges de Bodenthal où ils avaient élevé de fortes batteries. L'armée républicaine s'étendait depuis Steinfels jusqu'en face d'Ober-Lauterbach.

A des victoires les Alliés n'avaient opposé jusqu'alors que des courses d'officiers-généraux, envoyés d'un quartier-général à l'autre pour s'en-

tendre sur les moyens de livrer bataille. Il paraît certain néanmoins, que le prince de Hohenlohe-Ingelfingen et Wurmser étaient convenus d'une attaque pour le 26 décembre; car l'avant-garde du dernier fut rencontrée au-delà du Geisberg par les Français, et on ne saurait supposer que des généraux si expérimentés eussent reçu le combat, adossés aux lignes et à la Lauter.

Hoche auquel les représentans Lacoste et Baudot venaient de décerner le commandement en chef des deux armées, n'était pas d'humeur à laisser reprendre haleine à l'ennemi (1): il marcha à lui sur trois fortes colonnes; la droite de l'armée du Rhin, aux ordres de Desaix, assaillit Lauterbourg et l'emporta; la division Michaud se dirigea sur Schleithal; celles de Ferino, Hatry et Taponier, réunies au centre, marchèrent sur le Geisberg et Weissembourg, tandis que les divisions de l'armée de la Moselle durent tourner la droite des Prussiens par les gorges des Vosges. Si les Alliés avaient quelque intérêt à reprendre l'initiative, dès qu'ils se voyaient prévenus par l'ennemi, ils n'étaient nullement en mesure d'ac-

(1) Hoche fut nommé généralissime par Lacoste et Baudot sans la participation de Saint-Just et de Lebas qui préféraient Pichegru; il y eut un petit schisme dans l'armée auquel la prise des quartiers d'hiver donna moins d'importance, mais qui finit par l'emprisonnement de Hoche dont la franchise déplut aux dictateurs.

cepter une bataille défensive sur la droite de la Lauter. L'avant-garde de sept bataillons et 16 escadrons autrichiens se trouva néanmoins engagée entre Schleithal et le Geisberg; tournée par sa gauche, elle se rejeta sur cette hauteur, où elle fut abordée par la division Ferino, et rejetée sur Weissembourg. La retraite se fit en désordre. Le duc de Brunswick, qui se trouvait au Pigeonnier, entendant le feu gagner vers Weissembourg, accourut sur ce point. Si la circonspection ou la politique de ce prince mirent des entraves aux projets de Wurmser, et couvrirent de quelques nuages la haute opinion qu'on avait de lui, son courage l'inspirait toujours dans le danger : jugeant du premier coup-d'œil celui que courait l'armée, si les Français pénétraient dans Weissembourg, le duc se mit à la tête d'une réserve autrichienne, et, secondé par le général Wartensleben qui la commandait, il les repoussa des hauteurs. La retraite fut continuée avec moins de confusion; les Autrichiens l'effectuèrent sur Freckenfeld, et, le 27, sur Germersheim; les Prussiens sur Bergzabern. Les suites de cette affaire d'arrière-garde qui ne fut point une bataille, comme on l'a cru long-temps, devinrent néanmoins importantes; car après avoir sauvé Landau, elles ramenèrent les républicains dans le Palatinat et la confiance sous leurs drapeaux.

Les Prus- Le duc se retira successivement sur Alberts-

weiler et Neustadt; il fut joint par le prince de Hohenlohe; le corps du général Kalkstein reçut ordre de se retirer de Kayserslautern par Turckheim. Wurmser dégoûté, rendit aux Prussiens les refus qu'il prétendit en avoir reçus plusieurs fois, et repassa le Rhin à Philipsbourg, le 30, sans vouloir tenir un jour de plus à Germersheim, pour leur donner le temps d'évacuer le duché de Deux-Ponts et de se rapprocher du Rhin. Des troupes animées d'un tel esprit pouvaient-elles réussir contre une armée enthousiaste, n'ayant d'autre mot d'ordre que *Landau ou la mort?*

siens lèvent le siége de Landau et se retirent. Wurmser repasse le Rhin.

Les Prussiens restés seuls sur la rive gauche du Rhin, continuèrent leur mouvement rétrograde sur Mayence aussitôt qu'ils eurent rallié le général Kalkstein le 30. Il semble que Hoche aurait pu les suivre avec plus de vigueur; car il n'inquiéta leur arrière-garde que le 3 janvier à Franckenthal, tandis qu'il eût été facile de pousser le 27 à Landau, dont on eût fait marcher à l'instant la garnison pour atteindre l'ennemi avant sa réunion avec le corps des Vosges.

Les détails que nous venons de rapporter indiquent la véritable cause de ces événemens et de la triste campagne que firent deux belles armées: 40 mille Prussiens et Saxons étaient plongés dans l'inaction au revers des Vosges, à l'instant même où l'armée autrichienne, accablée

dans la vallée du Rhin, par quinze jours de combats partiels sur une ligne de douze lieues, fut forcée à se retirer. La mésintelligence jointe à un tel emploi de forces, pouvait-elle faire espérer un autre résultat ?

Vives discussions entre les Alliés.

Le duc de Brunswick accusa Wurmser, et ce dernier se justifia d'une manière peu honorable pour le duc. Le général Hotze fit la critique de la relation publiée à l'état-major prussien; les auteurs de ces écrits se battirent, et les affaires n'en allèrent pas mieux.

On conviendra cependant que si les généraux autrichiens ne se trouvèrent pas secondés au gré de leurs désirs, ils ne furent pas exempts de blâme. Wurmser eut, comme les autres officiers de son école, la manie de s'étendre. Il paraît d'après l'état de situation annexé à ce chapitre, que le maréchal avait conservé beaucoup trop de forces sur la rive droite du Rhin. Il était bien inutile de couvrir le margraviat de Baden, quand à la fin de juillet, on aurait pu accabler l'armée du Rhin et la rejeter sous Strasbourg. A la vérité, il appela plus tard et successivement ces troupes de la rive droite; mais c'est une nouvelle preuve qu'il eût mieux valu les attirer à la fin de juillet pour décider des victoires, qu'à la fin d'octobre pour réparer des pertes. Au reste, il est vraisemblable que s'il n'opéra pas plus vivement, ce ne fut pas toujours sa faute; et peut-être même n'a-

vait-il aucune autorité sur les troupes du cordon.

Aussitôt après la retraite de l'ennemi, l'armée française assiégea le Fort-Vauban, et les travaux se poussaient déjà assez vivement sur la rive gauche, lorsque les Autrichiens évacuèrent la place le 19 janvier, après en avoir fait sauter les fortifications.

Les armées prirent leurs cantonnemens: les Prussiens aux environs de Mayence; les Autrichiens sur la rive droite du Rhin; les Français dans le Palatinat avec la plus grande partie de leurs forces vers Germersheim.

Le comité veut qu'on marche sur Trèves; Hoche le décide à prendre des quartiers d'hiver

Le comité voulait renouveler les tentatives pour déloger les Impériaux de Trèves; mais les troupes harassées par des marches multipliées dans les contrées difficiles, telles que les Ardennes, les Vosges et le pays de Deux-Ponts, se trouvaient dans un si grand délabrement que Hoche réussit à leur épargner une horrible campagne d'hiver, observant avec justice que pour gagner quelque terrain on s'exposerait à perdre l'armée.

L'importance de chasser les Autrichiens de la Moselle n'était en effet plus la même que dans l'année précédente, puisque les Alliés, maîtres actuellement de la Belgique et de Mayence, l'étaient aussi des deux rives du Rhin: ce motif plus plausible encore que celui du repos nécessaire aux troupes, suffisait pour rendre cette

opération à la fois funeste et inutile. Tout ce qu'on put faire de mieux était de s'apprêter à reconquérir la Belgique dans la campagne suivante, afin de replacer la république dans une position équivalente à celle que Dumouriez aurait pu si facilement lui assurer à la fin de 1792.

Hoche faillit payer de sa tête les entraves qu'il avait osé mettre aux plans du comité, il fut appelé à Paris peu de temps après sous prétexte de passer au commandement d'une autre armée, mais en réalité pour y être jeté en prison, d'où il ne sortit qu'à la chute de Robespierre (1).

Le duc de Brunswick ne fut guère plus heureux que le jeune adversaire dont il avait triomphé à Kayserslautern, et qui venait de réparer cet échec avec tant d'éclat. Frappé des obstacles qui s'opposaientà la réussite de cette guerre, et bien persuadé qu'il y perdrait le reste de sa réputation, il demanda au Roi de lui donner un successeur; sa lettre, monument de sagesse et de pénétration, nous paraît devoir être transmise à la postérité, comme un des meilleurs documens sur lesquels on puisse juger ce capitaine, qui prit tant de part aux événemens de son siècle, et dont la fin, bien que glorieuse, contrasta si fort avec les débuts (2).

---

(1) Hoche fut envoyé à l'armée du Var, arrêté à son arrivée au quartier-général de Nice, et détenu jusqu'au 9 thermidor.

(2) Pièces justificatives, n° 13.

CHAPITRE XXIV.

Opérations devant Lyon ; l'armée des Alpes détache successivement deux divisions au siége de cette ville, et les départemens voisins se lèvent en masse pour les seconder. — Les Sardes envahissent la Savoie et sont ensuite repoussés d'Aiguebelle jusqu'au Mont-Cenis. — Bombardement et prise de Lyon. — Mesures arrêtées pour soumettre Toulon. — Combats livrés par l'armée du Var au Donjon et à Gilette. — Situation horrible de cette armée. — Siége et prise de Toulon.

Le lecteur se rappellera la position pénible dans laquelle il a laissé les armées d'Italie et des Alpes à la fin du chapitre XVII. Si la première abandonnée dans le comté de Nice semblait exposée à une ruine inévitable par la prise de Toulon et l'insurrection de la Provence, le sort de la seconde ne paraissait guères plus heureux ; Kellermann, contraint par les mouvemens des fédéralistes du Midi à détacher le général Carteaux avec 3,600 hommes sur les Bouches-du-Rhône, et à conduire lui-même la moitié de ses forces devant Lyon, laissa le reste de l'armée des Alpes en butte à tous les efforts d'un ennemi supérieur.

Cependant à part les changemens survenus dans les forces des deux partis, leur emplacement restait à-peu-près le même. Dewins avec la gauche des Austro-Sardes ayant sous lui le duc de Chablais, St.-André et Colli, gardait les positions de Saorgio, Raous et le col de Finestra, se liant à la division Strasoldo qui continuait à couvrir la vallée de la Stura et l'Argentière; les postes de Provera dans les quatre vallées du centre depuis celle de Maira jusqu'à celle de Lucerne, n'avaient subi aucun changement; enfin le général Gordon et le duc de Montferrat formaient encore la droite avec 28 bataillons sardes jusqu'au Petit-St.-Bernard.

L'armée française des Alpes conservait toujours sa droite au camp de Tournoux que commandait le général Rossi; un détachement observait Provera dans la vallée de Guillestre, et le général Bagdelonne cantonnait à la gauche dans les vallées de l'Arc et de l'Isère.

Opérations au centre des Alpes. Combat de l'Argentière.

La guerre dans les Hautes-Alpes, ne commença qu'avec la seconde période de la campagne, les neiges ne permettant de camper sur leurs cimes que vers le mois de juin. Au moment où Kellermann accourait à Nice pour aviser aux moyens de réparer les échecs essuyés par Brunet dans les journées des 8 et 12 juin, le général Strasoldo porta quelques troupes autrichiennes sur l'Argentière, et en occupa le col avec plusieurs com-

pagnies; mais un bataillon de volontaires des Alpes les en ayant expulsées, le général Rossi crut devoir profiter de cet avantage pour déloger les Sardes du village même, et résolut de les attaquer le 21 juin sur trois colonnes. Celles des ailes ayant rencontré des obstacles imprévus, le centre donna seul vers Berzeris sur les Autrichiens, dont le général eut le temps de réunir les divers détachemens, et d'accueillir chaudement cette petite colonne. Les républicains ne présumant pas qu'ils seraient suivis dans leur retraite, rentrèrent sans défiance dans leurs cantonnemens, mais à peine y furent-ils rendus que Strasoldo, qui n'avait fait qu'une courte halte sur le plateau de St.-Martial, parut sur les sommités du Montmeras, écrasa le poste de Casameana, se mit à sa poursuite, faillit enlever plusieurs détachemens, leur prit quelques hommes et les ramena sur l'Arche où ils n'osèrent tenir. 24 juin.

Mesures de Kellermann pour couvrir Tournoux.

Alarmés de cet événement, les représentans qui avaient conseillé l'expédition, en rejetèrent la faute sur Rossi, et la lui firent expier dans les prisons de Barcelonnette. Kellermann obligé sur ces entrefaites de dégarnir sa ligne pour envoyer des forces sur le Rhône, dut se borner en revenant de Nice à prescrire des mesures défensives pour conserver la ligne qui s'étend du bois de Silva par Malamorte et Certa-Musa au col de Séguret; ligne d'autant plus sûre qu'elle a pour

point d'appui le camp de Tournoux, défendu par des redoutes spacieuses bien revêtues et armées de grosse artillerie. La disposition des localités ne permettant d'attaquer cette ligne qu'avec du canon de montagne, condamna les Sardes à rester dans l'inaction au camp de la Magdeleine. Bientôt même les républicains enhardis, assaillirent l'Argentière et le col de Sauteron dont ils s'emparèrent. La prise de ce col leur donnant l'entrée de la vallée de Mayra, sema l'épouvante jusqu'à Turin, d'où la cour fit partir à l'instant la garnison pour s'opposer à l'invasion d'un parti, que Strasoldo seul était en état de repousser, et qu'il chassa en effet. Quoi qu'il en soit, cette petite course à laquelle les Français ne mettaient pas tant d'importance, eut un effet très-salutaire en donnant le change aux Austro-Sardes sur les forces qui leur étaient opposées, et les détournant de tout projet offensif sur ce point.

18 juillet.

Siége de Lyon.

Cependant sur les derrières de l'armée des Alpes, la discorde secouait ses torches dans Lyon. En vain le représentant Robert Lindet avait essayé de ramener les esprits; la guerre était déclarée, et désormais la voie des armes devait seule en décider. La Convention informée que cette ville armait, la déclara rebelle, et chargea le général de l'armée des Alpes de la réduire au

plutôt à l'obéissance. Les représentans Dubois-Crancé et Gauthiez furent nommés commissaires pour surveiller et activer cette opération.

Kellermann, obéissant à regret, retarda autant que possible ses préparatifs dans l'espoir que le temps ou d'autres circonstances le déchargeraient de cette expédition désastreuse qui répugnait à ses principes; mais placé sous la surveillance de deux commissaires cruels et soupçonneux, il se vit enfin forcé de réunir un corps de 8 mille hommes et un petit train d'artillerie avec lesquels il vint prendre position devant Lyon vers la fin de juillet.

Situation des affaires.

Ce corps à proprement parler, était plutôt destiné à observer cette ville qu'à l'assiéger; car bien qu'elle fût ouverte, il eût fallu le triple de monde pour tenir tête à sa population virile. D'ailleurs sa situation est telle qu'il avait suffi de quelques redoutes et d'une bonne artillerie pour la mettre à l'abri d'un coup de main. Bâti au confluent de la Saône dans le Rhône, Lyon, dominé au Nord entre les deux rivières par les hauteurs de la Croix-Rousse, à l'ouest sur la droite de la Saône par les collines de Fourvière et de Ste.-Croix, avait été mis en état de défense par un de ses habitans. La population fournissant au-delà de 20 mille hommes en état de porter les armes et organisés en bataillons correspondant aux diverses sections, gardait non-seulement son enceinte,

mais occupait encore des postes à une et deux lieues de la place, tels que le pont d'Oullins, Grange-Blanche, Limonest, Miribel, sur les principales communications, et poussait même des partis jusqu'à St.-Étienne pour communiquer avec les fédéralistes de Montbrison.

Cet état de choses donnait aux Lyonnais de grands avantages sur les conventionnels; aussi dans le cours du mois d'août et les premiers jours de septembre le siége fit peu de progrès. Kellermann, sous prétexte de manquer d'artillerie et de munitions, différait d'établir ses batteries et employait toute l'influence de son caractère pour amener les deux partis à conciliation; mais la présence des représentans fit échouer ses tentatives. Agens dévoués de la Convention, ces derniers conservaient dans leur langage la morgue et l'orgueil des meneurs de la Montagne. Aux ouvertures de paix faites à la sollicitation du général par les députés des sections, ils répondirent: « Rebelles, méritez votre pardon par l'aveu » de votre crime. Remettez-nous vos armes, les » clefs de vos portes, et montrez-vous dignes de » la clémence de la Convention par un repentir » sincère. »

Cette sorte de clémence était déjà trop connue pour inspirer de la confiance aux Lyonnais; aussi cette réponse opéra-t-elle un effet opposé à celui qu'en attendaient les représentans. Résolus

à se défendre jusqu'à l'extrémité, ils répliquèrent par ce message : « Après une conduite aussi atroce » que la vôtre, on ne devait pas espérer d'autres » propositions. Nous vous attendons de pied-» ferme, et vous n'arriverez jusqu'à nous qu'en » marchant sur des ruines et des monceaux de » cadavres. »

Cependant la Convention, informée de l'entrée des Anglais à Toulon, loin de se laisser fléchir par ceux qui plaidaient encore dans son sein la cause des Lyonnais, fut inexorable, ordonna à ses commissaires de redoubler d'ardeur, et leur en adjoignit six autres au nombre desquels se trouva le féroce Collot-d'Herbois. Kellermann réprimandé sur sa mollesse, suspecté d'incivisme, voyant bien qu'il courrait trop de risques à user encore de moyens dilatoires, se décida alors à faire des préparatifs réels de siége. Cent bouches à feu sont tirées des arsenaux de Grenoble et de Besançon ; six compagnies d'artillerie, 10 bataillons de vieilles troupes et deux régimens de cavalerie sont appelés des frontières des Alpes, et viennent renforcer le corps de siége qui fut alors partagé en quatre divisions formant chacune une attaque. Savoir deux à la droite du Rhône, une dans l'isthme entre le Rhône et la Saône, et une sur la droite de la Saône. La première à la droite du Rhône dirigée sur le pont d'Oullins était confiée au général Valette, l'autre

Grands préparatifs ordonnés par le comité.

conduite par le général Vaubois embrassait le faubourg de la Guillotière et le pont Morand; celle de l'isthme dirigée contre le faubourg de la Croix-Rousse, était aux ordres du général Vaubois; enfin le général Rivas commandait celle qui cheminait sur le faubourg de Vaize à droite de la Saône.

Insuffisance du corps de troupes pour investir la ville.

Malgré l'ardeur des assiégeans qu'excitait la présence des commissaires de la Convention, les approches furent lentes et éprouvèrent à chaque pas de nouvelles difficultés. La force de la garnison permit aux chefs Lyonnais de mettre en pratique un système de guerre extérieure qui déjouait presque toutes les tentatives du petit corps assiégeant; et si Précy eût mieux su en faire l'emploi ou voulu risquer quelque chose, il aurait plus d'une fois fait repentir les conventionnels d'une opération qui excédait leurs moyens. En effet, les quatre camps de Kellermann séparés par un fleuve et une rivière, ne communiquant entr'eux que par deux ponts, laissaient le choix aux assiégés de déboucher sur l'un d'eux avec 12 à 15 mille hommes, tandis qu'on aurait tenu les autres en échec par des démonstrations. Cette combinaison ne se présenta jamais à l'esprit de Précy qui se contenta de disputer le terrain pied-à-pied; aussi finit-il vers le milieu de septembre par être renfermé dans l'enceinte même de Lyon.

La plaine de la Guillotière se trouvant traversée par une infinité de chemins creux propices à l'établissement des batteries incendiaires, ce fut principalement la partie de la ville renfermée dans l'isthme qui eut à souffrir du bombardement. Semblable à une grêle épaisse et désastreuse qui abat, renverse et détruit l'espoir du laboureur, cette pluie de fer et de feu abîma, incendia les plus beaux quartiers de la ville. Les édifices publics qu'admirait l'étranger, les magnifiques maisons qui bordaient le quai Saint-Clair ou décoraient la place de Bellecour, furent renversés par les bombes et les boulets rouges. Bientôt l'arsenal sauta et recouvrit de ses décombres enflammés un grand nombre de maisons particulières ; l'incendie dévorait chaque jour un édifice, un magasin, et l'hôpital même, refuge des blessés, ne fut pas respecté.

Les ravages causés par le bombardement ne faisaient qu'aigrir les Lyonnais sans ruiner leurs moyens de défense. La ville était trop grande pour que toutes les parties en souffrissent également, et qu'il amenât sa reddition. Les habitans des quartiers incendiés trouvaient aisément des abris dans ceux adossés au revers oriental des collines de Fourvières et de Sainte-Croix.

A cette époque les Sardes commençant leur invasion dans le Mont-Blanc, fournirent à Kellermann un prétexte honorable d'aller chercher sur

Kellermann court en Savoie.

la frontière une gloire plus solide, en combattant les ennemis du dehors; le peu de forces qu'il avait à leur opposer faisait craindre avec raison qu'ils ne combinassent bientôt leurs opérations avec les Lyonnais, et tout engageait les républicains à presser un dénouement.

Les commissaires lèvent en masse les départemens voisins.

Convaincus par leurs propres yeux que le corps de siége était trop faible pour réduire Lyon, les représentans-commissaires prirent alors la résolution d'aller prêcher dans les départemens voisins une croisade contre la ville rebelle. La jalousie que Châlons, Mâcon et Bourg portaient à sa prospérité, le pillage que ces missionnaires d'une nouvelle espèce laissèrent entrevoir aux montagnards avides et grossiers du Puy-de-Dôme, du Cantal et de l'Ardèche; l'exaltation patriotique de quelques autres départemens, tout concourut à amener vers la fin de septembre environ 40 mille hommes devant la ville.

20 septemb.

Quoique cette nouvelle levée fût assez mal armée et non aguerrie, elle opéra néanmoins un grand changement dans la situation relative des deux partis, en permettant aux conventionnels de couper toutes les communications que les Lyonnais avaient jusqu'alors conservées avec le Midi; et par lesquelles ils s'étaient ravitaillés. Bientôt la famine se fit sentir, et nonobstant les économies et les retranchemens tous les jours

plus rigoureux, il devint impossible de pourvoir aux consommations journalières les plus indispensables. Ce fléau auquel la force et le courage ne peuvent résister, qui étouffe dans tous les cœurs les sentimens de fraternité, dompta le fier courage des assiégés.

Il est remplacé par Doppet.

Sur ces entrefaites les représentans indisposés contre Kellermann, aux irrésolutions, aux lenteurs et au départ duquel ils attribuaient les difficultés actuelles du siége, le suspendirent d'un commun accord, l'envoyèrent à la barre de la Convention rendre compte de sa conduite, et appelèrent pour le remplacer le général Doppet, naguère lieutenant-colonel de la légion des Allobroges, commandant l'avant-garde de Carteaux dans l'expédition contre les fédéralistes de Marseille, espèce de montagnard illuminé, homme de bien pourtant, et très-propre à seconder les vues de la Convention pour la réduction de la ville rebelle.

Quelques jours après son arrivée, il fut décidé dans un conseil de guerre qu'on s'emparerait des hauteurs de Ste.-Foix, tant pour achever l'investissement de Lyon que pour détruire les batteries que les assiégés avaient établies à la pointe de Perrache. L'attaque eut lieu le 29 septembre, et afin d'en rendre le succès plus certain, il fut convenu qu'on la ferait précéder de démonstrations sur la Croix-Rousse, les Brot-

teaux, et le pont de la Mulatière à la pointe de Perrache.

Cette journée, qui décida pour ainsi dire du sort de Lyon, fut sanglante. Les Lyonnais favorisés par la nature du terrain, opposèrent une vive résistance; mais les assiégeans ayant enlevé de vive force une redoute placée entre le grand et le petit Sainte-Foix, les autres batteries, qui couronnaient ou flanquaient les ressauts de la colline, furent abandonnées par leurs défenseurs, qui y laissèrent une partie de l'artillerie et des munitions. Favorisée par les succès du général Rivas, la division Valette força le pont de la Mulatière au confluent de la Saône, et pressa avec vivacité les Lyonnais dans la pointe de Perrache : le danger était imminent; déjà ses tirailleurs étaient à portée de fusil de la ville, qu'aucune batterie, aucun retranchement ne couvrait de ce côté, quand Précy accourut avec toute sa cavalerie et une partie de sa réserve d'infanterie, et engagea plusieurs charges. Ses dispositions énergiques arrêtèrent les progrès des conventionnels; toutefois ses troupes mitraillées presqu'aussitôt par les batteries que le général Rivas venait de placer sur le revers des hauteurs de Ste.-Croix, furent obligées de se retirer sous les murs de Lyon, et de laisser le pont aux assiégeans.

De son côté, le général Vaubois avait conduit

la fausse attaque sur les Brotteaux avec une telle vivacité qu'il chassa les Lyonnais de ce faubourg; foudroyé à son tour par les batteries de gros calibre établies dans les retranchemens du pont Morand, sur les quais de la rive gauche du Rhône et aux Collinettes, il ne put s'y maintenir, et vint reprendre sa position après y avoir mis le feu.

Reddition de Lyon.

Les succès obtenus dans cette journée, étaient de nature à décider le général Doppet à emporter la place de vive force le lendemain; cependant soit qu'il doutât de la réussite de l'entreprise, soit qu'il voulût épargner l'effusion de sang, ce ne fut que d'après les sollicitations réitérées des commissaires de la Convention qu'il l'ordonna pour le 9 octobre. Avant de mettre son plan d'attaque à exécution, il persuada toutefois aux représentans de faire une nouvelle sommation. 9 octobre. Cette démarche produisit l'effet qu'il en avait prévu; les malheureux Lyonnais entrevoyant l'oubli du passé et le terme de leurs maux, s'empressèrent de nommer dans chaque section des commissaires pour traiter de leur soumission. Précy, Virieux, Nervo et tous ceux qui avaient pris une part trop marquée à la rébellion, comprenant qu'il n'y avait plus de sureté pour eux, conçurent le projet de se faire jour au milieu de l'armée assiégeante, et de se retirer en Suisse où ils comptaient rejoindre un millier d'émigrés,

dont ils avaient espéré d'abord être soutenus. Le général Doppet, informé par ses émissaires de cette double nouvelle, contremanda l'attaque générale, et dans l'attente de la sortie tint toute l'armée sous les armes, envoya un fort détachement s'emparer des gorges de St.-Rambert et de Pierre-Chatel, puis enjoignit à tous les généraux de l'armée des Alpes de redoubler de surveillance.

Le 8 octobre, Précy sortit par le faubourg de Vaize avec environ 2,500 hommes et 4 pièces de campagne, et culbuta, en remontant la Saône, les postes de la division Rivas; mais bientôt atteint par les détachemens mis à sa poursuite, il fut entièrement défait après un combat plus sanglant encore qu'opiniâtre. Ses soldats dispersés cherchèrent en vain un refuge dans les bois, les belliqueux habitans de l'Ain les immolèrent comme des bêtes fauves, et à peine Précy et Virieux parvinrent-ils à gagner la Suisse avec 80 hommes.

Le lendemain Doppet entra dans Lyon à la tête de la division Petit-Guillaume. Une chose digne de remarque, c'est que cette prise de possession, qui n'avait été consentie la veille que verbalement, eut lieu dans le plus grand ordre. La troupe observa la plus stricte discipline; elle fut casernée ou bivouaquée sur les places des Terreaux et de Bellecour, et à l'exception du désarmement de la garde nationale qui se fit avec

calme, rien n'indiqua les projets de vengeance qui devaient suivre; ce ne fut que six jours ensuite, immédiatement après le départ du général en chef, que commencèrent les exactions, le pillage, les emprisonnemens arbitraires, et les massacres, comme pour prouver que l'autorité militaire était la seule qui n'y prit aucune part.

Le soulèvement de Lyon avait offert à la cour de Turin une trop belle occasion de reconquérir la Savoie pour qu'elle la laissât échapper. Jamais en effet elle ne pouvait désirer de chances plus favorables pour reprendre l'offensive. Rien ne semblait plus simple que de détacher une brigade de l'extrême gauche à la garde de l'Argentière, de renforcer l'aile droite des divisions Strasoldo et Provera pour déboucher avec 45 bataillons sur Lyon. Les suites d'un pareil mouvement eussent été incalculables; car, si l'on se rappelle l'état d'agitation et de trouble où se trouvaient Toulon, Marseille et Avignon, il est probable que les coalisés eussent réuni sur la rive gauche du Rhône 70 mille hommes tant étrangers que Français; mais l'unité d'intérêt et de commandement était une condition préalable, et rarement on la rencontre dans les coalitions. Les Anglais n'en voulaient qu'aux chantiers de Toulon, les Sardes aux montagnes de la Savoie, et

Les Sardes envahissent la Savoie.

les Autrichiens auxiliaires sur cette ligne, refusaient de rien donner au hasard. Le changement de l'ordre de choses en France était le moindre souci de ces Alliés, tous rapprochés par des dangers imaginaires, incessamment divisés par l'ambition.

La cour de Turin se contenta donc de former le projet de chasser les Français des vallées de l'Arc et de l'Isère, ce qui était d'autant plus facile que le Mont-Cenis, le St.-Bernard et tous les principaux passages aux versans de la Savoie se trouvaient déjà en son pouvoir. Croyant avoir encore des partisans dans ce pays, elle se flattait que le cours forcé des assignats, et la levée des hommes connue sous le nom de réquisition, auraient aliéné une partie des Savoyards, qui semblaient s'être promis un résultat tout différent en votant la réunion de la province à la république, et auxquels elle n'accordait pas assez de sagesse pour souffrir un mal passager et découvrir dans un avenir reculé tous les avantages qui devaient en résulter.

Le duc de Montferrat fut chargé de cette expédition. Sa gauche aux ordres du baron de Latour, descendue du Mont-Cenis pour tourner le poste de St.-Maurice, occupait Entre-deux-eaux, clef des vallées de l'Arc et de l'Isère.

Attaque du camp de Scez.

Le 14 août, les Sardes débouchèrent du petit St.-Bernard contre le camp du général Bagde-

14 août.

lonne, avantageusement situé près de Scez, à l'entrée de la vallée de l'Isère et de celles qui aboutissent au St.-Bernard. Une forte redoute à sa droite battait les abords du ravin de Montrigon et d'Entre-deux-eaux; celle de la crête de Chatellar défendait la gauche contre les colonnes venant de St.-Germain ou descendant de la Vallée-Blanche. Le duc de Montferrat porta trois bataillons à gauche de la route par Chapelle-Ste.-Barbe sur Pont-de-Bonneval; Argenteau avec cinq autres eut l'ordre de gravir ce contrefort par le col de Furca, et d'attaquer la redoute de Chatellar, secondé par la 1re colonne, et soutenu par deux autres bataillons. Le reste du corps marcha contre la droite du camp par la route de Scez, et le baron Latour, après s'être emparé de Villa-Roger, devait enlever la redoute de Malgouvert et Montrigon.

Ces dispositions furent exécutées en partie le 15. Les républicains ayant prévenu, au passage d'Echine, la colonne qui devait gagner leur gauche, opposèrent la résistance la plus vive, et arrêtèrent les Sardes dans le vallon de Bonneval, jusqu'à dix heures du soir. Le camp de St.-Maurice fut abandonné, ainsi que le poste d'Echine, et la retraite exécutée en ordre sur Moutiers. Le faible détachement chargé à Termignon de couvrir la Maurienne, inquiet d'un côté de la marche de Latour, et craignant de l'autre que

la division du général Gordon, restée au Mont-Cenis, ne tombât sur lui par Ramasse, se replia en hâte derrière l'Arc. Le général Ledoyen qui le commandait s'établit sur les montagnes en arrière de St.-André.

Déroute de Moutiers.

Le 18, le duc de Montferrat s'avança sur Moutiers avec le gros de ses forces, tandis qu'une petite colonne se dirigeait par Montgiraud et la vallée d'Aigueblanche. Les Français d'abord dis-
18 août.
posés à battre en retraite, se ravisant à la vue du petit nombre de leurs ennemis, voulurent défendre Moutiers; mais à l'aspect du faible détachement Sarde qui menaçait leurs derrières, le désordre et la peur s'introduisirent dans leurs rangs, et ils ne gagnèrent pas Conflans sans perte.

Le Général piémontais, pressé d'occuper tous les villages de la Savoie, détacha plusieurs partis par le pas du Bonhomme dans le Faucigny, et par le col du Mont-Cormet vers Maxime de Beaufort; au lieu de réunir tous ses moyens à ceux de Latour et de Gordon, et de marcher droit à Chambéry.

Quand on a une supériorité marquée, c'est dans les pays de montagnes, plus que partout ailleurs, qu'il fautcourir aux points stratégiques; puisque tous les détachemens ennemis compromis dans les vallées secondaires peuvent être enlevés, et que leur retraite, s'ils parviennent

à la faire, rend maître de ces vallées sans qu'il soit nécessaire de se disséminer.

Opérations en Maurienne.

A la même époque la Maurienne avait été envahie, mais non sans beaucoup de peine, par le général Gordon; les nombreuses sinuosités de l'Arc le forcèrent à passer dix fois cette rivière devant le général Ledoyen, qui sut rendre cette opération difficile. La brigade de ce dernier se trouvait, comme on l'a dit plus haut, sur les hauteurs de St.-André, lorsqu'il fut instruit de la retraite de Bagdelonne à Conflans. Dès-lors, menacé de front par des forces triples des siennes, il s'aperçut que son flanc gauche et ses derrières couraient encore des risques, et prit le sage parti de continuer à se retirer sur Aiguebelle, et de se rallier au gros de la division à la jonction des deux vallées. La pénurie de moyens de transport rendait cette opération difficile: les chevaux et les mulets de l'artillerie étaient partis pour Lyon, et l'on avait beaucoup de pièces à sauver. Graces à la résignation des troupes qui manquaient de tout, à l'activité des commissaires, à la lenteur de l'ennemi, et aux obstacles que le terrain opposait à la poursuite, la retraite fut achevée en dix-huit jours, et les Sardes ne recueillirent aucun trophée.

Le détachement poussé par le duc de Montferrat dans la vallée de Sallenche, obtint un entier succès; il enleva aux républicains le poste re-

tranché de St.-Martin, et les ramena dans la vallée de l'Arve jusqu'à Cluse.

Ces succès qui coûtèrent vingt-sept jours de travaux, loin de relever la confiance des généraux piémontais, ne leur inspirèrent pas plus de hardiesse; persuadés que les républicains étaient de force à leur faire payer cher de nouveaux progrès, ils crurent remédier à l'inconvénient de leur position en s'établissant au versant de la chaîne du grand Loup et de Vanoise qui, séparant les vallées de Tarentaise et de Maurienne, coupait leur armée en deux divisions. Ils espéraient pouvoir s'y maintenir tout l'hiver, lorsque des ordres précis venant de Turin, forcèrent le duc de Montferrat d'attaquer Conflans et Aiguebelle.

Mesures défensives de Kellermann

Le moment propice était déjà passé. Kellermann, à la nouvelle de l'invasion, confia la conduite du siége de Lyon au général Dumuy, accourut à Chambéry, ordonna au général commandant le camp de Tournoux de faire marcher une brigade par le Combe de Valloire sur le flanc de la division Gordon (1), et provoqua des représentans du peuple un arrêté qui ordonna la

---

(1) Ce poste de Valloire, point essentiel sur le flanc gauche de la position centrale de Briançon, a été sagement indiqué par le maréchal de Berwick, comme celui dont l'occupation était essentielle dans la défense des Alpes, et d'où l'on pouvait avantageusement déboucher en Savoie.

levée des gardes nationales de l'Isère, de l'Ain et de la partie de la Savoie la plus attachée à la France. Cette mesure eut un plein succès : les Français comprimés par la terreur, les Savoisiens craignant de retomber sous le joug des Sardes, tout courut aux armes ; et bientôt Kellermann, à la tête de 7 à 8 bataillons, vint s'établir en seconde ligne vers Montmeillan : un bataillon détaché du corps de siége remonta la vallée de l'Arve pour renforcer l'extrême gauche. La division Bagdelonne gardait toujours Conflans, celle de Maurienne occupait le mont Sapey, les Cacherons, St.-Alban et Aiguebelle ; un détachement de deux bataillons placé sur les hauteurs de Bramans au-dessus de ce bourg, couvrait le contrefort de la Magdeleine ; et 1,200 hommes sous le général Ledoyen s'établirent au pont d'Argentines, où l'on éleva à la hâte un retranchement, tant pour en couvrir l'avenue que pour défendre le passage important qui conduit à Aiguebelle.

Combats d'Argentines et d'Espierre.

11 septemb.

Au moment où le général Gordon se mettait en devoir d'exécuter les ordres de sa cour, et rassemblait ses troupes à Espierre, dans l'intention de se porter le 11 sur Argentines, Kellermann prescrivait des mesures qui devaient déconcerter ses projets. L'avant-garde Sarde ayant été repoussée, le gros du corps se concentra dans la position presqu'inexpugnable d'Espierre, formée

par un contrefort âpre et rocailleux détaché de la chaîne du grand Loup, et qui va tomber à quelques toises de l'Arve, ne laissant de passage entre ce torrent que pour quelques files.

Kellermann manœuvre sur les flancs de l'ennemi.

Convaincu de l'impossibilité d'enlever un tel poste à des forces supérieures, Kellermann conçut le projet de l'assaillir sur ses flancs par St.-Alban et le col de la Magdeleine, dont il s'empara le 15, isolant ainsi les deux divisions, en même temps qu'il menaçait le flanc droit de l'une et le flanc gauche de l'autre. Cette attaque, bien qu'un peu décousue, était légitimée par les obstacles du terrain, et fit honneur aux troupes qui l'exécutèrent. Elles parvinrent à traîner à bras deux pièces de canon sur les rochers de St.-Alban qui dominaient le poste piémontais; celui-ci saisi de terreur au bruit de l'artillerie tonnant sur sa tête, décampa jusqu'à la Chambre et Belleville. Une nouvelle manœuvre des républicains à travers les montagnes, pour gagner le passage des Encombres par St.-Jean-de-Belleville, décida Gordon à continuer sa retraite sur St-Michel.

Le parti qui s'était emparé du col de la Magdeleine poussa des reconnaissances sur Aigue-Blanche, afin de tenter la même opération sur le flanc gauche du duc de Montferrat. En même temps deux petites colonnes, renforcées de gardes nationales, s'emparaient sur sa droite des vallées

de Sallenche et de Beaufort, ainsi que des hauteurs du Mont-Cormet; le détachement piémontais qui avait si vaillamment attaqué St.-Martin au commencement de l'invasion, s'enfuit dispersé jusqu'au St.-Bernard.

Retraite des Sardes.

Ces deux opérations placèrent le prince dans une position difficile; heureusement pour lui que la faiblesse des Français agissant contre ses flancs, les rendit circonspects, et les empêcha de descendre sur ses communications; il gagna ainsi le temps de revenir d'abord sur St.-Maurice où, ne se croyant pas même en sûreté, il prit la résolution de se replier le 30 septembre jusqu'à St.-Germain, au pied du St.-Bernard.

Alors les petites colonnes de gauche descendirent sur St.-Maurice vers lequel le corps de bataille, conduit par Kellermann, se dirigea de son côté par Moutiers et Ayme, afin de ne pas lui laisser le temps de s'établir au pied des versans de la Savoie, et de le rejeter entièrement sur les Alpes. Le 4 octobre, les Sardes furent attaqués et forcés par une artillerie supérieure à se retirer sur le Petit-St.-Bernard.

Gordon ne pouvant rester seul dans la vallée de l'Arc sans courir de grands risques, commença sa retraite; les républicains tentèrent de le couper en dirigeant un parti à Termignon, tandis que le corps posté à Valloire le harcelerait par Modane, et le général Ledoyen par la route

de St.-Jean; mais les difficultés que ces différens mouvemens rencontrèrent ne permirent pas d'atteindre le but qu'on s'en était proposé. L'infanterie française privée de son artillerie, à demi-nue et manquant de tout, n'en accompagna pas moins avec une activité admirable la colonne en retraite jusqu'au Mont-Cenis, que les républicains attaquèrent même à plusieurs reprises avant le retour des neiges.

Ces succès préparés par les dispositions de Kellermann, et dus principalement au dévouement des troupes, furent très-utiles à leur général en venant fort à propos radoucir la sévérité de la Convention, devant laquelle il avait à se justifier de n'avoir pas vaincu les ennemis intérieurs. Elle lui rendit sa liberté peu de temps après avec son commandement.

Observations sur les manœuvres des deux partis.

On ne saurait nier que cette expédition ne fît honneur à Kellermann qui, avec 12 mille hommes peu aguerris, en repoussa 18 à 20 mille d'un pays où tous les avantages étaient du côté des Sardes. On est tenté de croire au premier abord que ce général fit beaucoup de détachemens; mais il jugea que dans un pays difficile comme les deux chaînes qui séparent la vallée de l'Arve de celles de l'Isère et de la Maurienne, des petits corps inquiéteraient aussi bien l'ennemi que de plus fortes colonnes; d'ailleurs sans trop dégarnir les vallées, les communications

principales et ses dépôts de vivres et d'artillerie, il ne pouvait détacher plus de troupes qu'il n'en porta aux cols de la Magdelaine et du Cormet.

Quant à la conduite des généraux Sardes, elle est au-dessous de la critique. Leur mollesse après la prise de Moutiers est inexcusable. Ils devaient réunir les deux divisions dans la Tarentaise, et forcer Conflans avant que les Français eussent le temps de rassembler leurs renforts, de lever des gardes nationales et d'appeler une partie des troupes du camp de Tournoux. La dissémination de leurs moyens donna naissance à ces incertitudes et à ces craintes qui font évanouir, comme des songes, les espérances les mieux fondées. S'ils avaient agi ensemble peu leur eût importé que la communication directe de la Magdelaine se trouvât interceptée : Gordon décampa d'Espierre parce que quelques centaines d'hommes se montraient sur ses flancs, tandis qu'en se massant, il eût à coup sûr culbuté la poignée de républicains qui restait devant lui sur Aiguebelle; l'évacuation prématurée de Moutiers par le prince de Montferrat, motivée sur le même prétexte, n'aurait pas eu lieu s'il eût été réuni.

En général, dans les pays de hautes montagnes où les issues sont rares et difficiles, on ne saurait se dissimuler qu'il n'y ait de l'inconvénient à agir concentré dans une seule vallée, et en laissant l'ennemi sur ses flancs. Cependant quand il

s'agit d'une invasion où l'on a la supériorité du nombre et de l'initiative, ce parti est encore préférable à tous les autres, attendu qu'on ne risque pas plus que l'ennemi, lequel percé et isolé a rarement l'audace de garder sa position dès qu'il s'y croit compromis. D'ailleurs une armée dont on étend le front ne cesse pas d'avoir des flancs, et il est impossible en marchant par trois ou quatre vallées qu'une des colonnes ne coure risque d'être accablée. Tel fut ici le cas, puisque le flanc de Gordon fut inquiété par le détachement de Valloire, comme si la division de ce général eût marché en masse par la Tarentaise avec celle du duc de Montferrat. Mais, lorsque des motifs puissans exigent de commencer l'invasion en plusieurs colonnes, il faut toujours leur assigner un but concentrique dès qu'elles auront balayé les vallées; autrement l'ennemi, venant à se rassembler avant elles, leur ferait un mauvais parti. Au reste, l'activité dans la guerre demontagne est, plus que dans toute autre, nécessaire, indispensable même. Il faut avoir de petits corps de flanqueurs, et diriger sa masse vivement d'un grand point d'embranchement de plusieurs vallées, à un autre, en séjournant le moins possible dans les gorges intermédiaires où l'on court risque d'être resserré et enveloppé. Il n'y avait pour les Sardes que trois de ces points : le premier à St.-Maurice, le second à Conflans, ou sur

les hauteurs de Villars au confluent de l'Arc et de l'Isère, le troisième à Montmeillan. Les Sardes n'auraient dû stationner que dans ces trois positions, et combattre ou marcher jusqu'à ce qu'on les eût successivement atteintes.

Mais hâtons-nous de revenir à notre sujet, dont ces réflexions didactiques nous ont écarté.

Les avantages remportés en Savoie sur les Sardes, coïncidant, pour ainsi dire, avec la prise de Lyon, rendirent environ 18 mille hommes disponibles. La Convention après avoir satisfait à sa vengeance, en décrétant la destruction de cette ville, ordonna au général Doppet d'en faire filer 10 mille sur Toulon; le reste retourna sur la frontière des Alpes, à l'exception de deux ou trois bataillons qui furent détachés dans la Lozère pour étouffer les troubles qui s'y manifestaient. Une partie du nombreux matériel qui avait servi au siége fut réintégré dans les places dont il avait été tiré, une autre fut dirigée contre Toulon; enfin l'on en fit encore passer des convois aux armées des Pyrénées et du Rhin.

Siége de Toulon et Opérations de l'armée du Var.

Six mois s'étaient à peine écoulés depuis l'apparition menaçante de l'amiral Latouche à Naples, et l'expédition malheureuse du contre-amiral Truguet en Sardaigne, que la prépondé-

rance maritime des Français était anéantie dans la Méditerranée, et que les puissances du littoral se dirigeaient d'après l'influence anglaise, comme on l'a dit précédemment.

Du détroit de Gibraltar à celui des Dardanelles, des côtes de l'Afrique à celles de l'Italie, le pavillon anglais était un objet de terreur ou de respect. La flotte française, en partie désarmée dans le port ou les rades de Toulon, livrée à l'incurie d'officiers mécontens dont la plupart méditaient une défection, et déjà trop faible pour lutter avec avantage contre les escadres anglaise et espagnole qui partageaient l'empire de la Méditerranée, semblait attendre au milieu des déchiremens de l'anarchie, le coup fatal qui devait lui être porté.

Mais l'histoire de ce funeste événement, dont les suites furent si désastreuses pour la république, forme aux opérations de l'armée du Var, comme le siége de Lyon à celle de l'armée des Alpes, un épisode qui captive toute l'attention durant cette période, et qui exige de reprendre les choses de plus haut.

On a laissé au chapitre XIX les fédéralistes cantonnés sans méfiance et sans projet sur la rive gauche de la Durance aux environs de Salon. Dès que Carteaux eut reçu le petit renfort qu'il attendait, cédant aux instances du représentant Albitte, il passa cette rivière sans obstacle et

força d'Arbaud après un léger combat de se replier à Septême.

Cette position qui est à la naissance des gorges de ce nom, que traverse la route de Marseille à Lyon, était excellente, et l'intention du chef des fédéralistes était de s'y retrancher; mais Cartaux ne lui en donna pas le temps. Arrivé le 25 août devant cette position, il l'attaqua avec le gros de son corps, tandis que son avant-garde la tournait. Le combat ne fut pas de longue durée: un bataillon de fédéralistes vint se joindre aux conventionnels, un autre déposa les armes, le reste s'enfuit dans le plus grand désordre à Marseille, poursuivi par les dragons allobroges, et abandonnant une partie de l'artillerie.

Le lendemain Cartaux entra sans coup férir dans cette ville, dont une partie des habitans, en vue d'éviter les effets de la réaction, dont ils prévoyaient être les victimes, s'étaient enfui dans la nuit vers Toulon.

Cette ville, qui comptait alors une population de 25 mille ames, renfermait dans son sein trop d'élémens hétérogènes, pour n'être pas déchirée par les factions, comme toutes les grandes communes. Elle se composait en effet de la noblesse, seule en possession des grades supérieurs de la marine et des grandes charges de l'administration; de la bourgeoisie comprenant les officiers du génie maritime, ceux de la marine mar- Factions qui divisent Toulon.

chande, ainsi que les employés subalternes; et enfin du peuple, mélange d'artisans, d'ouvriers, de marins, sectateurs zélés des nouvelles doctrines qui leur promettaient du pain sans travail, des emplois sans éducation. La bourgeoisie, après avoir fait, au commencement de la révolution, cause commune avec le peuple pour se venger de la hauteur et des dédains de la noblesse, se voyant ensuite rabaissée par l'odieux niveau des montagnards, sentit le besoin de se rapprocher d'elle, et comme à Lyon, à Marseille, ne put résister au désir de secouer le joug de la Convention.

Un homme qui ne voyait de remède à l'anarchie que dans le rétablissement de la monarchie absolue, le baron d'Imbert, capitaine de vaisseau, éprouvé déjà par plusieurs missions secrètes pour la famille des Bourbons, et qui n'avait accepté de commandement de la république qu'afin d'être utile à son parti, conçut le dessein de livrer Toulon aux Anglais, de concert avec le comte de Trogoff, commandant de l'armée navale. Une foule de circonstances concourut à favoriser l'exécution de ce sinistre projet : la place n'avait pas 2 mille hommes de garnison en troupes de ligne, l'armée du Var, sous le général Brunet, enfoncée dans les Alpes maritimes, se trouvait trop éloignée et trop faible pour oser y détacher quelques bataillons, au moment où l'ar-

mée piémontaise, victorieuse à Raus, menaçait de reprendre l'offensive. Ajoutez que les équipages de la flotte étaient divisés d'opinions comme la population; enfin, que l'arrivée des Marseillais fugitifs augmentait la disette qui se faisait sentir d'une part par le blocus maritime, et de l'autre par l'approche du corps conventionnel aux ordres du général Cartaux.

Dans cet état de choses, le baron Imbert et ses adhérens, sous prétexte d'aviser aux moyens de préserver Toulon des malheurs dont il était menacé, font convoquer les assemblées primaires de section, et parviennent à éliminer des administrations du département et du district, les fonctionnaires dévoués à la Convention ou de la fermeté desquels ils n'ont aucune garantie. Après ce début ils jettent le gouverneur montagnard en prison, et le remplacent par le maréchal-de-camp Maudet, que les républicains avaient renvoyé de Corse à Toulon pour être jugé comme coupable de haute trahison; on ôte aussi le commandement de la garde nationale à celui qui en était pourvu, et on le confie au chevalier de Grasset, garde du corps échappé au massacre du 10 août.

Aux yeux de la multitude aveugle et confiante, ces changemens parurent d'une utilité indispensable. Le peuple n'y soupçonna point les intentions des meneurs de la faction royaliste. Ceux-

ci même, ne savaient peut-être pas d'abord où aboutirait leur levée de boucliers. Mais lorsqu'après avoir sondé les ambassadeurs des Alliés auprès de la république de Gênes par l'intermédiaire du marquis de Marignane, ex-ministre de Louis XVI, ils en eurent reçu la promesse d'être soutenus par les escadres combinées, ils changèrent le caractère de la rébellion. Il ne fut plus question seulement de résister à la Convention; mais les couleurs de la royauté remplacèrent tout-à-coup celles de la nation, et l'on proposa sans détour aux Toulonnais de proclamer et de reconnaître Louis XVII. Cette proposition fit frémir une foule de citoyens, ennemis prononcés de la monarchie, et qui n'avaient cru d'abord s'armer que contre les montagnards. Toutefois les choses étaient trop avancées pour reculer. Entraînés par un courant resserré entre deux écueils, et désespérant dès-lors de leur salut, ils s'abandonnèrent au gré des flots et grossirent les rangs de leurs ennemis. Cependant l'accord des habitans ne suffisait pas pour livrer la ville aux Anglais, il fallait en outre que l'escadre y consentît, et elle n'y paraissait pas disposée. Le comité général, espèce de directoire royaliste qui s'était saisi des affaires, adressa alors aux marins une proclamation en vue de les préparer à cet événement; mais cette pièce faillit faire échouer l'entreprise; plusieurs capitaines ne se rendirent

pas à leur bord, d'autres n'osèrent publier la proclamation, ce qui facilita au contre-amiral, St.-Julien, le moyen de s'emparer du commandement de l'escadre, au nom de la république, et de faire arrêter plusieurs des commissaires envoyés par le comité à l'amiral anglais.

A peine cet événement fut-il connu dans Toulon, que le même comité donna pouvoir au baron d'Imbert de traiter avec lord Hood, commandant l'escadre anglaise qui était en vue. La Convention fut bientôt conclue, et dès que le comte Trogoff en eut avis, il hissa le pavillon de commandement à bord de la *Perle*, et fit à l'escadre le signal de ralliement : ses partisans le suivirent, d'autres entraînés par la force de la discipline se préparèrent à lui obéir. Alors St.-Julien ne voulant pas participer à la livraison de Toulon, se sauva dans la rade intérieure du côté de Seyne avec quelques autres capitaines fidèles à leur pays.

Toulon est livré aux Anglais par l'amiral Trogoff et le capitaine Imbert.

Cette scission de l'escadre peu importante par elle-même, fut sur le point d'amener d'autres résultats. Lord Hood craignant de tomber dans un piége, convoqua un conseil de guerre, il fut formellement décidé qu'on n'entrerait point à Toulon. Toutefois l'amiral Trogoff ayant mandé de nouveau au baron d'Imbert qu'il était prêt à se ranger du côté de l'ennemi dès que l'escadre alliée se présenterait; lord Hood crut pouvoir donner

quelque chose au hasard, et passa outre. Le lendemain 27 août, les Anglais pénétrèrent dans les rades, débarquèrent, prirent possession du fort de Lamalgue et de Toulon où ils furent reçus comme des libérateurs.

Ce n'était pas avec environ 3 mille hommes que l'on pouvait garder cette place qui en exige au moins 10 mille pour sa défense; aussi l'amiral anglais se dépêcha-t-il d'inviter l'amiral Langara de mettre à terre toutes les troupes de marine de son escadre pour faire le service de la place conjointement avec les siennes. Environ 4 mille Espagnols furent débarqués en vertu de cette réquisition dans les premiers jours de septembre, et furent suivis d'autant de Piémontais et de Napolitains. De son côté, l'amiral anglais reçut deux régimens d'infanterie de Gibraltar, et alors les Alliés prirent possession non-seulement de tous les forts qui forment une espèce de ceinture autour de Toulon, mais s'établirent encore à l'issue des gorges d'Ollioules par où les conventionnels, vainqueurs des fédéralistes de Marseille, devaient déboucher pour se porter vers la place.

En même temps toutes les dispositions furent prises pour perfectionner la défense du côté de France; l'on organisa des divers détachemens restés en garnison à bord des vaisseaux français, un régiment de ligne sous le nom de *Royal-Louis*, dont le comte de Toustain prit le commande-

ment; l'on désarma une partie de la garde nationale pour armer les réfugiés Marseillais, et cinq vaisseaux de 74, montés par des officiers de marine français, mirent à la voile pour Rochefort et Brest, afin d'y donner accès aux coalisés par une trame semblable.

Au premier bruit de l'entrée des Anglais à Toulon, les représentans du peuple près l'armée des Alpes, donnèrent l'ordre au général Brunet de détacher une division pour la reprendre; mais celui-ci n'ayant pas assez de monde pour tenir tête aux Sardes dans le comté de Nice, et fort de ce que cette place n'était pas comprise dans l'arrondissement de son armée, crut que le soin de la reprendre comme de la conserver les regardait particulièrement. Les proconsuls lui firent bientôt un grief de cette désobéissance, qui le conduisit à l'échafaud. Toutefois ils rassemblèrent les garnisons de la côte, et en formèrent un petit corps de 3 à 4 mille hommes qui vint sous les ordres du général Lapoype prendre poste d'observation aux environs de Sollies.

De son côté, le général Cartaux, maître de Marseille, avait poussé dès le 29 août son avant-garde sur Ollioules; après en avoir été d'abord délogé, il y rentra bientôt, et prit position sur le revers oriental des gorges avec ses 4 mille hommes.

Ces deux corps isolés et qui n'avaient entre

eux que des communications assez difficiles, furent les seuls qui, durant les mois de septembre et d'octobre, formèrent une espèce de blocus de la place sous le commandement successif des généraux Cartaux, Lapoype et Doppet.

Les coalisés de leur côté employèrent ce temps à faire fortifier les hauteurs voisines de la place, afin de rendre l'approche des rades impossibles, et de lui donner les avantages d'un vaste camp retranché capable de servir de refuge à une armée qui voudrait agir sur le Rhône. Les hauteurs de Malbousquet, du cap Brun et de l'Eguillette, furent couvertes d'ouvrages tracés par des ingénieurs français, et construits à l'envi par les Toulonnais, les Marseillais, et les soldats de toutes les nations qui affluaient dans la ville.

Durant les premiers jours de l'occupation étrangère, les habitans s'imaginèrent que les Alliés combattaient de bonne foi pour le rétablissement de la royauté. En effet, Louis XVII fut proclamé tant dans Toulon que dans les forts; partout le drapeau blanc remplaça le drapeau tricolore : mais on ne tarda pas à s'apercevoir que les Anglais n'étaient rien moins que les fidèles gardiens d'une place réservée à un Roi enfant. Aussitôt que le cabinet de Londres apprit le trop heureux événement qui venait de lui livrer la marine française; il nomma pour la direction des affaires, une commission composée de l'ami-

ral Hood, de lord Elliot, et du général Ohara : le premier non moins capable de conduire une intrigue que de diriger une escadre, sema la défiance, et augmenta la division parmi les habitans en flattant tantôt un parti, et tantôt l'autre. Les mécontens consentaient bien à reconnaître le Roi, pourvu que la constitution de 91 fût respectée ; les royalistes au contraire pensaient que toute autorité constitutionnelle devait être abolie, et, qu'à l'exception du gouverneur militaire et de l'intendant, du maire et de ses échevins, toutes les autres autorités devaient être détruites. Dans cette diversité d'opinions, l'amiral anglais eut le pouvoir de faire décider par le comité général, sur la proposition du baron Imbert, l'ajournement indéfini de toutes les autorités. Il fit plus, il suspendit, sous de vagues prétextes, le départ de la députation nommée par les sections, pour aller exprimer à *Monsieur*, régent, qui se trouvait alors à Turin, le désir qu'elles avaient de le posséder à Toulon.

A ces inquiétudes, suites naturelles d'une démarche peu réfléchie, succédèrent bientôt des alarmes d'une autre espèce. Les conventionnels, après avoir réduit Lyon, s'avançaient en forces, et menaçaient Toulon d'un siége. Les Alliés qui avaient perdu deux mois en vains préparatifs de défense, marcheraient-ils enfin à leur rencontre, ou les attendraient-ils derrière leurs retran-

chemens? Si depuis deux mois, n'ayant eu devant eux que les faibles corps de Cartaux et de Lapoype, distans d'une grande journée de marche, ils n'avaient osé les attaquer, quand il semblait si facile de les détruire l'un après l'autre, il n'était guère probable qu'ils devinssent plus entreprenans, lorsque 30 mille républicains formeraient l'investissement complet de la place. Dans la dernière hypothèse, se flattaient-ils de pouvoir résister? Toulon offrait à la vérité plus de difficulté à soumettre que Lyon, mais aussi les conventionnels victorieux arrivaient avec plus d'ardeur et de moyens.

Déjà l'on avait remarqué le peu d'harmonie et d'ensemble qui existait entre les Alliés : les Anglais qui dominaient, également insupportables par leur hauteur aux Toulonnais, aux Espagnols, aux Piémontais et aux Napolitains, songeaient moins à se défendre qu'à retirer de Toulon la riche capture qui les y avait attirés. Et quand bien même l'union la plus parfaite eût régné entre les Alliés; au point où en étaient les choses, et dès qu'on n'avait pas profité des mois de septembre et d'octobre pour former une armée de 25 à 30 mille hommes et la porter sur la Durance, l'art et l'énergie de ses défenseurs ne devaient que retarder la chute de Toulon; et de quels désastres, de combien de vengeances cette chute ne serait-elle pas suivie?

Telles étaient les justes appréhensions des Toulonnais, lorsque, vers la fin de novembre, le général Dugommier, divisionnaire de l'armée des Alpes, fut investi du commandement en chef de l'armée de siége, alors composée de 25 à 28 mille hommes, dont un tiers de recrues. L'artillerie ne lui manquait pas, mais la disette de poudre se faisait sentir.

Siége de Toulon par les républicains.

A son arrivée, le nouveau général en chef convoqua un conseil où l'on décida, vu la faiblesse des moyens de l'armée assiégeante, qu'on commencerait par attaquer la redoute anglaise située sur la hauteur à l'ouest de l'Eguillette, la montagne de Faron, et enfin le fort Malbousquet, tandis qu'on ferait vers la gauche une démonstration sur le cap Brun; on devait ensuite attaquer le corps de place si la fortune se montrait favorable.

Ce projet semblable, à peu de choses près, à celui tracé par le comité de salut public, était des mieux conçus; car en menaçant les communications de la rade, il était probable qu'il déciderait les coalisés à évacuer la place sans attendre la dernière extrémité. Pour son exécution l'armée resta divisée en deux corps; celui de l'Est confié au général Lapoype, vint camper près du village de Lavalette; celui de l'Ouest, commandé par le général en chef, s'étendit entre la plage de Faubregas et le ban de quatre heures. Afin de le couvrir contre toutes les sorties de la place, on

fit fermer, par une ligne de circonvallation, les vallées situées entre les collines de Piécagas, des Arènes, des Gaux et de la Goubran, par où la garnison pouvait se glisser dans le camp républicain.

Bientôt le chef de bataillon Bonaparte, commandant en second l'artillerie de siége, établit sur la colline des Arènes une batterie de six pièces de 24, qui commença à tirer contre le fort Malbousquet.

La possession de ces hauteurs donna de l'inquiétude aux Alliés, et les détermina à exécuter une sortie pour détruire les travaux des assiégeans. Le 30 novembre, une colonne de 5 à 6 mille hommes, la plupart anglais, passa le Las, se divisa en deux corps, dont l'un attaqua la colline et l'autre les positions environnantes. Le premier s'empara de la batterie dont il encloua les pièces, tandis que l'autre se dirigeait par le chemin d'Ollioules sur le parc de siége. Heureusement Dugommier, accouru aux premiers coups de fusils avec quelques détachemens, rallia les fuyards et retarda la marche de cette dernière colonne. Renforcé bientôt par d'autres troupes, il prend à son tour l'offensive, et attaque les assiégés non encore établis dans la position des Arènes. Ce retour offensif auquel ils étaient loin de s'attendre, les déconcerta : ils firent une molle résistance et furent ramenés en

désordre sur le Las. Le général Ohara, envoyé la veille d'Angleterre pour commander en chef les troupes de débarquement, fut blessé et fait prisonnier; le général Dugommier reçut aussi deux coups de feu, mais qui ne le mirent pas hors de combat.

L'issue de cette première tentative enhardit autant les assiégeans qu'elle causa de consternation parmi les défenseurs de Toulon: néanmoins les travaux continuèrent de part et d'autre avec activité, et chaque jour vit s'élever de nouvelles batteries. Le général républicain, avant de tenter un coup de main sur la redoute anglaise considérée comme la clef de la petite rade, voulait attendre six à huit bataillons aguerris que lui amenait le général Laharpe de l'armée du Var. Dès qu'ils furent arrivés, il reconnut l'ouvrage conjointement avec les chefs du génie et de l'artillerie Marescot et Bonaparte.

Cette formidable redoute élevée au milieu de la langue de terre appelée l'Eguillette, formait le centre d'une ligne de retranchemens et d'abattis qui couvrait un camp d'environ 5 mille hommes, la plupart Espagnols. Les Anglais l'avaient baptisée le *Petit Gibraltar*. Elle consistait en un vaste ouvrage, d'un profil fort élevé, et dont l'escarpe était revêtue en pierres sèches, environnée d'un large fossé: elle avait été élevée

sur les dessins d'un ingénieur français, et où la croyait imprenable.

Attaque et prise de la redoute anglaise.

Le général en chef, après avoir bien examiné les localités, ordonna les dispositions suivantes: Une colonne devait sur la droite insulter cette redoute de front, tandis qu'à la gauche une autre, filant le long de la mer, aurait escaladé la sommité retranchée qui commandait le fort de l'Eguillette, afin de couper la communication du camp avec la redoute. Cette attaque devait être secondée par une diversion à l'Est sur le fort Faron.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, les généraux Labarre et Victor, chargés de l'attaque de la redoute, s'ébranlent de leurs camps par un temps épouvantable; mais soit excès de zèle, soit qu'ils eussent mal interprété l'ordre, loin de se diriger sur les deux points indiqués, ils arrivent tous deux en face de la redoute qu'ils entreprennent d'escalader sous un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie. La présence des commissaires conventionnels, Saliceti, Robespierre, Ricard et Fréron, anime les assaillans. Dans une première tentative les fossés sont jonchés de cadavres; mais ceux qui survivent à ces décharges meurtrières, se rallient bientôt, reviennent à l'escalade avec une nouvelle énergie; montés sur les épaules des plus robustes, ils

s'introduisent par les embrasures dans la redoute, où ils combattent encore une demi-heure corps à corps avec les canonniers anglais et les soldats de marine espagnols, avant d'en être maîtres.

En possession de ce point important, Dugommier crut nécessaire d'attendre pour chasser entièrement les Alliés du promontoire; mais ils profitèrent des ombres de la nuit pour effectuer leur retraite; environ 2 mille hommes, reste des 5 mille qui occupaient la veille le camp retranché, furent ramenés à Toulon en toute hâte par des embarcations; en sorte que les républicains entrèrent le lendemain, sans beaucoup de peine, dans les forts de l'Eguillette et de Balaguier.

L'attaque du fort Faron ne fut pas moins heureuse: le général Lapoype partagea ses troupes en deux colonnes; la première, sous le général Garnier, attaqua la pointe de la croix de Faron; l'autre, conduite par le général Mouret, gravit le pas de Leidet: celle-ci n'éprouva qu'une faible résistance, et de ce côté l'on s'empara de la redoute de St.-André; mais la première, accablée par des quartiers de rocs et des chevaux de frise que les assiégés firent rouler de la croix de Faron sur les colonnes républicaines, fut repoussée. Prise du fort Faron.

Ces succès surprenans ne coûtèrent pas, s'il faut en croire les relations du temps, plus de 1,200 hommes aux républicains, tandis que les

rapports royalistes estiment celle des Alliés à plus de 3 mille.

Evacuation de Toulon.

Malgré ces avantages, ils n'étaient point encore assez près de la place pour en faire le bombardement avec succès. Une garnison de 15 mille hommes, qui avait la facilité d'être renforcée et ravitaillée par mer, eût pu se défendre encore long-temps; mais les revers ayant aigri et consterné les Alliés; les Anglais, peu jaloux de prendre sur eux les chances d'une défense inutile, résolurent aussitôt d'évacuer la place après avoir brûlé tous les vaisseaux qu'ils ne pourraient enlever, et détruit tous les établissemens maritimes, objets de leur constante et implacable envie.

Dans la journée du 18, les forts des Pommets, de St.-Antoine, de St.-André, de Malbousquet, le camp de St.-Elme, furent successivement évacués, et il ne resta plus aux Alliés que le fort Lamalgue qui devait, comme tous les autres, être bientôt abandonné après l'exécution du plus effroyable projet.

Les Anglais incendient la flotte et l'arsenal.

Cette évacuation successive opérée d'après les ordres de l'amiral Hood, faillit, par un trait que l'histoire qualifiera comme elle voudra, devenir funeste à 2 mille soldats espagnols qui formaient l'arrière-garde. Toutes les portes de Toulon ayant été barricadées en dedans au fur et à

mesure de la rentrée des Alliés, le corps devait se retirer par une poterne qui fut désignée vers le fort de Lamalgue; mais quand l'ordre lui en fut remis, il la trouva déjà fortement barricadée en dehors, et ne parvint à échapper au danger qui le menaçait qu'en usant de diligence pour s'ouvrir une issue.

Les Anglais brûlent la flotte.

Cependant le capitaine Sidney-Smith, conformément à l'instruction de son amiral, commença dans la nuit du 18 au 19, à mettre le feu aux vaisseaux désarmés dans la Darse, ainsi qu'aux magasins de la mâture. Tout devait être consumé; mais l'incendiaire, contrarié d'ailleurs par les forçats, n'eut pas le temps d'achever son opération. Douze mille habitans, craignant la vengeance des vainqueurs irrités, abandonnèrent leurs foyers et se retirèrent sur les escadres combinées. Nous ne retracerons pas les horreurs qui signalèrent cette opération, de crainte d'être accusés de passion ou de haine: les mémoires de Fonvieille et d'Imbert les légueront à la postérité, comme un exemple du sort qui frappe tôt ou tard, les hommes assez imprudens pour remettre les destinées de leur patrie à la merci de ses ennemis implacables.

Des 31 vaisseaux de ligne et 25 frégates qui se trouvaient à Toulon au moment où les Alliés y entrèrent, 16 vaisseaux et 5 frégates devinrent la proie des flammes ou en furent fortement en-

dommagés : 3 vaisseaux et 6 frégates tombèrent en partage aux Anglais ; 3 frégates aux Sardes, aux Espagnols et aux Napolitains ; 5 vaisseaux furent envoyés en mission dans les ports français de l'Océan ; 7 vaisseaux et 11 frégates restèrent intacts dans la Darse.

Indignation des républicains à la vue de l'incendie

Vers minuit un bruit sourd et lugubre annonça au loin le désespoir des Toulonnais, et le désordre qui régnait dans leur ville ; mais, lorsqu'on vit s'élever les flammes qui dévoraient les vaisseaux, un cri d'indignation retentit dans tout le camp. Dès-lors tous les hommes réfléchis prévirent que, semblable aux guerres puniques, la rivalité de la France et de l'Angleterre ne pouvait s'éteindre que sous les décombres de la grandeur d'une des deux nations.

L'armée française entra à Toulon le 19 décembre, et son premier soin fut d'arrêter les progrès de l'incendie. Dans cette opération, à la fois sujet et prétexte de confusion, des soldats se livrèrent à toutes espèces de désordres ; mais ils furent bientôt réprimés ; et si les habitans, échappés aux horreurs du pillage et de l'incendie, eurent ensuite à gémir de la barbarie des Conventionnels, du moins il faut le dire à la gloire du vainqueur, le général Dugommier plaida avec toute la chaleur de la philanthropie la cause des Toulonnais soumis.

Opérations de l'armée du Var.

Tandis que ces choses se passaient sur les derrières de l'armée du Var, les Piémontais, qui auraient dû lui porter des coups irréparables, se consumaient en efforts mal concertés. Victor Amédée, en recevant le grand nom de son illustre aïeul, n'avait point hérité de son génie; ce n'était qu'un prince faible et dévot : son grand âge ne lui permettait pas d'ailleurs de faire la guerre, et il fallait que l'entreprise fût presque certaine pour le décider à la conduire en personne.

A quelques rectifications près, les armées tenaient la position qu'elles avaient prise après la défaite du comte de St.-André; les Français occupaient Preglio sur la Roya, et le col de Brouis; le centre se trouvait au Donjon; la gauche sur la montagne de Tuersch ou Terries, et à Roccabiglière, ayant ses flanqueurs sur la Tinea.

Le général Brunet, auquel on reprochait de n'avoir pas laissé de garnison à Toulon, ou de ne l'avoir pas repris avec un gros détachement avant que les Alliés y fussent solidement établis, fut traduit au tribunal révolutionnaire et conduit à l'échafaud. Le général Ortoman, injustement accusé des désastres du 12 juin, subit le même sort. L'armée passa ensuite sous les ordres du général Dumerbion, vieillard qui, sentant sa faiblesse, eut le bon esprit de donner toute sa confiance à des hommes capables, et

pleins d'énergie, afin de soutenir avec moins de risques le poids de la terrible responsabilité qui pesait sur lui.

Attaque générale de la ligne française le 8 septembre.

Cependant le roi de Sardaigne, instruit de l'entrée des Anglais à Toulon, quitta sa capitale au commencement de septembre, et arriva le 6 à Fontan. Aussitôt un conseil de guerre est convoqué, et une attaque générale de la ligne des républicains est fixée au 8, jour anniversaire de la délivrance de Turin par le prince Eugène en 1707, et fête de Notre-Dame; circonstance dont on ne manqua pas de profiter pour enflammer les troupes, en alliant au véhicule de la gloire, le mobile quelquefois plus puissant de la superstition.

Le duc d'Aoste avec une division devait descendre le col de Fenestre, et venir le 7 par St.-Martin de Lantosca à Roccabiglière, tandis que ses flanqueurs de droite se porteraient sur St.-Dalmas. Le comte de St.-André pour favoriser sa marche, avait ordre de s'avancer avec une brigade du col de Raus sur les hauteurs de St.-Jean, de se lier par Gordalasca et Belvedère avec la colonne précédente, et de canonner ensuite la redoute de Vesco. Le baron Colli était chargé de contenir le camp principal au centre de la ligne, et suivant l'occurrence, de chercher à l'emporter : de son côté le général Strasoldo eut l'instruction de pousser une brigade par San

Stefano sur Guillaume, afin d'inquiéter le flanc gauche des Français et de menacer leurs communications avec le Var. Enfin un autre détachement réuni à la garnison de Saorgio, devait faire des démonstrations à l'extrémité opposée sur les bords de la Roya.

Ce projet n'était pas mal conçu, quant à la direction donnée à l'effort principal sur la gauche des républicains; seulement pouvait-on lui reprocher d'employer aux accessoires des moyens qui eussent été beaucoup plus utiles à l'attaque décisive. Aussi l'exécution ne répondit-elle point à l'attente : à la vérité, la colonne de St.-André, profitant de sa supériorité, repoussa les Français du camp de Flaut, et le brigadier Carette enleva, après un combat de quatre heures, la redoute de St.-Severs; mais la colonne du duc d'Aoste n'ayant pu percer dans la vallée de la Vesubia, les républicains prirent une position plus avantageuse à Utell, Levens et St.-Arnould. Au centre et à la droite les Sardes furent repoussés.

Le Roi confus et trop vîte découragé, retourna dans sa capitale dont il n'eut plus envie de sortir pour des expéditions au-delà des monts, et donna, par cela même, un juste sujet de mécontentement à son armée. En effet, dès qu'il n'adoptait pas en principe de rester sur la défensive en Savoie ou dans le comté de Nice, afin de jeter

la masse de ses forces sur l'autre de ces provinces, il fallait plus que jamais s'en tenir à ce projet, et ne point se rebuter au premier échec.

Tout le mois de septembre se passa dans l'inaction, et par un phénomène qui n'est pas sans exemple dans les Alpes, il survint au milieu de ce mois, des froids assez vifs et une neige si abondante, que les montagnes se trouvèrent presque impraticables.

Opération du général Dewins sur le Var.

Sur ces entrefaites, le général Dewins renouvela avec plus de succès la proposition déjà faite maintes fois, et très-habilement conçue, de manœuvrer contre le flanc gauche des Français en descendant le Var; mais il était décidé que, dans cette malheureuse guerre, alors même qu'on opèrerait dans une direction convenable, l'exécution s'écarterait de toutes les règles ordinaires. Ce général se contenta de porter 3 ou 4 mille Autrichiens à Isòla avec huit petites pièces de canon, démontées et portées à dos de mulet. Dès que le froid fut diminué, il se mit en marche sur St.-Salvador, en descendant la vallée de la Tinea, et détacha ses troupes légères sur celle du Var vers Pujet-de-Teniers.

Ce mouvement aurait eu les suites les plus importantes, exécuté un mois plutôt et avec des forces suffisantes. Les motifs qui déterminèrent Dewins à ne pas en employer davantage, sont inconnus : il faut croire que la meilleure

intelligence ne régnait pas entre les Sardes et lui; et qu'ils eussent difficilement consenti à laisser à la merci des républicains, leurs positions formidables de Raus et des Fourches, pour courir à une expédition incertaine. A le bien prendre pourtant, le salut du Piémont ne dépendait pas du camp des Fourches, et la perte de l'armée française pouvait être au contraire le résultat d'une attaque vigoureusement combinée contre sa gauche, avec toutes les forces disponibles depuis la vallée de la Stura jusqu'à Saorgio. L'approche de l'hiver empêchant de songer à une longue série de succès, put servir d'excuse aux Alliés; mais alors l'entreprise partielle des Autrichiens devenait également une course sans but.

Quoi qu'il en soit, Dewins s'avança le 24 sur Bolina dans la vallée de la Tinea, et les jours suivans à Claus, où il séjourna jusqu'au 12 octobre, sans qu'on puisse en deviner le motif. A la nouvelle de son approche, les Français quittèrent les bords de la Roya pour se retirer à Sospello où ils étaient plus concentrés. Les Piémontais attaquèrent cette droite à Castiglione, et obtinrent d'abord des succès; mais s'étant abandonnés à l'ivresse d'une victoire trop facile, au moment où les Français, revenus de la première surprise et renforcés, les assaillissaient à leur tour, ils furent entièrement culbutés.

Le 13 octobre, Dewins partit de Claus pour continuer sa marche offensive, passa le Var le 18, et s'avança sur Revest où il fut joint par une brigade piémontaise.

Dugommier le repousse à Gillette.

Le général Dumerbion se trouvait dans une grande perplexité : s'il dégarnissait sa droite et son centre pour voler au secours de Dugommier qui commandait sa gauche, il s'exposait à voir déboucher Colli et St.-André sur Nice, et à perdre le comté. Le sort funeste de Brunet lui faisait sentir tout le poids de sa responsabilité, et il attendait passivement l'autorisation des commissaires de la Convention, tout en faisant filer quelques troupes vers sa gauche à Gillette, où Dugommier prit position pour couvrir le dépôt et la communication importante de St.-Martin-du Var. Dewins l'attaqua le 18 octobre, et, malgré sa grande supériorité en nombre, échoua dans son entreprise et se retira sur Revest, en conservant des postes intermédiaires à Todon et Serres, et des flanqueurs entre Pujet, Entraures et St.-Etienne. Mille Piémontais, laissés sur une crête rocailleuse presque inaccessible en face de Gillette, pour contenir Dugommier, en furent délogés le 19.

Les deux partis restèrent dans ces positions précaires jusqu'au milieu de novembre; les Autrichiens, dégoûtés de cette tentative infructueuse et manquant de vivres; les Français affai-

blis par le départ de la division Dugommier pour le siége de Toulon. Cependant, comme les convois du Piémont allaient devenir de jour en jour plus difficiles, Dewins crut devoir repasser le Var à Masoins, et revenir par Formagine derrière le col de Tende, au revers duquel il prit ses quartiers d'hiver. La brigade sarde se retira sur la Tinea : le gros de l'armée avait déjà pris ses cantonnemens.

Cependant le duc d'Aost s'étant rendu maître de Gineste, de la montagne de Brec et de Figaretto, interceptait la communication du centre des Français avec leur gauche. Massena, récemment promu au grade de général de brigade, résolut de faire cesser cet état de choses, malgré la rigueur extrême de la saison et les difficultés du pays. Le 29 novembre, il part d'Utell à la tête de 500 hommes d'élite, gravit les hauteurs de Gineste, et parvient, après un combat des plus vifs, à déloger les Sardes. En vain ceux-ci font pleuvoir sur sa colonne, une grêle de plomb et des quartiers de rochers; elle brave tous les dangers et surmonte tous les obstacles. Les retranchemens sont enlevés, et les Sardes se replient sur le Brec, montagne âpre, sauvage et presque inabordable. Pour rendre le succès plus certain, Massena imagine de faire traîner une pièce de canon de quatre, l'espace d'une demi-lieue, par des sentiers bordés de précipices, où

les hommes mêmes ne passaient qu'en tremblant. A force de constance et de zèle, il vient à bout de son dessein; la pièce, arrivée sur les rochers qui dominent Castel Gineste, ouvre son feu et sème la mort ou l'effroi dans les rangs sardes; leur dernier retranchement est enlevé; une colonne républicaine se glissant de rocher en rocher descend vers Figaretto dont elle nettoie la gorge jusqu'à Lantosca, et rétablit ainsi la communication interceptée.

Insurrection de la Corse.

Pendant que la clef de la puissance française dans la Méditerranée était livrée aux Anglais, avec tant de perfidie; que les Sardes et les Autrichiens perdaient pour jamais l'occasion de transporter le théâtre de la guerre en France; l'insurrection de la Corse prenait un caractère plus sérieux. A peine débarqués dans l'île où la Convention les avait envoyés en qualité de commissaires, Salicetti, Lacombe-St.-Michel et Delcher avaient reçu le fatal décret du 3 avril qui mandait Paoli à la barre, et frappés des suites d'une telle mesure, ils en sollicitèrent le rapport.

Mais Paoli informé du danger qui le menaçait, et ignorant d'ailleurs les véritables dispositions des commissaires, crut qu'il ne lui restait d'autre alternative que de fuir ou de se déclarer en guerre ouverte avec la Convention; et se mit aussitôt en état de résister ou d'assurer sa retraite. Il fut puissamment secondé par Pozzo di

Borgo qui, à son retour de l'Assemblée nationale où il avait été témoin des horreurs du 10 août et du 2 septembre, avait rapporté des dispositions peu favorables à la Convention. Paoli le fit nommer, par son crédit, procureur-syndic du département. A l'aide des administrations civiles, une levée spontanée s'opéra dans les montagnes de Corté; les détachemens du régiment de Salis, entourés dans ce fort, furent renvoyés à Bastia, et le feu de l'insurrection gagna de proche en proche.

Jusques-là, ce n'était cependant que des dispositions défensives, autorisées en quelque sorte par la nécessité. Mais les commissaires de la Convention se voyant compromis pour avoir plaidé la cause de Paoli, convaincus aujourd'hui que le fer était engagé et que les administrations départementales se trouvaient elles-mêmes à la tête des mécontens, destituèrent ces divers fonctionnaires par un arrêté du 13 mai; mesure imprudente, qui ne servit qu'à les irriter et à leur faire arborer ouvertement la bannière de l'opposition.

Une consulta, composée des députés de toutes les classes et de toutes les communes de l'île, réunie le 26 mai à Corté, donna à ce mouvement insurrectionnel, les dehors d'une noble indépendance, en même temps qu'elle lui procura plus de force en le revêtant d'un caractère de légalité qui influe d'une manière si puissante sur la multitude.

Cette consulta proscrivit les familles qui avaient protesté de leur attachement à la France, et parmi lesquelles se distinguaient celles d'Arena, de Bonaparte, d'Abatucci, de Casa Bianca, de Gentili, de Salicetti, de Sebastiani. Tous les militaires corses restés sous les drapeaux de la république, furent sommés de les quitter sous trois jours, à peine d'emprisonnement et de confiscation de leurs biens.

De son côté, la Convention instruite de ces événemens le 1er juillet, furieuse d'avoir inutilement cédé à un premier mouvement de prudence, renonça à toutes voies conciliatrices, mit hors de la loi les deux chefs de l'insurrection, et se proposa dès-lors de déployer pour la réduire, les moyens de terreur et de force dont elle se servait avec tant de succès sur le continent.

De telles dispositions devaient accroître le feu de la révolte. Les Paolistes n'ayant d'autre alternative que la victoire, l'exil ou la mort, coururent aux armes de toutes parts; et les commissaires de la Convention, hors d'état de tenir la campagne dans les montagnes et les gorges, et de fournir en même temps des garnisons suffisantes dans tous les ports que les escadres combinées commençaient à menacer, se virent bientot réduits à défendre le petit nombre de villes à l'abri d'un coup de main.

CHAPITRE XXV.

Ricardos maître de Villefranche force l'armée des Pyrénées-Orientales sur le Tet. — Les Français retirés en partie sur Salces et partie sur Perpignan. — Succès de Dagobert en Cerdagne. La victoire de Peyrestortes sauve l'armée française. —Ricardos victorieux à Truillas se retire néanmoins au Boulon; attaques réitérées des républicains sur son camp. — Folle entreprise sur Roses. — Combats d'Espolla et de Ceret.— Mutations fréquentes parmi les généraux. — Victoire des Espagnols à Ceret et Villelongue. — Défaite complète de Delatre à Collioure, St.-Elme et Port-Vendre. Ces trois forts capitulent. La droite, battue à Pla del Rey et Baniuls, se retire sous Perpignan.—Opérations du côté de Bayonne. — Attaque infructueuse de Després-Crassier sur Bera et Biriatu; il est destitué; les deux partis restent sur la défensive, et Muller en profite pour organiser et discipliner son armée (1).

Nous avons laissé dans le chapitre XVIII l'armée des Pyrénées-Orientales sous le canon de

Positions aux Pyré-

(1) Consultez pour ces opérations les planches 3 et 3 *bis*.

nées-Orientales. Perpignan, avec un faible corps détaché en Cerdagne. La droite des Espagnols, masquait Collioure, Port-Vendre, et St.-Elme; leur centre occupait Mas-d'Eu, Truillas et Pontella; leur gauche prolongée le long du Tet, venait s'appuyer au camp de la Perche qui observait Mont-Louis.

On ne comptait de part et d'autre, au commencement du mois d'août, qu'environ 30 mille combattans; mais, du reste, il n'y avait aucune comparaison à établir entre les deux armées. Celle des républicains se composait de nouvelles levées sans instruction et récalcitrantes; l'armée espagnole de soldats faits et disciplinés. La première, découragée par les revers essuyés à son début, soutenait avec peine la défensive; l'autre pleine d'ardeur ne rêvait que conquêtes. Son général en chef, honoré de la confiance entière du gouvernement, se trouvait puissamment secondé par l'obéissance de ses inférieurs et le dévouement des autorités civiles de la Catalogne : le général Flers au contraire, mal vu des délégués de la Convention, à cause de son origine noble, avait pour ainsi dire les bras liés. Toutes ses opérations envisagées sous le prisme de la défiance, portaient aux yeux de ses surveillans l'empreinte de mauvaise volonté ou de trahison; jalousé par d'indignes subalternes, contrarié dans ses mesures administratives par les dernié-

res autorités locales qui s'arrogeaient le droit de censure; il n'est pas étonnant qu'il n'ait pu tenir tête à l'adversaire qui lui était opposé.

Prise de Villefranche par les Espagnols.

Le général espagnol encouragé par les succès qu'il avait obtenus depuis quatre mois, conçut l'espoir de tourner les Français, et de les mettre dans la nécessité d'abandonner Perpignan à ses propres forces.

Pour atteindre ce but, il fallait franchir la ligne du Tet entre cette place et le Mont-Canigou, pour s'avancer sur la Gly. Cette manoeuvre était hardie par la configuration du théâtre de la guerre, et l'emplacement de la division de Mont-Louis.

A partir de cette forteresse, dont l'excellente position stratégique a été indiquée, la grande chaîne des Pyrénées court derrière le Tech par Bellegarde sur Collioure où elle tombe insensiblement vers la mer. Un contrefort la quitte aux sources du Tech et sépare la vallée d'Arles de celle de Villefranche; sa conformation est remarquable, car il se compose en grande partie des immenses rochers du Mont-Canigou, qui, malgré sa position isolée de la chaîne principale, n'en est pas moins le pic le plus élevé de la partie de l'Est, et compte plus de 10 mille pieds au-dessus de la mer.

La route de Perpignan à Mont-Louis courant au pied de ce rocher, et longeant le Tet dans

tout son cours, on ne pouvait franchir cette rivière sans danger, tant que les républicains eussent été maîtres de Villefranche, où ils auraient pu rassembler des forces considérables, et tomber sur la gauche et les derrières des Espagnols par Hille et Thuir.

Ricardos résolut donc de s'en emparer préalablement, dans l'espoir que la possession de cette petite place, située au pied même du Canigou fermerait à la division de Mont-Louis tout accès sur ses flancs. Il détacha à cet effet six bataillons, dont il confia le commandement au général Crespo qui connaissait parfaitement la vallée. Ce général s'avança le 3 août sur une hauteur à demi-portée de canon, où il fit hisser à bras avec les plus grands efforts 2 ou 3 pièces de 12.

Le commandant sommé, répondit en homme d'honneur; mais offrit secrètement de livrer la place, pendant que la majeure partie de sa garnison fourrageait de l'autre côté du Tet. Le général espagnol ne pouvant croire à tant de bonheur, craignit d'abord qu'on ne lui tendît un piége, et n'entra dans Villefranche qu'avec précaution; il fut bientôt rassuré; le commandant tint sa parole et même au-delà; car peu s'en fallut qu'il ne fit prendre le reste de la garnison au retour de son détachement. Cet événement décida peut-être du sort du général Flers, que les représentans destituèrent peu de jours après.

Crespo ayant laissé garnison dans cette ville, rejoignit le gros de l'armée par la plaine du Conflans, dont il chassa tous les partis ennemis.

Cependant le général Dagobert qui avait pris le commandement du corps de Cerdagne, attaqua le camp de la Perche le 28 août, y battit le général la Penna, et lui prit 8 pièces de canon; se portant ensuite par une marche rapide sur Puycerda et Belver, il nettoya la vallée de Carol et la Cerdagne française, repoussa les Espagnols sur la Seu-d'Urgel, et leur enleva de l'artillerie et des munitions. Ricardos, sans se laisser décourager par ce revers, se contenta de détacher le général Vasco avec cinq bataillons, pour soutenir et rassembler les détachemens battus. Succès de la droite en Cerdagne.

Ces légers avantages de la droite furent bientôt contrebalancés par les échecs journaliers qu'éprouva la gauche, après la destitution et l'emprisonnement du général Flers. Le divisionnaire Barbantane qui l'avait remplacé dès le 7 août, n'avait pas à beaucoup près ses talens et son énergie. On dit même qu'issu d'une famille noble, il n'était parvenu à faire oublier sa naissance, et à gagner la confiance des délégués de la Convention qu'à force d'extravagances révolutionnaires. Barbantane remplace Flers.

Ricardos ne le laissa pas long-temps tranquille dans ses positions: encouragé par la reddition de Villefranche; jugeant avec habileté tous les Revers sous Perpignan.

avantages qu'il se procurerait en manœuvrant par sa gauche pour gagner la Gly et forcer les républicains à abandonner Perpignan ou à recevoir un engagement dangereux avec la mer à dos, le général espagnol résolut de prendre encore une fois l'offensive. Il ordonna à deux brigades de sa droite d'inquiéter le camp sous Perpignan par Cabestany et Orles, tandis qu'à sa gauche le général Crespo s'emparerait de Montalba et du Montferrail, pour contenir la division de Cerdagne : en même temps le corps de bataille sous le marquis de las Amarillas devait passer le Tet au-dessus de Soler, afin d'attaquer Corneilla, que Solano assaillirait de Milas.

31 août. Cet ordre fut ponctuellement suivi; les Espagnols s'emparèrent le 31 août de ce poste important, défendu par le chef de brigade Ramel, qui trop inférieur pour s'y maintenir, l'évacua, à la vue de la division Montredon, accourue trop tard à son secours. La droite des Français commandée par le général Goguet se replia sur Salces; leur gauche persista au contraire à se maintenir sous Perpignan. Deux jours après les postes de Cabestany et d'Orles furent forcés, et leurs garnisons n'auraient pas échappé, si les instructions de Ricardos eussent été mieux saisies.

Dagobert fait une diversion utile. Sur ces entrefaites, le général Vasco détaché de l'armée pour purger la Cerdagne, après avoir

battu à Olette la brigade Béthencourt, insultait la place de Mont-Louis, et se portait sur les derrières du général Dagobert qui méditait alors de Puycerda une attaque sur Campredon. Au premier avis de la marche des Espagnols, ce dernier craignant d'être coupé sur sa ligne de retraite, jette des garnisons dans Puycerda et Belver, puis se dirige sur Mont-Louis où il rallie les restes de la brigade défaite à Olette, et se présente le 4 septembre avec environ 3 mille hommes devant la division ennemie qui en comptait bien 3,500 : les Espagnols n'en furent pas moins chassés de toutes leurs positions, et perdirent 300 prisonniers outre 14 bouches à feu.

Les Espagnols tournent Perpignan.

Malgré cet échec, Ricardos continua à poursuivre l'exécution de ses projets contre la droite. Certain que la division de Dagobert était trop faible pour lui porter des coups sensibles sur ses derrières, il différait de tourner de ce côté des forces employées plus utilement à réduire le gros de l'armée française dans le Roussillon. Toutefois la facilité avec laquelle on s'était emparé de l'espace entre le Tet et la Gly, la retraite de l'armée française vers Salcès, et les nouvelles reçues de la Cerdagne, décidèrent enfin Ricardos à détacher le comte de la Union vers le Conflans, en même temps que las Amarillas poussait jusqu'à Peyrestortes, et s'emparait de tous 8 septemb.
les postes dominant la Gly.

Sages mesures des républicains.

Les représentans indignés de tant de revers, destituèrent Barbantane, et rappelèrent Dagobert de la Cerdagne; mais sans attendre son arrivée, ils voulurent avant tout se débarrasser des corps ennemis qui coupaient la communication entre l'armée et la division restée au camp de Perpignan, sous les ordres de Daoust.

Victoire de Peyrestortes

Les représentans Fabre et Cassaigne réunis à ce dernier, concertèrent donc avec Bonnet qui se trouvait à Salces, et avec les généraux des deux corps, un effort combiné pour le 17 septembre au soir. Le général Courten occupait le Vernet; Amarillas le camp de Peyrestortes, avec ses postes à Rivesaltes. Daoust, débouchant de Perpignan le 17, marche contre le premier avec 6 à 7 mille hommes, et le culbute; Pérignon avec un corps d'élite se dirige à l'instant sur la droite du camp de Peyrestortes, où la division le suit de près. Le général Goguet de son côté s'avance vers Rivesaltes à huit heures du soir avec les trois brigades du camp de Salces renforcées d'un certain nombre de gardes nationales levées à la hâte dans les cantons voisins. Au signal convenu pour constater l'arrivée de la colonne de Perpignan, les républicains se jettent sur le camp d'Amarillas qui, assailli de front, pressé sur sa droite et menacé sur ses derrières, ne peut résister à un tel choc; son corps bientôt mis dans une déroute complète fuit der-

17 septemb.

rière le Tet, abandonnant 26 pièces de canon. Les dispositions de ce combat font honneur aux Français, nous ignorons si la gloire en appartient aux représentans ou à Daoust; la conduite des uns et des autres ne justifia pas dans la suite la bonne opinion qu'on aurait pu concevoir de leur mérite, d'après ce brillant essai.

Dagobert général en chef.

Les Espagnols regagnèrent leur camp de Mas-d'Eu, où ils se rallièrent à la Union et à leur gauche. Dagobert vint prendre aussitôt le commandement en chef qui lui avait été décerné. Ce choix applaudi par toute l'armée pouvait procurer d'heureux résultats; car malgré ses 75 ans, ce général avait toute la vigueur d'un jeune guerrier; actif, entreprenant, brave, il possédait en outre une connaissance approfondie de la guerre de montagnes (1): sa nomination n'apporta cependant aucun changement dans les affaires, parce qu'il encourut la haine des proconsuls, pour s'être permis de censurer avec franchise leurs projets de campagne.

---

(1) Dagobert, né à St.-Lô, d'une famille noble, avait fait comme lieutenant les guerres de Sept Ans; il était instruit, et le courage chevaleresque dont il avait donné de nombreuses preuves tant à l'armée du Var qu'à celle des Pyrénées, semblait s'accroître à mesure qu'il avançait en âge. Un beau caractère ajoutait à toutes ces qualités; et la république le compta au nombre de ses plus fermes appuis.

Revers de Truillas.

Quoi qu'il en soit, le nouveau général en chef ordonna pour son début une attaque sur toute la ligne. Le 22 septembre, au point du jour, 18 mille hommes d'élite se mirent en mouvement sur trois colonnes. Celle de droite commandée par le général Goguet devait s'emparer de Thuir, puis se portant par Ste.-Colombe et St.-Sauveur, tourner le flanc gauche des Espagnols, et tomber à Truillas, sur le quartier-général de Ricardos. Celle de gauche sous le général Daoust était chargée de s'emparer du bois de Casa-Nova où s'appuyait leur droite, d'attaquer les retranchemens de Mas-d'Eu, et de faire tous ses efforts pour leur couper la retraite; le général en chef s'était réservé la conduite du centre pour enlever les camps de Pontella et de Truillas, défendus par Courten.

22 septemb.

Ricardos prévenu de l'attaque dont il était menacé, porta le général Crespo avec 3 mille hommes à Reart, pour contenir la gauche des Français, et renforça le duc d'Ossuna à Thuir, de toutes les troupes disponibles.

Le général Daoust s'étant avancé sur Reart, et ayant reconnu Crespo, le fit attaquer, puis s'enfuit, s'il faut en croire ses détracteurs, sans donner aucun ordre à ses troupes. Un fait constant, c'est que Crespo, quoique très-inférieur en nombre, ne fut point inquiété, et put même

détacher des troupes au secours du centre (1).

Ricardos craignant surtout pour sa gauche, se transporta de sa personne à Thuir, y fit marcher le comte de la Union avec quatre bataillons des gardes pour soutenir le duc d'Ossuna, et attira même plus tard le duc de Montellano. Goguet eut ainsi à faire à trop forte partie : arrivé d'ailleurs devant Thuir avant l'exécution de ces manœuvres, il hésita trop long-temps d'attaquer une batterie de gros calibre qui défendait le front du duc d'Ossuna, et fit de mauvaises dispositions; son attaque de front échoua; celle de flanc, d'abord tenue en échec par le comte de la Union, fut écrasée ensuite par une charge des carabiniers et des dragons de Pavie que Ricardos commanda en personne.

Cependant Dagobert, au centre, s'était rendu maître de la redoute et de l'abattis qui couvraient le ravin de Truillas. Encouragés par son exemple, ses soldats pénètrent dans le camp ennemi, où ils renversent tout ce qui s'oppose à leur marche impétueuse. Encore quelques instans et la victoire se déclare pour eux. Mais Courten arrivant

(1) Daoust était le favori des représentans du peuple; quelques-unes de ses entreprises ne furent pas sans mérite; mais d'autres dénotent de la faiblesse et du manque de talens. A la vérité les intrigues qui agitaient l'armée n'ont pas permis de démêler si tous les torts qu'on lui imputa étaient fondés.

de Mas-d'Eu avec la réserve, soutient le combat : la lutte se prolonge ; Dagobert persiste avec acharnement, il est près de forcer le centre, quand Ricardos, rassuré sur sa gauche par la défaite de Goguet, revient à la tête de quatre régimens de cavalerie, les porte sur les deux flancs des Français, ordonne à Courten de tomber sur eux avec son infanterie, et prescrit au comte de la Union de venir seconder cet effort décisif. Ainsi accablé de tous côtés, sans aucune nouvelle des colonnes qui opéraient à sa droite et à sa gauche, Dagobert commença alors à exécuter sa retraite : chargé en front par les dragons de Pavie, et sur ses derrières par les carabiniers et l'infanterie de la Union, il a peine à maintenir sa ligne. Trois bataillons, pressés par l'ennemi et sommés de se rendre, mettent bas les armes : un d'entre eux du régiment de Vermandois, signala, dit-on, sa défection par les cris de *vive le Roi !* Bouillant d'indignation, le général en chef tourne son artillerie contre les perfides, et tandis qu'il les mitraille, il rallie les soldats fidèles, les forme en carrés, et se retire en ordre sur les hauteurs de Canohës où Daoust et Goguet s'étaient déjà repliés. Ricardos ne le suivit qu'avec circonspection, n'osant pousser à bout un adversaire qui commande à la fortune même dans les revers.

Cette victoire fut très-glorieuse pour le général

espagnol ; car jugeant avec habileté et promptitude que le point décisif était à sa gauche, il y accumula d'abord ses masses, puis les dirigea ensuite contre Dagobert aussitôt qu'il fut débarrassé de son lieutenant.

Fautes reprochées à Dagobert.

Quelques censeurs rigides ont blâmé la disposition du général français qui paraît effectivement trop étendue par ses deux ailes. La nature du pays, semblant interdire l'emploi de plus fortes masses sur un même point, serait la seule excuse à donner en sa faveur, et fut en partie cause du peu d'ensemble qu'il y eut dans l'action des colonnes.

La réputation dont Dagobert jouissait à juste titre, la conduite brillante qu'il avait tenue dans cette malheureuse affaire, le respect dû à un vétéran couvert de lauriers, ne le sauvèrent point d'un affront. On avait perdu 3 mille hommes; il fallait un coupable au représentant Fabre; et toutes ses accusations tombèrent sur ce vénérable guerrier qui, révolté de tant d'injustice, résigna le commandement et retourna en Cerdagne.

Daoust, qui par envie selon les uns, par défaut de courage suivant les autres, avait fait échouer le plan d'attaque de Dagobert, et qui malgré la noblesse de son extraction était intime avec les représentans, le remplaça; mais, peu jaloux

de tenir la campagne, il concentra l'armée à Villa-Dona et au Mas-Petit, où elle fut heureusement renforcée par les bataillons de la levée en masse qui la portèrent plus tard jusqu'à 40 mille hommes. On n'en obtint pas à la vérité de bien grands services dans les premiers momens de leur arrivée, toutefois elles firent nombre et s'aguerrirent successivement.

Ricardos se retire au Boulon.

Les Espagnols ne tirèrent aucun fruit de la bataille du 12 septembre. Ricardos, instruit que le colonel Gilly avait repris Villefranche, et que les républicains venaient d'être joints par un renfort de 15 mille hommes (1), leva le blocus de Collioure et de Port-Vendre pour s'établir sur le Tech entre Ceret et Villelongue, et assurer ses communications. Le Boulon qu'il avait fait retrancher couvrant la chaussée de Bellegarde, devint le pivot essentiel de cette nouvelle position; son camp s'étendait le long du ruisseau de Valmagne qui en couvrait le front, la gauche garnie de fortes batteries, longeait la route de

(1) Les Français furent effectivement renforcés par des troupes de la levée en masse décrétée le 23 août, ou ordonnée par les représentans; mais c'étaient des troupes encore peu redoutables, sans armes, et nous ne pensons pas que le nombre s'élevât dans un seul jour à 15 mille hommes; toutefois il en arriva bien la moitié, et leur nombre exagéré fut utile, en décidant l'ennemi à la retraite.

Ceret qu'elle mettait à l'abri de toutes entreprises; la droite, bien qu'appuyée au Tech, aurait pu être tournée par la plaine d'Argèles, ce qui nécessita la formation d'un crochet, en retranchant les hauteurs de Montesquiou à la rive droite de cette rivière.

La retraite des Espagnols dans ce camp formidable, débarrassant une partie du front d'opérations, les Français s'avancèrent parallèlement à la nouvelle ligne. La gauche à qui le général Navarro céda Argèles, rétablit les communications avec Collioure, et garnit les rives du Tech jusqu'à Brouillas; le centre des républicains s'établit à Baniuls-les-Aspres, et la droite s'étendit vers St.-Féréol. Les Français attaquent le camp du Boulon et sont repoussés.

Pénétrés de l'importance de rejeter l'ennemi au-delà des Pyrénées, les représentans crurent le moment favorable pour le déloger de ce camp avant qu'il y fût parfaitement établi. Le 3 octobre, une forte division attaqua au point du jour les côteaux couvrant la gauche, en même temps qu'une seconde colonne inquiétait l'avant-garde et le front. Vives et Palafox repoussèrent les tentatives des républicains; Ricardos soutint sa gauche à temps, et Solano se distingua en culbutant le corps qui cherchait à déborder cette aile. L'armée espagnole redoutant une nouvelle attaque, passa la nuit sous les armes. Le 4, les Français se montrèrent en effet, mais ils assaillirent 3 octobre.

cette fois la droite aux ordres de Courten. Ricardos, par un mouvement inverse, porta Solano au soutien, et les tentatives de Daoust du côté de Villelongue et Montesquiou, furent également sans succès : à la suite d'un combat meurtrier, chacun rentra dans son camp.

Ces tentatives renouvelées le 6 octobre par la gauche des Français n'aboutirent qu'à l'échange de quelques coups de fusils tirés dans les Albères entr'eux et les brigades de Castrillo et de Solano.

Opérations à la droite en Cerdagne.

Tandis qu'on s'épuisait en efforts mal concertés, le long du Tech, Dagobert, affranchi de la tutelle incommode des représentans, partait de Puycerda avec environ trois mille hommes, et enlevait de vive force Campredon, dont les habitans, soutenus de quelques centaines de Soumatens, se défendirent valeureusement. Son projet était de pousser à Ripoll, et d'y opérer sa jonction avec une colonne de pareille force que le général Poinçot ou le général Marbot devait lui amener de Mont-Louis par Ribas; mais le premier étant tombé malade, et l'autre ayant reçu une nouvelle destination du général en chef, il fut obligé de suspendre le projet qu'il avait de se porter à Girone sur les derrières de l'ennemi, et résolut de rentrer à Puycerda. Son apparition au débouché des montagnes jeta néanmoins l'alarme dans l'Aragon. On s'y crut à la veille d'être envahi, et la cour d'Aranjuez, pour dissiper toute

frayeur, prescrivit à Caro d'envoyer, des bords de la Bidassoa, 6 à 8 mille hommes dans ces contrées, pour se réunir plus tard à la principale armée.

Le général Daoust fait une nouvelle tentative sur la gauche des Espagnols.

Cependant l'armée française ayant été renforcée de trois mille hommes de bonne infanterie tirée des Alpes, Daoust ordonna une attaque générale pour le 15 octobre. Son but était, après avoir forcé la gauche de l'ennemi par les hauteurs de Puisangli qui dominent Ceret, de se porter sur les derrières du centre et de faire tomber tout son système de défense.

15 octobre.

Le 14, les Français, après avoir fait des démonstrations menaçantes sur Montesquiou et Baniuls, attaquèrent à minuit le poste important de Pla-del-Rey qu'ils espéraient emporter. Le brigadier Taranco y commandait quatre bataillons, appuyés par de fortes batteries préparées de longue main et retranchées. Cet officier se couvrit de gloire en défendant ces retranchemens qu'il n'abandonna qu'après les avoir jonchés de cadavres des deux partis. L'obscurité la plus profonde sur laquelle les républicains comptaient comme un moyen de succès, et qu'ils avaient choisie pour éviter le feu des batteries, leur devint très-nuisible, en les empêchant de distinguer la faiblesse des Espagnols, et de juger ce qu'il convenait de faire pour achever leur défaite. Ricardos, instruit des mouvemens qui me-

naçaient sa gauche, et convaincu par les rapports de Courten, que la droite ne serait pas sérieusement inquiétée, fit marcher les gardes Walonnes et quelques escadrons au soutien de Taranco. Ce renfort, envoyé fort à propos, eut le temps d'arriver et de reprendre le poste à la suite de cinq ou six attaques consécutives.

Thurreau nommé commandant en chef.

Après cette boucherie inutile, chacun garda ses positions. Le général Thurreau prit le commandement de l'armée, dont les cadres s'élevaient à 35 mille hommes, non compris les garnisons, mais qui n'avait de propre à mettre en ligne que 22 à 24 mille combattans (1). La saison devenue très-mauvaise, devant forcer bientôt l'ennemi à prendre ses quartiers d'hiver, le nouveau général en chef proposa de retirer les troupes entre le Tet et la Gly, et de ne garder que des avant-postes sur le Reat, afin de pouvoir s'occuper de la réorganisation et de l'instruction des corps : les fougueux délégués de la Convention rejetèrent comme pusillanime, cette mesure qui n'était que prudente, et malgré les instructions du Comité de salut public, convoquèrent un conseil de guerre pour discuter un projet d'offensive.

Ridicule entreprise de Fabre contre Roses.

Parmi tous ceux qu'on mit sur le tapis, on adopta celui qui, depuis plusieurs jours, tour-

(1) Dans tous les états de situation de cette armée, on n'a jamais compris la division Cerdagne, qui formait corps séparé.

nait la tête à Fabre : on ne sait qui lui avait mis dans l'esprit d'enlever Roses, place forte pourvue d'une bonne garnison, et de s'établir dans la plaine du Lampourdan. Les observations de Thurreau et de Dagobert furent méprisées comme entachées de malveillance ; et, pour comble de ridicule, on ne destina à cette expédition majeure, qu'un corps de 6 mille hommes, qui devait longer la mer en prêtant le flanc droit à l'ennemi, dont au surplus on espérait attirer l'attention sur la gauche par une diversion contre Ceret.

Cette singulière expédition commença le 27 octobre sur trois colonnes. Le général Delatre avec 2,400 hommes tirés de Collioure et d'Argèles, après avoir forcé le col de Bagnols, devait attaquer le camp d'Espolla, conjointement avec celle de droite composée de 1,600 hommes, qui se dirigeait vers ce point par Cantalup sous la conduite du chef de brigade Clauzel. La colonne de gauche, forte de 2 mille hommes formant réserve, fut confiée au chef de brigade Raymond. Le général en chef ni Dagobert n'ayant voulu figurer dans cette équipée, les représentans en chargèrent leur favori Daoust, qui ne trouvant probablement pas ses troupes assez divisées, partagea encore la colonne du centre en trois sections.

Combat d'Espolla.

27 octobre.

Tout le monde avait prévu ce qui arriva, les colonnes de droite et de gauche ne purent opérer leur jonction avec Delatre, qui, lui-même

morcelé et affaibli par l'égarement d'une de ses sections, arriva seul au jour indiqué devant Espolla, où la brigade Arias, repliée du col de Bagnols, s'était réunie à celle de Vives pour défendre ce poste. Daoust, inquiet sur le sort de ses colonnes, était d'avis de différer l'attaque; mais le représentant Fabre en donne le signal et se met lui-même à la tête de la première; l'impétuosité de son choc avait ébranlé l'infanterie ennemie, quand une charge de cavalerie du brigadier Vives fait tourner les chances du combat: les fantassins espagnols reprennent courage, et excités par les généraux Cagigal et Belvis, accourus de leurs personnes aux premiers coups de fusils, culbutent les républicains dans les défilés et les y poursuivent chaudement.

Combat de Ceret.

Dans le même temps Dagobert, chargé de la diversion sous la surveillance du représentant Cassagne, avait rassemblé 3 mille hommes d'élite à Thuir, et s'était porté par Palanda sur Ceret en deux colonnes. Pour mieux masquer ce mouvement, il avait été convenu que le général Solbeauclair ferait de St.-Féréol des démonstrations sur la tête de pont de ce premier endroit, et que l'on attirerait l'attention du camp de Boulon par une vive canonnade sur son front. Cette diversion ne fut pas plus heureuse que l'attaque principale; la colonne, qui avait suivi le chemin de Cabanasse, fut battue par le marquis de Cou-

pigny sorti de Ceret avec un fort détachement, en sorte que Dagobert arriva seul devant cette ville. La prudence conseillait de renoncer à l'attaque, mais Cassagne, aussi entêté et aussi brave que son collègue, au mépris des représentations du général, fond à la tête des plus intrépides sur les avant-postes espagnols, et entre pêle-mêle avec eux dans la ville. Ce succès fut de peu de durée; le marquis de Truxillo ayant réuni quelques escadrons dans les rues, donna le temps à l'infanterie de se rallier et de revenir au combat: Cassagne, engagé sans artillerie dans Ceret, est obligé de battre en retraite, et, pour la rendre plus sûre, ordonne à Dagobert de l'incendier avec des grenades.

Quoique ce dernier fût bien innocent de cette échauffourée, il n'en fut pas moins accusé de trahison. Abreuvé de dégoûts, il sollicita un congé, et reçut une destitution. Tout autre que lui eût été consterné; mais fort de sa conscience, il osa réclamer justice au comité de salut public. « *L'opinion, les plans des représentans Fabre et* » *Gaston, sont-ils donc*, lui écrivait-il, *l'arche* » *du Seigneur qu'on ne saurait toucher du doigt* » *sans être frappé de mort?* »

Thurreau remplacé par Doppet. Anarchie dans l'armée

Cependant le général Thurreau qui avait fait la guerre dans la Vendée avec distinction, et capable peut-être de tenir tête à Ricardos, se voyant réduit à une sorte de nullité par les pro-

consuls qui n'écoutaient que Daoust, sollicita et obtint son changement. Le comité de salut public, auquel les commissaires de la Convention avaient présenté une incursion en Espagne comme la chose la plus facile, remplaça Thurreau par Doppet, parce que, selon Robespierre, cette expédition n'exigeait que du zèle et de l'intelligence. Ce choix, bien que le nouvel élu fût un chaud partisan du gouvernement révolutionnaire, et déjà connu par ses exploits contre les fédéralistes, n'obtint pas néanmoins l'assentiment de Fabre ni de Gaston; et ce général n'eut que la moindre part à leur confiance.

Doppet ne fut pas plutôt arrivé qu'on le sollicita de prendre l'offensive; mais outre que l'armée éprouvait les plus rudes privations par le désordre qui régnait dans toutes les branches du service administratif, et menaçait d'une prochaine dissolution, la saison était trop avancée pour qu'on pût se flatter de conduire à sa fin une invasion qui exigeait bon nombre de marches dans les montagnes. Le général partagea donc l'avis de son prédécesseur, et, au grand mécontentement des représentans, borna dès-lors toutes ses vues à déposter les Espagnols du camp du Boulon, afin d'établir en sûreté les quartiers d'hiver aux environs de Perpignan.

Les Espagnols songent à leurs

De son côté Ricardos, voyant fondre son armée par une maladie épidémique déclarée depuis le

retour des pluies, sentait la nécessité d'assurer ses cantonnemens en chassant les républicains des points qu'ils occupaient autour de lui : encouragé par l'arrivée d'un corps auxiliaire de 6 mille Portugais, il avait arrêté une attaque sur toute la ligne, lorsqu'une tempête brisa sur la côte, ou dispersa l'escadre sur la coopération de laquelle il avait compté. A la suite de cet ouragan, une pluie continuelle enfla les torrens qui roulent des Albères, intercepta les communications des différens camps entre eux ou avec les places de dépôt, et enleva tous les ponts du Tech à l'exception de celui de Ceret qui devint l'unique point de retraite du camp du Boulon. quartiers d'hiver.

Un général actif et entreprenant, à la place de Doppet, n'eût pas laissé échapper cette occasion d'attaquer les troupes que cet événement mettait à sa merci sur la rive gauche du Tech; il en aurait eu bon compte, car elles étaient affamées et inondées dans leurs camps; mais il perdit le temps en délibérations et en fausses mesures, et ne songea à s'emparer du pont de Ceret qu'à l'instant où son adversaire, frappé de l'importance de ce poste, réunissait tous ses moyens pour s'emparer des hauteurs qui dominent ses débouchés. Doppet, s'amusant à des accessoires, crut tenir son ennemi en faisant rompre le chemin du camp du Boulon à Ceret; mais, un parti de cavalerie et de chasseurs ca- On néglige l'occasion de les attaquer.

talans mit en fuite ses pionniers et le détachement qui les protégeait. Convaincu alors que la possession seule du pont le rendrait maître du sort de la division espagnole, il renforça de 1,500 hommes le général Solbeauclair qui occupait le camp de St.-Féréol, et lui prescrivit de l'attaquer.

Pendant ce temps, Ricardos avait réuni à Ceret 7 à 8 mille hommes, et chargeait son major-général, comte de la Union, de s'emparer avec eux du poste de St.-Féréol.

Combat tardif de Ceret.

Le 26 novembre au matin, on se mit en mouvement de part et d'autre. La Union se dirigea à gauche sur trois colonnes, laissant à la division portugaise de Forbes la garde de la ville et du pont

26 novemb.

de Ceret, au même instant où Solbeauclair dirigeait de son camp deux petites colonnes vers le pont. Les Portugais se croyant couverts par la marche de la Union, se gardèrent mal et furent surpris dans les retranchemens par les Français qui s'y établirent sans grande résistance; mais à peine y furent-ils installés, que la Union, arrêté par un torrent qui lui barra le passage, revint sur ses pas et se trouva en présence. Jugeant toutes les conséquences de la perte de cette tête de pont, il la fait attaquer vivement par les gardes espagnoles aux ordres du brigadier Vianca et parvient à la reprendre. En vain Solbeauclair fait de nouveaux détachemens pour secourir

les siens, la Union, qui a réuni à ses troupes la division portugaise, poursuit les républicains de hauteurs en hauteurs, assaillit à son tour le camp de St.-Féréol qui n'a presque plus de défenseurs, et s'en rend maître ainsi que de son artillerie.

Cet événement plaça les divisions françaises restées sur la rive droite du Tech, dans une situation analogue à celle qu'avait tout-à-l'heure le camp du Boulon, et Ricardos sut mieux en profiter que son adversaire. Rassuré désormais sur sa gauche, il porta à 8 mille hommes la division Courten, campée à Montesquiou, et lui ordonna d'attaquer celle de Daoust qui en comptait bien 10 mille réunis sous Villelongue, mais sans communication avec Baniuls-les-Aspres, ni avec Collioure et Perpignan, réduits depuis plusieurs jours au quart de ration, et nourrissant leurs chevaux avec des feuilles d'olivier. Déroute de Villelongue. 7 décembre.

Courten partagea ses troupes en cinq colonnes et favorisa son attaque par une démonstration sur le col de Bagnols, occupé par les Français depuis la malheureuse expédition sur Roses. La colonne de cavalerie du général Iturigaray devait chasser celle de l'ennemi de la plaine du Tech, et empêcher les troupes du camp de Bagnols de se porter sur Villelongue.

Le 7 décembre, au point du jour, les quatre colonnes furent en présence du camp français,

et en surprirent les avant-postes. Le général Cornel à gauche assaillit les batteries de Villelongue, Cuesta marcha sur celles du centre, et Navarro à droite sur la Roque. Le combat ne fut pas indécis : tout prit la fuite, abandonnant artillerie, effets de campement, bagages, etc.; l'on ne se rallia qu'à Elne et Argèles. Cet échec, qui coûta plus de 2,500 hommes, et 43 bouches à feu, déposa de nouveau contre l'impéritie des généraux. Doppet accusa formellement Daoust de lâcheté, mais la protection des représentans le déroba à la poursuite intentée par son chef. On attribua le désordre à un faux mouvement prescrit à l'élite de la division pour attaquer les hauteurs de Montesquiou, à l'instant même où l'on était culbuté à Villelongue; Daoust se justifia de son côté, en prouvant que les troupes composées presque en totalité de nouvelles levées, avaient pris la fuite à l'aspect de la cavalerie ennemie, ce qui n'était que trop vrai.

La droite des Espagnols attaque le col de Bagnols.

Cette action ne fut au reste que le prélude des revers plus sanglans, qui signalèrent la fin du mois de décembre. Enhardi par les succès de Villelongue, et convaincu que sa marche victorieuse serait arrêtée aussi long-temps que la division de Collioure menacerait sa droite et ses communications, Ricardos résolut de la déloger, et ordonna à cet effet à Courten de se rabattre sur Espolla pour attaquer le col de Bagnols.

Cette résolution a été blâmée, parce qu'en renforçant ce général à Villelongue, par une partie du centre, il eût été plus avantageux de le diriger le long du Tech vers Argèles : manœuvre qui eût assuré, non-seulement le succès de l'attaque, mais la destruction des bataillons français engagés au col de Bagnols, et dès-lors entièrement tournés.

Quoi qu'il en soit, Courten après une marche de vingt heures, déboucha le 14 décembre au matin, d'Espolla sur le col de Bagnols en six ou sept colonnes. Les deux premières à droite conduites par les généraux Navarro et Castrillo, gravirent la hauteur du pic de la Calma; la troisième devait enlever les batteries au centre et à la droite du col de Bagnols; la quatrième se dirigeait sur Balleri et Notre-Dame-des-Abeilles; la cinquième était destinée à attaquer le col de Suro; et un détachement devait chercher à prendre à revers les batteries de l'ennemi, de même qu'une colonne plus considérable, partie de la tour de Carroch aux ordres du brigadier Flemming; enfin Iturigarray, à l'extrémité opposée, devait pousser la cavalerie dans la plaine d'Argèles. Quoique cette attaque parût un peu papillotée; il est à observer que la difficulté des lieux et la direction assez bien liée des principales colonnes, autorisait à suivre ce système. L'entreprise eut effectivement un plein succès, et

les Français furent rejetés sur le contrefort qui domine Port-Vendre, depuis l'extrémité du cap Biara jusqu'à la tour de Mateloc, avec perte de 300 prisonniers et de 20 pièces de canon. Les colonnes victorieuses concentrées vers Balleri, s'y reposèrent, et suivirent ensuite les Français sur le bourg de Bagnols, dont tous les habitans prirent les armes. Delatre ne croyant pas prudent d'engager une affaire dans ce cul-de-sac, le fit évacuer, et ces braves gens abandonnèrent leurs foyers pour le suivre, après avoir déployé dans le combat autant de patriotisme que de courage.

Doppet reçoit l'ordre d'envoyer la moitié de l'armée à Toulon.

A l'instant même où les préparatifs de cette attaque se faisaient au quartier-général espagnol; un délégué du comité de salut public apportait à Doppet l'ordre de réduire l'armée des Pyrénées à 15 mille hommes, et d'envoyer tout le reste de ses forces au siége de Toulon. Le général n'eut pas de peine à persuader au commissaire du gouvernement qu'il était impossible d'exécuter une opération semblable à la suite d'un revers, sans compromettre le salut de l'armée, et perdre tout son matériel : il fut donc convenu qu'il enverrait aussitôt un courrier à Paris, pour réclamer contre ces dispositions, et rendre compte de son embarras, en même temps qu'il se préparerait par de sages manœuvres à ramener l'armée sous Perpignan, pour exécuter

l'ordre ultérieur qu'il recevrait, après avoir sauvé auparavant toute l'artillerie engagée dans des retranchemens depuis Ceret jusqu'au col de Bagnols.

Il attaque Villelongue pour en imposer à l'ennemi.

Convaincu que pour exécuter paisiblement cette marche rétrograde, il n'y avait pas d'autres moyens que d'en imposer à l'ennemi, Doppet résolut de le faire attaquer par le centre à Villelongue; son projet était que le reste des troupes commençât la retraite, dès que cette démonstration s'engagerait. Bien qu'il soit souvent convenable, quand on est menacé d'une attaque, ou qu'on veut masquer une retraite, de faire inquiéter son adversaire, c'était peut-être la première fois qu'on imaginât de porter le centre d'une armée au-delà d'une rivière, et de lui faire assaillir à fond, des positions redoutables, au même instant où le reste de la ligne battrait en retraite. Cette étrange disposition ne fut d'ailleurs point suivie, comme on le verra.

19 décemb.

Doppet se porta avec la colonne de Laterrade sur la Roque. Daoust avec la brigade Sauret déboucha de Brouillas pour enlever Villelongue. Cette opération présentait trop d'obstacles pour qu'il y régnât un ensemble parfait; car les gués du Tech étant enflés, on fut forcé de passer l'infanterie sur les chevaux et les mulets; et l'attaque fixée au 18 décembre dut être remise au lendemain.

Les Français parvinrent d'abord à chasser le

brigadier Iturigarray qui défendait ces hauteurs, et à lui prendre deux batteries garnies de 12 pièces de canon. Mais soit que Doppet eût réellement résolu de n'en faire qu'une attaque démonstrative, soit que les Espagnols renforcés par la division Arias accourue du Boulon, se vissent en mesure de prendre à leur tour l'offensive; la chance du combat tourna bientôt, et les républicains furent repoussés sur St.-Genis et Brouillas. Doppet succombant aux fatigues et aux soucis d'un commandement au-dessus de ses forces, surpris par une fièvre ardente, se fit transporter le même soir à Perpignan; Daoust ramena ses troupes au camp de Baniuls-les-Aspres.

Déroute de la division Delatre à Collioure.

Pendant que ceci se passait au centre, une attaque plus décisive avait eu lieu contre la gauche, où le général Delatre venait d'essuyer le plus cruel affront.

Cuesta ayant succédé à Courten dans le commandement de la droite de Ricardos, s'aperçut que la division de Collioure était un peu aventurée sur le contrefort qui couvre cette ville, et qu'en la débordant par sa droite elle devait être inévitablement culbutée sur cette place ou à la mer; il fit en conséquence toutes les dispositions pour l'assaillir (1).

(1) Les uns ont fait l'honneur de ce projet à Cuesta, d'autres à un officier émigré qu'il avait près de lui, d'autres enfin à Ricardos.

Le contrefort, sus-mentionné, figurant une arête demi-circulaire entre la tour de Massane et la pointe de Port-Vendre ou cap Biarn, conduisait naturellement par le ravin de Gely au passage de Puigoriol, et sur les derrières de Collioure. La position se compose de quatre mamelons, séparés par trois cols d'un accès difficile; le premier à la gauche de Cuesta, situé le long du ruisseau, aboutissant au-dessous de Collioure devait être attaqué par la brigade Castrillo; le général Solano se chargea d'emporter celui du centre, et Ortiz de gravir le col de la droite.

Nous ne pourrions affirmer si le général Doppet donna réellement l'ordre à toute son armée de se replier sur Perpignan, comme il a prétendu que ce fut son projet, et il serait tout aussi embarrassant de dire si la division de Collioure faisait exception à cette mesure; mais il est certain qu'après une résistance peu proportionnée à la force du poste, les trois défilés furent emportés : les Français culbutés dans le bassin de St.-Elme s'y virent poursuivis impétueusement par l'infatigable Solano, tandis que Castrillo manœuvrait pour gêner leur retraite et surveiller le débouché important de Puigoriol. Les fuyards éparpillés dans la vallée se jetèrent vers les trois petites places (1). On assure que le

(1) Nous avons dit au chapitre XVIII, que Collioure, St.-Elme

commandant de St.-Elme, loin de les recueillir, tira sur eux à mitraille, et acheva d'y jeter la consternation et la mort : une partie mit bas les armes, une autre parvint à fuir vers Argèles, et le reste se jeta dans Collioure.

Solano paraissant devant St.-Elme fut fort surpris de trouver le commandant empressé de capituler, et Port-Vendre n'opposa pas plus de résistance à Ortiz, dont un détachement gravit l'escarpement du Roat jugé inaccessible. Alors une partie du corps de Cuesta se présenta devant Collioure, dont Castrillo intercepta la communication. Cette petite place armée de 88 pièces, en bon état de défense, qu'on croyait susceptible de tenir plusieurs jours, se rendit le 21 novembre à l'approche de trois bataillons armés de torches et affectant tous les préparatifs de l'assaut et de l'incendie. Le désordre qui régnait parmi les fuyards, la terreur dont la bourgeoisie était frappée, le manque de tête du commandant, en rendirent la conquête plus facile que glorieuse, bien que Solano y eût puissamment contribué par son courage, son infatigable activité, et ses bonnes dispositions.

Le général Delâtre qui se trouvait du petit

---

et Port-Vendre ne forment qu'un même système, les deux dernières sont cependant moins considérables que la première, car ce ne sont que de petits forts armés de 7 à 8 pièces. Collioure en avait 88.

nombre de ceux qui échappèrent, accusé de trahison dans cette déroute, fut traîné quelques semaines après à l'échafaud. Le représentant Fabre, plus brave, se mit à la tête des colonnes, et trouva une mort glorieuse en cherchant à se frayer un chemin dans les rangs ennemis.

Ainsi, en peu de jours, les Espagnols s'étaient emparés de trois places avantageuses, de 100 pièces de canon et d'un grand nombre de prisonniers.

Après ces événemens et le retour de Daoust dans le camp de Baniuls-les-Aspres, il semble étonnant que le projet de retraite conçu par Doppet n'ait pas été exécuté; les uns assurent qu'il n'en avait point donné l'ordre, comme ses mémoires l'affirment; d'autres pensent que les représentans du peuple, dirigeant les opérations à leur gré, en avaient suspendu l'exécution. Daoust instruit le 20 au matin des événemens de la gauche, songea moins à donner suite aux manœuvres de son prédécesseur qu'à tenter quelques démonstrations vers St.-Genis, pour inquiéter les derrières de Cuesta; mais il se borna à des promenades sans effet, ou bien s'en laissa imposer par les mouvemens du centre ennemi, et il revint à Baniuls sans avoir rempli son but. Alors on sentit dans la journée du 21 qu'il était temps de songer à la retraite, et les dispositions furent prises pour la commencer le lendemain :

malheureusement on se laissa encore prévenir par l'ennemi.

Ricardos culbute la droite des Français et les jette sous Perpignan.

Ricardos pensant que le moment d'achever la défaite des Français était venu, fit attaquer à son tour le camp de Baniuls-les-Aspres (1). Le marquis de las Amarillas, avec 6 mille hommes, assaillit la batterie de Tressère et de Baniuls sur trois colonnes, tandis que les généraux Forbes et Taranco, menacèrent le flanc droit avec cinq bataillons, et qu'un gros de cavalerie passant le Tech à Ortaffa sur la gauche, inquiéta les derrières jusques sur le Reart.

Après de vigoureux efforts, les Espagnols parvinrent à enlever deux batteries à l'avant-garde, sous les ordres des généraux Laterrade et Sauret. Le général Pérignon attaqué vers la chapelle de St.-Luce, fit bonne contenance, et repoussa la cavalerie ennemie; cependant la brigade de droite ayant été culbutée par Forbes et Taranco, sa position devint des plus critiques.

---

(1) Tous les ouvrages qui ont parlé de ces affaires ont confondu les dates et les corps qui y prirent part; les uns font attaquer Daoust et Pérignon par Castrillo, qui était à Collioure, tandis que ces généraux étaient à Tressère et Baniuls-les-Aspres, à l'extrémité opposée de la ligne; Grimoard porte l'attaque du centre au 24, et d'autres au 19; tandis qu'elle eut lieu les 21 et 22. Enfin on fait tuer Fabre à ce combat de Baniuls, tandis qu'il périt dans la déroute de Collioure.

Sur ces entrefaites, quelques bataillons de la levée en masse ayant pris la fuite, tombèrent au milieu des escadrons espagnols qui menaçaient déjà la route de Perpignan vers le Reart; l'armée en fut d'autant plus ébranlée, que l'ordre de retraite était déjà connu dans tous les rangs. Si l'ennemi en avait profité, il serait impossible de calculer ce qui s'en fût suivi; mais Ricardos peut-être trop circonspect avait ordonné à las Amarillas de rentrer dans la position du Boulon, à l'instant même où il convenait de brusquer son attaque. Cette circonstance sauva Daoust d'un désastre pareil à celui de Collioure; Sauret et Laterrade reprirent leurs postes; le général Bethencourt balaya le Reart et dégagea la route; Pérignon en imposa à Forbes et à la gauche d'Amarillas, en sorte que la retraite se fit dans la nuit sans accident.

L'armée était à la vérité démoralisée, beaucoup de bataillons de gardes nationales se fondirent par la désertion à l'intérieur, et Daoust renchérissant sur le mal, annonçait au ministère que l'armée était réduite à 8 mille hommes. Heureusement l'arrivée des vainqueurs de Toulon, vint bientôt relever les affaires sur cette frontière, où le comité dirigea de toutes parts des renforts.

Cette affaire termina la longue et fatigante série de combats qui signala cette campagne.

Ricardos y déploya le génie de la guerre; et s'il encourut quelquefois le reproche de s'être éparpillé pour des accessoires, quand il eût été question de frapper vigoureusement et avec tous ses moyens; il faut convenir néanmoins que son système général fut bien conçu. Groupé avec le principal de ses forces à Montesquiou et au Boulou, il en détachait de fortes divisions, dès qu'il apercevait que les faux mouvemens de l'ennemi donnaient prise sur quelques points, puis il ralliait ces mêmes divisions à lui aussitôt qu'elles avaient frappé. Si la guerre d'invasion présente de plus vastes combinaisons que celle-ci, on ne saurait dissimuler qu'avec une faible armée, ce mélange d'offensive et de défense active dénote des qualités supérieures dans un général. Appelé à Madrid au commencement de 1794, Ricardos y mourut le 6 mars, et ce fut une perte sensible pour l'armée espagnole.

Les Français changeant à toute minute de généraux, agirent sans plans bien suivis. Nous nous sommes contentés d'en tracer une esquisse légère, parce qu'à l'exception de l'affaire de Peyrestortes, on retrouve partout la même médiocrité et la même touche de combinaisons.

L'armée républicaine, réduite à moins de 25 mille combattans par le manque d'armes et d'effets d'habillement et d'équipement, conserva une ligne d'avant-postes sur le Reart, dont la droite

s'appuya aux retranchemens de Toulonge, la gauche à la redoute de Cabestany. Ses quartiers d'hiver furent assis entre le Tet et la Gly. Les Espagnols étendirent les leurs le long du Tech sur le territoire du Roussillon.

Opérations aux Pyrénées-Occidentales.

L'armée des Pyrénées-Occidentales portée dans les derniers jours de juillet à 30 mille hommes, n'était guères dans un état plus prospère que celle campée sous Perpignan : quoiqu'elle eût eu le temps de se donner une organisation plus régulière, et un matériel d'artillerie plus considérable, elle manquait cependant des choses les plus nécessaires pour tenir la campagne. Tous les corps n'étaient pas également bien armés. Les clubs de Bayonne et de St.-Jean-de-Luz y avaient semé les doctrines licencieuses d'Hébert et des Cordeliers. L'esprit démagogique n'avait plus de frein ; les soldats méconnaissaient la discipline, et toutes les parties du service n'offraient plus que désordre et dilapidations.

L'armée espagnole de Caro faiblement renforcée, comptait 24 mille hommes; c'était toujours les mêmes troupes, les mêmes généraux; mais les uns et les autres avaient acquis dans les premiers mois de la campagne, l'instruction et l'a-

plomb nécessaires pour soutenir avec succès le rôle défensif auquel la cour les destinait.

Le général Delbecq, valétudinaire, attendait avec anxiété ce que le sort déciderait de lui. Son antagoniste restait de même sur la défensive, épiant l'instant favorable de tenter quelque mince entreprise : Caro, entreprenant et actif, entendait assez bien les combinaisons de la petite guerre; s'étant avancé le 23 juillet avec 4 mille hommes et 500 chevaux sur Urrugne, dans l'espoir d'attirer les républicains à quelque engagement désavantageux, sa troupe donna elle-même dans le piége qu'elle voulait leur tendre. Assaillie par un détachement du 18e de dragons, au moment où elle croyait envelopper une petite avant-garde, elle prit la fuite, laissant une partie du régiment de Léon au pouvoir des Français. Le général faillit lui-même être pris, et ce petit succès éleva le courage des nouvelles levées jusqu'à l'exaltation.

Le vieux Delbecq qui n'avait été pour rien dans ce succès, mourut quelques jours après à St.-Jean-de-Luz, et fut remplacé par Després-Crassier, dont le caractère brusque et hautain lui aliéna les commissaires de la Convention aussi bien que ses subalternes.

Les représentans Ferrand et Garrau, délégués auprès de l'armée des Pyrénées-Occidentales,

s'indignaient de voir l'été s'écouler sans qu'on prît l'offensive; et ne calculant pas les conséquences que le moindre échec pouvait entraîner, ils soumirent au nouveau général en chef une foule de projets qui dénotaient plus de zèle que de génie. Després-Crassier après en avoir rejeté un grand nombre, se vit enfin obligé d'en adopter un, pour ne pas fournir contre lui des armes à la malveillance, et promit de l'exécuter, en y apportant toutefois quelques modifications, dont on lui fit ensuite un crime.

Les Espagnols tenaient leur ligne de défense par deux positions principales; la première qui barrait le grand chemin d'Irun et pouvait être considérée comme l'aile gauche, avait sa droite aux retranchemens de Bera et de la montagne de Commissari, sous les ordres du comte de Urrutia; le gros à St.-Martial, formant un saillant vers Biriatu, où commandait la Romana; la gauche à Irun. Le camp de St.-Martial défendait le passage de la Bidassoa, vers la granderoute, par un triple étage de batteries retranchées : des postes également fortifiés couvraient les hauteurs devant Bera. (*Voyez planche III.*) Le centre de la ligne générale, formé par les montagnes d'Echalar et du col de Maya, était d'un accès si difficile que Caro n'y avait laissé que des postes. La division qui formait l'aile droite, forte de 7 à 8 mille hommes, gardait la tête des vallées de

Roncevaux et de San-Carlos jusqu'aux sources de l'Irati.

Le choix de ces positions défensives, en ne consultant que les difficultés locales, était aussi bien entendu que possible, d'après le système de guerre adopté pour mettre le pays à l'abri d'incursion. Bien que les ouvrages ne fussent encore qu'ébauchés, l'attaque en était sujette à mille inconvéniens, puisqu'on ne pouvait amener du canon que par les routes d'Irun et de St.-Jean-Pied-de-Port. Il est vrai que la direction de la vallée de Bastan conviait les Français à déboucher sur la gauche de la Bidassoa pour prendre à revers la ligne ennemie; mais le chemin de Bera à St.-Martial par le pied de la montagne de Haya, n'étant qu'un sentier étroit et pratiqué sur les flancs rocailleux et boisés de cette montagne, il n'y avait d'issue que par la vallée de Lerin sur celles d'Oyarzun ou d'Urumea. Dès-lors il paraissait scabreux de jeter des forces considérables sans artillerie, au milieu d'une armée abondamment pourvue de tout; et cette opération ne devait être considérée que comme une diversion bonne à entreprendre dans le cas où l'on dirigerait une attaque sérieuse par la chaussée sur St.-Martial. Frappés de tous ces obstacles, les représentans et Despréз-Crassier espérèrent enlever Bera et Biriatu, et passer la Bidassoa pêle-mêle avec les Espagnols; ce projet

était téméraire, car il avait le défaut d'attaquer de front les positions les mieux gardées.

Il fut donc arrêté d'enlever au centre le poste retranché de Biriatu, défendu par le marquis de la Romana, de passer la Bidassoa à sa poursuite, et de s'emparer d'Irun, tandis qu'une colonne longeant la Rhune chercherait à percer le port de Bera tenu par le comte Urrutia.

L'issue de cette entreprise ne fut pas heureuse; les uns disent parce que le signal d'attaque fut donné trop tôt; d'autres prétendent au contraire par un défaut d'ensemble dans les dispositions; un officier qui a rendu compte de cette campagne assure néanmoins que le général en chef avait tracé dans une longue instruction le devoir de chacune de ses colonnes. Quoi qu'il en soit, la journée du 29 août, après s'être annoncée sous les auspices les plus favorables, se termina au désavantage des Français. La colonne de droite ayant replié les avant-postes espagnols se présenta devant Biriatu : Caro avait eu le temps de le retrancher, et le doublement des feux de bivouacs pendant la nuit précédente l'avait engagé à y porter un renfort de 16 compagnies de grenadiers. Les efforts des Français furent vains. La Romana après avoir opposé la plus honorable résistance, se vit bientôt en mesure de prendre lui-même l'offensive, lorsque Caro l'eut

29 août.

encore fait soutenir par trois bataillons et un régiment de cavalerie postés dans le principe à Boga, où se trouve un bac important de la Bidassoa; Caro lui ordonna de pousser vivement les républicains qu'il délogea de la croix des Bouquets; ce poste pris et repris plusieurs fois resta enfin aux Espagnols, qui les replièrent sur Urrugne.

La colonne de gauche conduite par Willot, retardée dans sa marche, n'arriva devant Bera que pour y être culbutée par le général Urrutia: celui-ci cotoyant le versant oriental de la montagne de la Rhune, brûla toutes les habitations sur son passage.

Le 7 septembre, une expédition fut dirigée sur Urdach et Zugaramurdi, en même temps qu'on inquiétait la Romana sur les hauteurs d'Urrugne; mais elle n'aboutit qu'à une fusillade insignifiante; Urrutia repoussa la gauche des Français, et son collègue se maintint contre leur droite.

La triste issue de ces attaques indisposa toute l'armée contre le général en chef; mais, elle fit sentir aussi le danger d'une guerre partielle et meurtrière, contre de fortes positions hérissées de retranchemens, lorsque l'espèce de troupes et l'égalité du nombre, mettaient toutes les chances en faveur de l'ennemi: système d'autant plus désastreux, que cette guerre était en elle-même

une calamité fatale aux intérêts des deux nations.

Les représentans Pinet, Monestier et Cavaignac vinrent au milieu de septembre remplacer Garrau, et se saisirent de tous les pouvoirs administratifs et militaires: déployant comme sur tous les autres points de la république les redoutables instrumens de terreur, ils ordonnèrent des levées considérables dans les départemens voisins pour assurer à l'armée une supériorité menaçante et décisive. L'exaltation qu'ils affichaient détermina les ennemis de Després-Crassier à faire retomber sur lui tout l'odieux de la défaite de Biriatu. Des intrigans parvenus déjà au grade immédiatement au-dessous du sien, qu'ils ambitionnaient, le peignirent comme un traître aux nouveaux représentans, et eurent d'autant moins de peine à obtenir sa destitution, qu'il avait le malheur d'être noble et d'avoir fait partie de l'ancien état-major.

Les espérances de ces délateurs furent néanmoins confondues; le comité de salut public nomma pour le remplacer, le suisse Muller, officier de fortune que ses bons services à Mayence et dans la Vendée avaient élevé récemment au grade de divisionnaire.

Malgré ce choix, l'armée ne changea pas d'attitude, et consuma le reste de la saison en atta-

ques de postes. Le général en chef continuellement en discussion avec les représentans qui s'immisçaient jusques dans les plus petits détails de la discipline, donna dans cette campagne des preuves multipliées de dévouement et de longanimité. Ce fut par ses soins qu'au milieu des entraves de toute espèce, s'opéra l'embrigadement des bataillons du contingent, que se perfectionna l'instruction des troupes, que tous les services administratifs prirent une marche plus régulière; enfin que se préparèrent les élémens de l'armée qui devait changer de rôle l'année suivante.

Caro qu'on a vu vers le milieu d'octobre détacher une division de 7 mille hommes à l'armée de Roussillon, n'eut garde de troubler son adversaire; et s'estimant trop heureux, avec la poignée de soldats qui lui restait, de conserver intacte une frontière pour la défense de laquelle on avait cru jusqu'alors 25 mille hommes nécessaires, il se contenta de mettre la dernière main aux retranchemens tracés pour la couvrir.

Les Français, dont les forces augmentaient à mesure que leur adversaire s'affaiblissait, ne tentèrent rien de sérieux; ils se bornèrent, pour en imposer à l'ennemi et mettre fin à une guerre de postes inutile entre la Nivelle et la Bidassoa, à se rapprocher de cette dernière rivière, et vinrent camper le 11 novembre sur les

hauteurs de Ste.-Anne, qui furent fortifiées. Les Espagnols surpris de cette apparition subite n'y apportèrent aucun obstacle; de nombreuses redoutes mirent bientôt ce camp à l'abri, on y pratiqua des baraques en bois, et on le nomma le camp des Sans-Culottes. (*Voyez planche III.*)

Sa position locale était avantageuse; mais la plus grande partie de la ligne se trouvant à droite de la route le long de la mer, en faisait un poste dangereux, au moindre revers qu'on éprouverait sur la gauche.

Le centre ne fit rien durant toute la campagne que de brûler Urdach. La gauche se contenta de quelques incursions dans le val de Roncal; elles ne servirent qu'à fournir l'occasion aux habitans de faire preuve de leur dévouement, et à la gazette de Madrid de publier des relations enflées de quelques escarmouches insignifiantes.

Il semble que les républicains, supérieurs en nombre à la fin de septembre, auraient pu en profiter pour déboucher en forces de St.-Jean-Pied-de-Port sur Pampelune, en ne laissant que des postes sur le reste de la ligne : mais le besoin d'aguerrir les nouvelles levées, l'approche de la mauvaise saison qui, dans les montagnes, n'est pas un vain obstacle ; enfin la demande d'un détachement de 6 mille hommes pour Perpignan, justifient assez le système défensif adopté.

Latour-d'Auvergne, qui commandait la ligne de la Bidassoa, profita de ce temps pour aguerrir ses soldats par de petites expéditions journalières dont le but était moins de faire du mal à l'ennemi, que de former les jeunes réquisitionnaires aux combats.

CHAPITRE XXVI.

Combats de Luçon. — Opposition des comités de Saumur et de Luçon. — Arrivée de la garnison de Mayence. — Conseil de guerre à Saumur, et plan des républicains. — Défaite de Chantonnay. — Conseil des royalistes, aux Herbiers. — Opérations de Canclaux ; combats de Clisson, Montaigu et St.-Fulgent. — Opérations de Rossignol ; défaites de Coron et St.-Lambert. — Nouvelles mesures décrétées par la Convention : elle charge un seul général et une seule armée, de la réduction de la Vendée. — Combats de Bressuire et Châtillon. — Bataille de Cholet. — Les Vendéens battus passent la Loire, et marchent sur Laval. — Combat et prise de cette ville. — Attaque de Granville. — Combat d'Antrain. — Attaque d'Angers. — Défaites du Mans et de Savenay. — Expédition de lord Moira.

La déroute de Santerre à Coron eût ouvert un vaste champ de succès aux royalistes, s'ils avaient profité de la consternation qui régnait dans l'armée républicaine, pour s'emparer de Saumur, d'Angers et de Nantes. Mais, ainsi qu'on l'a vu

au chapitre XIX, ils perdirent le temps à organiser l'état-major insurrectionnel : et la manière dont ils procédèrent à cette opération, aggrava la faute, en donnant des motifs de mécontentement aux officiers absens; à Charette, surtout, dont l'amour-propre humilié, refusa de reconnaître d'Elbée pour généralissime.

Une nouvelle circonstance vint accroître les germes de discordes qui fomentaient déjà entre eux. Tinteniac, parent du célèbre Larouairie, arriva vers cette époque de Londres, avec une mission du cabinet anglais, pour s'entendre sur les moyens de porter tous les secours possibles aux armées royales, dont le gouvernement britannique s'était d'ailleurs formé l'idée la plus fausse. Les Vendéens demandèrent des armes, des munitions et des artilleurs; et Tinteniac retourna, après plusieurs conférences avec Bonchamp, dans lesquelles il paraît que l'on convint de faire une expédition en Bretagne pour étendre le foyer de l'insurrection et de s'assurer en même temps d'une place maritime pour communiquer plus facilement et plus sûrement avec l'Angleterre. L'expédition de lord Moira et la marche sur Granville, prouvent assez en faveur de cette supposition, bien qu'il règne encore un doute mystérieux sur l'époque et la manière dont ces opérations furent combinées : le peu d'accord entre d'Elbée, Charette, et Bonchamp,

fut sans doute cause de la réserve que l'on mit dans les arrangemens pris à ce sujet (1).

La fin du mois de juillet, et les dix premiers jours d'août, s'écoulèrent sans événemens remarquables dans la Haute-Vendée. Ses habitans, rappelés dans leurs foyers par la nécessité de serrer les récoltes, ne conservèrent sur la lisière du pays, que des camps volans, dont les partis semèrent l'alarme sur les bords de la Loire, et vinrent épouvanter les républicains à Loudun et Parthenay. Dans la Basse-Vendée, au contraire, la division des Sables, dont le général de brigade Tuncq venait de prendre le commandement, lassée d'être harcelée par la bande de Royrand, prit l'offensive à son tour; et, après l'avoir forcé à lever le siége de Luçon le 25 juillet, était venue s'établir à Chantonnay, d'où elle semblait appeler sur elle tous les efforts des Vendéens, par son isolement au milieu du foyer de l'insurrection.

En effet, Royrand, qui s'était retiré dans la direction de Montaigu avec 5 à 6 mille hommes, ayant été renforcé aux Herbiers par environ 10 mille que lui amenèrent Lescure et Bonchamp, crut le moment favorable pour l'écraser. Mais

(1) Madame Larochejacquelin assure que Tinteniac ne fit rien de bien important; Chauveau dans la vie de Bonchamp affirme qu'ils eurent ensemble plusieurs conférences particulières, où ils seraient convenus d'un plan.

Tuncq, prévenu de leurs projets, échappa à une défaite certaine, en se retirant sur Luçon, où il prit position, la droite au bois de Ste.-Gemme, couverte par une centaine de hussards; la gauche en arrière du village de Corps (1).

Premier combat de Luçon.

A peine s'était-il ainsi établi, que l'armée vendéenne débouche du bourg de Bessay, passe la Smagne au pont de Mainquelly, et engage une canonnade à la gauche des républicains; tandis que Royrand, avec le gros du corps, se précipite sur le centre. Celui-ci ne peut soutenir le choc; et ploie, en abandonnant une de ses pièces: mais soutenu à temps par la compagnie de vétérans du bataillon de l'Egalité, et un peloton de hussards que Tuncq avait gardé en réserve, il tint bientôt les royalistes en échec; tandis que le brave Lecomte, avec le bataillon le Vengeur, tombe tout-à-coup de la gauche sur la colonne qui lui est opposée, et la rejette en désordre sur le centre, qu'elle entraîne dans sa déroute. Sans la valeur du prince de Talmont, cette affaire aurait eu des suites beaucoup plus désastreuses; mais il arrêta l'impétuosité des hussards républicains avec ses cavaliers; et Royrand en fut quitte pour trois bouches à feu, et 12 à 1,500 hommes hors de combat.

Cet échec, le premier un peu sérieux que les Vendéens eussent éprouvé dans cette partie de-

(1) Voyez planche II, et pour les détails la réduction de Cassini.

puis le commencement de la guerre, faisant craindre aux chefs qu'il n'attiédît l'ardeur des paysans, ils jugèrent devoir l'annoncer comme une punition de Dieu. Leur adroite politique réussit à souhait, et produisit un effet surprenant sur l'esprit de ces hommes superstitieux. A peine les moissons furent-elles achevées, qu'ils se rendirent en foule au camp de l'Oie, où le rendez-vous avait été assigné le 8 août; afin de se venger de la journée du 10, par une victoire sur les républicains. Mais, malgré la bonne volonté de la plupart des chefs, et l'empressement de la population virile, l'armée n'y fut réunie que le 12 au soir, au nombre de 35 à 36 mille hommes. C'était là tout ce que pouvait fournir la Vendée; à l'exception de la division Bonchamp, forte de 7 à 8 mille hommes, laissée sur la rive gauche de la Loire, pour couvrir les derrières durant l'expédition. 12 août.

Cette masse devait suffire au-delà, pour remplir l'objet qu'elle se proposait, si la jalousie qui divisait les principaux chefs n'eût détruit tout l'ensemble de leur plan d'attaque, combiné d'après la proposition intempestive de Lescure, comme pour une armée régulière. Il fut convenu que les divisions donneraient par échelon, à partir de la gauche; attaque, dont il devait nécessairement résulter du désordre dans une troupe habituée à céder à son premier élan,

sans regarder ce qui se passait sur ses flancs.

Deuxième combat de Luçon. 13 août.

Tuncq, prévenu de l'orage qui le menaçait, concentra de bonne heure ses moyens sur Luçon; et déjà il faisait ses dispositions de retraite sur Parthenay, lorsqu'il reçut, avec sa destitution, l'ordre de se retirer à vingt lieues des armées. C'était le sort ordinaire des généraux du temps; il s'y résignait; mais les représentans Goupilleau et Bourdon, sous les yeux desquels il avait déployé tant d'activité, prirent sur eux de suspendre l'effet de cette décision ministérielle; et lui enjoignirent de conserver le commandement des troupes. Cette circonstance, le renfort d'une compagnie d'artillerie légère et d'environ 6 mille hommes venus de Fontenay, et, plus encore, la confiance et l'ardeur que les troupes témoignaient, déterminèrent ce général à recevoir la bataille devant Luçon; quoique d'ailleurs la position ne fût pas tout-à-fait à son avantage, se trouvant adossée aux marais de la Sevre, et n'ayant pour retraite que la route de Fontenay à sa droite, que les royalistes pouvaient couper en jetant un parti de St.-Hermine sur la route de Nantes à Niort.

Quoi qu'il en soit, Tuncq résolu à recevoir le choc, disposa ses troupes sur deux lignes, masqua son artillerie légère avec la première, et ordonna à la seconde de se tenir à plat-ventre, jusqu'à ce qu'il lui donnât le signal de se relever

et de fondre sur l'ennemi. Deux bataillons avec leurs pièces furent jetés en avant-garde.

Le 13 août au matin, les Vendéens, après avoir reçu la bénédiction du curé de St.-Laud, passent sans obstacle la Smagne au pont Minclet; et s'avancent fièrement sur trois colonnes. Charette et Lescure conduisaient celle de droite; Larochejacquelin, assisté de Marigny, celle de gauche : Donnissant et Royrand, sous le généralissime d'Elbée, commandaient le centre.

L'action s'engagea presqu'au même moment, à la gauche et au centre des républicains : Charette et Lescure, rivalisant d'ardeur, firent d'abord plier les tirailleurs qui leur étaient opposés : mais, au centre, d'Elbée ayant perdu un temps précieux à établir l'ordre dans ses bandes, ou selon d'autres rapports ayant laissé ses officiers sans instruction, la fortune abandonna ses drapeaux. Herbault, qui commandait une des plus belles divisions, s'étant engagé de la manière accoutumée contre les deux bataillons d'avant-garde, ceux-ci se replièrent en bon ordre sur la ligne : tout-à-coup l'artillerie légère se démasque; les fantassins, cachés derrière un pli de terrain, se relèvent, et tombent sur les Vendéens effrayés du ravage que l'artillerie légère cause dans leurs rangs. Charette et Lescure sont tenus en échec, tandis que Royrand et Donnissant sont criblés de mitraille, et culbutés. Larochejac-

quelin et Marigny, d'abord retardés par la difficulté des chemins, ne peuvent leur porter secours, et n'arrivent que pour rendre leur défaite moins désastreuse. Charette et Lescure, restés seuls sur le champ de bataille, et bientôt accablés à leur tour, se voient forcés de repasser le Lay. Cette journée valut en résultat 18 pièces de canon aux républicains, qui n'en eussent pas laissé échapper une seule, si Larochejacquelin, avec une soixantaine des siens, n'eût arrêté par des prodiges de valeur la poursuite au pont de Dissay.

Quelque importante que fut cette victoire, elle eût été sans doute plus complète, si l'adjudant-général Canier, qui commandait le camp de réserve aux Quatre-Chemins, eût débouché sur le flanc de l'ennemi, ainsi que Tuncq lui en avait donné l'ordre. Bourdon et Goupilleau, en informant la Convention de cet heureux fait d'armes, réclamèrent contre la destitution de leur protégé : et celle-ci, dans l'ivresse d'un tel succès, le réintégra non-seulement dans ses fonctions, mais le promut encore au grade de divisionnaire.

Création de deux armées en Vendée.

Quelques jours avant l'annonce de cette victoire, le comité de salut public, instruit des premiers avantages remportés sur les fédéralistes du Calvados et les royalistes de la Lozère, avait proposé des mesures vigoureuses pour la répres-

sion de l'insurrection de la Vendée. « Jamais, » dit Barrère, jamais vous ne parviendrez à vaincre les rebelles, tant que vous n'adopterez pas leur manière de combattre..... Faites la récolte des brigands : portez le feu dans leurs repaires; envoyez-y des travailleurs qui aplaniront le terrain. »

Sur sa proposition, la Convention décréta la formation de 24 compagnies de tirailleurs-braconniers; et, afin de mieux assurer l'exécution du système adopté, elle arrêta quelques jours après, que les garnisons de Mayence et de Valenciennes, dirigées en poste vers la Loire, auraient pour réserve la levée en masse de tous les départemens voisins. Ces dispositions étaient bonnes, sans doute; mais on avait oublié la plus essentielle, celle de mettre toutes les forces républicaines sous la main d'un seul chef. Deux armées commandées par des généraux indépendans, devaient coopérer à la réduction de la Vendée; et c'était un vice radical : l'une, dite armée des côtes de Brest, avait à sa tête le général Canclaux : l'autre, connue sous le nom d'armée des côtes de la Rochelle, venait d'être confiée au sans-culotte Rossignol. Celui-ci, naguères encore garçon orfévre, puis chef de la 35e division de gendarmerie, était actif et brave, mais enthousiaste et grossier. Quoi qu'on en ait dit, il ne manquait ni de tact ni de jugement : la défense

qu'il fit à ses divisionnaires d'engager d'affaires partielles, et l'opinion qu'il émit bientôt dans le conseil de guerre de Saumur, le prouvent victorieusement. Au reste, il aimait sincèrement la république; et personne, dans les grandes crises, ne porta plus loin l'abnégation de soi-même.

Canclaux était, au contraire, un ancien officier sage et froid, porté malgré lui par le tourbillon révolutionnaire à la tête des armées républicaines, plus instruit dans l'administration que dans la tactique, et humilié d'avoir pour émule un homme du peuple. L'opposition qui régna entre ces deux généraux en chef, comme parmi les représentans qui devaient surveiller leurs opérations, frappa de nullité les dispositions du gouvernement.

Opposition des comités de Saumur et de Luçon.

En effet, les commissaires conventionnels avaient formé à Niort et à Saumur deux espèces de comités, qui dirigeaient à leur gré l'esprit des troupes et des administrations soumises à leur surveillance. Les frères Goupilleau, originaires de la Vendée, portés autant par politique que par caractère, à adopter envers leurs compatriotes des voies de douceur, avaient désapprouvé les mesures de rigueur prises dans la Convention, et vu avec peine le commandement passer entre les mains d'un plébéien fougueux, trop disposé à signaler son dévouement à la chose publique par l'exécution ponctuelle de ses dé-

crets. Le comité de Saumur, où Bourbotte conservait une grande influence, ne dissimula pas sa joie, en apprenant que Biron et plusieurs autres généraux de la faction girondine venaient d'être remplacés par des officiers montagnards, tels que Rossignol et Santerre. Il croyait, de bonne foi peut-être, que le moyen d'étouffer l'insurrection de la Vendée, était d'en exterminer la population; et mettait toute son étude à enchérir sur l'atrocité des mesures ordonnées par la Convention. Cette opposition constante des deux comités, dont les efforts auraient dû tendre vers le même but, causa dès l'origine un grand scandale; et, bientôt après, maintes défaites.

Tuncq, enhardi par le double avantage remporté à Luçon, et par la protection des représentans Bourdon et Goupilleau, s'étant porté à Chantonnay contre les ordres exprès de son général en chef, entraîna le divisionnaire Chalbos dans son mouvement hasardé. Rossignol, indigné de voir ses ordres méprisés, et trouvant Niort, St.-Maixent et plusieurs autres points du cordon découverts, se disposait à faire de vifs reproches à Tuncq, lorsqu'il fut suspendu à Luçon par les représentans Goupilleau et Bourdon, qui l'accusèrent d'incapacité et d'ivrognerie. Cette affaire ayant été plaidée par Tallien devant la Convention, Rossignol eut gain de cause, à la vérité; mais le rappel des représentans qui l'avaient in-

justement destitué ne fit qu'assoupir la querelle, et la mésintelligence éclata avec plus d'animosité, à l'arrivée de la garnison de Mayence.

Arrivée de la garnison de Mayence, et plan de campagne.

Il s'agissait d'arrêter un plan de campagne, ce qui ne pouvait se faire sans l'accord des deux généraux en chef. Un conseil de guerre fut convoqué le 2 septembre à Saumur, où se rendirent Canclaux et Rossignol, neuf divisionnaires, et onze représentans. Là, on mit en question si l'on déboucherait par Nantes ou par Saumur : en d'autres termes, quelle serait celle des deux armées qui, renforcée de ces 15 mille hommes d'élite, prendrait l'offensive, et pénétrerait au cœur du pays insurgé. Après de longs débats, trois députés, et sept généraux qui avaient fait la guerre en Vendée, furent d'avis de déboucher par Saumur. Les autres, savoir huit députés et deux généraux récemment arrivés, votèrent pour que la garnison de Mayence passât la Loire à Nantes; un général resta indécis; le représentant Bourbotte refusa de voter. Ce partage singulier de voix ne donnant aucun résultat, le président déclara que, conformément à l'arrêté du comité de salut public, on attaquerait par Nantes.

Telle avait été l'opinion de Canclaux, développée avec plus d'éloquence que de solidité par Phélippaux; lequel était déjà parvenu, à force d'art, à la faire adopter en principe au comité

de salut public. Rossignol, dans son langage grossier, prouva en vain qu'on ferait faire inutilement à cette troupe une promenade de 45 lieues pour arriver à Montaigu, dont elle n'était éloignée que de deux marches en débouchant de Saumur; il ne fut point écouté. Dédaigné, et prévoyant dès-lors les malheurs que le plan du comité amènerait, il offrit le commandement à son rival, pourvu que l'on consentît à déboucher par Saumur : mais en cette occasion, l'amour-propre de Canclaux fut plus fort que le patriotisme de Rossignol.

L'objet principal du conseil se trouva ainsi manqué; car, comme l'a observé judicieusement un militaire recommandable (1), le foyer de l'insurrection étant circonscrit à l'Ouest par l'Océan, et au Nord par la Loire qu'on ne peut franchir aisément, on devait chercher à rejeter les Vendéens dans le cul-de-sac de Pornic, formé par ces deux côtés du carré, en commençant à attaquer par l'angle opposé. Déboucher par Nantes, c'était au contraire leur laisser toute la plaine libre, et même s'exposer en cas d'échec à une retraite désastreuse : dans la première hypothèse, l'on n'aurait eu qu'à garder la Loire avec un faible cordon.

(1) Mémoires pour servir à la Guerre de la Vendée, par le général Thurreau.

Dispositions et défauts de ce plan.

Quoi qu'il en soit, d'après le plan arrêté, il fut décidé que l'armée des côtes de la Rochelle se tiendrait sur la défensive, jusqu'à ce que celle des côtes de Brest fût arrivée à Mortagne. Les trois divisions de celle-ci devaient s'ébranler le 10 septembre, et marcher concentriquement à travers tous les obstacles sur ce point, où, après avoir opéré leur jonction le 14, elles devaient se diriger sur Cholet. La division des Sables d'Olonne avait l'ordre de ne commencer son mouvement que le 11, lorsque l'armée des côtes de Brest se serait emparée de Machecoul. Elle devait se porter par Aisenay, le Poiré et les Essarts, à St.-Fulgent, où il lui était enjoint de prendre poste le 14; cherchant à se lier à l'armée des côtes de Brest par sa gauche, et, par sa droite, à la division de Niort, commandée par le général Chalbos. On voit par-là, que les obstacles étaient comptés pour rien, et que les divisions agissant isolément à une grande distance, allaient offrir aux Vendéens plus d'une occasion de les faire repentir de cette opération décousue.

C'était s'exposer gratuitement à un grand danger, quand il était si simple de diriger l'armée des côtes de Brest, en masse, d'Angers sur Chemillé, et celle de la Rochelle sur St.-Fulgent ou Châtillon, afin de les mettre en communication directe, et en mesure de se soutenir. Cette

manœuvre indiquée par les règles de l'art, eût non-seulement donné moins de prise à l'ennemi, elle aurait encore fourni à ces deux armées le moyen d'accabler les Vendéens de concert, et de les rejeter sur Pornic et Noirmoutiers. L'idée de porter trois divisions entre l'Océan et les royalistes, dénote une absence totale de génie militaire; car on exposait ainsi ces troupes à une ruine complète, pour empêcher en quelque sorte celle de l'ennemi.

Les royalistes le préviennent.

En attendant, les royalistes, revenus de l'abattement où les revers de Luçon les avait jetés, firent des expéditions partielles sur plusieurs points de l'immense cordon occupé par les huit divisions conventionnelles. Charette, après avoir enlevé Challans, vint se faire battre devant la Roche-sur-Yon, par Miekouski, commandant de la division des Sables; de là il se porta sur Légé et Machecoul, dont il fut chassé par le général Beysser, et où, bientôt après, il rentra en vainqueur. De son côté, Lyrot, réuni à Goulène, tenta de surprendre le camp qui couvrait le pont Rousseau, et fut vigoureusement répoussé par le général Grouchy. Dans la Haute-Vendée, Bonchamps remporta plusieurs avantages sur le général Duhoux, entre autres le 4 septembre à Erigny. Lescure livra quelques petits combats à la division Rey, qui vint l'attaquer de St.-Maixent et d'Airvault; mais l'expédi-

tion la plus remarquable fut celle que le généralissime dirigea contre le général Tuncq, qui occupait Chantonnay.

Défaite des républicains à Chantonnay.

Jaloux de réparer l'échec de Luçon, que Bonchamps et plusieurs autres chefs lui imputaient, il s'abouche avec Royrand, et convient que sa division fera une fausse attaque du côté des Quatre-Chemins, tandis que la grande armée viendra, par un détour, assaillir la position de front. Le 5 septembre, environ 15 mille Vendéens paraissent tout-à-coup devant le camp républicain. Tuncq, suspendu, venait de résigner le commandement au chef de brigade Lecomte, promu la veille au grade de général, et qui n'a pas le temps de finir ses dispositions. Ses troupes, surprises et enveloppées, ne combattent que pour se faire jour; elles y seraient parvenues, si deux bataillons, en lâchant pied dès le commencement de l'action, n'eussent entraîné les autres: à l'exception du bataillon le Vengeur et du 10e, de la formation d'Orléans, qui se firent inutilement hacher, tout prit la fuite; et de cette division, qui comptait 6 mille hommes, à peine 1,800 purent-ils gagner la Roche-sur-Yon et les Sables. Le général Lecomte fut blessé à mort; la majeure partie de l'artillerie tomba au pouvoir de l'ennemi.

Conseil tenu aux Her-

Immédiatement après cette victoire, le généralissime convoqua un conseil de guerre aux

Herbiers, où l'on discuta les moyens de déjouer le plan d'invasion arrêté à Saumur, que la prise d'un courrier, expédié de cette ville à Nantes, venait de faire tomber entre ses mains.

biers par les royalistes. Projet de Bonchamps.

Bonchamps voulait qu'on laissât les colonnes républicaines s'enfoncer dans le Bocage, afin de les écraser successivement avec la masse des forces Vendéennes; passer ensuite la Loire, et étendre l'insurrection dans la Bretagne. Plusieurs écrivains lui prêtent, à ce sujet, un discours vraiment remarquable, et qui, s'il est bien exact, dénoterait tout le génie et les talens d'un grand capitaine (1).

---

(1) « Quel heureux hasard! dit Bonchamps, à qui l'ensemble et » les conséquences de ce projet n'avaient pas échappé; quel bon- » heur nous a fait connaître le plan de l'ennemi! J'y vois la main » de Dieu qui veut sauver la Vendée. Ceci nous impose de nou- » veaux efforts et de plus grands sacrifices. Nos ennemis connais- » sent enfin le secret de la victoire, puisqu'ils veulent former des » masses pour nous accabler. Nous saurons repousser cette armée » de Mayence, qu'on dit être formidable : mais n'est-il pas à crain- » dre qu'elle ne revienne à la charge, plus terrible encore? Com- » ment nous garantir de l'acharnement d'ennemis implacables, qui » se recrutent sans cesse malgré leurs défaites? Au contraire, cha- » cune de nos victoires s'achète par la vie de quelques braves que » nous ne pouvons remplacer. Hâtons-nous, par une expédition » hardie, de déconcerter les projets des républicains. La Bretagne » nous appelle : marchons; agrandissons nos destinées. Ne nous » berçons pas plus long-temps de l'espérance de voir la monarchie » rétablie par les puissances étrangères. C'est à nous que doit en » appartenir la gloire. La position des coalisés ne nous est pas mieux

D'Elbée, en approuvant la première partie de ce projet, combattit fortement l'idée de porter, en cas de succès, la guerre au-delà de la Loire; et son avis, après de longs débats, ayant prévalu, le territoire insurgé fut partagé en cinq arrondissemens, dont Charette, Bonchamps, la Roche-Jacquelin, Lescure et Royrand, eurent le commandement. Le marquis de Donnissant fut créé gouverneur-général du pays, et président du conseil de guerre installé à Mortagne.

Il avait été arrêté en outre, qu'il serait formé dans chaque division, un corps d'élite de 1,200 hommes, soldés et exercés comme la troupe de ligne, et que les officiers prendraient un uniforme; mais l'invasion des républicains n'en donna pas le temps.

Opérations de l'armée des côtes de Brest.

En effet, le 10 septembre la division de Mayence passe la Loire, et vient prendre position au pont Rousseau: en même temps, le général Beysser se

» connue que celle de notre ennemi commun. Atteindrons-nous » jamais le but de nos généreux efforts, si nous ne sortons de ces » forêts, de ces ravins impénétrables, qui nous séparent du reste » des hommes? Franchissons le fleuve; et que la France étonnée » nous voie parcourir la Bretagne en vainqueurs : l'armée s'y grossira de tout ce qui aime encore son Dieu et son Roi. Bientôt, » maîtres d'un port sur l'Océan, nous donnerons la main à nos » princes; et nous acquerrons enfin cette consistance politique, » sans laquelle nous ne pouvons remplir l'espoir de l'Europe. Surtout, craignons d'attendre, pour passer la Loire, que la fortune » vienne à changer; car, alors, il ne serait plus temps. »

porté de Paimbœuf sur le port St.-Père, et le général Grouchy, du pont Rousseau sur Virton. Le lendemain, la première colonne chasse Lacathelinière et Pujot, de Machecoul; et l'autre dissipe, près de Virton, le rassemblement de Sorinières. De son côté, le général Miekouski surprend la bande de Joly dans le camp de Palluau, lui enlève son artillerie, et le pousse sur Légé, où les chefs Poitevins éperdus, donnent, dans leur détresse, le commandement en chef à Charette. 10 septemb.

Cette mesure était un peu tardive : les colonnes de Canclaux poursuivant leur marche victorieuse, le forcent à abandonner ce poste sans combat et à se retirer sur Montaigu, qu'encombre une foule de vieillards, d'enfans, et de femmes éplorées. Tout l'espoir des Poitevins est dans l'armée d'Anjou, et Charette expédie courrier sur courrier à Bonchamps, à d'Elbée, pour les engager à hâter leur marche: toutefois, ce poste étant d'une défense facile, il se dispose à soutenir une première attaque; mais forcé de l'abandonner au général Beysser, après un combat vigoureux, il se jete dans Clisson, d'où il est chassé le lendemain par la colonne du général Grouchy. Dans cette extrémité, il repasse la Sèvre et se concentre entre Tiffauges et Torfou, en attendant les secours réclamés avec tant d'instance des chefs de la Haute-Vendée.

Ceux-ci, sentant que du sort de Charette dé-

pendait le leur propre, amenèrent en toute hâte, le 18, à Cholet, environ 30 mille hommes; de là, après avoir été sermonés et bénis par le curé de St.-Laud, ils se mirent en marche sur Clisson.

Combat de Torfou.

19 septemb.

Le général Canclaux croyait toucher au moment de réunir ses trois colonnes; déjà, même le 19, l'avant-garde de son corps de bataille, aux ordres de Kléber, avait délogé de Boussay l'arrière-garde de Charette, lorsqu'en débouchant vers Torfou, elle donna sur le gros des forces de la Basse-Vendée, que ce chef, certain d'être incessamment soutenu par les Angevins, avait rangées en bataille le long de la route. Dès la première charge, la cavalerie républicaine mit en déroute celle des Vendéens, et le désordre se communiquait à l'infanterie; quand Lescure, suivi de quelques officiers des compagnies soldées et des habitans des Echaubroignes, rétablit le combat, et, par sa bonne contenance, donna le temps à Bonchamps de venir le dégager, à Laochejacquelin et Donnissant de tourner la gauche des républicains, et à Charette de les attaquer de front. Bientôt la gauche des Mayençais est débordée, une terrible fusillade s'engage sur leurs derrières: pressé de tous côtés par les chasseurs Vendéens qui se répandent dans les haies et les chemins creux, Kléber est entamé, et pour sauver sa petite troupe, se décide à un sacrifice. Il abandonne quelques pièces d'artillerie,

et donne ordre au lieutenant-colonel Chouardin, de tenir ferme au pont de Boussay, avec les chasseurs de Saône-et-Loire, et deux pièces de canon. Le dévouement héroïque de cet officier et de ses braves compagnons, sauva l'avant-garde; aucun d'eux n'échappa, mais les royalistes ne purent forcer ce passage, ce qui donna le temps aux brigades Vimeux et Dubayet, de venir appuyer Kléber. Cette journée, dont les royalistes s'attribuèrent tout l'honneur, fut cependant des plus glorieuses pour les Mayençais. Environ 5 mille hommes en tinrent en échec 40 mille pendant huit heures; mais ce n'est pas de gloire dont il s'agissait ici, la grande question était de savoir si les colonnes républicaines feraient leur jonction; et maintenant, c'était plus que problématique, car elles avaient sur les bras toute la population de la Vendée.

Combats de Montaigu et St.-Fulgent.

Satisfaits d'avoir ainsi repoussé l'avant-garde Mayençaise, Charette et Lescure résolurent de tomber sur la colonne de Beysser, et de l'accabler à Montaigu, pendant que le gros de l'armée, sous d'Elbée, observerait Canclaux. Le 21 septembre ils se portèrent, en deux colonnes, par les routes de Clisson et de Boussay sur Montaigu, où il surprirent les républicains, les mirent en déroute, et les poursuivirent jusqu'à Aigrefeuille.

21 septemb.

Jusques-là, les chefs Vendéens s'étaient conduits avec beaucoup de sagesse; mais il ne fallait

pas perdre de vue la colonne Mayençaise. Telle avait été leur première résolution. Instruits que sa retraite se faisait difficilement à cause de 1,200 voitures qu'elle traînait à sa suite, ils étaient convenus de l'attaquer simultanément : d'Elbée et Bonchamps sur la droite; Charette et Lescure sur la gauche. Cependant, ces derniers comptant sur une victoire trop facile, au lieu de coopérer à une attaque dont le succès devait être décisif, jugèrent plus opportun de se diriger sur St.-Fulgent contre la colonne des Sables, sous les ordres du général Miekouski, se flattant de remporter deux victoires le même jour. Il arriva de cette divergence, ce qu'il était facile de présumer; l'attaque principale n'eut qu'un demi-succès, car Bonchamps et d'Elbée ne parvinrent à enlever au général Canclaux qu'une partie de ses bagages, et pas une seule pièce de canon. A la vérité, Charette et Lescure surprirent Miekouski le 22, et le défirent complètement; mais ce n'était point à St.-Fulgent qu'il convenait de frapper.

Opérations de Rossignol.

Tandis que Beysser et Miekouski étaient écrasés, par suite du plan vicieux de Canclaux, bien plus que par leur faute, les républicains n'étaient guères plus heureux sur les bords de la Loire; Talmont et d'Autichamp, informés que le général Rossignol se trouvait à Doué avec la division Santerre, forte d'environ 15 mille hommes, dont moitié de la levée en masse

combinèrent une attaque contre elle. Le général républicain, prévenu à temps de leur approche, avait pris position derrière le Toué. Les deux chefs vendéens, encore novices, s'avancèrent sur les routes de Cholet et d'Angers; mais, arrivés en présence de l'armée républicaine, ils montrèrent plus d'incertitude que de résolution, et leur attaque fut repoussée. La cavalerie ayant pris en flanc leur droite, tandis que le général enfonçait leur gauche, ils furent mis en déroute.

Ignorant les échecs essuyés par l'armée des côtes de Brest, et enhardi par les succès qu'il venait d'obtenir, Rossignol crut pouvoir pénétrer en Vendée pour se réunir à elle. Par surcroît de malheur, il prit de fausses mesures, en prescrivant aux divisions Santerre et Duhoux de se diriger sur Cholet, en même temps qu'il enjoignit à celles des généraux Chalbos et Tuncq, marchant pour s'y rendre, de rester à Luçon et Fontenay.

Nouvelle defaite de Santerre à Coron.

Santerre chassa, le 17, l'ennemi de Vihiers, et poussa ses avant-gardes à une demi-lieue de Coron. Au bruit de sa marche, Larochejacquelin resté à St.-Aubin par suite de la blessure qu'il avait reçue à Clisson, envoie tous ses paysans à Piron: celui-ci, à la tête de 10 à 12 mille hommes, va prendre position à Vezins. Le 18, Santerre se porte sur Coron, dont le général Thurreau prend possession. Mais à peine est-il établi,

que Piron, saisissant le vice de l'ordre de marche des républicains, revient attaquer ce bourg encombré d'artillerie : les troupes qui l'occupent, ne peuvent s'y défendre ; Santerre et son conseil Ronsin ayant perdu la tête, Thurreau se trouve hors d'état d'empêcher la déroute qui ne tarde pas à être complète.

Défaite de Duhoux à St.-Lambert

Cependant le général Duhoux, après avoir débouché par les ponts de Cé, poussait devant lui sur Chemillé, la bande du chevalier Duhoux son neveu. Déjà il se trouvait à la hauteur de St.-Lambert, lorsque la majeure partie des gens de pied de Piron et toute sa cavalerie étant venus renforcer le chevalier, le combat changea de face : les Vendéens forcèrent leurs adversaires à repasser le Layon, tournèrent la nouvelle position de Pont-Barré, et les mirent dans une affreuse déroute.

Ces échecs, essuyés par deux divisions sur lesquelles on comptait principalement pour le succès du plan, causèrent la disgrace des deux généraux conventionnels. Santerre, rappelé à Paris, parvint à se justifier, parce qu'il était un des fils aîné de la Montagne. Duhoux, moins heureux que lui, paya de sa tête le soupçon de s'être entendu avec son neveu, pour faire battre sa division.

Les levées en masse des départemens du centre qui s'étaient rassemblées entre Tours et Poi-

tiers, pour soutenir les opérations, se dispersèrent après quatre à cinq jours d'une réunion tumultueuse, que le défaut d'ordre, de vivres, d'armes et de munitions, rendait plus propre à augmenter une déroute qu'à contribuer à une victoire.

Tel fut le résultat de ce fameux plan de Saumur, qu'il eût été facile de prévoir, et que Rossignol, malgré son ignorance, avait prédit. Les deux commissions conventionnelles s'en imputèrent réciproquement les désastres; Philippeaux, criant à la trahison, tonna contre Choudieu et Richard : ceux-ci répondirent que ces revers provenaient du plan même, qui avait détruit tout ensemble dans les opérations.

Vaines tentatives de Canclaux.

Pendant ces débats, les deux généraux en chef ralliaient leurs divisions battues, et se disposaient à entrer de nouveau en Vendée.

Le 25 septembre, l'armée des côtes de Brest se porte en avant, et reprend Clisson et Montaigu sans résistance. Mais, là, Canclaux apprend que, par suite d'un conseil de guerre tenu le 2 octobre à Saumur, les divisions de Luçon et de Fontenay, au lieu de se joindre à lui, ainsi qu'on en était convenu dans le plan du 4 septembre, devaient se réunir le 7 à Bressuire aux divisions de droite de l'armée des côtes de la Rochelle. Dès-lors, se voyant abandonné à lui-même, il rétrograda sous Nantes, et se plaignit amèrement à Philip-

peaux qui embrassa sa cause, et la plaida avec chaleur auprès de la Convention, sans aucun ménagement pour ses collègues délégués à Saumur.

Nouvelles mesures prises par la Convention.

Les uns et les autres étaient trop peu versés dans l'art de la guerre pour juger la véritable cause du mal, et des dénonciations à la tribune n'y portaient aucun remède : heureusement pour la république, l'entrée de Carnot au comité vint encore dans cette occasion exercer une salutaire influence. Barrère ne tarde pas en effet à présenter au nom de ce comité l'unique moyen d'assurer désormais la victoire : après avoir fait dans un discours très-curieux (1) l'énumération des défaites, il demande la réunion des deux ar-

(1) « L'inexplicable Vendée existe encore.... Vingt fois, depuis » l'existence de cette rébellion, vos représentans, vos généraux, » votre comité lui-même, vous ont annoncé la destruction des re- » belles. De petits succès ont toujours précédé ou suivi de grandes » défaites. On croyait pouvoir la détruire. Le tocsin avait réuni, » vers le 15 septembre, un nombre prodigieux de citoyens armés » pour opérer cette destruction. La terreur panique a tout frappé, » tout effrayé, tout dissipé comme une vapeur. Si la Vendée a fait » de nouveaux progrès, ne les attribuez qu'à vos nombreux com- » missaires, à l'insatiable avarice qui spécule sur des batailles per- » dues, et s'enrichit sur des tas de morts. Voilà les maux, voici les » remèdes. A trop de représentans, en substituer un petit nombre; » à trop de généraux, un seul général en chef d'une armée unique. » Il ne faut à l'armée chargée d'éteindre la Vendée, qu'un même » esprit, qu'une même impulsion. Les brigands doivent être exter-

mées en une seule, sous le nom d'armée de l'Ouest, et propose d'assigner un terme à cette guerre.

La Convention ne balançait jamais, quand il s'agissait de prendre des mesures énergiques: elle adopta sans discussion tout ce qui lui fut proposé; nomma le général Léchelle commandant en chef de la nouvelle armée; rappela tous les commissaires, à l'exception de Bourbotte et de Thurreau, qui lui furent donnés pour conseils et pour surveillans; assigna d'autres destinations aux généraux Canclaux, Rossignol, Dubayet, Rey et Grouchy, et adressa aux troupes républicaines employées dans la Vendée, la fameuse proclamation qui leur enjoignait d'exterminer les rebelles avant la fin d'octobre.

A ces mesures, il faut ajouter que le comité de salut public ordonna à l'amiral Morard de Galles d'appareiller avec la grande flotte de Brest, et de venir établir une croisière entre Belle-Isle et Groix, à la hauteur de la pointe de Quiberon. Nous ne saurions affirmer par quel motif on préféra cette station qui, sous le rapport maritime, encourut le blâme de tous les hommes de l'art; attendu que, dans ces parages peu fréquentés du

Croisière de la flotte de Brest.

» minés d'ici au 20 octobre : semblables au géant de la fable, qui
» n'était invincible que quand il touchait la terre, il faut les enle-
» ver, les chasser de leur propre territoire pour les battre. »

commerce, on ne pouvait faire aucune prise; et qu'en cas d'attaque, on n'avait d'autre retraite que le port de Lorient, dont la capacité n'excédait pas 10 vaisseaux de ligne. Il faut croire que la Vendée entra pour quelque chose dans cette combinaison; car la flotte républicaine, dominant dans les eaux de Nantes et de Belle-Isle, gênait les communications directes des Anglais avec les royalistes, et empêchait les premiers de propager la guerre civile en Bretagne.

Divisions parmi les Vendéens au moment décisif.

Au moment où la Convention imprimait à son armée l'unité d'action et de force, les Vendéens se séparaient aux Herbiers, s'accusant réciproquement de jalousie et d'ambition. Bonchamps, qui prévoyait les conséquences de cette scission, fit tout pour l'empêcher : mais Lacathelinière, Joly et Savin, alléguant le mécontentement général de leurs gens, rentrèrent dans leurs foyers, à l'instigation de Charette qui voulait se faire chef indépendant de la Basse-Vendée. Il ne resta devant les Mayençais que Bonchamps, avec environ 8 mille hommes qui furent battus à St.-Symphorien par Dubayet, le même jour où celui-ci recevait l'ordre de quitter une brigade dont il était adoré.

Les Mayençais, mécontens de se voir enlever leur général, prirent, dit-on, la résolution de passer du côté des Vendéens, et envoyèrent une députation de huit grenadiers au chevalier De-

sessarts, posté à St.-Fulgent, pour lui en faire la proposition, moyennant qu'on leur payerait exactement leur solde (1) : mais les royalistes, après une longue délibération, s'arrêtèrent à des considérations puériles, et perdirent, peut-être, en la rejetant, l'occasion de sauver la Vendée.

Opérations du général Léchelle.

Immédiatement après son installation, le général Léchelle donne l'ordre à Chalbos, commandant la division de Fontenay, de se réunir à celle de Saumur aux ordres du général Chambon, et de marcher avec elle sur Bressuire, par la Chateigneraie : en même temps, il prescrit aux divisions de Luçon et de Nantes de se porter directement sur Cholet. Son projet, ainsi qu'il est facile de le voir, était d'écraser la Haute-Vendée, pour descendre ensuite dans la Basse. Ce mouvement décisif a lieu sans obstacle; et, le 10, Chalbos et Chambon opèrent leur jonction à Bressuire.

Le conseil siégeant à Châtillon, prévoyant que les républicains allaient marcher sur cette ville, et sentant bien que le petit camp de St.-Sauveur ne pourrait les arrêter, pressa Charette, stationné alors aux Herbiers, de venir la couvrir; mais celui-ci, loin de voler à son secours, pré-

(1) Cette anecdote citée par madame Larochejacquelin peut être vraie au fond, sans que les huit grenadiers fussent autorisés par leurs camarades; et leur déclaration nous paraît fort hasardée.

textant des motifs de mécontentement particuliers, et la présence des colonnes républicaines à Chantonnay et Lachâteigneraie, s'en fut prendre poste à Légé, d'où il partit bientôt pour une expédition contre Noirmoutiers. Cette course excentrique, au moment où l'orage grossissait, ne pouvait être que funeste; mais l'espoir des secours de l'Angleterre, apporté par Tinteniac, avait réveillé bien des petits intérêts : chacun espéra se mettre en relation directe avec les princes, et l'expédition de Noirmoutiers, n'eut sans doute pas d'autre cause.

Triple combat de Châtillon.

Cependant Lescure et Beaurepaire, ne voulant pas céder le terrain sans combattre, prennent position avec les troupes du camp de St.-Sauveur, sur le plateau entre le chemin d'Argenton et celui de Bressuire, appuyant leur gauche aux Aubiers. Westermann engage l'affaire avec sa légion; mais il est vivement repoussé par les Vendéens, qui enfoncent le centre des républicains, et culbutent leur aile gauche. Au moment où ils criaient victoire, les grenadiers de la Convention entrent en action, et font tourner les chances. Westermann, après avoir enfoncé la gauche des royalistes, les poursuit dans Châtillon, où il entre pêle-mêle avec eux.

Par un autre retour de fortune, Bonchamps, qui marchait au secours de Lescure, arrive le lendemain devant la ville, qu'aucun avant-poste

ne gardait, surprend les républicains endormis, ivres de vin et de pillage, et en moins d'une demi-heure les chasse de Châtillon, où ils laissent leur butin et l'artillerie.

Arrivé près de Bressuire, Westermann reproche à ses soldats leur lâcheté, et leur offre de se réhabiliter dans l'esprit des grenadiers de la Convention, témoins de leur déroute. Tous jurent de le suivre partout où il les conduira : alors il se porte de nouveau à Châtillon; égorge, aux cris de *vive le Roi!* les avant-postes vendéens: se précipite dans la ville, où il fait main basse sur les soldats de Bonchamps, à leur tour ivres et endormis. Satisfait de ce coup de main, il met le feu à la ville, et rejoint l'armée à Bressuire.

Les royalistes, en se dispersant après ce nouvel échec, s'assignèrent rendez-vous pour le 13 à Mortagne : mais les divisions de Mayence et de Luçon ne leur donnèrent pas le temps de s'y organiser; car la première y fit son entrée le 14. Le moment était décisif, et le salut de la Vendée dépendait plus que jamais de l'harmonie et de l'ensemble des opérations. Cependant, la plupart des chefs, et notamment Charette, persistèrent dans leur système d'isolément : Bonchamps et d'Elbée s'entendirent seuls pour opposer une digue au torrent. A l'approche des républicains, l'un et l'autre s'étaient retirés sur les hauteurs de St.-

Christophe en avant de Cholet, où ils furent renforcés par environ 6 mille hommes que leur amena Royrand.

Combat de Cholet.

Le 15, le général Léchelle donna ordre à la division de Luçon, soutenue par celle de Mayence, de déloger l'ennemi. Les deux partis se choquèrent vers cinq heures du soir. D'abord, les républicains plièrent; mais Beaupuy ayant tourné la droite des Vendéens, la victoire se déclara pour les premiers. Lescure fut blessé mortellement; et la chute de ce chef détermina la déroute des siens sur Beaupréau. Le prince de Talmont avec sa cavalerie, et Marigny avec quelques pièces d'artillerie légère, furent laissés à Cholet, pour donner le temps au reste de l'armée de se rallier à Beaupréau : les républicains bivouaquèrent sur le champ de bataille.

L'issue de ce combat, dont les chefs vendéens s'étaient promis un tout autre résultat, les jeta dans une consternation égale à l'abattement de leurs paysans. Dans le conseil qu'ils tinrent, la diversité des opinions ne fit qu'accroître la confusion, en augmentant le danger. Toutefois, la majorité finit par se ranger à l'avis de Bonchamps; et il fut arrêté qu'on ferait sur-le-champ un dernier effort, et qu'on ne passerait la Loire qu'après avoir obtenu l'avantage sur les républicains. Pour s'assurer à tout événement du passage du fleuve,

on forma un détachement de 200 bretons, qui alla le même soir planter le drapeau blanc à Varades, dont il surprit la garnison.

Le lendemain, le général Léchelle prit possession de Cholet, et fut renforcé des divisions Chalbos et Chambon, qui s'y rendirent par la route de Châtillon. Le général républicain, craignant que la soif du pillage ne désorganisât son armée, prit les mesures les plus sévères pour interdire l'entrée de cette ville aux troupes, et les établit sur les Landes en avant, appuyant sa droite au ruisseau que déverse l'étang du Breil-Lambert, et sa gauche à la forêt de Cholet. La totalité de ses forces n'excédait pas 36 mille hommes, dont environ 3,200 de cavalerie avec 30 pièces de canon; ainsi, les deux armées qui allaient se mesurer, étaient à-peu-près d'égale force : l'habileté des chefs, la valeur des troupes, devaient cette fois en décider. Mais la fureur guidait les Vendéens; et, sans reconnaissance préalable de la position des républicains, ils les attaquent sur trois colonnes. Bataille de Cholet.

Le général Léchelle, qui s'attendait à être assailli, avait, dès le matin, disposé son armée dans l'ordre de combat. La division de Luçon tenait la gauche de sa ligne, celle de Fontenay le centre, la division de Saumur la droite; la division mayençaise formait réserve avec la cavalerie.

Vers dix heures l'action s'engagea: Marigny et

Stofflet attaquent l'aîle gauche, Bonchamps et d'Elbée le centre, Larochejacquelin la gauche. Cette fois, les Vendéens marchaient en colonne serrée comme la troupe de ligne; Stofflet, après un court échange de boulets, se précipite sur la division Chambon, et l'enfonce; mais le général Léchelle fait avancer à son soutien une partie de la réserve, aux ordres de Beaupuy. Les volontaires, à la vue de ce renfort, font volte-face, et fondent sur les masses Angevines; on se bat corps à corps, et la victoire reste en suspens. Au même moment, d'Elbée et Bonchamps s'avancent, et font sur le centre un feu de mousqueterie très-meurtrier: celui-ci, déjà inquiété par les progrès de l'attaque de la droite, se replie en bon ordre, mais se trouve en butte aux coups d'une batterie de six pièces, qui est aussitôt dirigée contre lui. Presqu'au même instant, la colonne de Larochejacquelin aborde la division Chambon, et la repousse jusques dans les faubourgs de Cholet. Le général Léchelle, se voyant serré de si près, se détermine, peut-être un peu tard, à faire charger sa cavalerie. Elle opère néanmoins des prodiges. En un instant, de la droite à la gauche, toutes les colonnes vendéennes sont écharpées et mises en fuite. Les seules compagnies soldées cherchent à résister, mais elles sont bientôt sabrées : leur cavalerie éprouve le même sort. Dans cette extrémité, les chefs vendéens n'é-

coutant que leur désespoir, rallient à-peu-près 200 braves, s'élancent en furieux sur les républicains qui, déjà fatigués, se replient, et sont soutenus par une brigade de réserve, aux ordres de Kléber. Tous les efforts se dirigent alors sur l'escadron royaliste : d'Elbée et Bonchamps tombent blessés de plusieurs coups mortels; vingt autres officiers subalternes sont frappés à leurs côtés; et Larochejacquelin n'échappe que par miracle (1).

L'armée républicaine, harassée par des marches pénibles et deux jours de combat, ne tira point tout le parti qu'elle pouvait obtenir de sa victoire : Léchelle se contenta de lancer à la poursuite des royalistes, la légion de Westermann et les brigades des généraux Beaupuy et Haxo.

Larochejacquelin, qui s'était retiré le dernier du carnage avec quelques braves, ayant été joint par 200 cavaliers et 2,500 hommes de la division de Loroux, auxquels s'étaient ralliés environ 4 mille fuyards, forma l'arrière-garde, et alla prendre position à Beaupréau.

Les chefs qui avaient survécu à la défaite y tinrent un conseil tumultueux. Larochejacquelin et Piron proposèrent de profiter des ombres de la nuit pour revenir sur Cholet, où ils se flattaient de surprendre les vainqueurs endormis.

(1) Bonchamps suivit l'armée porté sur un brancard, et mourut peu de jours après. D'Elbée se fit transporter à Noirmoutiers.

Desessarts émit l'opinion de rassembler l'armée à St.-Florent, où déjà une grande partie de la division Bonchamps s'était retirée. Royrand, d'un autre avis, jugeait convenable de se replier sur la Basse-Vendée, afin d'opérer la jonction avec Charette; mais Stofflet pensa que le plus court parti était de licencier l'armée, et de renvoyer les paysans dans leurs foyers, d'où ils continueraient une guerre de détail contre les détachemens et les isolés qui séjourneraient dans la Vendée. Cette divergence d'opinions tenait encore le conseil dans l'incertitude, lorsque les coureurs de Westermann parurent et engagèrent la fusillade avec les avant-postes. Les Vendéens consternés font à peine résistance. Tout fuit vers St.-Florent; et les républicains entrèrent sans coup férir dans Beaupréau, où ils ne trouvèrent que des vieillards, des femmes et des enfans qui furent immolés sans pitié.

Tandis que les soldats de Léchelle célébraient leur victoire à Beaupréau et Cholet par l'incendie, le meurtre, le viol et le pillage, les Vendéens, éperdus, s'étaient assemblés à St.-Florent. On y comptait environ 80 mille ames; mais il n'y avait guère plus de 60 mille hommes; et de ce nombre, à celui des combattans, il y avait encore une grande différence; car la foule s'était grossie d'une infinité de prêtres, de gens de robe, peu propres à rendre service un jour d'action. Laro-

chejacquelin et Piron témoignaient l'intention de réorganiser l'armée et de marcher au-devant des républicains. Toutefois il fut aisé de les persuader que ce parti désespéré eût exposé jusqu'au dernier royaliste : aussi fut-il rejeté, et le passage de la Loire résolu. Bonchamps, guidé par un pressentiment funeste, avait fait occuper, comme nous l'avons dit, le bourg de Varades sur la rive droite, par une troupe d'élite, et on eut lieu de s'applaudir de cette sage prévoyance.

Dès qu'on était décidé à mettre ce fleuve entre les deux armées, il n'y avait plus un moment à perdre : car, si les républicains étaient venus pendant qu'on s'en occupait, tout ce qui serait resté sur la rive gauche courait risque d'être détruit. Quoiqu'on ne pût employer que 25 mauvaises barques, l'on mit une telle diligence, que la multitude et ses nombreux bagages furent transportés sans aucune perte sur l'autre rive, avant que les coureurs de Westermann touchassent à St.-Florent. Un peu plus bas, Lirot, avec environ 4,500 hommes de la division de Loroux, passa le fleuve à gué, vis-à-vis d'Ancenis, d'où il chassa la garnison à l'aide d'un détachement de la grande armée.

Ainsi, ce passage tant vanté n'offrit que des obstacles d'inertie, provenant surtout de la rareté des bateaux; car la rive droite de la Loire, dans toute l'étendue, depuis Nantes au pont de Cé,

n'était gardée que par une faible division aux ordres du général Fabrefond, dont les détachemens isolés furent mis en déroute à Ancenis, comme à Varades et à Ingrande; et on ne fut point inquiété par l'armée victorieuse.

Les royalistes, après avoir heureusement effectué ce passage, s'occupèrent aussitôt de nommer un nouveau généralissime. D'après le conseil de Lescure mourant, le choix se porta sur Henri de Larochejacquelin, jeune homme à peine âgé de vingt-deux ans, l'honneur et l'espoir de son parti. Cette nomination faite, on discuta le plan d'opérations qui devait différer entièrement des précédens. L'armée se trouvait enfin en Bretagne, où, depuis si long-temps, Bonchamps était d'avis de la porter; mais quelle différence dans sa position! Ce n'était plus cette armée victorieuse de Berruyer et de Biron; mais bien une armée battue, en quelque sorte fugitive, exposée aux coups d'une masse redoutable obéissant aujourd'hui à la voix d'un seul chef et habilement dirigée par le comité. D'un autre côté, les Vendéens n'étaient plus sur leur terrain: sujets aux mêmes besoins de vivres, de fourrages, de transports, d'ambulances, qu'une armée étrangère, leur position devenait d'autant plus précaire, qu'ils manquaient de munitions de guerre, et se trouvaient embarrassés d'une foule de vieillards, de femmes et d'enfans, qu'ils étaient forcés de convoyer à leur

suite. Il ne suffisait pas d'avoir échappé à un péril imminent, il fallait réparer la défaite de Cholet. Lescure était d'avis que l'armée marchât sans perte de temps sur Nantes qui, dépourvu de garnison, n'opposerait aucune résistance, et procurant un débouché facile en Vendée, donnerait les moyens de concerter les opérations avec le corps de Charette sur les derrières des républicains victorieux. Mais le prince de Talmont opina pour marcher sur Rennes, où il se flattait de faire éclater une insurrection, et son avis fut adopté. D'Ancenis et d'Ingrande on eût pu s'y porter rapidement par Châteaubriant, et l'on ne sait pourquoi la route de Laval fut préférée.

Quoi qu'il en soit, cette marche n'éprouva aucun obstacle. La petite garnison d'Ingrande voulut résister le 19, mais fut mise en fuite sur les ponts de Cé : celle de Château-Gonthier éprouva le même sort. Quatre à 5 mille gardes nationaux des districts d'Ernée, de Craon et de Mayenne, réunis à un millier de volontaires de Laval, se disposaient à défendre cette ville, lorsque Larochejacquelin dispersa ce rassemblement, le 23 octobre, après un léger combat, où périt une centaine de républicains.

Prise de Laval par les royalistes.

Les royalistes se montrèrent peu modérés dans cette victoire facile, et commirent sur les patriotes dispersés, les mêmes cruautés qu'ils reprochaient aux troupes conventionnelles.

Fautes du général Léchelle.

Il serait difficile d'expliquer les motifs qui retinrent le général Léchelle dans l'inaction à Beaupréau durant toute la journée du 18. Il savait que l'ennemi ne pouvait se rallier que dans la gorge de St.-Florent, la Loire à dos, et ne profita pas de ses avantages, pour venir acculer jusqu'au dernier Vendéen à ce fleuve. Lorsqu'après trente-six heures de repos, il poussa des avant-gardes sur ce bourg et vis-à-vis d'Ancenis, elles ne rencontrèrent plus que des traînards et des blessés, qu'elles égorgèrent sans pitié, bien qu'on eût trouvé dans le dernier de ces bourgs, environ 5 mille prisonniers épargnés par les royalistes dans la déroute; générosité trop rare à cette cruelle époque, et dont on fut redevable à la magnanimité de Bonchamp expirant.

Il divise ses forces pour passer la Loire.

Les rapports de ces avant-gardes jetèrent le général Léchelle et les représentans dans un grand embarras : non-seulement ils se voyaient frustrés des fruits de la victoire, mais encore menacés de perdre Nantes ou Angers. Dans le conseil de guerre auquel ces étranges rapports donnèrent lieu, le général en chef proposa de passer la Loire de vive force, vis-à-vis de Varades, pour livrer bataille à l'ennemi; mais il fut ensuite obligé de céder à la majorité des membres, qui, voyant de trop grands obstacles à ce projet, décida que l'armée se porterait simultanément sur Nantes et Angers. La division mayençaise,

formant l'avant-garde, devait déboucher sur la rive droite de la Loire par les ponts de Cé et s'y renforcer d'une petite brigade aux ordres du général Aulanier, provenant de la garnison de Valenciennes. Le gros de l'armée eut ordre de marcher sur Nantes, d'où une de ses divisions serait dirigée droit sur Rennes; l'autre, sous la conduite de Léchelle, vers Ancenis. La 4e division resta dans le pays abandonné, pour donner la chasse aux fugitifs qui n'avaient pas passé la Loire, et observer Charette dans la Basse-Vendée.

Cette marche divergente était fautive. Il eût fallu déboucher en masse par les ponts de Cé, dont Beaupréau est à-peu-près aussi éloigné que de Nantes; car on s'exposait, en se divisant, à être écrasé en détail, si les insurgés eussent occupé, comme il était probable, l'un ou l'autre de ces points: mais, comme on vient de le voir plus haut, les Vendéens se trouvaient en pleine marche sur Laval; en sorte que les républicains débouchèrent sans obstacle, et que la colonne de Beaupuy, dont Westermann formait l'avant-garde, atteignit Château-Gonthier le 24, d'où elle poussa des éclaireurs sur Entrames.

Au bruit de l'approche des républicains, Larochejacquelin envoie Forestier les reconnaître avec une centaine de chevaux. Bientôt, celui-ci ayant annoncé le petit nombre d'ennemis qui

se présentait devant la Jouanne, toutes les dispositions furent prises pour en défendre le passage. Les républicains ayant vu repousser trois charges successives, se retirèrent en bon ordre derrière l'Ouette, où ils s'établirent en attendant le gros de la division mayençaise.

Bataille de Laval.

Les royalistes, rentrés à Laval, dirent qu'ils venaient de remporter une grande victoire sur les républicains; et tandis qu'ils recevaient les complimens d'une foule de nobles bretons, le général Léchelle, après avoir opéré sa jonction avec le général Beaupuy à Château-Gonthier, prenait en conseil de guerre la résolution de les attaquer. Il partagea à cet effet son armée en deux colonnes. La plus forte, dont il se réserva la conduite, devait franchir l'Ouette et la Jouanne, puis attaquer Laval, par la rive droite de la Mayenne. L'autre colonne, sous les ordres des généraux Chambertin et Aulanier, devait suivre la route de Cossé jusqu'au pont du Vicoin; d'où le premier devait se porter sur celle de Rennes, tandis que l'autre poursuivrait les royalistes dans Laval même.

Ce plan était assez mal conçu : d'abord parce qu'il portait la majeure partie des forces sur la rive droite de la Mayenne, où il n'aurait fallu faire qu'une fausse attaque à cause des difficultés du terrain; et ensuite, parce qu'il laissait pour

retraite aux ennemis les routes de Rennes et de Vitré; qu'en cas d'échec, la petite colonne du général Chambertin n'aurait pu leur couper.

Mais à ces fautes capitales, qu'on ne pourrait sans injustice attribuer au général Léchelle, il ajouta, s'il faut en croire ses détracteurs, celle de n'avoir pas su engager sur le terrain les troupes dont il s'était réservé le commandement. En effet, Westermann s'étant emparé dans la matinée du pont d'Entrames, clef du plateau qui domine les faubourgs de Laval sur la droite de la Mayenne, il lui donna l'ordre de l'abandonner; ce qui permit aux Vendéens de s'établir dans ce poste important, de la prise duquel dépendait en quelque sorte celle de Laval. Ce faux mouvement en entraîna d'autres. Toutes ses troupes étaient en colonne de marche sur la route, lorsqu'elles furent vivement attaquées, et ne purent se déployer à cause des difficultés du terrain. La division Beaupuy fut écrasée, et rejetée en désordre sur celle du général Blotz, qui arrivait pour la soutenir : d'Entrames à St.-Germain, la route fut couverte de morts. Ici, le général Beaupuy ayant rallié 2 à 3 mille Mayençais et d'autres braves, soutint seul pendant deux heures tous les efforts des royalistes; mais ayant été mis hors de combat par une blessure très-grave, au moment où Stofflet, à la tête de 1,500 hommes abordait le flanc gauche de sa petite troupe, elle

fut forcée de se replier sur Château-Gonthier, où, après avoir soutenu encore un dernier effort, elle fut dispersée et poursuivie sur Ségré et Craon.

La colonne de gauche, aux ordres des généraux Aulanier et Chambertin, qui n'avait eu que des postes à repousser, après s'être avancée jusques sur les bords du Vicoin, voyant le peu de succès de la colonne de droite, et craignant de s'aventurer, se replia sur Cossé, et de là sur Craon. Elle y était à peine établie, que Larochejacquelin, avec sa cavalerie, poursuivant quelques centaines de fuyards du gros de l'armée, qui avaient passé la Mayenne à la nage, se présenta devant ce poste, et l'enleva presque sans coup férir aux républicains, qui ne se replièrent pas sans difficulté sur Rennes.

Elle relève les affaires des royalistes.

Ainsi la bataille de Laval, qui devait porter le dernier coup aux Vendéens fugitifs, releva toutes leurs espérances. Leurs adversaires dispersés avaient peine à se rassembler sur plusieurs directions excentriques à Rennes, Nantes et Angers. Toutefois les chefs de l'armée royale ne surent point tirer parti de tant de prospérités, en perdant un temps précieux qu'ils eussent pu employer à rentrer dans leurs foyers, à s'emparer de Rennes, ou à marcher sur Granville; ils restèrent dix jours à attendre les renforts que les affidés du prince de Talmont ne cessaient de

leur promettre; cependant, lorsque Stofflet ennuyé s'avisa de donner le signal du départ, et de prendre avec les drapeaux et les tambours le chemin de Fougères, il n'était arrivé que 7 mille bretons; et le conseil n'avait pas encore décidé si l'on se dirigerait sur Rennes, Paris, Alençon, ou enfin vers les côtes.

Cette marche sur Fougères n'éprouva pas plus d'obstacles que celle de Varades à Laval; l'armée n'eut pas grand'peine à déloger les petites garnisons d'Ernée et de Fougères, qui se replièrent sur Rennes, où elles formèrent, avec la brigade du général Aulanier, une division de 5 à 6 mille hommes.

Le généralissime vendéen accorda un séjour du 4 au 8, à Fougères, pour remettre, dit-on, un peu d'ordre dans l'armée. Mais n'avait-on pas eu le loisir de donner à Laval des chefs aux diverses divisions, et de prendre toutes les mesures administratives possibles?

Quoi qu'il en soit, ce fut pendant ce séjour, que deux nouveaux émissaires de l'Angleterre se présentèrent au conseil. Ces envoyés apportaient des dépêches d'une teneur à-peu-près pareille à celles qu'avait remises le chevalier Tinteniac. On voulait savoir quels étaient l'opinion et le but politique que se proposaient les Vendéens, leurs forces et leurs ressources. Elles ajoutaient

Mission de deux agens anglais auprès des Vendéens.

que le ministère britannique, tout disposé à les secourir, avait une expédition prête à venir débarquer à Granville, ou tout autre point qu'on désignerait. Enfin, les deux agens étaient autorisés à convenir avec les généraux, des mesures propres à assurer le succès de cette expédition.

Bien qu'une dépêche secrète du maréchal-de-camp du Dresnay, commandant la légion d'émigrés à Jersey, donnât à entendre qu'il fallait beaucoup rabattre des séduisantes offres du ministère anglais, elles accrurent l'espoir des chefs Vendéens qui les acceptèrent avec empressement, dans l'espoir de prendre et de conserver, à l'aide de leurs nouveaux alliés, une place maritime où ils pourraient déposer une foule de vieillards, de femmes et d'enfans, dont ils commençaient à sentir l'embarras. Toutes les irrésolutions cessèrent donc : l'on convint que l'armée tenterait un coup de main sur Granville, dont un ingénieur transfuge disait connaître le point d'attaque; et l'on répondit à M. Dundas, par un long mémoire, dans lequel, après avoir protesté de la pureté des intentions des Vendéens, en faveur de Louis XVII, on exposait le besoin d'armes, de munitions, d'effets d'habillement et d'équipement, de numéraire : enfin on le suppliait aussi de faire en sorte qu'un prince du sang, ou tout au moins un maréchal de France, vint pren-

dre le commandement de l'armée vendéenne, afin d'étouffer les rivalités qui causaient déjà tant de mal au parti.

Marche des Vendéens sur Granville.

Conformément à ce qui avait été décidé au conseil, l'on aurait dû se rendre de Fougères, par St.-James et Avranches, en droite ligne, sur Granville ; mais, comme si l'on eût voulu laisser aux républicains le temps de jeter garnison dans cette place, l'on ne s'en approcha que par Dol et Pontorson, aggravant encore cette faute par un séjour dans la première de ces villes. Aussi, les représentans Lecarpentier et Laplanche, alors en mission dans le département de la Manche, usant de tous les moyens révolutionnaires que le comité de salut public mettait entre leurs mains, rassemblèrent à St.-Lô au son du tocsin, 10 à 12 mille habitans armés de toutes pièces, que le général Beaufort eut le temps de distribuer derrière la Vire avec de l'artillerie, pour couvrir Cherbourg, et ils retirèrent en même temps de ce port et de la Hogue, les troupes qui s'y trouvaient, pour les porter à Granville, dont le général Peyre prit aussitôt le commandement.

En même temps, les commissaires conventionnels en mission auprès de l'armée de l'Ouest, décidaient en conseil de guerre à Rennes, que les divisions d'Angers et de Rennes, après avoir opéré leur jonction, suivraient en queue les Vendéens, et leur livreraient de nouveau bataille,

aussitôt qu'elles en trouveraient l'occasion, et que le général Seyffer, parti de Caen avec une colonne d'environ 4 mille hommes, viendrait renforcer derrière St.-Lô, le corps du général Beaufort.

Mais ces dispositions manquaient d'un certain ensemble. Le général Léchelle venait de succomber à Nantes de honte et de douleur de sa défaite. Rossignol, nommé pour lui succéder dans le commandement de ces trois armées, toujours poursuivi par sa réputation, contrarié sans cesse par quelques représentans, se faisait difficilement obéir de généraux qui prétendaient être indépendans. La jonction des divisions d'Angers et de Rennes ne put avoir lieu assez tôt pour attaquer les royalistes dans leur marche vagabonde, et leur arrière-garde ne fut suivie, entre Dol et Pontorson, que par la brigade de cavalerie légère du général Marigny dépendant de la dernière.

L'armée royaliste entra dans Avranches le 12, à la suite d'un engagement avec un détachement de la garnison de Granville, qui se replia en bon ordre sur cette place déjà mise à l'abri d'un coup de main. Ici, les royalistes s'arrêtèrent encore 48 heures pour faire leurs dispositions. Le généralissime ne se prêtait à l'expédition qu'avec répugnance, et ne cessait de représenter au conseil qu' il valait beaucoup mieux retourner en Vendée, ou tenter d'envahir la Basse-Norman-

die, que de s'exposer à essuyer un échec irréparable devant cette place. Stofflet partageait son avis, et ajoutait que ceux qui la conseillaient ne songeaient qu'à s'assurer les moyens de s'esquiver en Angleterre; mais ces réflexions étaient tardives : le conseil eut honte de faire un pas rétrograde, et l'escalade de Granville fut résolue. On prépara une soixantaine d'échelles, et l'on se mit en marche le lendemain, au nombre de 30 mille hommes, avec 30 pièces de canon bien approvisionnées. Les non-combattans, les bagages et les blessés restèrent à Avranches, sous la garde de 2 mille hommes. Le général Peyre, peu intimidé à l'approche de l'ennemi, soutint un combat très-vif en avant de la place, et ne rentra dans ses ouvrages que pendant la nuit du 13 au 14.

Tentative des Vendéens sur Granville.

Ainsi les Vendéens, par la lenteur et l'indécision de leur marche, s'étaient ôté tout espoir d'enlever Granville par surprise : circonstance qui d'ordinaire, facilite le succès des entreprises hasardeuses. Lorsqu'ils furent à la vue des remparts, ils établirent leurs batteries, et par l'entremise de deux prisonniers auxquels ils rendirent la liberté, ils sommèrent le commandant et la municipalité : mais l'un et l'autre animés par Lecarpentier, sans s'amuser à leur répondre, s'apprêtèrent à repousser l'escalade. Bientôt le canon se fait entendre; les Vendéens

se glissent dans le faubourg de St.-Nicolas, et logés dans les maisons de la rue des Juifs, attenant aux remparts, font pleuvoir une grêle de plomb sur les canonniers républicains, que rien ne dérobe à leurs yeux. Cependant, ce feu de mousqueterie, tout meurtrier qu'il fut, n'était pas assez puissant pour rendre les Vendéens maîtres de la ville. Le généralissime ordonna l'escalade; et, comme aucune reconnaissance ne l'avait précédée, elle eut lieu sur le front le moins accessible, le long d'une plage que la marée laissait découverte, mais que deux chaloupes canonnières défendaient de leur feu; aussi fut-elle complètement repoussée, malgré des efforts extraordinaires de bravoure. Rejetés dans le faubourg St.-Nicolas après cette malheureuse tentative, les royalistes ne cessaient point d'être redoutables aux assiégés. Lecarpentier ne voit d'autre moyen de les en déloger, qu'en le brûlant: le conseil de défense se range à l'unanimité de son avis, et charge de cette commission l'adjudant-général Vachot. Cet officier, à la tête d'un détachement, se précipite la nuit dans le faubourg, enfonce les premières maisons et y met le feu: bientôt l'incendie, propagé par la violence d'un vent de nord-ouest, embrase tout le faubourg, et oblige les assiégeans à la retraite; une sortie vigoureuse exécutée sur leur flanc gauche achève la déroute.

Cependant la canonnade continua jusqu'au

jour. Larochejacquelin et les autres chefs se berçant de l'espoir d'un secours que les Anglais n'avaient point promis pour ce jour-là, usèrent de tout l'ascendant de leur caractère pour les déterminer à une nouvelle attaque qui ne fut pas plus heureuse, et où il périt un grand nombre de braves.

Ce nouvel échec força le généralissime de consentir à la retraite, et l'armée se replia sur Avranches, après avoir perdu, en trente-six heures de combat, 15 à 1,800 hommes. Le général Peyre ne crut point devoir inquiéter son arrière-garde.

De retour à Avranches, le conseil décida, sur la proposition de Larochejacquelin, de marcher sur Caen, où l'on croyait trouver un grand nombre de partisans. Déjà il était parti, ainsi que Stofflet, pour s'emparer de Ville-Dieu, lorsque des germes d'insurrection se manifestèrent dans l'armée. Les paysans vendéens, lassés de faire une guerre sans but comme sans objet, s'attroupèrent, se répandirent en imprécations et en menaces contre les chefs, et demandèrent à grands cris qu'on les reconduisît dans leur pays. Le généralissime mandé en toute hâte, voyant bien qu'aucune considération ne retiendrait sous ses drapeaux des hommes qui se prononçaient ainsi, abandonna donc Ville-Dieu le 16 octobre, et marqua la direction sur Laval. Le lendemain,

Révolte parmi les Vendéens.

Retraite sur Laval.

tous les détachemens ayant été rappelés, l'armée se mit en mouvement sur Pontorson. Mais nonobstant le peu d'harmonie qui existait entre les généraux républicains, le retour de cette promenade n'était plus sans danger. En effet, la division d'Angers, ayant opéré le 17 sa jonction avec celle de Rennes, se portait en toute hâte par Fougères sur Antrain, en vertu d'une décision d'un conseil de guerre, où tous les représentans en mission s'étaient rendus: elle devait y être renforcée par la division de Cherbourg, tandis que la brigade du général Tribout, partant de Dinan, irait se porter comme avant-garde à Pontorson.

Ainsi, les Vendéens resserrés entre la mer et une armée qui avait sur eux l'avantage d'être au centre de ses moyens et déchargée de tout attirail embarrassant, semblaient ne pouvoir échapper à un sort funeste. Mais le général Tribout se laissa battre par incapacité; Seyffer retarda sa jonction avec Rossignol, de peur de lui être subordonné: en sorte que Larochejacquelin n'eut réellement à combattre, pour sortir d'embarras, que le corps de Rossignol, sur lequel il conservait encore une supériorité numérique du tiers. Le général Tribout s'était posté à Pontorson; et au lieu de s'établir au Tertre, où un bataillon eût arrêté une armée, il se laissa imprudemment attaquer dans la rue longue et étroite de Pontorson, d'où il fut délogé après un combat sanglant,

Combat de Pontorson.

dans lequel il perdit une partie de son artillerie et de ses bagages. Cet avantage ouvrit les portes de Dol aux royalistes, et ils s'y établirent sans obstacle le 19.

Cependant le général Rossignol étant venu prendre poste à Antrain, poussa sa cavalerie légère à Sacé. Une patrouille du général Marigny ayant donné l'éveil à Dol même durant la nuit, le généralissime se hâta de se mettre en mesure de porter ou de recevoir le choc. Combat de Dol.

Craignant que dans l'obscurité ses gens ne s'entre-tuassent, Larochejaquelin en forma une seule masse d'environ 300 toises de front, et d'une énorme profondeur, fit ranger les équipages et les non combattans de chaque côté des maisons, prêts à se porter sur la route d'Antrain, et se couvrit de toute son artillerie : mais tant de précautions devenaient inutiles; la patrouille ne fut soutenue que par la moindre partie des 1,600 chevaux du général Marigny; et jusqu'au jour les royalistes consumèrent fort inutilement des munitions.

Toutefois, les rapports de ce dernier décidèrent Rossignol à ébranler son armée de la position d'Antrain sur Dol, en suivant les routes d'Avranches et de Fougères. La colonne de droite composée des brigades Westermann, Muller et Kléber, suivit la première; celle de gauche, formée des brigades Marigny, Marceau et Boucret,

marcha sur la seconde. Larochejacquelin, à la vue des têtes de colonnes républicaines, partagea aussi son armée en deux colonnes, confia le commandement de la gauche à Marigny, Beauvollier, et de Hugues; commanda l'autre où se trouvaient Talmont, Donnissant et Desessart, et laissa Stofflet avec 2 mille hommes, tant pour couvrir Dol, que pour servir de réserve. Bientôt le combat est engagé; la droite de Rossignol, après avoir enfoncé l'aile vendéenne qui lui était opposée, écharpait la réserve de Stofflet et la mettait dans une déroute complète, quand Larochejacquelin ayant débordé la gauche des républicains sur la route d'Antrain, la replia derrière le Couesnon, et neutralisa ainsi les succès de leur droite.

Les approches de la nuit suspendirent le combat qui avait été très-meurtrier, et les deux armées la passèrent sur le qui-vive.

Bataille d'Antrain.

Le 21 novembre, l'action ne commença que vers midi; et ce fut Larochejacquelin qui en donna le signal. Il sentait que le moindre retard pouvait lui devenir funeste, et voulait profiter de l'ascendant qu'il avait pris sur ses adversaires dans les deux journées précédentes, pour s'ouvrir enfin un passage vers la Loire.

Le corps de Rossignol était avantageusement posté derrière le Couesnon, et n'avait sur la rive gauche que la brigade Westermann en avant-

garde. Celle-ci, vainement soutenue par des renforts successifs, est accablée par le nombre, et plie devant les Vendéens, dont la cavalerie n'est arrêtée que par une charge vigoureuse du général Marigny. Jusques-là cependant, le corps de bataille des républicains s'était conservé intact à l'abri du feu de l'ennemi; mais un officier d'artillerie ayant placé six pièces sur la hauteur voisine, une terreur panique gagna tout-à-coup les bataillons de volontaires qui commençaient à en souffrir, et les précipita en déroute vers Antrain. Rossignol désespéré, fit d'inutiles efforts pour les arrêter: le désordre se propagea dans la ligne; les soldats sourds à la voix de leurs généraux, aux menaces, aux reproches des représentans, s'enfuient à la débandade, les uns vers Fougères, les autres sur la route de Rennes, où la cavalerie vendéenne les poursuivit l'épée dans les reins.

Les royalistes ne profitent pas de leur victoire

Cette journée malheureuse, dont Rossignol porta tout le blâme, pour avoir tâtonné et engagé ses troupes partiellement, coûta aux républicains 5 à 6 mille hommes, et ouvrit de nouveau la route de la Loire aux Vendéens; car s'ils avaient fait diligence pendant que les premiers se ralliaient avec peine à Rennes et à Angers, ils auraient pu gagner aisément les ponts de Cé ou de Saumur. On a même pensé que, descendant en ligne directe par Rennes sur Nantes, rien n'aurait

Incertitude dans leur conseil.

pu s'opposer à leurs coups. Telle était du moins l'opinion du généralissime, que partageait le curé de St.-Laud; mais Stofflet fut d'avis de retourner en Vendée par Laval et Angers. Talmont, au contraire, représenta qu'on ne retirerait jamais de plus beau fruit de la victoire, qu'en retournant sur Granville, où il n'y avait plus de garnison; que la prise de cette place, désormais immanquable, leur donnerait la faculté d'embarquer pour Jersey, les femmes, les enfans, les vieillards; de faire la conquête du Cotentin, et d'y attendre les secours de l'Angleterre. Malgré la divergence des opinions, la majorité du conseil se rangea de cet avis; et l'ordre fut donné de marcher sur Granville.

Mais à peine cette décision fut-elle connue de l'armée, qu'une seconde révolte éclata avec plus de violence parmi les Vendéens. Ils accusèrent hautement le prince de Talmont de vouloir les abandonner à la fureur des républicains, pour se sauver en Angleterre: l'on ne parvint à les apaiser et à les retenir dans l'ordre, qu'en prenant la route d'Angers. De Fougères aux portes de cette ville, ce fut une véritable promenade qu'on exécuta en quinze jours, sans rencontrer un seul ennemi: on aurait donc pu gagner sans obstacle, en sept ou huit marches, les ponts de Cé ou Saumur. Cette lenteur devint la première cause de la défaite des Vendéens.

Mesures prises par le comité de salut public.

En effet la Convention, informée de tous les désastres qu'éprouvaient ses armées, avait pris de nouvelles mesures. Seyffer, destitué pour insubordination, fut remplacé par le général Tilly, dont la division reçut un renfort de neuf bataillons, huit escadrons et 24 bouches à feu, tirés de l'armée du Nord, sous les généraux Jacob et Crouzat. Rossignol disgracié, dut céder le commandement au général Thurreau, lequel rappelé des Pyrénées-Orientales, fut remplacé provisoirement par le jeune Marceau, qui eut l'ordre de réunir toutes les divisions, et de poursuivre sans relâche les Vendéens.

Attaque d'Angers.

Toutes les colonnes républicaines étaient en pleine marche, mais encore fort éloignées les unes des autres. Il n'y avait alors à Châteaubriant qu'environ 12 mille hommes, si attérés de leur dernier échec, que Rossignol n'osa harceler la marche des royalistes. Angers, entouré d'une vieille chemise en maçonnerie, prête à s'écrouler sous le jeu des premières batteries, et dont les abords étaient masqués par de vastes faubourgs, n'avait pour garnison que quelques détachemens de la brigade Boucret, et quatre bataillons de gardes nationales. Le général Danican, chargé d'entretenir la communication entre Rennes et cette ville, s'y était réfugié avec sa brigade, moins avec l'intention de la défendre, que de la livrer aux royalistes : et, si les Ven-

déens eussent su conduire un coup de main, il n'est pas douteux qu'ils auraient encore déjoué les mesures de la Convention.

Retraite des royalistes.

Mais l'attaque d'Angers ne fut pas mieux dirigée que celle de Granville. Après trente-six heures d'un combat meurtrier, les Vendéens montaient à l'escalade, lorsque tout-à-coup le général Marigny, détaché de Becon par Rossignol, tombe sur leurs derrières et les force de renoncer à l'entreprise, pour ne s'occuper que de leur propre défense. Piron contint l'élan de la cavalerie républicaine; mais dès ce moment, on désespéra de prendre la ville. Pendant que les chefs délibéraient tumultueusement, l'avant-garde se mit en marche vers Baugé, et y entraîna le reste de l'armée. Les généraux Marigny et Westermann la suivirent en queue; le premier dans la direction de Durtal, près duquel il s'engagea un combat fort vif où il fut tué; l'autre sur la route de Baugé, où il vint placer ses bivouacs.

Arrivée à Baugé, l'armée vendéenne s'aperçut alors de son faux mouvement: elle ne pouvait franchir la Loire qu'à Saumur ou à Tours, dont les ponts défendus par de bonnes garnisons se trouvaient à l'abri de surprise. Un nouveau conseil est convoqué: et l'on décide qu'attendu que le gros de l'armée républicaine est établi sur le flanc droit aux environs de Becon, l'on ne peut sans risque tenter un passage de

vive force, aux ponts de Cé, de Saumur ou de Tours, et qu'on marchera sur le Mans, par la Flèche. La population du Maine passant pour royaliste, l'on se flatta d'en obtenir quelques secours. Au pis-aller, comme la contrée confine à la Bretagne, on espéra transporter le théâtre de la guerre dans cette province. Ce parti présenta néanmoins un obstacle qu'on n'avait pas prévu. Durant les quarante-huit heures de siége, le général Chalbos s'était rendu de Saumur à la Flèche, où il avait pris poste avec sa division. Qu'on juge de la consternation des Vendéens, lorsque, le 8 décembre, arrivés à la vue de cette ville, ils aperçurent le pont coupé, et 4 à 5 mille hommes en position sur la rive droite du Loir! D'abord, ils se crurent perdus; car dans le même moment Westermann pressait vivement l'arrière-garde commandée par Piron. Toutefois la présence d'esprit du généralissime les sauve de ce mauvais pas. Il ordonne à 300 cavaliers de prendre en croupe autant de fantassins; remonte la rivière à trois quarts de lieue, la passe à gué à la chute du jour, arrive au trot aux postes de la ville, y met à terre son infanterie et y entre aux cris prolongés de *vive le Roi!* Tous les républicains prennent l'épouvante: bientôt elle se communique dans le camp; et la division se sauve en pleine déroute sur le Mans. Larochejacquelin ne perd pas un instant

à rétablir le pont : une partie de son armée y défile et construit des batteries pour protéger ce qui tenait tête à Westermann.

L'armée vendéenne séjourna fort inutilement à la Flèche. Elle aurait dû poursuivre le lendemain sa marche sur le Mans ; mais les malades, les blessés, les non-combattans, réclamèrent encore un jour de repos, qu'on ne sut pas leur refuser. Le 10, on prit la route de cette ville, sur laquelle l'infatigable Westermann poursuivit l'arrière-garde jusqu'à Fouletourte.

Bataille du Mans.

Le Mans étant une ville ouverte, Chalbos ne jugea pas prudent de la défendre : il se contenta, en se retirant sur Alençon, de garnir de chausses-trapes le pont de l'Huine, et de le faire barricader. Les Vendéens prirent donc possession de la ville sans combat. Là, ils espéraient avoir le temps de se remettre de leurs fatigues ; de réparer un peu le matériel d'artillerie et les équipages ; mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'il n'y aurait plus de repos pour eux. En effet, dès le lendemain, le général Chalbos vint les attaquer avec sa petite division, renforcée de 5 à 6 mille hommes de la levée en masse. À la vérité, son attaque fut bientôt repoussée ; mais il n'en fut pas ainsi de celle qui eut lieu le 13.

Cependant, en exécution de l'arrêté du comité de salut public, le général Rossignol ayant remis le commandement de l'armée de l'Ouest à

Marceau, aussitôt que celui-ci fut informé de la direction prise par les royalistes en quittant la Flèche, il se porta en hâte à leur poursuite et rallia, chemin faisant, la division de Cherbourg. Arrivé à environ cinq lieues de Laval, il divise son armée en trois colonnes, auxquelles il fait prendre les routes de Vendôme, de Tours et d'Angers, pour marcher concentriquement sur le pont de Pontlieue. Muller précédé de Westermann, commande la colonne de gauche, Kléber celle de droite, et Tilly celle du centre.

Rien n'avait été prévu par Larochejacquelin pour repousser cette attaque. Il se garda aussi peu au Mans, qu'il l'aurait pu faire à Montaigu ou à Mortagne, dans les temps les plus heureux de la guerre civile. Aussi une défaite complète fut le prix de sa présomptueuse sécurité. A l'apparition des coureurs républicains sur les bords de l'Huine, il ramassa les premières bandes qu'il rencontra, leur fit passer cette rivière, et les embusqua dans le bois de sapins qui s'étend entre la Mayenne et la route d'Angers. Le reste de l'armée, arraché des cabarets et des maisons où il s'était cantonné, vint ensuite occuper l'espace entre la route de Tours et celle de Châteaudun. L'attaque fut impétueuse et la résistance opiniâtre. La colonne de gauche fut long-temps tenue en échec, parce qu'elle était prise en flanc par le détachement embusqué

dans le bois ; cependant Tilly et Kléber ayant rejeté de l'autre côté de la rivière les divisions de Stofflet, de Lyrot et de Fleuriot qui leur étaient opposées, cette aile déboucha également, et le théâtre du combat fut porté à l'entrée de la ville. Ici, Larochejacquelin à la tête de quelques centaines d'hommes, cherche à retarder la marche des colonnes victorieuses, et à ranimer l'ardeur des siens ; mais il est renversé de cheval, et forcé de rentrer en ville pour donner des ordres, soit pour sa défense, soit pour son évacuation. Il était trop tard : il y régnait déjà un tel désordre, qu'il fut impossible au généralissime de rallier au-delà de 1,500 hommes, avec lesquels il tenta un dernier effort qui fut également repoussé. Alors les républicains se répandirent dans la ville, où le carnage ne cessa que le lendemain à huit heures du matin. Les royalistes, après avoir perdu environ 10 mille hommes des leurs, autant de femmes, de vieillards et d'enfans, presque toute leur artillerie et une immense quantité de bagages, se retirèrent néanmoins en assez bon ordre sur Laval, où ils arrivèrent dans la nuit, écrasés de fatigue et de besoin.

Les royalistes se dispersent sur la Basse-Loire.

Réunis à Laval le 14, les Vendéens qui avaient survécu au désastre de cette journée, délibérèrent de nouveau sur le parti à prendre. Ils ignoraient que la cour de Londres eût armé en leur

faveur, et qu'une expédition portant 8 à 10 mille hommes de débarquement serrait la côte de Normandie, dans l'attente des signaux qu'on lui avait indiqué. Désabusés de toutes les expéditions lointaines, ils ne sentaient que plus vivement la faute qu'ils avaient commise en passant la Loire, et résolurent de s'en rapprocher et de la mettre de nouveau entre eux et leurs ennemis, à quelque prix que ce fût.

Ils sont repoussés à Ancenis.

En conséquence de cette résolution tardive, les débris de l'armée battue se dirigèrent le même jour vers Craon. De là, ils cheminèrent par Pouancé, St.-Marc et Ancenis, où ils arrivèrent le 16 septembre. L'on ne trouva dans cette ville qu'un seul petit bâteau; mais l'on aperçut sur l'autre rive quatre autres grosses barques de foin, dont on espéra pouvoir s'emparer, et à l'aide desquelles le passage aurait commencé. Pendant que le généralissime avec une vingtaine de soldats s'occupait de cette expédition, l'on travailla avec ardeur à la construction de radeaux : ni l'un ni l'autre de ces expédiens ne réussit. Larochejacquelin, attaqué par une patrouille républicaine sur la rive gauche de la Loire, fut obligé de prendre la fuite; d'un autre côté, une chaloupe canonnière étant venue se placer vis-à-vis Ancenis, coula les radeaux au fur et à mesure qu'on les mettait à flot. Qu'on juge du désespoir dont les Vendéens furent saisis,

lorsque sur ces entrefaites, les coureurs de Westermann se montrèrent! Dès-lors pour retarder le dernier coup, les débris de l'armée royale se virent réduits à fuir à Nort sans général. Depuis ce moment, elle perdit avec l'espoir de retourner dans ses foyers, le simulacre d'organisation qu'elle avait eu tant de peine à conserver, et chacun songea à son propre salut. Nombre d'officiers et de soldats se dispersèrent; la plupart, après s'être déguisés. Quelques centaines furent assez heureux pour repasser la Loire furtivement; d'autres, assez confians dans la générosité de leurs ennemis, déposèrent les armes et se constituèrent eux-mêmes prisonniers; enfin mille à douze cents, conduits par les chefs les plus intrépides ou les plus obstinés, passèrent la Vilaine entre Rieux et Redon, et allèrent former le noyau des bandes chouanes qui désolèrent bientôt la côte du Morbihan.

Toutes ces défections affaiblirent considérablement le nombre des combattans: l'on n'en comptait plus guères que 10 mille, excédés de fatigues et de besoin. A peine eurent-ils le temps de reprendre haleine, que l'avant-garde des républicains se présenta devant Nort. Un vif et court engagement de cavalerie entre les deux partis, en écartant pour quelques heures les hussards de Westermann, n'en démontra que plus clairement la nécessité d'évacuer ce poste,

pour ne point avoir sur les bras toute l'armée républicaine. L'on se porta donc à Blain. Ici, l'on nomma Fleuriot généralissime ; et le choix même de cet officier, piquant l'amour-propre de quelques prétendans, acheva de porter le désordre et la désorganisation dans les rangs : le prince de Talmont et plusieurs autres chefs allèrent guerroyer pour leur propre compte.

Le nouveau généralissime eut d'abord l'envie de défendre ce bourg; il crénela les murailles du château, et mit les pièces en batterie sur la route ; mais un peu plus de réflexion lui en montrant l'impossibilité, il convoqua le conseil, et l'on délibéra sur le parti à prendre. Quelques membres proposèrent de se rendre à Redon, et de se disperser ensuite. D'autres observèrent que la chaussée qui y conduit cheminant entre des marais, on risquait de s'y faire écraser devant la première coupure, si Westermann continuait à poursuivre en queue : on se porta donc à Savenay en une marche de nuit, malgré une forte pluie de neige fondue.

Défaite de Savenay.

Ce bourg, bâti sur une hauteur à gauche de la route de Nantes à la Roche-Bernard, pouvait être défendu avec avantage; mais sa situation géographique ne méritait pas qu'on s'y arrêtât, parce qu'il n'avait aucune issue, si ce n'est vers St.-Nazaire à l'embouchure de la Loire. En acceptant le combat dans cette position, il fallait que les

Vendéens fussent déterminés à vaincre ou à périr.

A peine terminaient-ils leurs dispositions de défense, que les coureurs républicains parurent sur la route de Nantes, et s'engagèrent avec l'avant-garde commandée par Lyrot de la Patouillère. Les deux partis renforcés successivement tiraillèrent jusqu'à la chute du jour, et préludèrent ainsi à la lutte décisive du lendemain.

Le 22 décembre, Marceau certain d'être joint dans la matinée par la division Tilly, commença l'action avec l'avant-garde, soutenue des divisions Kléber et Beaupuy, formant ensemble environ 12 mille hommes. Fleuriot au contraire, ne comptait pas au-delà de 6 mille combattans, bien qu'il y eût encore près de 10 mille individus attachés à sa fortune. Le combat s'engagea néanmoins avec fureur et se soutint avec opiniâtreté. Les Vendéens se battirent en hommes qui ne voulaient pas survivre à leur défaite. Après avoir perdu environ 2 mille des leurs, ils abandonnèrent les sept pièces d'artillerie qui leur restaient. Cédant enfin, autant au nombre qu'à la valeur des républicains, ils se dispersèrent et coururent individuellement chercher un refuge dans la forêt de Gavre; mille à 1,200 mirent bas les armes et se rendirent prisonniers, ne demandant que la vie. Marceau envoya une partie de ses troupes à la poursuite des fuyards, tandis qu'avec l'autre, il revint à Nantes, où la popula-

tion entière les accueillit comme des libérateurs.

Les malheureux Vendéens traqués et poursuivis durant huit jours comme des bêtes fauves, par une partie des habitans qui s'étaient joints aux troupes, périrent sans gloire en une infinité de petits combats, ou sur des échafauds.

Expédition de lord Moira.

Tandis que les royalistes de l'Ouest se voyaient ainsi accablés par les fausses combinaisons de leurs chefs, le cabinet de St.-James, satisfait des renseignemens que ses agens lui avaient rapportés, préparait à grands frais une expédition pour les soutenir. Long-temps avant d'être en rapport avec les chefs vendéens, il avait formé à Jersey une légion d'émigrés bretons et normands dont le ministère donna le commandement au marquis du Dresnay. Lorsque décidé à les secourir, il songea à former un corps d'expédition, il y affecta 14 bataillons britanniques, quatre compagnies d'artillerie, un corps de 900 Autrichiens et de 4 mille Hessois à sa solde; outre la légion d'émigrés qu'on espérait porter à l'effectif de 2 mille hommes, ce qui eût formé au-delà de 12 mille hommes. Le comte Moira fut désigné par le roi pour en prendre le commandement; déjà même, huit bataillons anglais venaient d'être embarqués à Spithead. Le général en chef avait formé un état-major auxiliaire français et pris à bord une foule d'officiers généraux émigrés, lorsque des

vents contraires et des orages l'empêchèrent de mettre à la voile avant le 1er décembre.

Le 2, à la pointe du jour, la flotte fut en vue de la côte de France à la hauteur de Cherbourg, où les derniers émissaires des royalistes lui avaient assigné rendez-vous; mais ayant longé la côte durant plusieurs jours sans qu'on lui fit de signaux, lord Moira se rendit à Guernesey, d'où il dépêcha en France plusieurs agens qui lui apprirent que, quatre jours après la conférence des seconds envoyés, à la suite d'un échec essuyé devant Granville, les royalistes s'étaient repliés vers la Loire. Une violente tempête ayant assailli la flotte anglaise, et la rade de Guernesey étant jugée peu sûre, une partie des bâtimens la quitta; ce qui força l'amiral Mac-Bridge de revenir en Angleterre; une partie des Hessois débarqua à Jersey, le reste fut contremandé, et l'expédition remise à de meilleurs temps.

Telle fut l'issue de la première campagne dans la Vendée. Elle ne sera pas moins célèbre dans les annales des deux partis, par les horreurs et les atrocités que les vainqueurs y commirent tour-à-tour, que par la multitude des chocs, et la variété des combinaisons. Celles des chefs vendéens ne furent pas les moins dignes d'éloges. Bien que la perte de Bonchamp et de d'Elbée laissât un grand vide dans leurs conseils, Larochejaquelin y suppléa souvent; s'il manquait

d'expérience dans l'art des combats, il la remplaça par une résolution forte et vigoureuse, un coup-d'œil pénétrant, et l'instinct naturel de la guerre. Il serait difficile de le juger, sans connaître plus précisément les entraves que le conseil mit à ses desseins; car les grandes opérations s'y décidaient à la majorité; et on sait assez que ses membres étaient rarement d'accord. On peut toutefois reprocher aux chefs vendéens de n'avoir pas su profiter de la victoire. L'épouvante qu'ils portèrent d'Angers à Laval, et de Laval à Granville, ne suffit point pour établir qu'ils surent tirer parti de leurs avantages. C'était à Nantes, à Rennes, ou à Paris qu'il fallait se diriger. Ils n'osèrent s'approcher ni de l'une ni de l'autre de ces villes : ils perdirent le temps en promenades, en irrésolutions, et ne durent six semaines d'existence qu'à la conduite aussi pusillanime que mal concertée de leurs adversaires. En effet, ils n'essuyèrent plus que des défaites, aussitôt que le jeune Marceau eut pris le commandement des républicains. Le coup décisif leur fut porté au Mans : depuis cette époque, ils luttèrent contre l'agonie, la mort termina leurs angoisses à Savenay.

CHAPITRE XXVII.

Coup-d'œil sur l'intérieur.—La terreur plane sur la France.—Mort de la Reine, des Girondins et du duc d'Orléans.— Faction des Hebertistes ou des Cordeliers; ses chefs sont condamnés à mort.—Triomphe de Robespierre.

Dans la période qu'on vient de parcourir, on a vu les armées républicaines, sortant de leur état d'inertie et de faiblesse, triompher à-la-fois des fédéralistes du Midi et des royalistes de l'Ouest, chasser les armées coalisées du territoire français, et planter leurs enseignes victorieuses sur les bords du Rhin, comme sur ceux de la Sambre.

Nous serons malheureusement forcés d'obscurcir ce tableau par une esquisse des fureurs qui ensanglantèrent la France depuis le mois de juillet. Mais loin de nous appesantir sur des détails révoltans, et d'en souiller les pages d'une histoire consacrée à la gloire militaire, nous promènerons rapidement nos pinceaux sur les événemens qui signalèrent ces jours de douleur; et n'ayant que des exécutions à rapporter, nous aurons rempli notre tâche, si nous par-

venons à rattacher leurs résultats à quelques combinaisons politiques et militaires.

Immédiatement après la chute des Girondins, Robespierre chercha à éloigner Danton, dont le crédit lui portait ombrage : affectant de le croire porté à la modération, il l'accusa secrètement de n'être plus l'homme qui, au 2 septembre, causait la terreur des ennemis de la liberté, et lorsqu'il fut assuré de l'effet de ses menées, il chercha à l'éloigner pour le perdre plus sûrement. « Un orage s'élève contre toi, lui dit-il, la Montagne n'a point oublié tes liaisons avec Dumouriez; elle hait tes mœurs, elle s'indigne de ta mollesse, elle craint tout de la vénalité qu'elle te reproche. Eloigne-toi un moment; repose-toi sur un ami qui veillera sur tous tes dangers, et qui te donnera le signal du retour. »

Danton s'éloigne des affaires.

Trop confiant en ce perfide avis, ou convaincu peut-être qu'il valait mieux assoupir la jalousie de son rival, que de la heurter sans succès, Danton garda le silence, et se retira quelques jours après, à Arcis-sur-Aube, sa patrie.

Ce fut sans doute par ce motif qu'il refusa de faire partie du comité de salut public, auquel on voulait l'adjoindre le 6 septembre : car loin d'être rassasié de pouvoir comme Sylla, il en était assez avide pour qu'un pareil abandon de sa part soit attribué à la crainte.

Au surplus cette absence, jointe à la mort de

Robespierre

domine de plus en plus.

Marat, débarrassa Robespierre de compétiteurs qui jouissaient comme lui des faveurs du peuple. Mais, pour conserver sa puissance, il avait encore besoin d'appui : Billaud-Varennes, à qui l'on fut redevable du gouvernement révolutionnaire, mérita l'honneur de figurer à ses côtés : l'impétueux St.-Just, l'implacable Couthon qui dans un corps paralytique renfermait l'ame d'un tigre ; Collot-d'Herbois, auquel on serait embarrassé de donner une épithète, devinrent ses dignes lieutenans (1).

Leur premier soin fut de briser l'espèce de joug sous lequel la commune avait tenu la Convention, et la loi qui ajournait la constitution leur en fournit tous les moyens. Entouré au comité de salut public, d'hommes sur lesquels il pouvait compter, le dictateur n'avait plus besoin de Chaumette, car le soin qu'il prit de perpétuer le gouvernement révolutionnaire, en prorogeant indéfiniment les pouvoirs de ce comité, lui assu-

---

(1) Le comité qui domina la France pendant la terreur, fut d'abord composé, par décret du 10 juillet, de neuf membres : Barrère, Robert-Lindet, St.-Just, Couthon, Jean-Bon-St.-André, Hérault de Séchelle, Thuriot, Gasparin, et Prieur de la Marne.

Robespierre fut nommé le 27, en remplacement de Gasparin.

Carnot, et Prieur de la Côte-d'Or, y furent adjoints le 14 août.

Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois et Granet, le 6 septembre. Ils gouvernèrent jusqu'à la chute de Robespierre, au mois de juillet 1794.

rait une puissance à l'abri de toute atteinte; aussi la perte de ce tribun du peuple fut-elle jurée en même temps que celle de Hébert. Dès-lors, la commune ne devint, entre les mains de Robespierre, qu'un instrument secondaire, comme la Convention n'était plus qu'une machine à décrets. Il n'eut bientôt plus qu'à modérer les accès des démagogues dont il avait allumé la fureur.

La licence démagogique que fait de grands progrès.

Le frein qui retenait la populace, affaibli successivement au 6 octobre, au 20 juin, au 10 août, au 2 septembre, avait été enfin rompu le 31 mai. Les meneurs de la Montagne, persuadés qu'il y aurait désormais de l'imprudence à compter sur la masse de la nation qui les réprouvait, se virent contraints à chercher des janissaires parmi des hommes énergiques jusqu'à la barbarie, et ne se firent aucun scrupule d'en prendre même parmi les égorgeurs des prisons. Le décret qui instituait l'armée révolutionnaire, bien qu'il n'ajoutât rien à leurs moyens de ce genre, en légitima l'existence par une formalité législative.

Nous avons déjà indiqué les effets surprenans des lois des 23 août et 5 septembre, sur les armées; mais il n'est pas hors de propos de montrer quelle influence elles exercèrent sur les affaires de l'intérieur. L'absence totale du luxe avait ruiné les manufactures; et la plupart des ouvriers se trouvaient sans ouvrage et sans pain. Danton, dans

l'espoir de tirer parti de cette circonstance, et de cacher ces funestes résultats de l'anarchie aux yeux de la multitude, fit décréter que les sections se réuniraient deux fois par semaine; et, afin de se rendre maître plus sûrement de leurs délibérations, il proposa de payer quarante sols par jour aux citoyens de la classe indigente qui y assisteraient. C'était sans doute le premier exemple, que les intérêts d'une grande nation fussent débattus publiquement par des mercenaires de cette espèce.

Les comités révolutionnaires.

Indépendamment de ces sociétés, des comités révolutionnaires, composés de tout ce que la France avait pu produire d'hommes violens et exagérés, s'établirent sur tous les points de la république; chaque section de la capitale et chaque commune des départemens avait le sien; ainsi, les prolétaires s'emparèrent à-la-fois du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire; car il arriva rarement, qu'un homme dénoncé par eux, pût se soustraire à l'échafaud: Bazire même, parvint, dans le tumulte de la séance du 5 septembre, à faire décréter que les comités révolutionnaires existans seraient épurés, et *qu'ils étaient autorisés à procéder sur-le-champ au désarmement et à l'arrestation de tous les hommes suspects, sans recourir à l'intervention d'aucune autorité.*

Les débats de la Convention ne présentent, à cette époque, qu'un mélange inexplicable de

cynisme et de barbarie, d'énergie et de bassesse, de courage et de lâcheté : pour les peindre avec des expressions convenables il faudrait créer un langage particulier. Un jour on entendit Drouet s'écrier à la tribune : « Puisque notre vertu, notre » modération, nos idées philosophiques, n'ont » servi à rien, soyons brigands pour le bonheur » du peuple! soyons brigands..... » Une autre fois Lequinio, se vanta au sénat dont il était délégué, d'avoir fait dîner le bourreau à sa table (1) : mais, sans nous laisser entraîner par une juste indignation, contentons-nous d'énumérer rapidement les faits!

Loi des suspects.

La loi sur les suspects, rendue le 17 septembre, acheva d'ôter jusqu'au moindre espoir d'éteindre le volcan révolutionnaire, dont la lave menaçait de dévorer tout ce qu'elle trouvait sur son passage. Elle couvrit, en un instant, la France, de bastilles et d'échafauds. Tous les bâtimens qui pouvaient servir de prisons, étaient remplis de victimes.

Au moyen d'une législation pareille, et d'un tribunal comme celui de Fouquier-Tinville, les terroristes décimèrent la France, avec une ardeur et une rapidité qu'on a peine à concevoir.

Mort de la reine

La première victime qui tomba sous leurs

(1) Lettre de Lequinio à la Convention, séance du 17 novembre.

coups fut Marie-Antoinette : arrachée du Temple dès le 5 août, jetée dans un affreux cachot à la conciergerie, elle ne fut mise en jugement que le 15 septembre, par un raffinement de barbarie qui s'appliquait à redoubler et à prolonger ses souffrances. Si cette princesse, ignorant l'art de se faire aimer, encourut le reproche d'avoir excité son époux aux démarches dont on lui fit un crime; si elle voulut soumettre comme on l'a prétendu les affaires d'état les plus importantes, à des cotteries de cour; elle racheta ces fautes par de brillantes qualités et une ame élevée, qui méritaient un meilleur sort. L'infortunée reine expia les succès du prince de Cobourg à Valenciennes et à Cambray, et ceux de Wurmser en Alsace; la Convention répondit par un cri de vengeance et de mort, aux menaces de ses ennemis; et la fille de Marie-Thérèse, traînée à l'échafaud le 16 octobre, n'y montra pas moins de résignation et de fermeté que son auguste époux.

Supplice des Girondins, des Constituans et du duc d'Orléans.

Ceux des Girondins qui s'étaient livrés aux mains de leurs adversaires, expièrent bientôt des vertus et des vices, dont on leur faisait également un crime. Le farouche Amar, au nom du comité de sûreté générale, vint enfin demander que le décret d'arrestation prononcé le 2 juin, fût transformé en accusation formelle contre quarante-six Girondins et leurs partisans : il pro-

posait en même temps l'emprisonnement de soixante-treize députés, signataires d'une protestation saisie dans les papiers de Valazé. Un membre trouvant cette peine trop douce, opina pour la mort de ces derniers; et, au grand étonnement de tous les partis, Robespierre se constitua leur défenseur. Satisfait, sans doute, de décimer la Convention pour en éloigner les hommes dont il redoutait l'opposition, ou jaloux de se ménager un accès à la reconnaissance d'un grand nombre de ses collègues, il fit parade d'une vertu dont on ne l'eût pas soupçonné capable, et se contenta pour cette fois du supplice des Girondins. 3 octobre.

Vergniaud, Brissot, Gensonné, Lasource, Fonfrède, Fauchet, Sillery, Duperret et douze autres moins célèbres, furent condamnés à mort le 30 octobre. Valazé se poignarda au tribunal.

Le duc d'Orléans ne tarda pas à subir le même sort, et son supplice du moins n'arracha point de larmes. 6 novembre.

Madame Rolland, trop convaincue de l'innocence de son mari et de la sienne, était restée à Paris; on l'arrêta; et pendant qu'on informait son procès, elle rédigea à la hâte dans sa prison, des mémoires qui attestent à-la-fois la force de son caractère et l'étendue de son esprit. Conduite à l'échafaud le 8 novembre, elle y déploya une grandeur d'ame admirable. Témoin

de l'effroi qu'éprouvait un financier célèbre, à l'aspect de la mort dont il voyait les apprêts, elle demanda qu'on l'exécutât le premier : exemple d'autant plus héroïque, qu'il était donné par une femme dans la fleur de l'âge, et sur qui la nature semblait avoir épuisé toutes ses faveurs. Son mari se donna la mort, à la nouvelle d'un événement si funeste, et la plupart des autres Girondins fugitifs ne furent guères plus heureux : poursuivis dans les départemens, plusieurs se détruisirent de leurs propres mains. La révolution, comme Saturne, semblait prendre à tâche de dévorer ses propres enfans; Condorcet s'empoisonna à quelques lieues de Paris, où il venait d'être découvert; Guadet fut guillotiné à Bordeaux; on trouva le corps de Péthion dans les bois, à moitié dévoré; Barbaroux, expirant, devint encore la proie des bourreaux. Lanjuinais et Louvet, plus heureux, gagnèrent la Suisse.

Les constituans restés en France n'étaient pas épargnés : le titre de patriote de 1789 fut un instant jugé digne du supplice. La mort de Rabaud-de-St.-Etienne, et de Bailly, vengea les aristocrates de la part que ces magistrats avaient prise aux premiers pas du peuple français dans la carrière glissante de la liberté. Le dernier qui, en qualité de maire avait proclamé la loi martiale lors de l'émeute du champ de Mars en 1791, fut exécuté près de la rivière et du lieu

qu'il avait fait teindre du sang impur de quelques conjurés.

Plusieurs savans célèbres, à qui leur éloignement de la carrière publique aurait dû servir de sauve-garde, furent associés aux plus ridicules projets de conspiration. Richesse, vertus, graces, talens, génie; en un mot tout ce qui pouvait paraître un titre de supériorité, fut livré sans pitié à la hache révolutionnaire, et devint un motif de proscription à l'égal des plus grands délits politiques. On les poursuivait avec un tel acharnement que l'on put s'étonner un instant qu'il restât en France un seul homme doué de ces qualités qui inspirent le respect aux contemporains et l'estime de la postérité.

Cependant les membres du comité de salut public ne se dissimulaient point la nécessité de colorer leur affreux régime de tous les dehors d'une profonde politique; déja Barrère espérant imiter Cromwel dans ses plus habiles conceptions, avait proposé dès le 21 septembre un acte de navigation (1). Ce décret, bien que basé sur de bons principes, était d'une exécution à-peu-près impossible, et ne pouvait produire aucun effet salutaire pour la marine française, dans un temps où les relations commerciales et coloniales

Politique du comité.

(1) Pièces justificatives, n° 9, et Moniteur du 24 septembre 1793.

de la république étaient en grande partie entre les mains des neutres.

Robespierre imagina aussi de se donner les apparence d'un grand homme d'état, en passant en revue la situation de l'Europe. Le rapport qu'il en fit le 17 novembre, bien qu'il semblât préparé au ministère des relations extérieures, noyait un petit nombre d'idées justes et fortes, dans une foule d'abstractions et d'injures les plus obcènes, adressées à tous les gouvernemens (1). Des législateurs plus éclairés, loin de l'applaudir, y entrevoyant l'intention perfide de prolonger la guerre et d'en faire une lutte à mort, eussent demandé à Robespierre quel intérêt il pensait servir en mettant ainsi sa patrie au ban général de l'Europe?

Terreur dans les départemens.

Tandis que la tribune de la Convention était tour-à-tour le théâtre de si honteux débats, de déclamations politiques déplacées et des plus vigoureuses mesures de salut public; la hache meurtrière des proconsuls, en mission dans les départemens, n'était pas moins active que celle dont Fouquier-Tinville frappait ses victimes à Paris. Le comité convaincu qu'il ne pouvait sauver la France qu'en opposant à la coalition un million de bras armés, et qu'il n'obtien-

(1) Séance du 27 brumaire, Moniteur du 30. Voyez pièces justificatives, n° 14.

drait les levées nécessaires qu'en frappant d'épouvante tout ce qui chercherait à entraver sa marche, envoya dans les départemens les hommes qui s'étaient le plus signalés à la tribune des Jacobins, par des propositions forcenées. Ces farouches apôtres de la terreur renchérirent encore sur les instructions qui leur avaient été données. St.-Just et Lebas, délégués à Strasbourg, ne se contentaient pas d'y lever 10 millions sur les riches, d'envoyer à l'échafaud l'élite de sa population, et de prendre des arrêtés « *pour mettre » les aristocrates pieds nuds, afin de donner des » souliers aux défenseurs de la patrie.* » Ils répandaient l'effroi jusques dans les campagnes les plus reculées. Les habitans de la Basse-Alsace expièrent par milliers, le crime d'avoir conservé quelque respect pour leurs usages religieux, et quelques rapports de langage avec les troupes allemandes; plus de 50 mille de ces malheureux, contraints d'abandonner leurs foyers, s'enfuirent dénués de tout, pour chercher un asile sur ce sol qu'on nommait alors la terre de l'esclavage : le patriotisme reconnu des habitans de cette province a suffisament prouvé, de nos jours, l'injustice et l'inutilité de ces proscriptions.

Nantes était le théâtre de plus grandes atrocités : la plume est prête à nous échapper en écrivant le nom de Carrier; ce tigre, dont les bâteaux à soupapes et les mariages républicains épou-

vanteront la postérité la plus reculée, ne doit trouver place dans l'histoire que pour fournir un nouveau nom symbolique des crimes pour lesquels on ne trouverait aucune expression.

L'avocat d'Arras ne ménagea pas sa patrie ; il lui délégua, dans sa colère, Joseph Lebon, dont nous n'aurons pas le courage d'énumérer les exploits; on nous saura gré d'observer la même réserve à l'égard de Collot-d'Herbois, réalisant à Lyon son horrible pensée des *transpirations politiques* (1).

Motifs allégués pour justifier le système de la terreur.

Si ces ministres de mort n'avaient eu en vue que la levée des armées et le salut de la république, on serait enclin à pardonner leurs fureurs; l'histoire fournit en effet plus d'un exemple semblable, et Tacite justifiant Octave, avoue que dans les guerres civiles on ne peut réussir par les voies ordinaires. En appliquant aux hommes de 1793, les maximes de ce grand historien, il serait peut-être permis de tirer le voile sur les excès commis à Toulon pour punir cette cité imprudente d'avoir livré son port et son escadre aux ennemis jurés de la France : on pardonnerait de même à St.-Just d'avoir fait condamner les patriciens de Strasbourg, qui voulaient livrer ce boulevard de

(1) Ennuyé des lenteurs de la guillotine, Collot faisait mitrailler les Lyonnais par centaine pour se venger d'avoir été sifflé sur le théâtre de cette ville ; il prenait plaisir à ces exécutions, et les nommait *des transpirations salutaires au corps politique*.

la république à Wurmser; enfin Lequinio aurait droit à quelque indulgence, s'il n'avait fait décapiter que les dix officiers de marine expédiés de Toulon après sa reddition aux Anglais, pour exciter à Rochefort un mouvement semblable, et faire remettre ce port aux armes britanniques sous le prétexte de le conserver à Louis XVII.

Projets des niveleurs.

Mais ces grands actes de vengeance nationale furent suivis de mille atrocités, sans autre but que d'assouvir d'affreuses passions; et si Carnot, Fouché, Barrère, et quelques autres, n'eurent réellement en vue que de résister aux coalisés, il est juste d'avouer aussi que le plus grand nombre des factieux ne décora ces saturnales du nom de salut public, que pour mieux cacher la turpitude de ses projets? Tout porte effectivement à croire que la plupart de ces énergumènes avaient conçu l'horrible pensée d'un nivellement complet de conditions et de fortune. Avec la loi sur les suspects et celle sur l'emprunt forcé qui ordonnait un recensement des moindres capitaux mobiliaires, aussi bien que celui des immeubles; il était facile, non-seulement de décimer la France, mais de la réduire à la moitié de sa population, comme les Cordeliers et les Hébertistes le voulaient : alors les biens, également répartis entre les prolétaires, eussent assuré la subsistance du bon peuple sans-culotte, qui, fuyant désormais les asiles du luxe, de l'oisiveté

et du vice, eût abandonné les cités pour se réfugier dans les champs.

Ce noir projet expliquerait aussi celui de prolonger les désastres de la Vendée, dont Philippeaux accusa plusieurs agens du comité; car cette guerre, moissonnant particulièrement la classe des aristocrates, devait réaliser enfin le rêve des niveleurs.

Ce système affreux qui pesa sur la France jusqu'au milieu de l'année suivante, contrastait trop avec les bienfaits attendus de la révolution, pour ne pas être insupportable. Le grand nombre d'ennemis qu'il devait naturellement se faire, rendait la position du parti révolutionnaire chaque jour plus critique, et de là s'accrut successivement son exaspération. L'idée de s'enfoncer de plus en plus dans le crime, pour compromettre d'autant mieux le peuple français, et rendre toute réaction impossible, fut une des conceptions les plus hardies des Jacobins qui, d'un même coup, se débarrassaient de leurs antagonistes, et rendaient la masse de la nation plus docile aux sacrifices qu'ils lui imposaient.

Forcés de se servir des plus vils instrumens, ils ne purent se dispenser de flatter leurs passions et leurs vices; on ne rougit pas même de les transformer en vertus civiques. Il fut un temps où l'on demandait aux fonctionnaires *quel crime ils avaient commis pour être livrés au supplice, dans le cas où la contre-révolution aurait lieu.*

Si la postérité s'étonne un jour que la France ait pu se façonner à un joug aussi odieux, elle trouvera l'explication de ce mystère dans l'excès même de l'infortune publique. L'élite de la nation était à l'armée ou fugitive; ceux qui se trouvaient aux frontières, étrangers aux complots, croyaient à l'existence de tous ceux qu'on leur révélait, et applaudissaient au triomphe de la république, pour laquelle ils versaient leur sang, et cueillaient des lauriers. Le reste composé d'hommes paisibles, disséminés, et sans aucuns rapports entr'eux, se trouvait comprimé par l'armée révolutionnaire et les bourreaux marchant à sa suite: chacun se renfermait dans son intérieur; un signe mal interprêté était un signe de mort. Il ne pouvait exister aucune résistance combinée, dès qu'il n'y avait ni communications d'idées, ni moyens de rassemblemens que pour les anarchistes. Pourquoi la France supporta ce joug.

Pressés par le désir de quitter ces lugubres sujets, nous allons poursuivre notre narration; mais avant de rapporter le choc des partis et la chute des Hébertistes, nous répèterons toutefois que l'écrivain impartial, voulant classifier les crimes qui souillèrent la Montagne, distinguera ceux commis par d'atroces furibonds, de ceux susceptibles d'être excusés par d'impérieuses circonstances; puis il sera juste aussi de ne point confondre les hommes qui se contentèrent d'or- Distinction à faire entre les partis.

donner la punition des complices de la guerre étrangère, avec ceux qui se noyèrent dans le sang français sans distinction. Les premiers, quoiqu'entraînés par une exaltation funeste, pratiquaient la plupart des vertus privées qui feraient honneur à tout homme de bien, et leurs fautes provinrent de leur situation désespérée, et du fatal esprit du temps, plutôt que d'un penchant au crime ou d'une cruauté froide et réfléchie.

Faction des Hébertistes.

Nous avons annoncé une nouvelle faction sous le nom d'Hébertistes; il devient indispensable d'entrer dans quelques détails sur cette secte anarchique, dont les chefs jusqu'alors avaient été confondus dans la foule des agens subalternes. Chaumette, Hébert et le prussien Cloots, si ridiculement surnommé Anacharsis, dirigèrent ce qu'on appelait la faction des Athées, laquelle prit aussi indistinctement le nom d'un de ses membres. Elle était d'autant plus dangereuse auprès du peuple, et devait d'autant plus porter ombrage à la popularité de Robespierre, qu'en substituant un grossier matérialisme à toute espèce de croyance religieuse, les coryphées de cette secte affichaient le plus impudent cynisme, et prêchaient la débauche effrénée comme le pillage. Ils commençaient à lever une tête indépendante, et à vouloir se soustraire à l'influence qui les avait long-temps dirigés; mais ils étaient trop redoutables pour ne pas attirer les regards

soupçonneux du dictateur. En effet les Hébertistes disposaient par la municipalité de la force armée de la capitale, et pouvaient soulever d'un seul mot la lie du peuple, dont le père Duchêne était l'oracle impur et vénéré : ils comptaient d'ailleurs parmi leurs partisans, Ronsin général de l'armée révolutionnaire, et la nombreuse troupe des Cordeliers.

Une simple insurrection les eût rendus maîtres des destinées de la France. Par une heureuse fatalité, Hébert et Chaumette n'y songèrent point, ou du moins attendirent trop long-temps. Se bornant à exhaler leur haine imprudente en vains discours et d'inutiles murmures, ils se plaignaient de l'ingratitude de la Montagne qui, à les en croire, leur était redevable de son triomphe sur les Girondins : « S'il y a des dangers à courir, » disaient-ils, on nous appelle les premiers ; il » n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de par» tager cette autorité, fruit de nos victoires ; » sans notre assistance, le 2 juin n'aurait point » eu lieu, et nous n'avons recueilli que la haine » de la faction abattue, avec la certitude d'être » les premiers objets de sa vengeance, si jamais » la Gironde venait à renaître de ses cendres. »

Après avoir ainsi exprimé leur mécontentement, ils veulent enfin se faire des prosélites et augmenter l'amour que leur porte déjà la multitude, en prenant l'initiative sur les mesures les

plus violentes du gouvernement révolutionnaire. Ces modernes Diogènes, non moins cyniques, mais plus cruels que le philosophe grec, rivalisent d'efforts pour étendre les limites de la turpitude et de l'immoralité, et pour leur rendre justice, il faut dire qu'ils parcoururent cette carrière à pas de géans.

Encouragé par eux, l'évêque constitutionnel, Gobet, fit le 17 novembre une abjuration publique de la religion dont il était ministre; cet exemple fut suivi par une multitude de prêtres qui, animés d'une sainte apostasie, venaient à l'envi se dépouiller des marques de leur sacerdoce, et fouler aux pieds cette croix qu'ils offraient jadis à la vénération des peuples. La Convention devint le théâtre de ces farces révoltantes, et d'une impiété dont on chercherait vainement des exemples; on poussa l'oubli des convenances jusqu'à se vanter à la tribune d'avoir promené un âne revêtu de toutes les décorations épiscopales et autres attributs religieux: enfin, pour mettre un dernier sceau à leur impudence, les membres de la commune prirent un arrêté pour faire traduire en italien et envoyer au Pape tous les décrets ou procès-verbaux des actes publics et particuliers qui avaient amené le bouleversement de la religion (1).

(1) Nous entendons ici par religion, la morale religieuse, et

Ce fut à cette époque que Chaumette imagina le culte de la raison. Dans la fête qu'il célébra en son honneur le 10 novembre 1793, une chanteuse de l'opéra, représenta la nouvelle déesse, telle qu'on nous dépeint Minerve s'appuyant sur une lance. Son cortége, formé d'une foule immense de Jacobins coiffés du bonnet rouge et entonnant des cantiques sacriléges, après avoir défilé devant la Convention, se rendit processionnellement à l'église de Notre-Dame. Là, cette divinité de théâtre, déposée avec un respect ridicule sur l'autel même du vrai Dieu, reçut les hommages et l'encens de la multitude, et d'une troupe de vestales de coulisses.

Jamais l'immoralité ne s'était montrée dans un appareil plus pompeux. Robespierre laissait faire et observait en silence; peu inquiet des suites de cette saturnale, il se proposait, après en avoir envoyé les auteurs à l'échafaud, de sanctifier la république en proclamant son Être suprême et l'immortalité de l'ame. Le Dracon de la France voulait aussi en être le Numa.

Ce genre de gloire touchait faiblement Danton, qui venait de reparaître sur la scène; mais il se réunit à son collègue pour écraser des rivaux

non les abus d'un culte intolérant ou le fanatisme affecté d'un clergé ambitieux : choses qu'on a trop souvent confondues.

dangereux : toutefois ils ne les attaquèrent pas directement, et se servirent d'abord de Camille Desmoulins pour les accuser. Anacharsis Cloots, Hébert, Chaumette, Ronsin, commandant de l'armée révolutionnaire, et plusieurs autres de ces anarchistes furent arrêtés dans le même jour. Barrère, chargé de faire un rapport sur les délits dont ils étaient prévenus, s'en acquitta avec son bonheur accoutumé, et le dictateur paya d'un sourire les éloges prodigués à sa feinte modestie par le complaisant orateur du comité.

L'impatience d'arriver jusqu'au supplice de ces misérables, qui n'eut lieu qu'au milieu de mars, nous a fait dépasser les bornes chronologiques de cette campagne : avant de rapporter celle de 1794, il ne sera pas inutile de quitter un instant les rivages ensanglantés du continent européen, pour nous transporter dans les colonies des Deux-Indes.

CHAPITRE XXVIII.

Evénemens des Colonies depuis 1790. — Premières causes des désastres de St.-Domingue. — Incendie de la plaine du Cap et du Port-au-Prince. — Négociation d'un parti avec les Anglais. — Destruction du Cap. — La province de l'Ouest est livrée aux ennemis. — Un détachement britannique, appelé au Môle-St.-Nicolas, prend possession de cette forteresse. — Affaires de la Martinique. — Emigration du gouverneur de Behague. — Rochambeau repousse l'amiral Gardner.

Tandis que la France parvenait à repousser l'invasion des coalisés, par les résultats d'une exaltation sans exemple dans les annales du monde, mais qu'elle épuisait, par ces efforts mêmes, les sources réelles de crédit, de prospérité commerciale et de puissance fédérative, l'Angleterre se hâtait de profiter des embarras où sa rivale se voyait plongée, afin de saisir, de prime-abord, toute la supériorité coloniale et maritime à laquelle elle aspirait. Trop habile pour compter sur une victoire facile, et se repo-

ser sur ses alliés du soin de la lui procurer, elle redoubla d'efforts, comme si elle eût dû soutenir seule une lutte contre tous. Lord Dundas avait fait décréter, dès le 28 janvier, la levée de 45 mille hommes pour la marine : plus de 80 vaisseaux allaient être mis en commission, et porter son pavillon victorieux sur les points les plus reculés du globe.

Indes-Orientales.

On se rappelle que la compagnie des Indes, profitant des embarras où la révolution plongeait le cabinet de Versailles, s'était hâtée de porter le coup décisif à l'empire de Mysore, et que Cornwallis avait fait, en 1792, sous les murs de Seringapatnam, une paix qui ravit à Tippoo-Saïb la moitié de ses états. Le vainqueur partagea ces conquêtes entre le Nizam, créature dévouée à la compagnie; les Marattes, qui l'avaient imprudemment secondé, et qu'il espérait s'attacher; puis la compagnie elle-même, qui en prit une part suffisante pour se dédommager, disait-on, des frais de ce dépouillement.

Dès-lors le malheureux établissement de Pondichéry, qui naguères disputait à Calcutta et à Madras, l'empire de la presqu'île, jeté seul aujourd'hui au milieu des immenses possessions britanniques, devint, en peu de semaines, la proie de ses ennemis.

Antilles.

La conquête des Antilles offrit plus de difficultés, malgré l'état déplorable dans lequel l'esprit

de parti venait de plonger les colonies. Le choc établi entre les blancs et les hommes de couleur, fut d'autant plus violent qu'il se ressentit de la chaleur du climat, des mœurs de ses habitans, et du froissement immédiat des intérêts les plus chers.

Les bornes de cet aperçu ne permettant pas de présenter le tableau complet de la situation des colonies et des révolutions qui les bouleversèrent, nous ébaucherons à grands traits les causes de ces événemens et leurs résultats, en commençant par la plus importante.

Etat de St.-Domingue.

La population de St.-Domingue se composait, en 1789, de 40 mille blancs, de 30 à 35 mille hommes de couleur libres, et d'environ 500 mille esclaves. Les intérêts de cette population se trouvaient plus divisés que partout ailleurs. Les grands planteurs européens étaient aristocrates quand il s'agissait de leur prétentions envers leurs inférieurs, et partisans de la démocratie dès qu'il était question de lutter contre l'autorité royale. On va même jusqu'à dire que plusieurs d'entre eux, pétris d'égoïsme, sacrifiant tout à leur intérêt privé, et le plaçant bien au-dessus d'une patrie qu'ils connaissaient à peine (1), ne se firent aucun scrupule de de-

(1) Nous sommes loin de penser que cet esprit fut celui de la majorité, il était au contraire celui d'un très-petit nombre. On sait assez combien de riches propriétaires créoles se distinguèrent par leur

sirer l'indépendance, au moyen de laquelle ils espéraient obtenir plus de liberté dans leurs spéculations, et se débarrasser des entraves mises au commerce dans l'intérêt de la métropole.

Ceux qu'on nommait petits-blancs, ouvriers artisans ou aventuriers sortis d'Europe dans l'espoir d'un meilleur avenir, démagogues par intérêt, ennemis du gouvernement colonial dont ils ambitionnaient les emplois et jalousaient l'autorité, devinrent aristocrates insolens dans leurs rapports avec les hommes de couleur libres. Ceux-ci, espèce d'affranchis, n'ayant de commun avec le citoyen que le droit de posséder une propriété, se trouvaient encore voisins de l'esclavage par l'opinion. Si les doctrines d'égalité avaient jeté de si profondes racines en France, que l'abolition de toute distinction y fut desirée, il n'en était pas encore de même dans les Antilles, où, à part l'orgueil des rangs et des castes, de puissans préjugés mettaient une distance inouie entre le riche colon ou le gentilhomme employé par l'état, et le rejeton adultérin d'une négresse. Indépendamment de cette considération particulière, les planteurs s'accordaient assez à regarder l'admission des hommes de cou-

---

rare patriotisme; les Beauharnais, les Lameth, les Laborde, les Dugommier, en fournissent d'assez grandes preuves.

leur aux emplois publics, comme une tendance à l'abolition de l'esclavage; chance ruineuse qui devait tarir toutes les sources de leur fortune et de leur existence.

La séance du jeu de paume, le canon de la Bastille et la suppression des priviléges, du 4 août 1789, retentirent au fond du golfe des Caraïbes, et soulevèrent dans les Antilles, des passions et des intérêts plus violens encore qu'en Europe. Chacune de ces classes s'attribua les idées de liberté répandues dans la métropole. Les créoles y virent un moyen de se placer au-dessus de l'autorité du gouvernement: les petits-blancs, celui de se mettre de pair avec les privilégiés, qui, jusqu'alors leur avaient témoigné peu de considération: les hommes de couleur attendaient que les nouveaux législateurs de la France les fissent participer à la réforme des abus; et, si on ne les mettait pas d'emblée au niveau des autres classes, ils espéraient du moins une amélioration graduelle, et une part dans les assemblées provinciales; prétentions assez fondées, puisqu'ils étaient pour la plupart propriétaires ou chefs d'atelier jouissant d'une honnête aisance. La condition humiliante dans laquelle on les avait tenus jusqu'alors, dut leur sembler d'autant plus vexatoire, que, dans la partie espagnole, ils jouissaient de la plénitude

Effets de la révolution dans les colonies.

de leurs droits politiques, lors que, par leurs propriétés ou leur état, ils pouvaient justement y aspirer.

Ce mot magique de *liberté*, se faisant entendre jusques dans les ateliers des noirs, dut nécessairement y produire de la fermentation, dès que d'adroits ou imprudens instigateurs s'efforcèrent de leur en faire comprendre toute la signification.

Il faut ajouter à ces élémens de discorde, l'influence que deux clubs absolument opposés dans leurs vues, exerçaient sur les différens partis de l'assemblée. Les riches colons, fixés dans la capitale pour y jouir d'une fortune immense, s'étaient réunis en comité à l'hôtel Massiac, afin de délibérer sur leurs intérêts avec l'administration; tandis qu'une société d'amis des noirs, composée de Mirabeau, Brissot, Condorcet, Lameth, etc., avisait aux moyens d'abolir la traite et l'esclavage.

Influencée alternativement par des opinions si contraires, et cherchant à concilier les convenances locales, l'assemblée adopta une législation ambiguë et versatile, qui alluma les passions sans savoir les faire servir à sa cause.

Formation d'une assemblée coloniale.

Une assemblée coloniale de 213 membres, convoquée à St.-Marc, au commencement de 1790, pour débattre les intérêts du pays, se hâta bientôt, à l'imitation de l'assemblée na-

tionale, de s'emparer de l'autorité; s'arrogea l'initiative des lois intérieures, avec le droit de les soumettre directement à la sanction royale, déclarant même que celles rendues par le corps législatif de France pour les relations générales, n'auraient de force qu'autant qu'elle les aurait sanctionnées (1). L'institution des gardes nationales fut accueillie avec enthousiasme : les blancs seuls devaient y commander à des blancs; et tous étaient également avides de grades et de décorations militaires : un état-major aussi brillant que celui de Lafayette à Paris, fut créé comme par enchantement. Les députés, qui n'avaient pas craint d'usurper un pouvoir illégal, devaient voir avec plaisir une force armée qui surpassait celle du gouverneur, et les rendait en quelque sorte maîtres de l'île.

Instructions de l'assemblée nationale, qui accorde le droit de citoyens aux hommes de couleur.

L'assemblée constituante sanctionna, le 8 mars 1790, cette autorité coloniale, dont elle ignorait encore les vues. Elle ordonna même qu'il en serait institué de semblables dans toutes les colonies françaises : en même temps elle adopta, le 28, une instruction particulière ac-

(1) Cette assemblée fut présidée par le nommé Bacon de la Chevalerie, intrigant célèbre qui, dans un discours hardi, réclama dès le premier jour l'abolition du système de douane, si nécessaire pour les intérêts du commerce de la métropole, et sans lequel la colonie eût été plus à charge qu'utile à la France.

cordant le droit de citoyen aux hommes de couleur propriétaires.

On a pensé que le gouvernement, alarmé des idées d'indépendance dont l'heureuse émancipation des Etats-Unis venait de donner l'exemple et d'inspirer le goût, évita de se prononcer vigoureusement dans le début, afin de régner d'autant mieux sur deux partis, qui auraient alternativement besoin de son appui.

Ce terme moyen réussit mal : ce n'était pas en pareille occurrence, qu'il fallait se jouer de si puissans intérêts et n'en satisfaire aucun. Des désordres eurent lieu sur tous les points : abus d'autorité de la part des créoles ; exécutions barbares de quelques mulâtres qui osèrent réclamer leurs droits, et notamment du colonel Ogé, venu de Paris avec les promesses de l'assemblée (1); protestation solennelle de la part des blancs, qui déclaraient préférer mille fois la mort, à la honte de voir siéger dans leurs autorités une race bâtarde et dégénérée ; indignation et soulèvement de la part des hommes qu'on affectait de traiter avec tant de mépris : telles fu-

(1) Ogé était venu par Londres, et réclamait l'exécution des instructions du 28 mars; traité en factieux et forcé de fuir, il eut recours à la voie des armes. Son insurrection fut une faute quoiqu'elle parût fondée sur les lois de la métropole ; mais son supplice fut accompagné de détails qui révoltent.

rent les suites inévitables de ce choc d'intérêts, et les brandons de guerre civile qui devaient mettre St.-Domingue à la discrétion du cabinet de St.-James, ou du moins l'arracher pour toujours à la France.

Le gouvernement s'oppose à l'usurpation de l'assemblée coloniale.

Le comte de Peynier, alors gouverneur de l'île, homme probe et modéré, chercha d'abord les moyens de concilier les prétentions de l'assemblée générale avec les intérêts du gouvernement; mais forcé ensuite de se conformer aux instructions du ministre de la marine, marquis de la Luzerne, il ne songea qu'aux moyens de la dissoudre. Le colonel Mauduit, envoyé en juin 1790 pour commander le régiment du Port-au-Prince, capta bientôt toute la confiance du gouverneur: brave, énergique, décidé à soutenir l'autorité du Roi, cet officier joua un grand rôle dans les événemens qui suivirent, et fut soupçonné d'être un agent secret du ministère.

Ses premiers soins furent de s'entourer d'une force suffisante pour dissoudre l'assemblée; celle-ci, de son côté, chercha à semer l'esprit de révolte parmi ses soldats; et n'y ayant pas réussi, décréta le licenciement des corps réglés de la colonie dont elle prétendait ensuite diriger la réorganisation. Elle encourut par cet acte téméraire le reproche de vouloir tout bouleverser, afin de marcher ensuite à l'indépendance par une scission avec la métropole. De son côté, l'as-

semblée prétendit que ses ennemis voulaient opérer la contre-révolution dans les colonies, pour la faire ensuite plus facilement dans le royaume; et aujourd'hui encore on serait embarrassé de décider si ces différentes imputations n'étaient pas également fondées. Dès-lors la guerre civile fut ouvertement déclarée.

Dans ces entrefaites, le Cap et l'assemblée provinciale du nord s'étant mis en opposition avec l'assemblée générale de St.-Marc, Peynier et Mauduit résolurent d'en profiter, dispersèrent d'abord par la force des armes le comité du Port-au-Prince, et proclamant ensuite les griefs du gouvernement contre cette dernière, déclarèrent qu'il était de leur devoir de la dissoudre.

L'Assemblée en avait trop fait pour rétrograder : après avoir répondu à des reproches par des proclamations, elle arrête des mesures pour résister à ses ennemis qu'elle accuse des plus noirs projets, et provoque même une prise d'armes. Aussitôt la population blanche de l'ouest et du sud se prononce sur tous les points en faveur de ses députés; l'équipage du *Léopard* est gagné par les amis de la révolution : l'assemblée générale décide de se rendre en corps à Paris, pour y plaider sa cause; et 85 députés, abandonnant fortune, famille et pénates, s'embarquent en effet à bord de ce vaisseau, pour prouver à la métropole qu'ils ont agi dans le sens de l'opinion

publique et de l'intérêt général. Le gouverneur veut profiter de leur absence, pour les remplacer par un nouveau conseil : il ordonne le licenciement de la garde nationale; et convoque les assemblées primaires, qui se refusent à changer leurs premières élections.

Cependant l'assemblée constituante jalouse du pouvoir que s'étaient arrogés les législateurs de St.-Marc, crut devoir improuver l'exemple dangereux qu'ils venaient de donner; et son décret du 12 octobre, appuyé d'une escadre avec quelques bataillons de renfort, devait rendre à la métropole, l'autorité qu'on avait voulu ébranler. A l'arrivée de ces troupes au Port-au-Prince, le parti démocratique s'empresse de les gagner. Blanchelande, qui avait succédé au comte Peynier, est trop pusillanime pour saisir aucun ascendant sur elles : il est forcé de sortir de la ville, et de se réfugier au Cap. Le colonel Mauduit, victime de son dévouement, est assassiné. La municipalité s'empare de l'autorité du lieutenant de roi : un colon, nommé Caradeux, occupe celle du gouverneur : Praloto, matelot déserteur, est nommé chef de l'artillerie et des fortifications.

Cette anarchie, moitié aristocratique, moitié démagogique, n'eût été qu'une lutte entre un parti et le gouvernement royal, si les prétendus amis de la liberté avaient voulu reconnaître les droits des hommes de couleur, et préféré l'inté-

rêt de la patrie à leur morgue. Mais on sait assez l'opposition qu'ils apportèrent à la seule mesure capable de tout pacifier : et des agens de l'étranger, ou des ambitieux, se saisirent de tous les rôles de cette terrible tragédie, pour l'amener à un dénouement conforme aux divers intérêts que chacun d'eux voulait servir.

L'autorité royale chercha en menaçant la fortune des colons à les amener à une contre-révolution; elle mit en jeu tous les intérêts qui leur étaient opposés, mais elle ne sut en armer aucun pour sa cause, et tous après avoir commencé par être ses instrumens, devinrent ensuite ceux de sa ruine. Les hommes de couleur se rallièrent au gouvernement qui leur donnait l'espoir d'une amélioration, et quand ils eurent les armes à la main, ils prirent goût à l'exercice du pouvoir et luttèrent contre toutes les autorités qui voulurent les contrarier dans leurs fins. Les noirs armés tantôt par les uns, tantôt par les autres, surent enfin se créer une existence sur les ruines de celle des Européens; et les colons pour avoir trop voulu, furent dépouillés, exilés, ou livrés au fer des assassins.

Incertitudes dans les lois de la métropole.

L'assemblée constituante, informée de l'opposition que ses vues bienveillantes pour les hommes de couleur rencontraient dans la colonie, crut satisfaire tous les partis en déclarant le 18 mai 1791 : « Qu'il ne serait rien statué sur le sort

» des esclaves, que sur la proposition des auto-
» rités coloniales, que celles existantes seraient
» maintenues telles qu'elles étaient; mais qu'à
» l'avenir, les hommes de couleur, nés de père
» et mère libres, seraient admis dans les assem-
» blées paroissiales et coloniales. »

Cette mesure était la plus désastreuse qu'on pût adopter, puisqu'elle confiait pour l'instant toute l'autorité à ces mêmes créoles, dont on heurtait l'orgueil et les prétentions; tandis que les hommes de couleur, peu rassurés par des espérances lointaines, ne devaient pas tarder à se convaincre de l'usage que leurs plus cruels ennemis feraient de ce pouvoir.

Insurrection générale, produite par le décret du 15 mai.

S'il est aisé d'allumer les passions par un décret, il n'est pas facile de les calmer par le même moyen. Celui du 15 mai produisit l'effet tout contraire de ce qu'on en attendait: la foudre n'est ni plus prompte ni plus terrible que l'incendie allumé par cette imprudente mesure; l'insurrection éclata de toutes parts; et bien que les blancs en devinssent les premiers apôtres, comme il sera facile de s'en convaincre par la lecture de leurs protestations (1), les hommes de couleur par représailles coururent aux armes

(1) Nous n'avons pu nous dispenser de présenter une de ces protestations, parce qu'elle nous semble caractériser la cause des premiers troubles de St.-Domingue. Voyez pièces justificatives, n° 15.

pour soutenir des droits que la métropole semblait disposée à leur accorder.

On surprend à l'assemblée le rapport des décrets du 15 mai.

Blanchelande, voyant le malheureux résultat de ce décret, et cédant à la crainte qu'il lui inspirait pour le sort futur de la colonie, en demanda la suspension à l'assemblée, qui la prononça en effet : mais ce palliatif achevant d'exaspérer les hommes de couleur, sans satisfaire les blancs, la guerre civile ne fit que s'envenimer, et pour comble de malheur l'indiscipline gagna les troupes : St.-Domingue fut ainsi plongé dans l'anarchie ; il semblait désormais impossible de sauver cette belle possession ; et Pitt ne dissimulait pas le plaisir qu'il en ressentait.

Installation de la seconde assemblée coloniale.

La seconde assemblée coloniale, réunie au Cap sous la direction du marquis de Cadush, et composée à-peu-près des mêmes membres que la première, venait d'être installée sous de funestes auspices. Renchérissant sur sa devancière, elle entretenait, dit-on, des relations avec l'Angleterre et la Jamaïque : des régimens qu'elle soldait, portaient l'uniforme rouge ; la cocarde noire devint aussi commune dans l'île, que si elle eût été sous la domination anglaise (1) : enfin les bruits d'un projet d'émancipation prirent de la consistance. Les partis en étaient ainsi

(1) Les avis sont encore un peu divisés sur ce point ; Pamphile Lacroix le dit ainsi dans ses Mémoires. L'auteur de l'Histoire des

au dernier degré de dissension, quand la catastrophe du 22 août, prélude des plus affreux malheurs, acheva d'ôter tout espoir de sauver la colonie.

Révolte des noirs; incendie de la plaine du Cap.

Déjà, depuis quelques semaines, plusieurs détachemens de noirs révoltés avaient commis des excès dans la partie de l'Ouest; mais on n'avait, jusques-là, conçu aucune crainte sur un mouvement sérieux. Dans la nuit du 22 août, douze mille brigands, instigués par un nègre anglais nommé Bouckmann, se révoltent subitement; frappent, égorgent tout ce qui s'offre sur leur passage sans distinction d'âge ni de sexe, et prennent plaisir à voir expirer dans les plus affreux tourmens, ces mêmes Européens qu'une heure auparavant ils n'osaient envisager sans terreur. L'incendie, le carnage et la dévastation se répandent dans la superbe contrée qui entoure la ville du Cap : plus de 200 habitations sont saccagées : les blancs courent aux armes, et sont prêts, dans une aveugle vengeance, à faire expier aux hommes de couleur, les crimes atroces qui se commettent sur leurs frères.

22 août 1791

La ville, mise en état de défense, n'a rien à craindre de ces assaillans mal armés : mais elle

Désastres de St.-Domingue affirme au contraire que jamais il n'y eut d'autre intelligence que le secours demandé à la Jamaïque, lors de l'incendie de la plaine du Cap.

en est pour ainsi dire investie, et une guerre cruelle s'établit sous ses murs. S'il faut en croire le bruit général, les nègres commettent des barbaries qui font dresser les cheveux : ils tenaillent leurs prisonniers; les scient en deux; leur arrachent les yeux.

Secours demandés et reçus de la Jamaïque.

L'assemblée coloniale, éperdue, s'adresse à lord Effingham, gouverneur de la Jamaïque, pour en obtenir des secours. L'humanité était ici d'accord avec la politique; et le général anglais put faire le généreux, sans craindre d'être blâmé. Il envoya aussitôt le commodore Affleck avec un vaisseau et quelques corvettes, portant un faible secours d'armes et de munitions. L'assemblée coloniale et l'assemblée constituante, également émerveillées d'un acte si naturel, votèrent à l'envi des remercîmens à Pitt et à la nation anglaise, pour le soin qu'ils prenaient à se ménager des amis à St.-Domingue.

Incertitude sur les auteurs des massacres du Cap, et de la révolte des noirs.

Jusqu'à présent, les instigateurs de cet horrible massacre n'ont point été signalés. Le plus grand nombre l'a attribué à l'irritation des hommes de couleur contre les blancs, lorsqu'ils virent que le décret même du 15 mai ne ramènerait pas les créoles à des idées plus modérées; et que la métropole revenant sur ses promesses, menaçait de les sacrifier après les avoir soutenus. Les républicains, au contraire, semblent vouloir l'attribuer aux machinations incroyables d'un

comité établi en France, et qui aurait conçu l'espoir de dégoûter celle-ci de la révolution, en lui offrant de cruels exemples de ses effets, et la menaçant de la ruine de son commerce et de sa prospérité coloniale. C'était à Marseille, à Bordeaux et à Nantes que l'esprit démocratique avait jeté les plus profondes racines; et en détournant les sources de leurs richesses, on crut ramener ces villes à d'autres sentimens. Quelques-uns mettent cet attentat sur le compte de l'Angleterre, qui employa, selon eux, 40 millions à la subversion des Antilles. Enfin, on a cru aussi que l'Espagne n'y avait point été étrangère : supposition bien étonnante, en ne considérant que les relations intimes qui unissaient encore les deux pays; mais qui n'est pas tout-à-fait dépourvue de fondement; puisqu'au même instant, le comte de Florida Blanca se prononçait avec chaleur, en faveur du parti aristocratique réfugié à Coblentz. Le temps éclaircira peut-être ce mystère, que les plus profonds écrivains n'ont point encore pénétré (1).

Bientôt, ces bandes de sauvages obéissent à quelques meneurs, et reçoivent une organisa- Les noirs se donnent une

(1) Les généraux Mathieu Dumas, Pamphile-Lacroix, Toulongeon, ainsi que Malouet, Dalmas, et l'historien anonyme des Désastres de St.-Domingue, ont écrit sur ces événemens, des mémoires précieux; mais qui n'ont soulevé qu'une partie du voile.

organisation régulière.

tion, à laquelle tout fait croire que des blancs président secrètement. Jean-François est à leur tête; l'Espagne ne tarde pas à le charger de dignités et à lui conférer les grands cordons de ses ordres. Biassous marche après lui. Toussaint-Louverture n'est encore qu'un subalterne; mais son esprit délié, profond et dissimulé, lui assurera bientôt le premier rang. Tous ces chefs parlent et agissent au nom des amis du Roi; et la postérité refusera de croire à l'authenticité de leurs premières protestations.

Position et mesures des hommes de couleur.

Obligés de résister en même temps au soulèvement des noirs et aux prétentions des blancs, les hommes de couleur, propriétaires, se trouvaient dans une position critique. Le danger commun les avait portés déjà depuis quelque temps à se confédérer, dans la province de l'Ouest, à St.-Marc, à la Croix-aux-Bouquets : là, ils se donnèrent une organisation militaire; proclamèrent pour chefs, les généraux Rigaud et Beauvais; et confièrent à Pinchinat la présidence de leurs conseils. Guidés par ces trois hommes de mérite, ils ne tardèrent pas à se rendre redoutables.

Fédération avec les blancs, propriétaires.

Les blancs des campagnes sentant enfin qu'ils avaient le même intérêt à soutenir, et que l'union seule pourrait les sauver, se rapprochèrent des mulâtres de l'Ouest, et consentirent à leur reconnaître tous les droits de citoyen : démar-

che aussi sage que naturelle, et qui devint pourtant un nouvel élément de haine et de dissension, en mettant les Européens des villes aux prises avec ceux des vallées.

L'esprit de parti, qui souvent dénature tout, mais qui est à-la-fois vigilant et soupçonneux, a imputé aux royalistes ces fédérations des sangs mêlés avec les créoles, et les a signalées comme une machination tendant à opérer la contre-révolution, et à faire arborer le drapeau blanc, ainsi que cela arriva effectivement à la Martinique. Le lecteur ne sera pas moins embarrassé que nous, à prononcer sur de semblables allégations. Il n'est pas impossible sans doute que les agens des princes émigrés, ou des affidés du Roi et de Bertrand de Molleville son ministre, aient été envoyés à Blanchelande, pour l'engager à se créer un parti contre l'esprit séditieux des petits-blancs et de l'assemblée coloniale, ou contre les partisans de l'indépendance; toutefois on aurait peine à concevoir quel eût été le but d'un changement de cocarde dans une possession si lointaine, quand la monarchie s'écroulait. On a été jusqu'à dire que Calonne voulait y établir le siége des Princes; mais l'histoire ne doit admettre qu'avec défiance, des suppositions si bizarres. D'ailleurs, ces fédérations furent mises plus tard sous la sauve-garde de la législation métropolitaine, et devinrent même, pour le parti opposé,

un sujet de reproche aux commissaires civils.

L'assemblée républicaine de Port-au-Prince veut dissoudre les fédérations.

2 sept. 1791.

Quoi qu'il en soit, l'assemblée provinciale du Port-au-Prince, alarmée de ces fédérations, crut pouvoir les réduire avec quelques centaines d'hommes et du canon, mais ses troupes furent repoussées avec perte le 2 septembre; et bientôt la ville même se trouva bloquée par les confédérés. Alors, les imprudens et orgueilleux blancs eurent recours au gouverneur de la Jamaïque, qui, pour tout secours, leur envoya quelques armes et des munitions. Cependant, obligés de céder à la force, ils signèrent enfin un arrangement le 23 octobre, et admirent les bases du décret du 15 mai. La concorde sembla revenue: les gardes nationales des deux partis, firent conjointement leur entrée triomphale dans Port-au-Prince.

L'assemblée coloniale propose à lord Effingham de remettre l'île aux Anglais.

Cette nouvelle, portée au Cap, loin de désiller les yeux des implacables membres de l'assemblée coloniale, excita leur indignation. Inaccessibles à aucun sentiment généreux, ils députent au gouverneur de la Jamaïque, pour proposer de lui remettre la colonie: démarche d'autant plus blâmable, que la guerre n'étant point déclarée entre l'Angleterre et la France, il était aisé de prévoir qu'elle serait sans succès.

Honteuse de sa faute et embarrassée de sa position, l'assemblée coloniale balançait à se rendre enfin à l'évidence, et commençait à délibérer

sur l'admission du décret du 15 mai; lorsque des avis particuliers, reçus de France, annoncèrent une révolution subite dans les dispositions de la métropole. On apprend que d'après les réclamations des négocians de plusieurs ports, et sur les instances même du comité de l'hôtel Massiac, appuyées par les démarches du gouverneur Blanchelande, l'assemblée constituante, à la veille de se dissoudre, a rendu, le 24 septembre, un décret qui annulle celui du 15 mai; et que bientôt elle enverra des commissaires avec de puissans renforts. Les efforts du colonel Touzard et de M. de Rouvray, officiers distingués (1), et qui tous deux étaient colons, ne parvinrent point à détourner l'assemblée du funeste projet de déployer la force et d'engager une lutte meurtrière contre les hommes de couleur, secondés au besoin de tous les noirs de leurs ateliers. En vain démontrent-ils par l'exemple de 18 mille Anglais consumés inutilement à la Havane, que le climat dévorera toutes les troupes européennes qui prétendraient combattre des noirs déjà habitués à toute son intempérie. Les espérances relevées par ces fatales nouvelles, ont entièrement changé les dispositions de l'assemblée coloniale, et l'émancipation des hommes de couleur est indéfiniment ajournée. Alors les haines et les

Révolution subite dans les lois de l'assemblée constituante

(1) Touzard avait perdu un bras dans la guerre d'Amérique.

fermens de discorde redoublent, et les colons reposent sur un volcan, avec une présomption et une suffisance que rien ne saurait expliquer.

Le rapport de la loi du 15 mai, met de nouveau les partis aux prises.

L'assemblée provinciale de l'Ouest devait être dissoute, pour se renouveler d'après le décret du 15 mai et le concordat du 23 octobre. La nouvelle de la loi rétroactive décida sans doute ceux qui tenaient le pouvoir à éluder ses dispositions : l'orgueil et les préjugés vinrent ainsi mettre de nouveau aux prises des hommes qui, ayant un même intérêt et les mêmes ennemis, auraient dû triompher ou périr de concert. Une malheureuse rixe, entre un canonnier créole et un noir libre, excitée probablement dans le dessein de servir de prétexte à la rupture du Concordat, devint la cause d'une terrible explosion. Le noir ayant désarmé son adversaire, fut aussitôt saisi et lanterné; un canonnier blanc est tué par représailles. Les hommes de couleur, réunis en armes à leurs quartiers, sont sommés de livrer les meurtriers et de se dissoudre. Ils hésitent, de crainte qu'on n'use envers eux de la même barbarie. Pendant ce temps, les troupes blanches se rassemblent; l'artillerie de Praloto s'avance; bientôt, elle sème le carnage dans les rangs. Le général Beauvais effectue sa retraite avec les hommes de couleur qui reviendront plus redoutables; car il est probable qu'ils armeront cette fois tous les noirs, pour accabler leurs intraitables ennemis.

Déjà, dans ce premier combat, le Port-au-Prince fut incendié: plus de 50 millions devenus la proie des flammes, et 500 victimes d'un amour-propre déplacé, attestèrent la folie des hommes, et donnèrent un déplorable exemple de leurs fureurs.

L'assemblée nationale envoie trois commissaires civils.

Sur ces entrefaites, l'assemblée nationale envoya trois commissaires civils (1), pour assurer l'exécution de ses décrets. Ceux-ci, en débarquant, trouvèrent les choses entièrement changées par la révolte des nègres, l'affaire du Port-au-Prince, et les confédérations de l'Ouest : ils sentirent la nécessité de modifier le système qu'ils apportaient; et, loin de frapper les hommes de couleur, ils cherchèrent à rapprocher les partis.

Les chefs des noirs, prêts à se soumettre, sont maltraités.

Une circonstance des plus heureuses parut les favoriser : Jean-François et les autres chefs de noirs offraient leur soumission, sous les conditions les plus modérées; les commissaires civils leur assignèrent un rendez-vous; mais, enchaînés par l'assemblée coloniale dont l'esprit de vertige est difficile à décrire, ils échouèrent dans toutes leurs tentatives (2).

---

(1) Mirbeck, St.-Léger et Roume.

(2) Jean-François, Biassous et Toussaint, ne demandaient qu'une amnistie générale et 400 libertés, pour eux et leurs principaux agens; qui, ayant goûté du commandement, ne pouvaient plus redevenir esclaves. Les commissaires n'eurent pas même le pouvoir d'y consentir; et l'assemblée coloniale, répondant avec dédain aux parlementaires des noirs, les somma de se soumettre à la loi sans condition : un de leurs chefs fut même frappé de coups de fouet.

Le décret du 24 septembre ayant relevé les prétentions des blancs au Nord comme à l'Ouest, le marquis de Borel partit du Cap pour l'Artibonite avec quelques volontaires, afin de dissoudre la confédération; il grossissait sa bande par la force, et menaçait ses adversaires d'une vengeance terrible. Bientôt le soulèvement devint général: les hommes de couleur déchaînèrent les ateliers de noirs contre cette troupe de flibustiers, qui fut accablée, dispersée ou détruite. Son chef revint presque seul prendre sa place à l'assemblée coloniale, dont il était un des membres les plus fougueux. Le général Fontanges arrêta heureusement cet incendie dans la partie de l'Ouest, en sanctionnant les confédérations.

Les blancs, sortis du Port-au-Prince, sont accablés par les hommes de couleur.

Le commissaire civil St.-Léger s'étant rendu au Port-au-Prince dans l'espoir de le pacifier, ne fut pas si heureux: prêt à être déporté par l'assemblée provinciale qui y dominait, il se réfugia à Léogane.

Son départ fut le signal d'un nouveau carnage. L'assemblée provinciale, se croyant assez forte pour dissoudre les confédérés qui tenaient la ville bloquée, prit des mesures pour une expédition contre la Croix-des-Bouquets. Le 22 mars, deux mille hommes sortent du Port-au-Prince, précédés de l'artillerie de Praloto qui sème l'épouvante; ils pénètrent jusqu'à la Croix-des-Bouquets; forcent toute la population, même

22 mars 1792.

les blancs confédérés, à s'enfuir dans les mornes. Quelques jours après, les noirs conduits par le nommé Hyacinthe, fondent de toutes parts sur la faible colonne du Port-au-Prince; ils l'entourent de leur feu, l'écrasent de leur masse: on les mitraille à bout portant, sans les rompre; ils reviennent à la charge. Enfin, on est contraint à rentrer en ville, après avoir perdu 100 hommes et en avoir tué mille.

Les commissaires civils, convaincus qu'ils ne pouvaient rien pour le rétablissement de l'ordre, et instruits, dit-on, par les chefs mulâtres des menées du parti royaliste, pour opérer la contre-révolution à l'aide des confédérés, retournèrent en France pour y éclairer l'assemblée, et aviser aux moyens d'éviter cette scission, aussi fatale pour le commerce de la mère-patrie, qu'un acte complet d'indépendance.

Dans la province du Sud, les hommes de couleur, vaincus, sont jetés à bord des pontons.

Tant de désastres, en quelque sorte mérités, ne désolaient pas seulement les provinces de l'Ouest et du Nord: celle du Sud était en proie à des déchiremens d'un autre genre. L'arrondissement de Jérémie ou de la Grande-Anse, s'était donné un conseil particulier; et les blancs y avaient fait une alliance qui leur assura la supériorité sur leurs ennemis. Sans relation avec les autorités, ils s'étaient en quelque sorte isolés, et faisaient la guerre pour leur compte. Les hommes de couleur, défaits en plusieurs ren-

contres, expièrent dans les fers les horreurs dont ils s'étaient rendus coupables, et furent entassés dans des pontons, sans distinction d'âge ni de sexe.

Décret de l'assemblée législative, qui assure définitivement les droits des hommes de couleur.

L'assemblée législative qui venait de succéder à la constituante, éclairée trop tard sur les menées des différens partis, s'était enfin décidée, le 4 avril 1792, à fixer le sort des hommes de couleur. La province de l'Ouest s'en réjouit; et les confédérations de St.-Marc et du Port-au-Prince attestent ce qu'on aurait pu se promettre d'une telle mesure prise à temps et de bonne foi. L'assemblée du Sud en éprouva des sentimens tout opposés; et ses ennemis pour s'en venger, insurgèrent les noirs de la Hotte qui s'établirent aux Platons, et semèrent la terreur jusque sous les murs des Cayes. Blanchelande, requis de marcher pour les soumettre, s'y prêta à regret: il dirigea trois colonnes décousues sur les Platons, où elles furent battues successivement, et forcées de rentrer en désordre aux Cayes, abandonnant deux pièces de canon et dix caissons. Dès-lors tous les soupçons planèrent sur son compte, et il fut hautement accusé d'être un des instigateurs de la confédération.

Envoi de nouveaux commissaires, avec 6 mille hommes.

L'assemblée nationale avait prescrit, avec son décret du 4 avril 1792, l'envoi de nouveaux commissaires civils, munis des pouvoirs les plus étendus, et d'une force suffisante pour les faire

respecter. Six mille hommes avaient été embarqués pour St.-Domingue ; et 1,800, sous Rochambeau, pour la Martinique. Ce dernier, trouvant le drapeau blanc arboré par le gouverneur Behague, vint mouiller au Cap, où il prit momentanément la direction de toutes les forces réunies dans l'île.

Santhonax fait arrêter Blanchelande.

Santhonax et Polverel débutèrent par faire conduire Blanchelande en France (1). L'assemblée coloniale s'était soumise au décret du 4 avril; mais, sous ce ciel brûlant, les passions ou les haines s'éteignent moins encore que partout ailleurs, et des levains indestructibles fermentaient dans tous les cœurs. Cependant, les hommes de couleur avaient obtenu ce qu'ils désiraient ; le parti royaliste était comprimé par les nouvelles institutions que la journée du 10 août apporta peu après ; il ne restait donc, en apparence, que les noirs à soumettre.

Les nouveaux commissaires, suspectés par les colons, sont mal reçus.

Mais il n'en fut pas ainsi : des bruits sinistres précédèrent l'arrivée des nouveaux commissaires: on prétendit savoir, par des avis secrets, que Santhonax était partisan de la liberté des noirs ; et que, non content d'assurer les droits de ci-

(1) Santhonax digne par sa farouche énergie d'être commissaire de la Convention, fit beaucoup de mal à St.-Domingue, mais il faut avouer aussi qu'il se trouva dans la plus fâcheuse position, ayant à lutter contre les violentes passions et les intérêts des Colons.

toyen aux hommes nés de père et mère libres, il avait le projet de donner la liberté aux esclaves. Quoiqu'il ait pris ce parti quelques mois après, et devancé de beaucoup les mesures de la Convention à ce sujet, ses défenseurs ont observé qu'il y fut en quelque sorte contraint par la force des événemens : mais on ne persista pas moins à croire qu'il était arrivé avec ce désastreux système, et qu'il ne visait à rien moins qu'à chasser successivement tous les blancs de la colonie (1). La défiance s'empara de nouveau de tous les esprits : les caresses et les emplois prodigués aux hommes de couleur, amenèrent la résistance des blancs, et donnèrent bientôt lieu à des rixes sanglantes jusque dans les rues du Cap, où les partis se fusillaient sous les plus légers prétextes.

Expédition sur Ouanaminte.

Après avoir perdu un temps précieux, et laissé ruiner les troupes dans des quartiers où le climat en moissonnait une bonne partie ; les commissaires chargèrent enfin Rochambeau de faire une expédition sur Ouanaminte. Les nègres ne tinrent nulle part devant une masse si considérable. Le général revint après une course pénible et inutile, qui donna aux révoltés la mesure de

(1) Mathieu Dumas, Toulongeon et Pamphile Lacroix, ne s'accordent pas toujours dans leur jugement sur ces commissaires et sur le mal qu'ils ont fait.

leur force, puisqu'une petite armée ne suffisait pas même à les débusquer des mornes où ils cherchaient leur refuge.

Le général Lavaux bat les noirs à la Tannerie.

Cependant Rochambeau, appelé à la Martinique par le conseil exécutif, s'était remis en route, pour se rendre au poste que l'émigration de M. de Béhague venait à l'instant même de laisser vacant. Le commandement des troupes ayant été confié au général Lavaux, soldat intrépide et infatigable, l'attaque des noirs au camp de la Tannerie fut alors résolue. Ce poste, établi dans un site du plus difficile accès, était retranché selon les règles de l'art, et d'après d'anciens plans proposés au gouverneur de l'île; ce qui fit naître de nouveaux soupçons sur la part que les royalistes prenaient à ces insurrections. Biassous y fut forcé par l'attaque impétueuse de la vaillante jeunesse du Cap et des troupes créoles. Jean-François, presque enveloppé dans la Grande-Rivière, eut beaucoup de peine à gagner les confins de la partie espagnole. La terreur saisit tous les révoltés; et, au simple bruit d'une amnistie, 10 à 12 mille femmes noires, vinrent se soumettre. Mais plusieurs causes se réunirent, comme on le verra, pour s'opposer à une entière pacification.

Borel, commandant le Port-au-Prince, se

Le trop célèbre Borel avait été appelé par les habitans du Port-au-Prince, pour remplacer Caradeux, qui, effrayé de l'anarchie dont il avait

met en révolte contre les commissaires.

favorisé l'explosion, s'était refugié aux Etats-Unis. L'audace de ce nouveau chef égalait son ambition : peu satisfait du rôle secondaire qu'il jouait, il fit arrêter le général Lasalle, et se saisit du commandement militaire, aussi bien que des pouvoirs civils.

La ville assiégée et soumise.

Les commissaires le firent assiéger par les troupes de terre et de mer, secondées par celles des hommes de couleur aux ordres de Rigaud.

Succombant bientôt, Borel se réfugia à la Jamaïque; et la place fut soumise de nouveau au gouvernement colonial. Praloto, condamné à la déportation, fut jeté à la mer dans la traversée.

Traité des Colons avec l'Angleterre

L'association de la Grande-Anse restait paisiblement soumise à ses anciennes lois; et ne voulant entendre parler ni des décrets du 4 avril, ni de la république, elle traitait avec Londres et la Jamaïque pour obtenir de l'appui. Pinchinat et Rigaud se chargèrent de la réduire; de part et d'autre on arma les esclaves, et Rigaud fut repoussé avec perte.

Tel était l'état déplorable de St.-Domingue en 1793, quand la guerre maritime éclata. Il est aisé de juger quel en fut le premier résultat. Le cabinet de St.-James ne pouvait laisser échapper une occasion si favorable, d'enlever à sa rivale cette source féconde de richesse coloniale, seul gage de l'existence de sa marine. Un traité fut conclu le 25 février avec les députés des

colons, se disant autorisés à placer leurs commettans sous la protection britannique; et l'amiral Gardner fit aussitôt voile avec une escadre pour les Antilles.

Sur ces entrefaites le général Galbaud, arrivé de France pour prendre le commandement supérieur des troupes, acheva de porter le désordre au comble. Propriétaire lui-même de quelques plantations, il se laissa aller, dit-on, aux suggestions perfides de quelques créoles, qui l'excitèrent en lui persuadant que le projet des commissaires était d'en venir à l'émancipation des noirs. A cet intérêt personnel s'allia la jalousie du pouvoir. Jusqu'alors, l'autorité militaire et politique avait été constamment réunie dans les mains du gouverneur : les pouvoirs des nouveaux commissaires civils, rédigés en termes impératifs, rendirent ceux-ci plus exigeans. Le général au lieu de s'y soumettre, choqué de leur hauteur peut-être autant que de leurs prétentions, débuta d'ailleurs par des coups d'autorité qui amenèrent une rupture. Le général Galbaud vient commander à St.-Domingue.

Les troupes de terre, celles de la marine, les colons embrassent différens partis suivant leurs opinions : de part et d'autre on s'exalte : Santhonax et Polverel destituent le général Galbaud, et le font embarquer pour retourner en France. Un officier de marine ayant un démêlé avec un noir, s'indigne de ce que les commissaires pro- Galbaud, arrêté pour être reconduit en France, insurge l'escadre et attaque le Cap.

tègent ce dernier. Toute la flotte partage son ressentiment; un cri général s'élève contre eux. On associe à ces projets de vengeance le nom du général Galbaud; et pour la légitimer on présente l'autorité de la métropole outragée dans sa personne. Les troupes de la marine descendent à terre, et attaquent le Cap avec la même fureur que si elles eussent été anglaises : on se massacre pendant deux jours dans les rues : l'infanterie de ligne, d'abord incertaine sur ce qu'elle doit faire, ignorant de quel côté sont les ennemis de la patrie, ne pouvant se déterminer à combattre contre des Français, se range enfin du côté des commissaires délégués par l'autorité nationale. Peu nombreuse et hors d'état de résister aux assaillans secondés d'une multitude effrénée, elle se retire avec Santhonax sur le Haut-Cap; Galbaud s'empare de l'arsenal confié à 200 hommes de couleur qui, au lieu de le défendre, implorent leur pardon : les commissaires sont forcés à quitter le Cap le 21 juin; et proclament, en se retirant, la liberté de tous les nègres qui s'armeront pour la république (1).

Les commissaires proclament la liberté des noirs, en évacuant le Cap.

(1) Galbaud paraît avoir été le jouet d'une intrigue créole : il témoigna un regret sincère de sa faute, dont il ne prévit point les suites. Il crut, sans doute, pouvoir aisément supplanter les commissaires, accusés par tous les blancs d'être ennemis des Colons, et de méditer une émancipation ruineuse.

Les noirs, employés en grand nombre dans les ateliers du Cap, n'avaient point attendu cet arrêté, pour profiter des horribles dissensions éclatées parmi les Européens : se mêlant aux combattans, ils les excitent au pillage, et portent la mort ou la dévastation dans les magasins et dans la ville. Les révoltés, qui campaient en armes dans le voisinage, y sont introduits au nombre de 3 mille, et la saccagent de fond en comble. Galbaud blessé, a de la peine à regagner son bord avec les restes de ses soldats de marine. Partie des habitans est massacrée; et l'autre, trop heureuse de gagner la flotte, ou les vaisseaux marchands réunis dans le port au nombre de 150. L'escadre fit d'abord voile avec ce convoi pour les Etats-Unis, afin d'y déposer ces malheureux, et de cingler ensuite vers la France. Destruction de cette ville

Le coup décisif était donc porté, le principe de la liberté des noirs reconnu, et les soupçons élevés contre Santhonax et Polverel pleinement justifiés. Ils se flattaient peut-être que leur arrêté suffirait pour éclairer une race sauvage, dont la stupidité et l'ignorance tenait généralement de la brute, et pour la transformer subitement en citoyens cultivateurs ou fermiers, travaillant pour un juste salaire, dociles à la république, capables de faire fleurir la colonie, et d'en augmenter la puissance par l'accroissement de la culture et de la population. C'était un rêve

utopien, dont le réveil devait être marqué par le meurtre, le brigandage, l'incendie et la dévastation.

Cependant l'arrêté des commissaires civils ne donnant la liberté qu'aux noirs armés pour la république, c'est-à-dire aux brigands signalés depuis deux ans par mille atrocités, laissait encore dans l'esclavage la classe plus intéressante des hommes restés fidèles à leurs maîtres au milieu de cette effroyable subversion : mais qu'importait à Santhonax, digne missionnaire de la Montagne, il ne lui fallait que des satellites pour l'exécution de ses desseins; et ceux dont il s'entoura à la suite de ses mesures, surpassaient en crimes les plus féroces agens des comités révolutionnaires. Le sort qui attendait la colonie dans de semblables conjonctures, n'était plus un problême.

La province du Sud réclame les Anglais, et leur livre le Môle-St.-Nicolas.

Les colons de la partie du Sud, pour éviter un traitement pareil, envoyèrent à la Jamaïque réclamer les secours promis par l'Angleterre. Le commodore Ford et le général Williamson descendirent au mois de septembre à Jérémie, où ils furent reçus à bras ouverts, et s'emparèrent immédiatement après du Môle-St.-Nicolas, fort et mouillage important par sa situation centrale entre le Cap et le Port-au-Prince, dont il rendait les communications directes très-difficiles, et gênait même celles par mer. Cette place,

surnommée d'ailleurs le Gibraltar de St.-Domingue, armée de 200 pièces de canon, était le point militaire le plus important des Antilles.

L'amiral Gardner ne fut pas si heureux devant la Martinique. Cette île avait cependant éprouvé, à peu de chose près, les mêmes commotions que St.-Domingue; car les mêmes intérêts s'y trouvaient aux prises. Mais Béhague qui en était gouverneur, montrant plus de haine contre les nouvelles doctrines, mit aussi plus de fermeté dans son commandement. Affaires de la Martinique.

L'institution des gardes nationales y avait fait autant de partisans qu'à St.-Domingue. Parmi les hommes opposés au régime monarchique, Dugommier, ancien officier réformé, mécontent du gouvernement dont il avait à se plaindre, et, de plus, riche propriétaire dans la colonie, avait été nommé commandant de cette troupe. Des rixes produites par les débats sur les hommes de couleur, et entre les blancs royalistes ou patriotes, dégénérèrent en hostilités formelles dès 1791; et Dugommier fut bloqué dans le fort St.-Pierre, par M. de Béhague qui avait arboré le drapeau blanc, et renvoyé en France les troupes dont il n'était pas sûr (1). Nous avons déjà vu que ce gouverneur, réfractaire aux lois

(1) Dugommier eut le même sort; et ce fut à son retour qu'il commanda l'armée chargée de soumettre Toulon.

de la métropole, avait forcé Rochambeau qui venait le remplacer, à continuer sa route pour St.-Domingue.

M. de Béhague, forcé de fuir, se réunit aux Anglais.

Cependant le parti démocratique, composé des mêmes élémens qu'à St.-Domingue, menaçait de prendre le dessus. Béhague, inquiet des suites de sa démarche, crut devoir chercher à la Barbade l'appui des forces britanniques, qu'il engagea à venir prendre possession de l'île au nom de Louis XVII, avec la même imprudence et la même ignorance des intérêts nationaux, qui poussa les Toulonnais à livrer leur flotte aux ennemis les plus irréconciliables de leur patrie.

Rochambeau le remplace et repousse l'amiral Gardner.

Rochambeau, faisant voile pour retourner à la Martinique, apprit en mer le départ du chef qui lui en avait d'abord fermé l'entrée, et descendit heureusement au fort de St.-Pierre, après avoir détaché le capitaine de vaisseau Lacrosse à la Guadeloupe, pour mettre l'île à l'abri des émigrés et des Anglais. Cette circonstance fut décisive et renversa du moins pour cette année les projets des ennemis de la France.

Le général Bruce s'étant présenté devant la Martinique avec 1,200 hommes, soutenus de 800 émigrés conduits par l'imprudent gouverneur, trouva ainsi Rochambeau en position de le bien recevoir. Les assaillans descendus à la caze des navires, se dirigèrent sur St.-Pierre, espérant qu'on leur en livrerait les batteries. Les émigrés

marchaient en tête : assaillis de plusieurs côtés par quelques tirailleurs embusqués, ils se prirent entre eux pour ennemis, et firent feu les uns sur les autres. Rochambeau profitant du désordre, les chargea avec quelques cavaliers, et les mit en fuite. Le commandant anglais, avare du sang de ses soldats, et craignant de les compromettre, se rembarqua avec précipitation (1). Le mauvais succès de cette attaque épargna à la colonie les horreurs de la guerre civile qu'un insensé y avait allumée.

La coïncidence des efforts de Béhague avec les desseins qu'on imputait à St.-Domingue au parti des pompons blancs, a donné quelque probabilité à l'existence d'un plan, aussi ridicule dans son but que malheureux dans ses résultats : celui d'établir une scission entre la France et les colonies, pour assouvir la vengeance d'un parti. La contre-révolution ne pouvait venir de St.-Domingue à Paris, lorsque 400 mille coalisés ne réussissaient pas à l'opérer en Europe : et les hommes qui, à deux mille lieues de la métropole, arborent des couleurs étrangères, sont toujours imprudens ou coupables. Si le drapeau blanc, ramenant l'union dans les colonies, eût été en même temps respecté par les Anglais, on pour-

Fautes du parti royaliste dans les colonies.

(1) Rapport de Bruce lui-même. Rochambeau, au contraire, assure avoir repoussé et maltraité les Anglais.

rait regretter à la vérité qu'il n'eût pas été arboré; puisqu'à la paix, il eût rendu ces belles possessions à la France. Mais nous sommes loin de penser que la couleur d'un pavillon eût calmé les passions, et satisfait tous les intérêts; et il était moins probable encore, que l'Angleterre se fût contentée d'un arrangement si contraire à ses espérances. D'ailleurs, la paix de 1814 n'était guères à prévoir en 1792: et, à cette époque, le drapeau blanc ne paraissait que le signe de ralliement d'une faible minorité, et la preuve d'une scission déplorable entre les Antilles et les ports français.

L'île de Tabago, moins importante et défendue par quelques milices seulement, avait été occupée, sans coup-férir, par l'amiral Laforey et le général Cuyler.

Une faible tentative sur le poste de Gorée, si important, comme relâche dans le voyage de l'Inde, et comme point militaire couvrant la côte du Sénégal, n'avait abouti à rien.

Préparatifs des Anglais.

Le cabinet de St.-James, informé du mauvais succès de l'amiral Gardner contre la Martinique, ordonna aussitôt les préparatifs d'une expédition plus considérable. L'amiral Jervis dut porter le général Grey, avec une division de 7 à 8 mille hommes: et ces armemens, poussés de concert avec ceux de lord Moira contre les côtes de Bretagne; de Macbridge contre Dunkerque; de

Hood contre Toulon et la Corse; enfin, de la grande flotte de la Manche sous lord Howe, attestent les efforts et l'activité du ministère anglais pour mettre à profit les avantages inouis que lui offraient ses propres ennemis.

Observations sur cette campagne mémorable.

Telles furent les vicissitudes de la fortune, dans cette campagne à jamais célèbre de 1793, qui présente aux méditations d'un général et d'un homme d'état, des combinaisons d'un ordre supérieur et d'utiles leçons. Les militaires se convaincront par les écarts de Dumouriez, qu'il n'est point de succès durables à la guerre, quand on en viole les principes.

Les hommes d'état apprendront, par le singulier rôle des coalisés depuis le mois d'avril jusqu'à la fin d'octobre, que dans les guerres d'opinion, il faut aller rapidement au but dès qu'on en trouve l'occasion.

La troisième époque de cette campagne fut le véritable réveil du lion : les fonctionnaires appelés à diriger les peuples, y puiseront des exemples de combinaisons à suivre, et d'excès à éviter.

Nous avons assez souvent fixé l'attention du lecteur sur ce que les fureurs du comité de salut public eurent d'odieux, et sur ce qu'elles enfantèrent de sublime. Si l'énergie appliquée à des mesures pour la défense de la patrie, peut jamais

devenir criminelle, il faut convenir qu'un tel crime a encore quelque chose capable d'en atténuer l'odieux, et que son motif commande même une sorte de respect à la postérité.

Les représentans du peuple près les armées, toujours plus exagérés qu'habiles, furent souvent la cause de sanglans revers; mais on est forcé d'avouer aussi, que des troupes désorganisées et mal disposées se soutinrent uniquement par l'exaltation de ces commissaires, et par l'énergie qu'ils imprimèrent à tous les rouages de l'administration. Sans leur présence, l'intervalle du mois d'avril au mois de novembre eût été signalé par de plus grands désastres. Les levées qu'ils opérèrent, ne donnèrent pas immédiatement aux armées la supériorité qu'ils s'en promettaient; mais elles remplirent les vides, en imposèrent à l'ennemi, et préparèrent d'immenses moyens pour la campagne suivante.

Puisque dans les grands périls, une nation généreuse doit tout sacrifier pour sauver son honneur et son indépendance, et que les peuples trouvent rarement la prospérité sous le joug étranger, le rapport de Barrère et les décrets du 23 août seront, à part leur exagération, des monumens de gloire pour la république. Un gouvernement fort et vigoureux, ôtant de ces mesures les odieux moyens d'exécution dont elles furent accompagnées, trouvera le juste milieu entre les

devoirs de l'homme public et ceux des citoyens: et, il faut le dire, ce fut en suivant les exemples du comité de salut public, mais sans imiter ses folies, que les peuples européens parvinrent de nos jours, à renverser le colosse qui menaçait de les écraser...

On a ainsi reconnu en principe, que, s'il est indispensable qu'un gouvernement ait des armées permanentes pour la garde de ses frontières, et pour les guerres extérieures que de sages et utiles alliances peuvent le forcer à entreprendre; il n'importe pas moins qu'il habitue la nation à regarder comme le plus saint des devoirs, de ne jamais laisser impunément envahir ses provinces. De bonnes institutions militaires, préparées à l'avance, et un esprit public entretenu, excité même par toutes les ressources que l'administration tient en ses mains, dispenseront un grand peuple d'avoir recours aux lois et aux armées révolutionnaires pour sauver ses pénates, et seront les plus sûrs garans de son indépendance et de sa dignité.

Si l'esprit humain pouvait rétrograder, et qu'il y eût moyen d'oublier ce qui s'est passé depuis un siècle, on serait tenté de regretter ce temps où les petites armées de Turenne et de Gustave-Adolphe, balançaient les destins de l'Europe, et il serait à souhaiter de voir les forces de toutes les puissances réduites aux ressources régulières

du recrutement volontaire; l'humanité y gagnerait, le sang ne coulerait plus à si grands flots; les nations ne seraient pas moissonnées par le fer et dévastées par le feu. Mais puisqu'il est vrai que le peuple qui organisera le mieux ses levées nationales deviendra menaçant pour ses voisins; quel sera le gouvernement assez faible et assez insouciant pour y renoncer, quand il se verra entouré de rivaux jaloux et prêts à fondre sur ses provinces? Un nouveau droit public, garanti par toute l'Europe, et religieusement observé par les cabinets, serait le seul moyen d'atteindre un but si louable: nous laissons aux arbitres des nations, le soin de décider à quel point la chose est possible, et nous allons passer au récit des opérations offensives qui portèrent les armées françaises jusqu'aux rives de l'Ebre, de la Bormida, du Waal et de l'Yssel.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA SECONDE PÉRIODE DE 1793.

N° 9.

Décret concernant l'acte de navigation.

Du 21 septembre 1793.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de salut public, décrète :

Art. Ier. Les traités de navigation et de commerce existans entre la France et les Puissances avec lesquelles elle est en paix, seront exécutés selon leur forme et teneur, sans qu'il y soit apporté aucun changement par le présent décret.

II. Après le 1er janvier 1794, aucun bâtiment ne sera réputé français, n'aura droit aux priviléges des bâtimens français, s'il n'a pas été construit en France ou dans les colonies et autres possessions de France, ou déclaré de bonne prise faite sur l'ennemi, ou confisqué pour contravention aux lois de la république; enfin s'il n'appartient pas entièrement à des Français, et si les officiers et trois quarts de l'équipage ne sont pas français.

III. Aucunes denrées, productions ou marchandises

étrangères, ne pourront être importées en France, dans les colonies et possessions de France, que *directement* par des bâtimens français, ou appartenant aux habitans du pays des crû, produit ou manufactures, ou des ports ordinaires de vente et première exportation; les officiers et trois quarts des équipages étrangers étant du pays dont le bâtiment porte le pavillon : le tout sous peine de confiscation des bâtimens et cargaisons, et de trois mille livres d'amende, solidairement et par corps, contre les propriétaires, consignataires et agens des bâtimens et cargaisons, capitaines et lieutenans.

IV. Les bâtimens étrangers ne pourront transporter, d'un port français à un autre port français, aucunes denrées, productions ou marchandises des crû, produit et manufactures de France, colonies ou possessions de France, sous les peines portées par l'art. III.

V. Le tarif des douanes nationales sera fait et combiné avec l'acte de navigation et le décret qui abolit les douanes entre la France et les colonies.

VI. Le présent décret sera sans délai proclamé solennellement dans tous les ports et villes de commerce de la république; et notifié, par le ministre des affaires étrangères, aux puissances avec lesquelles la nation française est en paix.

N° 10.

Arrêté du comité de salut public sur les opérations à entreprendre par l'armée du Nord, afin d'expulser les coalisés du territoire français.

Du 1er brumaire an 2 (22 octobre 1793).

Les représentans du peuple composant le comité de salut public, considérant combien il est essentiel de profiter de la victoire qui vient d'être remportée par l'armée du Nord, et de l'abattement qu'elle a dû jeter parmi les coalisés;

Considérant que renvoyer à la campagne prochaine leur expulsion, c'est terminer celle-ci d'une manière désavantageuse, leur laisser les moyens de commencer la suivante et prolonger les malheurs de la guerre;

Que le seul moyen d'imprimer une énergie nouvelle à l'esprit public, comme de jeter le découragement chez les ennemis, est de leur ôter tout espoir de succès pour la suite, et de les ramener au même point où ils étaient en commençant;

Considérant qu'il est impossible à un peuple libre de consentir à aucune trève, ou à prendre aucun repos tant que son ennemi occupe une portion quelconque de son territoire; que les raisons de politique et d'économie exigent que nous vivions à ses dépens, et qu'enfin la saison est trop avancée pour qu'une défaite même, en supposant qu'elle eût lieu, pût compromettre le salut de la frontière, arrêtent ce qui suit.

Art. Ier. Le général en chef de l'armée combinée du

Nord et des Ardennes, réunira toutes les forces qui sont à sa disposition pour frapper un coup décisif et chasser entièrement dans cette campagne l'ennemi du territoire de la République.

II. A cet effet il passera la Sambre, soit au-dessus soit au-dessous de Maubeuge, soit à Maubeuge même : il cernera l'ennemi, il l'enveloppera, il l'enfermera dans la portion du territoire qu'il a envahi, lui coupera les communications avec son propre pays, et le séparera de ses magasins qu'il brûlera s'il ne peut s'en emparer.

III. Néanmoins l'armée française ne s'engagera qu'avec prudence en terre étrangère ; elle côtoyera les frontières le plus près que faire se pourra, et maintiendra toujours ses communications assurées avec les places. Elle engagera une affaire générale aussitôt que l'occasion s'offrira de combattre avec avantage et de mettre l'armée ennemie en déroute complète.

IV. Le général fera son possible pour tromper l'ennemi sur ses projets, il lui persuadera qu'il a des forces immenses ; il pourra tenter un coup de main sur Namur, et s'il ne peut prendre cette forteresse, il tâchera du moins d'isoler le château, en coupant le pont qui communique en pays ennemi ; il tâchera également d'enlever le Quesnoy, soit par surprise, soit en le faisant sommer s'il est instruit que la garnison est faible.

V. Le genéral tiendra ses forces en masse et donnera à l'ennemi de la jalousie sur plusieurs points pour l'engager à diviser les siennes ; il tirera des garnisons tout ce qui n'est pas strictement et rigoureusement néces-

saire à leur sûreté, en remplaçant les vieilles troupes par celles de la réquisition.

VI. En même temps qu'une division de l'armée agira ainsi du côté de Mons, l'autre pressera l'ennemi du côté de Cysoing, Maulde et Tournai, et tâchera d'opérer sa jonction avec la première, soit en enveloppant Mons et Tournai, soit en passant entre ces villes et la frontière.

Signé au registre, Carnot, Collot-d'Herbois, Hérault, Robespierre, C. A. Prieur, Barrère et Billaud-Varennes.

Nº 11.

Décret relatif à la formation d'une armée révolutionnaire.

Du 5 septembre 1793.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de salut public, décrète:

ART. Ier. Il y aura à Paris une force armée, soldée par le trésor public, composée de six mille hommes et douze cents canonniers, destinée à comprimer les contre-révolutionnaires; à exécuter, partout où besoin sera, les lois révolutionnaires et les mesures de salut public qui seront décrétées par la Convention nationale, et à protéger les subsistances.

II. Cette force armée sera organisée dans le jour, selon le mode prescrit par la loi.

La municipalité de Paris et le commandant général

se concerteront sur-le-champ avec deux membres du comité de salut public pour la formation de cette force.

III. La solde de cette force révolutionnaire sera la même que celle de la gendarmerie nationale de Paris.

N° 12.

Décret qui ordonne l'arrestation des personnes suspectes.

Du 17 septembre 1793.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur le mode d'exécution de son décret du 12 août dernier, décrète ce qui suit :

Art. Ier. Immédiatement après la publication du présent décret, tous les gens suspects qui se trouvent dans le territoire de la république, et qui sont encore en liberté, seront mis en état d'arrestation.

II. Sont réputés gens suspects, 1° ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou leurs écrits, se sont montrés partisans de la tyrannie ou du fédéralisme, et ennemis de la liberté; 2° ceux qui ne pourront pas justifier, de la manière prescrite par la loi du 21 mars dernier, de leurs moyens d'exister, et de l'acquit de leurs devoirs civiques; 3° ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions par la Convention nationale, ou par ses commissaires, et non réintégrés, notammentceux

qui ont été ou doivent être destitués en vertu de la loi du 14 août dernier ; 5° ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, les femmes, les pères, mères, fils ou filles, frères ou sœurs et agens d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la révolution ; 6° ceux qui ont émigré dans l'intervalle du 1er juillet 1789 à la publication de la loi du 8 avril 1792, quoiqu'ils soient rentrés en France dans le délai fixé par cette loi ou précédemment.

III. Les comités de surveillance établis d'après la loi du 21 mars dernier, ou ceux qui leur ont été substitués, soit par les arrêtés des représentans du peuple envoyés près les armées et dans les départemens, soit en vertu des décrets particuliers de la Convention nationale, sont chargés de dresser, chacun dans son arrondissement, la liste des gens suspects, de décerner contre eux des mandats d'arrêt, et de faire apposer les scellés sur leurs papiers. Les commandans de la force publique, à qui seront remis ces mandats, seront tenus de les mettre à exécution sur-le-champ sous peine de destitution.

IV. Les membres du comité ne pourront ordonner l'arrestation d'aucun individu sans être au nombre de sept, et qu'à la majorité absolue des voix.

V. Les individus arrêtés comme suspects, seront d'abord conduits dans les maisons d'arrêt du lieu de leur détention : à défaut de maison d'arrêt, ils seront gardés à vue dans leurs demeures respectives.

VI. Dans la huitaine suivante, ils seront transférés dans les bâtimens nationaux que les administrations de département seront tenues, aussitôt après la réception

du présent décret, de désigner et faire préparer à cet effet.

VII. Les détenus pourront faire transporter dans ces bâtimens les meubles qui leur seront d'une absolue nécessité : ils y resteront gardés jusqu'à la paix.

VIII. Les frais de garde seront à la charge des détenus, et seront répartis entre eux également ; cette garde sera confiée de préférence aux pères de famille, et aux parens des citoyens qui sont ou marcheront aux frontières. Le salaire en est fixé, par chaque homme de garde, à la valeur d'une journée et demie de travail.

IX. Les comités de surveillance enverront sans délai au comité de sûreté générale de la Convention nationale, l'état des personnes qu'ils auront fait arrêter, avec les motifs de leur arrestation, et les papiers qu'ils auront saisis sur elles.

X. Les tribunaux civils et criminels pourront, s'il y a lieu, faire retenir en état d'arrestation, comme gens suspects, et envoyer dans les maisons de détention ci-dessus énoncées, les prévenus de délits à l'égard desquels il serait déclaré n'y avoir pas lieu à accusation, ou qui seraient acquittés des accusations portées contre eux.

N° 13.

Mémoire envoyé par le duc de Brunswick au roi de Prusse, sur la cause des revers de la coalition.

D'Oppenheim, le 6 janvier 1794.

Les motifs, Sire, qui me forcent à demander mon rappel de l'armée, sont fondés sur l'expérience malheureuse que j'ai faite, que le manque d'ensemble, la méfiance, l'égoïsme et l'esprit de cabale a détruit durant deux campagnes de suite, toutes les mesures prises, et fait échouer les projets concertés des armées combinées.

Accablé du malheur d'être enveloppé dans les fautes d'autrui; dans la situation très-fâcheuse où je me trouve, je sens vivement que le monde juge les militaires d'après les succès, sans en examiner la cause.

La levée du blocus de Landau fera époque dans l'histoire de cette malheureuse guerre, et j'ai la douleur d'être cruellement compromis; je ne m'aveugle pas pour me faire illusion, que j'échapperai à la critique, je sens au contraire qu'elle tombera sur moi, et que l'innocent sera confondu avec le coupable.

Malgré toutes ces adversités, je ne me serais point laissé aller à mettre à vos pieds, Sire, mon désir pour quitter une carrière qui a fait la principale occupation de mes jours; mais, quand on a perdu ses peines, son travail, ses efforts; quand, à Mayence près, les fruits de toute la campagne sont perdus, et qu'il n'y a aucun espoir qu'une troisième campagne offrira des résultats

plus avantageux : quel parti reste-t-il à prendre à l'homme le plus zélé et le plus attaché à Votre Majesté et à sa cause, que celui d'éviter de nouveaux malheurs ?

Les mêmes raisons diviseront les puissances coalisées qui les ont divisées jusqu'ici : les mouvemens des armées souffriront comme ils en ont souffert ; leur marche en sera ralentie, embarrassée, et le retard du rétablissement de l'armée prussienne, politiquement nécessaire peut-être, deviendra la cause, d'un autre côté, d'une suite de malheurs pour la campagne prochaine, dont les conséquences sont incalculables.

Ce n'est point la guerre qui me répugne, ce n'est point elle que je cherche à éviter ; mais c'est le déshonneur que je redoute, dans une position où les fautes des autres généraux tombent et retourneront toutes sur moi ; et où je ne pourrais jamais agir, ni d'après mes principes, ni d'après mes propres vues.

Votre Majesté se rappellera peut-être ce que j'ai eu l'honneur de lui représenter le jour de son départ d'Eschweiler. J'ai prévu mes embarras, mes peines et mes malheurs ; j'ai employé tous mes efforts à remédier aux inconvéniens : malheureusement pour moi, l'effet en a prouvé l'insuffisance.

Ce n'est donc que la persuasion intime que j'ai de l'impossibilité d'opérer le bien, qui me dicte la démarche de supplier très-humblement Votre Majesté de me nommer un successeur le plutôt possible. Cette démarche très-affligeante pour moi, est cependant une suite des tristes réflexions que j'ai faites sur mon sort. La prudence exige ma retraite, et l'honneur la conseille. Lorsqu'une grande nation, telle que la nation française, est

conduite aux grandes actions par la terreur des supplices et l'enthousiasme, une même volonté, le même principe devrait présider la démarche des puissances coalisées; mais, lorsque au lieu de cela, chaque armée agit seule pour elle-même, sans aucun plan fixe, sans unité, sans principe et sans méthode, les résultats en sont tels que nous les avons vus à Dunkerque, à la levée du blocus de Maubeuge, au sac de Lyon, à la destruction de Toulon et à la levée du blocus de Landau.

Veuille le ciel préserver surtout Votre Majesté et ses armées de plus grands malheurs; mais tout est à craindre, si la confiance, l'harmonie, l'unité de principes et d'actions ne prennent la place des sentimens opposés, qui, depuis deux ans, sont la cause de tous nos malheurs.

Mes vœux accompagneront sans cesse toutes les démarches de Votre Majesté; et votre gloire, Sire, fera mon bonheur.

Signé Charles, duc de Brunswick.

Nº. 14.

Extrait du rapport fait à la Convention nationale, au nom du comité de salut public, par le citoyen Robespierre, membre de ce comité, sur la situation politique de la République, le 27 brumaire (17 novembre 1793.) (1).

Nous appelons aujourd'hui l'attention de la Conven-

(1) Ce discours, malgré la logique révolutionnaire du dictateur, qu'on y retrouve à chaque ligne, avait été, dit-on, préparé par un chef de bureau des affaires étrangères.

tion nationale sur les plus grands intérêts de la patrie : nous venons remettre sous vos yeux la situation de la république à l'égard des diverses puissances de la terre, et surtout à l'égard des peuples que la nature et la raison attachent à notre cause; mais que l'intrigue et la perfidie cherchent à ranger au nombre de nos ennemis.

Au sortir du chaos, où les trahisons d'une cour criminelle et le règne des factions avaient plongé le gouvernement, il faut que les législateurs du peuple français fixent les principes de leur politique envers les amis et les ennemis de la république; il faut qu'ils déployent, aux yeux de l'univers, le véritable caractère de la nation qu'ils ont la gloire de représenter. Il faut apprendre aux imbéciles qui l'ignorent, ou aux traîtres qui feignent d'en douter, que la république française existe; qu'il n'y a de précaire dans le monde que le triomphe du crime, et la durée du despotisme. Il faut que nos alliés se confient à notre sagesse et à notre fortune, autant que les tyrans armés contre nous redoutent notre courage et notre puissance.

La révolution française a imprimé une secousse au monde : les élans d'un grand peuple vers la liberté devaient déplaire aux rois qui l'entourent. Mais il y avait loin de cette disposition secrète, à la résolution périlleuse de déclarer la guerre au peuple français, et surtout à la ligue monstrueuse de tant de puissances essentiellement divisées d'intérêts.

Pour les réunir, il fallait la politique de deux cours dont l'influence dominait toutes les autres : pour les enhardir, il fallait l'alliance du roi même des Français, et

les trahisons de toutes les factions, qui le caressent et le menaçent tour-à-tour, pour régner sous son nom, ou pour élever un étranger sur les débris de sa puissance.

Les temps qui devaient enfanter le plus grand des prodiges de la raison, devaient aussi être souillés par les derniers excès de la corruption humaine. Les crimes accélérèrent les progrès de la liberté, et les progrès de la liberté ont multiplié les crimes de la tyrannie, en redoublant ses alarmes et ses fureurs. Il y a eu entre le peuple et ses ennemis une lutte dont la violence progressive a opéré en peu d'années l'ouvrage de plusieurs siècles.

Il est connu aujourd'hui de tout le monde, que la politique du cabinet de Londres contribua beaucoup à donner le premier branle à notre révolution. Le projet de Pitt était vaste : il voulait, au milieu des plaies publiques, conduire la France épuisée et démembrée à un changement de dynastie, et placer le duc d'Yorck sur le trône de Louis XVI. Ce projet devait être favorisé par les intrigues et par la puissance de la maison d'Orléans, dont le chef, ennemi de la cour de France, était depuis long-temps étroitement lié avec celle d'Angleterre. Content des honneurs de la vengeance et du titre de beau père de roi, l'insouciant Philippe aurait facilement consenti à finir sa carrière au sein du repos et de la volupté. L'exécution de ce plan devait assurer à l'Angleterre les trois grands objets de son ambition ou de sa jalousie : Toulon, Dunkerque et nos Colonies. Maître à-la-fois de ces importantes possessions, maître de la mer et de la France, le gouvernement anglais aurait bientôt

forcé l'Amérique à rentrer sous la domination de Georges. Il est à remarquer que Pitt a conduit de front, en France et dans les Etats-Unis, deux intrigues pareilles, qui tendaient au même but : tandis qu'il cherchait à séparer le midi de la France, du nord, il conspirait pour détacher les provinces méridionales de l'Amérique, des autres provinces ; et, comme on s'efforce encore aujourd'hui de fédéraliser notre république, on travaille à Philadelphie à rompre les liens de la confédération, qui unissent les différentes portions de la république américaine.

Ce plan était hardi : mais le génie consiste moins à former des plans hardis, qu'à calculer les moyens qu'on a de les exécuter. L'homme le moins propre à deviner le caractère et les ressources d'un grand peuple, est peut-être celui qui est le plus habile dans l'art de corrompre un parlement. Qui peut moins apprécier les prodiges qu'enfante l'amour de la liberté, que l'homme vil, dont le métier fut de mettre en jeu tous les vices des esclaves ? Semblable à un enfant dont la main débile est blessée par une arme terrible qu'elle a l'imprudence de toucher, Pitt voulut jouer avec le peuple français, et il a été foudroyé.

Pitt s'est grossièrement trompé sur notre révolution ; comme Louis XVI et les aristocrates français, abusés par leur mépris pour le peuple, mépris fondé uniquement sur la conscience de leur propre bassesse ; trop immoral pour croire aux vertus républicaines, trop peu philosophe pour faire un pas vers l'avenir, le ministre de George fut vaincu par son siècle : le siècle s'élançait vers la liberté ; et Pitt voulait le faire rétrograder vers

la barbarie et vers le despotisme ; aussi, l'ensemble des événemens a trahi jusqu'ici ses rêves ambitieux ; il a vu briser tour-à-tour, par la force populaire, les divers instrumens dont il s'est servi : il a vu disparaître Necker, d'Orléans, Lafayette, Lameth, Dumouriez, Custine, Brissot et tous les pygmées de la Gironde. Le peuple français s'est dégagé, jusqu'ici, des fils de ses intrigues, comme Hercule d'une toile d'araignée.

Voyez, comme chaque crise de notre révolution l'entraîne toujours au-delà du point où il voulait s'arrêter : voyez avec quels pénibles efforts il cherche à faire reculer la raison publique, et à arrêter la marche de la révolution ; voyez, ensuite, quels crimes prodigués pour l'étouffer ! A la fin de 1792, il croyait préparer insensiblement la chute du roi Capet, en conservant le trône pour le fils de son maître. Mais le 10 août a lui ; et la république est fondée. C'est en vain que, pour l'étouffer dans son berceau, la faction girondine et tous les lâches émissaires des tyrans étrangers appellent de toutes parts les serpens de la calomnie, le démon de la guerre civile, l'hydre du fédéralisme, le monstre de l'aristocratie. Le 31 mai, le peuple se lève, et les traîtres ont vécu. La Convention se montre aussi juste que le peuple ; aussi grande que sa mission. Un nouveau pacte social est proclamé, cimenté par le vœu unanime des Français. Le génie de la liberté plane, d'une aile rapide, sur la surface de cet empire, en rapproche toutes les parties prêtes à se dissoudre, et le raffermit sur ses vastes fondemens.

Mais ce qui prouve à quel point le principal ministre de Georges III manque de génie, en dépit de l'attention

dont nous l'avons honoré, c'est le système entier de son administration. Il a voulu allier deux choses évidemment contradictoires; l'extension sans bornes de la prérogative royale, c'est-à-dire, le despotisme, avec l'accroissement de la prospérité commerciale de l'Angleterre; comme si le despotisme n'était pas le fléau du commerce; comme si un peuple qui a eu quelque idée de la liberté, pouvait descendre à la servitude sans perdre l'énergie qui seule peut être la source de ses succès. Pitt n'est pas moins coupable envers l'Angleterre dont il a mille fois violé la constitution, qu'envers la France. Le projet même de placer un prince anglais sur le trône des Bourbons, était un attentat contre la liberté de son pays. Un roi d'Angleterre, dont la famille règnerait en France et en Hanovre, tiendrait dans ses mains tous les moyens de l'asservir. Comment, chez une nation qui a craint de remettre une armée entre les mains de son roi; chez qui on a si souvent agité la question, si le peuple anglais devait souffrir qu'il réunît la puissance et le titre de duc de Hanovre : comment, chez un tel peuple, peut-on tolérer un ministre qui ruine sa patrie, pour donner des couronnes à son maître? Au reste, je n'ai plus besoin d'observer que le cours des événemens imprévus de notre révolution a dû nécessairement le forcer de faire, selon les circonstances, beaucoup d'amendemens à ses premiers plans; multiplier ses embarras, et par conséquent ses noirceurs. Il ne serait plus même étonnant que celui qui voulut donner un roi à la France, fût réduit aujourd'hui à épuiser ses dernières ressources pour conserver le sien, ou même pour sauver sa tête.

Dès l'année 1791, la faction anglaise et tous les enne-

mis de la liberté s'étaient aperçus qu'il existait en France un parti républicain, qui ne transigerait pas avec la tyrannie. Ce parti était le peuple. Les assassinats partiels, tels que ceux du Champ-de-Mars et de Nanci, leur paraissaient insuffisans pour le détruire; ils résolurent de lui donner la guerre : de là, la monstrueuse alliance de l'Autriche et de la Prusse; et, ensuite, la ligue de toutes les puissances armées contre nous. Il serait absurde d'attribuer principalement ce phénomène à l'influence des émigrés, qui fatiguèrent long-temps toutes les cours de leurs clameurs impuissantes, et au crédit de la cour de France : il fut l'ouvrage de la politique étrangère, soutenue du pouvoir des factieux qui gouvernaient la France.

Pour engager les rois dans cette téméraire entreprise, il ne suffisait pas d'avoir cherché à leur persuader que, hors un petit nombre de républicains, toute la nation haïssait en secret le nouveau régime, et les attendait comme des libérateurs : il ne suffisait pas de leur avoir garanti la trahison de tous ceux qui tenaient les rênes, ou qui commandaient nos armées; pour justifier cette odieuse entreprise aux yeux de leurs sujets épuisés, il fallait leur épargner jusqu'à l'embarras de nous déclarer la guerre. Quand ils furent prêts, la faction dominante la leur déclara à eux-mêmes. Vous vous rappelez avec quelle astuce profonde elle sut intéresser au succès de ses perfides projets, le courage des Français et l'enthousiasme civique des sociétés populaires. Vous savez avec quelle impudence machiavélique, ceux qui laissaient nos gardes nationales sans armes, nos places fortes sans

munitions, nos armées entre les mains des traîtres, nous excitaient à aller planter l'étendard tricolore jusques sur les bornes du monde. Déclamateurs perfides, ils insultaient aux tyrans, pour les servir : d'un seul trait de plume, ils renversaient tous les trônes, et ajoutaient à l'Europe, l'Empire Français : moyen sûr d'assurer le succès des intrigues de nos ennemis, dans le moment où tous les gouvernemens venaient de se déclarer contre nous.

Les partisans sincères de la république avaient d'autres pensées. Avant de briser les chaînes de l'univers, ils voulaient assurer la liberté de leur pays. Avant de porter la guerre chez les despotes étrangers, ils voulaient la faire au tyran qui les trahissait; convaincus d'ailleurs qu'un roi était un mauvais guide, pour conduire un peuple à la conquête de la liberté universelle; et que c'est à la puissance de la raison, non à la force des armes, de propager les principes de notre glorieuse révolution.

Les amis de la liberté cherchèrent de tout temps les moyens les plus sûrs de la faire triompher. Les agens de nos ennemis ne l'embrassèrent que pour l'assassiner; tour-à-tour extravagans ou modestes; prêchant la faiblesse et le sommeil, où il fallait de la vigilance et du courage; la témérité et l'exagération, où il s'agit de prudence et de circonspection. Ceux qui, à la fin de 1791, voulaient briser tous les sceptres du monde, sont les mêmes qui, au mois d'août, voulaient parer le coup qui fit tomber celui du tyran. Le char de la révolution roule sur un terrain inégal : ils ont voulu l'enrayer

dans les chemins faciles, et le précipiter avec violence dans les routes périlleuses; ils cherchent à le briser contre le but.

Tel est le caractère des faux patriotes; telle est la mission des émissaires stipendiés par les cours étrangères. Peuple! tu pourras les distinguer à ces traits.

Voilà les hommes qui, naguère encore, réglaient les relations de la France avec les autres nations. Reprenons le fil de leurs machinations.

Le moment est arrivé, où le gouvernement britannique, après nous avoir suscité tant d'ennemis, avait résolu d'entrer lui-même ouvertement dans la ligue. Mais le vœu national et le parti de l'opposition contrariaient ce projet du ministère. Brissot la fit déclarer : on la déclara en même temps à la Hollande : on la déclara peu de temps après à l'Espagne, parce que nous n'étions nullement préparés à combattre ce nouvel ennemi, que la flotte était prête pour se joindre à la flotte anglaise.

Avec quelle lâche hypocrisie les traîtres faisaient valoir de prétendues insultes à nos envoyés, concertées d'avance entre eux et les puissances étrangères! Avec quelle indécence ils invoquaient la dignité de la nation, dont ils se jouaient insolemment!

Les lâches! Ils avaient sauvé le despote prussien et son armée; ils avaient engraissé la Belgique du plus pur sang des Français : ils parlaient naguères de municipaliser l'Europe; et ils repoussaient les malheureux Belges dans les bras de leurs tyrans : ils avaient livré à nos ennemis nos trésors, nos magasins, nos subsistances, nos défenseurs : sûr de leur appui, et fier de

tant de crimes, Dumouriez avait osé menacer la liberté jusques dans son sanctuaire....... O patrie! quelle divinité tutélaire a donc pu t'arracher de l'abîme immense creusé pour t'engloutir, dans ces jours de crimes et de calamités, où, ligués avec tes innombrables ennemis, tes enfans ingrats plongeaient dans ton sein leurs mains parricides, et semblaient se disputer tes membres épars, pour les livrer tout sanglans aux tyrans féroces conjurés contre toi; dans ces jours affreux, où la vertu était proscrite, la perfidie couronnée, la calomnie triomphante; où tes ports, tes flottes, tes armées, tes forteresses, tes administrateurs, tes municipalités, étaient vendus à tes ennemis! Ce n'était point assez d'avoir armé les tyrans contre nous: on voulait nous vouer à la haine des nations, et rendre la révolution hideuse aux yeux de l'univers. Nos journalistes étaient à la solde des Cours étrangères, comme nos ministres et une partie de nos législateurs. Le despotisme et la trahison présentaient le peuple français à tous les peuples comme une faction éphémère et méprisable; le berceau de la république, comme le repaire du crime: l'auguste liberté était travestie en une vile prostituée. Pour comble de perfidie, les traîtres cherchaient à pousser le patriotisme même à des démarches inconsidérées, et préparaient eux-mêmes la matière de leurs calomnies. Couverts de tous les crimes, ils en accusaient la vertu qu'ils plongeaient dans les cachots; et chargeaient de leur extravagance les amis de la patrie qui en étaient les vengeurs ou les victimes. Graces à la coalition de tous les hommes puissans et corrompus, qui remettaient à-la-fois dans des

mains perfides tous les ressorts du gouvernement, toutes les richesses, toutes les trompettes de la renommée, tous les censeurs de l'opinion, la république française ne trouvait plus un seul défenseur dans l'Europe; et la vérité captive ne pouvait trouver une issue pour franchir les limites de la France ou les murs de Paris.

Ils se sont attachés particulièrement à mettre en opposition l'opinion de Paris avec celle du reste de la république; et celle de la république entière, avec les préjugés des nations étrangères. Il est deux moyens de tout perdre : l'un, de faire des choses mauvaises par leur nature; l'autre de faire du mal; ou, à contre-temps, les choses mêmes qui sont bonnes en soi. Ils les ont employés tour-à-tour. Ils ont sur-tout manié l'arme du fanatisme, avec un art nouveau. On a cru quelquefois qu'ils voulaient le détruire : ils ne voulaient que l'armer, et repousser par les préjugés religieux, ceux qui étaient attachés à notre révolution par des principes de morale et de bonheur public.

Dumouriez, dans la Belgique, excitait les volontaires nationaux à dépouiller les églises, et à jouer avec les Saints d'argent : et le traître publiait en même temps des manifestes religieux dignes du pontife de Rome, qui vouaient les Français à l'horreur des Belges et du genre humain. Ainsi, les traîtres de l'intérieur déclamaient ici contre les prêtres, et ils favorisaient la rébellion du Midi et de l'Ouest. Combien de choses le bon esprit du peuple a tournées au profit de la liberté, que les perfides émissaires de la France avaient imaginées pour la perdre!

Cependant le peuple français, seul dans l'univers,

combattait pour la cause commune. Peuples alliés de la France, qu'étiez-vous devenus ? N'étiez-vous que les amis du roi, et non ceux de la nation ? Américains, est-ce l'automate couronné, nommé Louis XVI, qui vous aida à secouer le joug de vos oppresseurs, ou bien nos bras et nos armées ? Est-ce le patrimoine d'une Cour méprisable qui vous alimentait, ou bien les tributs du peuple français, et les productions de notre sol favorisé des cieux ? Non, citoyens, vos alliés n'ont point abjuré les sentimens qu'ils vous doivent. Mais, s'ils ne sont point détachés de votre cause, s'ils ne sont pas rangés même au nombre de vos ennemis, ce n'est point la faute de la faction qui nous gouvernait.

Par une fatalité bien bizarre, la république se trouve encore représentée auprès d'eux, par les agens des traîtres qu'elle a punis. Le beau-frère de Brissot est le consul-général de la France près les Etats-Unis. Un autre homme, nommé Genest, envoyé par Lebrun et par Brissot, en qualité d'agent plénipotentiaire, réside aussi à Philadelphie; il a rempli fidèlement leurs vues et leurs instructions. Il a employé les moyens les plus extraordinaires pour irriter le gouvernement américain contre nous : il a affecté de lui parler, sans aucun prétexte, avec le ton de la menace, et de lui faire des propositions également contraires aux intérêts des deux nations : il s'est efforcé de rendre nos principes suspects ou redoutables, en les outrant par les applications les plus ridicules. Par un contraste bien remarquable, tandis qu'à Paris, ceux qui l'avaient envoyé persécutaient les sociétés populaires, dénonçaient comme anarchistes les Jacobins luttant avec courage contre

la tyrannie, Genest se faisait chef du club en Amérique, et ne cessait de faire et provoquer des motions aussi injurieuses qu'inquiétantes pour le gouvernement. C'est ainsi que la même faction, qui en France voulait réduire tous les pauvres à la condition d'ilotes, et soumettre le peuple à l'aristocratie des riches, voulait en un instant affranchir et armer les nègres pour détruire nos colonies.

Les mêmes manœuvres furent employées à la Porte, par Choiseul-Gouffier et son successeur. Qui croirait qu'on a établi des clubs français à Constantinople ; que l'on y trouve des assemblées primaires ? On sent que cette opération ne pouvait être utile, ni à notre cause, ni à nos principes; mais elle était faite pour inquiéter et pour irriter la cour Ottomane. Le Turc, l'ennemi nécessaire de nos ennemis, l'utile et fidèle allié de la France, négligé par le gouvernement français, circonvenu par les intrigues du Cabinet Britannique, a gardé jusqu'ici une neutralité plus funeste à ses propres intérêts, qu'à ceux de la république française. Il paraît néanmoins qu'il est prêt à se réveiller; mais c'est le cabinet de St.-James qui dirige le Divan : il ne portera point ses forces contre l'Autriche, notre commun ennemi, qu'il lui serait si facile d'affaiblir ; mais contre la Russie, dont la puissance intacte peut devenir encore une fois l'écueil des armées ottomanes.

Il est un peuple, uni à notre cause par des liens non moins puissans : un peuple, dont la gloire est d'avoir brisé les fers des mêmes tyrans qui nous font la guerre : un peuple, dont l'alliance avec nos rois offre quelque chose de bizarre, mais dont l'union avec la France libre

est aussi naturelle qu'imposante : un peuple enfin, que les Français libres peuvent estimer; je veux parler des Suisses. La politique de nos ennemis a jusqu'ici épuisé toutes ses ressources pour les armer contre nous : l'imprudence, l'insouciance, la perfidie, ont concouru à les seconder : quelques violations de territoire, des chicanes inutiles, des injures gratuites insérées dans quelques journaux, et une intrigue très-active, dont les principaux foyers sont Genève, le Mont-Terrible, et certains comités ténébreux qui se tiennent à Paris, composés de banquiers, d'étrangers et d'intrigans couverts du masque du patriotisme; tout a été mis en usage pour les déterminer à grossir la ligue de nos ennemis. La sagesse helvétique a résisté à toutes les provocations des malveillans, aux caresses perfides de l'Autriche, aux sollicitations des Français réfugiés dans ces contrées, et aux intrigues de toutes les cours confédérées. Les Suisses se sont bornés à présenter amicalement leurs réclamations au gouvernement. Le comité de salut public les a trouvées justes en général; il s'en était occupé d'avance : il a résolu, non-seulement d'en faire cesser les causes, mais de prouver aux cantons suisses, par tous les moyens qui peuvent se concilier avec la défense de notre liberté, les sentimens de bienveillance et de fraternité dont le peuple français est animé envers les autres nations, et particulièrement envers celles que leur caractère rend dignes de son alliance.

Voulez-vous connaître d'un seul trait toute l'importance que ceux-ci mettent au succès de ces machinations, et en même temps toute la lâcheté de leurs moyens? il suffira de vous faire part du bizarre strata-

gême que les Autrichiens viennent d'employer. Au moment où j'avais terminé ce rapport, le comité de salut public a reçu une note authentique, que l'Autriche avait fait remettre au gouvernement bernois.

Le gouvernement bernois, inquiet, la communiqua à notre ambassadeur en Suisse, en le priant de dissiper toutes les craintes à ce sujet. Croiriez-vous que vos ennemis ont encore trouvé le moyen d'enchérir sur un artifice aussi grossier? Eh bien! il faut vous dire qu'au moment où je parle, les gazettes allemandes publient dans toute l'Europe, que le comité de salut public a résolu de faire déclarer la guerre à la Suisse; et que je suis chargé de vous faire un rapport qui tend à ce but.

Afin que vous puissiez apercevoir encore mieux la perfidie autrichienne, je vous dirai qu'il y a plus d'un mois, il avait été fait au comité une proposition qui offrait à la France un avantage infiniment précieux dans les circonstances où nous étions; il ne s'agissait, pour l'obtenir, que de faire une invasion dans un petit état enclavé dans notre territoire, et allié de la Suisse. Mais cette proposition était injuste, et contraire à la foi des traités; nous la rejetâmes avec indignation.

Au reste, les Suisses ont évité les piéges que leur tendaient nos ennemis communs. Quoique notre cause ait des ennemis dans cette contrée, ils ont vu que les griefs dont ils auraient pu avoir à se plaindre, étaient en partie les effets des mouvemens orageux, inséparables de la révolution; en partie, ceux d'une malveillance dirigée contre la république et contre les Suisses; ils ont constamment consulté les véritables intérêts de leur patrie, et l'affection naturelle qui attache à la France le peuple des cantons.

Le comité suivra les mêmes principes avec toutes les nations amies ; nous vous proposerons des mesures fondées sur cette base. Au reste, la seule exposition que je viens de faire de vos principes, déconcertera les trames ourdies dans l'ombre depuis long-temps. La garantie est dans les maximes raisonnables qui dirigent notre gouvernement. Tel est l'avantage d'une république puissante : la diplomatie est dans sa bonne foi : et, comme un honnête homme peut ouvrir impunément à ses concitoyens son cœur et sa maison, un peuple libre peut dévoiler aux nations toutes les bases de sa politique.

Quel que soit le résultat de ce plan de conduite, il ne peut être que favorable à notre cause : et, s'il arrivait qu'un génie ennemi de l'humanité, poussât le gouvernement de quelque nation neutre dans le parti de nos ennemis communs, il trahirait le peuple qu'il régit, sans servir les tyrans : du moins, il se perdrait. Nous serons plus forts contre lui, de sa propre bassesse et de notre loyauté ; car la justice est une grande partie de la puissance.

Mais il importe, dès ce moment, d'embrasser d'une seule vue le tableau de l'Europe : il faut nous donner ici le spectacle du monde politique, qui s'agite autour de nous, et à cause de nous.

Dès le moment où on forma le projet d'une ligue contre la France, on songea à intéresser les diverses puissances, par un projet de partage de cette belle contrée. L'existence de ce plan est attestée aujourd'hui, non-seulement par les événemens, mais par des pièces authentiques. A l'époque où le comité de salut public fut formé, un plan d'attaque et de démembrement de la France, arrêté par le cabinet britannique, fut communiqué aux

membres qui le composaient alors. On y fit peu d'attention dans ce temps-là, parce qu'il paraissait peu vraisemblable, et que la défiance pour ces sortes de confidences est assez naturelle. Les faits, depuis cette époque, l'ont vérifié chaque jour. L'Angleterre ne s'était pas oubliée dans ce partage : elle devait avoir Dunkerque, Toulon, les colonies; sans compter la chance de la couronne pour le duc d'Yorck, à laquelle on ne renonçait pas; mais dont on sacrifiait les portions qui devaient former le lot des autres puissances. Il n'était pas difficile de faire entrer dans la ligue le Stadthouder de Hollande, qui, comme on sait, est moins le prince des Bataves que le sujet de sa femme, et par conséquent de la cour de Berlin.

Quant au phénomène politique de l'alliance du roi de Prusse avec le chef de la maison d'Autriche, nous l'avons déjà expliqué. Comme deux brigands qui se battent pour partager les dépouilles d'un voyageur qu'ils ont assassiné, oublient leur querelle pour courir ensemble à une nouvelle proie; ainsi le Monarque de Vienne et celui de Berlin suspendirent leurs anciens différens pour tomber sur la France, et pour dévorer la république naissante. Cependant, le concert apparent de ces deux puissances, cache une division réelle.

Mais l'Autriche est ici la dupe de la Prusse, dont le cabinet est actuellement dirigé par la Russie, quoique ce fait ne soit pas connu de tout le monde.

La maison d'Autriche, épuisée par les extravagances de Joseph II et de Léopold; jetée depuis long-temps hors des règles de la politique de Charles-Quint, de Philippe II et des ministres de Marie-Thérèse; l'Autriche, gouvernée aujourd'hui par les caprices et par

l'ignorance d'une jeune cour, expire dans le Hainaut français et dans la Belgique. Si nous ne la secondons nous-mêmes par notre imprudence, ses derniers efforts contre la France peuvent être regardés comme les convulsions de son agonie.

Déjà l'impératrice de Russie et le roi de Prusse viennent de partager la Pologne, sans daigner faire une part à leur compagnon : et lui ont présenté, pour tout dédommagement, les conquêtes qu'il ferait en France avec leur secours; c'est-à-dire, la Lorraine, l'Alsace, et la Flandre française. L'Angleterre encourage sa folie, pour nous ruiner, en la perdant elle-même. Elle cherche à ménager ses forces, en épuisant celles de son allié, et marche à son but particulier, en lui laissant tout le poids de la guerre. D'un autre côté, le Roussillon, la Navarre française et les départemens limitrophes de l'Espagne, ont été promis à S. M. Catholique.

Il n'y a pas jusqu'au petit roi Sarde, que l'on ne berce de l'espoir de devenir un jour le roi du Dauphiné, de la Provence, et des pays voisins de ses états.

Que pouvait-on offrir aux puissances d'Italie, qui ne peuvent survivre à la perte de la France! rien. Elles ont long-temps résisté aux sollicitations de la ligue; mais elles ont cédé à l'intrigue, ou plutôt aux ordres du ministre anglais, qui les menaçait des flottes de l'Angleterre. Le territoire de Gênes a été le théâtre d'un crime, dont l'histoire d'Angleterre peut seule offrir un exemple. Des vaisseaux de cette nation, joints à des vaisseaux français, livrés par les comités de Toulon, sont entrés dans le port de Gênes. Aussitôt, les barbares qui les montaient, Anglais et Français rebelles, se sont emparés des bâtimens de la république, qui étaient dans ce

port, sous la sauve-garde du droit des gens; et tous les Français qui s'y trouvaient ont été égorgés. Qu'il est lâche ce sénat de Gênes, qui n'est pas mort tout entier, pour prévenir ou pour venger cet outrage; qui a pu trahir à-la-fois, l'honneur, le peuple génois, et l'humanité entière!

Venise, plus puissante et en même temps plus politique, a conservé une neutralité utile à ses intérêts. Florence, celui de tous les états d'Italie, à qui le triomphe de nos ennemis serait le plus fatal, a été enfin subjuguée par eux; et entraînée, malgré elle, à sa ruine. Ainsi, le despotisme pèse jusques sur ses complices; et les tyrans armés contre la république, sont les ennemis de leurs propres alliés. En général, les puissances italiennes sont peut-être plus dignes de la pitié, que de la colère de la France: l'Angleterre les a recrutées comme ses matelots; elle a exercé la presse contre les peuples d'Italie. Le plus coupable des princes de cette contrée, est le roi de Naples, qui s'est montré digne du sang des Bourbons, en embrassant leur cause. Nous pouvons vous lire, à ce sujet, une lettre écrite de la main de ce prince à son cousin le Catholique, qui servira du moins à vous prouver que la terreur n'est point étrangère au cœur des rois ligués contre nous. L'Angleterre a aussi fait menacer le Danemarck par ses escadres, pour le forcer à accéder à sa ligue: mais le Danemarck, régi par un ministre habile, a repoussé avec dignité ces insolentes sommations.

. . . .

Après une déclamation virulente contre la Russie et son cabinet dans laquelle les injures les plus obscènes sont prodiguées à tous les Souverains qu'il nomme des

escrocs et des fripons couronnés, comme s'il avait pris à tâche de les exciter à une lutte à outrance contre sa patrie, Robespierre méconnaissant tous les intérêts diplomatiques de son siècle, affirme que Pitt lui-même est joué par Catherine, puis il ajoute :

Vous avez sous les yeux le bilan de l'Europe et le vôtre, et vous pouvez déjà en tirer un grand résultat: c'est que l'univers est intéressé à notre conservation. Supposons la France anéantie ou démembrée; le monde politique s'écroule. Otez cet allié puissant et nécessaire, qui garantissait les médiocres états contre les grands despotes; l'Europe entière est asservie. Les petits princes germaniques, les villes réputées libres de l'Allemagne, sont englouties par les maisons ambitieuses de l'Autriche et du Brandebourg : la Suède et le Danemarck deviennent tôt ou tard la proie de leurs puissans voisins : le Turc est repoussé au-delà du Bosphore, et rayé de la liste des puissances européennes : Venise perd ses richesses, son commerce et sa considération; la Toscane, son existence : Gênes est effacée : l'Italie n'est plus que le jouet des despotes qui l'entourent : la Suisse est réduite à la misère, et ne recouvre plus l'énergie que son antique pauvreté lui avait donnée : les descendans avilis de Guillaume Tell succomberaient sous les efforts des tyrans humiliés et vaincus par leurs aïeux. Comment oseraient-ils invoquer seulement les vertus de leurs pères et le nom sacré de la liberté, si la république française avait été détruite sous leurs yeux? Que serait-ce, s'ils avaient contribué à sa ruine! Et vous, braves Américains, dont la liberté, cimentée par notre sang, fut encore garantie par notre alliance; quelle serait votre destinée, si nous n'existions plus?

vous retomberiez sous le joug honteux de votre ennemi : la mémoire de nos communs exploits serait flétrie : les titres de la liberté, la déclaration des droits de l'humanité, seraient anéantis dans les deux mondes.

Que dis-je ! Que deviendrait l'Angleterre elle-même ? L'éclat éblouissant d'un triomphe criminel couvrirait-il long-temps sa détresse réelle et ses plaies invétérées ? Il est un terme aux prestiges qui soutiennent l'existence précaire d'une puissance artificielle. Quoi qu'on puisse dire, les véritables puissances sont celles qui possèdent la terre : qu'un jour elles veuillent franchir l'intervalle qui les sépare d'un peuple purement maritime, le lendemain il ne sera plus. C'est en vain qu'une île commerçante croit s'appuyer sur le trident des mers ; si ses rivages ne sont défendus par la justice et l'intérêt commun des nations. Bientôt, peut-être, nous donnerons au monde la démonstration de cette vérité politique ; à notre défaut, l'Angleterre la donnerait elle-même. Déjà odieuse à tous les peuples, enorgueillie du succès de ses crimes, elle forcerait bientôt ses rivaux à la punir.

Mais, avant de perdre son existence physique et commerciale, elle perdrait son existence morale et politique. Comment conserverait-elle les restes de sa liberté, quand la France aurait perdu la sienne, quand le dernier espoir des amis de l'humanité serait évanoui avec elle ? Comment les hommes attachés à sa constitution, telle qu'elle est, ou qui en désirent la réforme, pourraient-ils lutter contre un ministère tyrannique, devenu plus insolent par les succès de ses intrigues ; et qui abuserait de sa prospérité pour étouffer la raison, pour enchaîner la pensée, pour opprimer la nation ?

Si un pays qui semble être le domaine de l'intrigue

et de la corruption, peut produire quelques philosophes politiques, capables de connaître et de défendre ses véritables intérêts; s'il est vrai que les adversaires du ministre corrompu sont autre chose que des intrigans, qui disputent avec lui d'habileté à tromper le peuple, il faut convenir que les ministres anglais ne sauraient reculer trop loin le terme de ce parlement, dont le fantôme semble troubler leur sommeil.

Ainsi, la politique des gouvernemens doit redouter la chute de la république française : que sera-ce donc de la philosophie et de l'humanité! Que la liberté périsse en France; la nature entière se couvre d'un voile sombre, et la raison humaine recule jusqu'aux abîmes de l'ignorance et de la barbarie. L'Europe entière serait la proie de deux ou trois brigands, qui ne vengeraient l'humanité qu'en se faisant la guerre, et dont le plus féroce, écrasant ses rivaux, nous ramènerait au règne des Huns et des Tartares. Après un si grand exemple, et tant de prodiges inutiles, qui osera jamais déclarer la guerre au crime sur le trône? Le despotisme, comme une mer sans rivages, se déborderait sur la surface du globe : il engloutirait les montagnes lumineuses où est déposé l'arche qui renferme les chartes de l'humanité, le monde ne serait plus que le patrimoine du crime; et le blasphème reproché au second des Caton (ô vertu, tu n'es plus qu'un vain nom!) trop justifié par l'impuissance de nos généreux efforts, serait le cri de toutes les ames magnanimes! Que les vérités que nous venons de publier, au lieu de se perdre dans cette étroite enceinte, retentissent au même instant dans toute l'Europe.

Oh! qui de nous ne sent pas s'agrandir toutes ses fa-

cultés, qui de nous ne croit pas s'élever au-dessus de l'humanité même, en songeant que ce n'est pas pour un peuple que nous combattons, mais pour l'univers, pour les hommes qui vivent aujourd'hui, mais pour ceux qui existeront. Ah! plût au ciel que nous puissions en ce moment faire entendre notre voix de tous les peuples! au même instant, les flambeaux de la guerre seraient étouffés, les prestiges de l'imposture disparaîtraient, les chaînes de l'univers seraient brisées, les sources des calamités publiques seraient taries, tous les peuples ne seraient plus qu'un peuple de frères; et vous auriez autant d'amis qu'il existe d'hommes sur la terre. Si vous ne pouvez faire entendre ces vérités à l'univers entier, votre devoir est du moins de les publier et de les répandre autant qu'il est en votre devoir. Ce manifeste de la raison, cette proclamation solennelle de vos principes, sera plus puissante que les lâches intrigues des cours, et vous vaudra peut-être plus d'une armée.

Au reste, dût l'Europe entière se déclarer contre vous, vous êtes plus forts que l'Europe. La république française est invincible comme la raison; elle est immortelle comme la vérité. Quand la liberté a fait une conquête telle que la France, nulle puissance humaine ne peut l'en chasser. Tyrans! prodiguez vos trésors, rassemblez vos satellites; et vous hâterez la ruine de votre coupable puissance. J'en atteste vos revers, j'en atteste surtout vos succès. Un port et deux ou trois forteresses achetés par votre or! Quel digne prix des efforts de tant de rois, guidés pendant près de cinq années par les chefs de nos armées et par notre gouvernement même! Apprenez qu'un peuple que vous n'avez

pu vaincre avec de tels moyens, est un peuple invincible.

Monarques généreux! Sensibles despotes! Vous ne prodiguez, dites-vous, tant d'hommes et de trésors, que pour rendre à la France le bonheur et la paix! Vous avez si bien réussi à faire le bonheur de vos sujets, que vos ames royales n'ont plus maintenant à s'occuper que du nôtre! Prenez garde; les rois ont assez long-temps châtié les peuples; les peuples, à leur tour, pourraient bien aussi châtier les rois.

Pour mieux assurer notre bonheur, vous voulez, dit-on, nous affamer, et vous avez entrepris le blocus de la France avec une centaine de vaisseaux! Prenez garde; la nature est moins cruelle pour nous que les tyrans qui l'outragent. Le blocus de la France pourrait bien n'être pas plus heureux que celui de Maubeuge et de Dunkerque. Au reste, un grand peuple, quand on ose le menacer de la famine, est un ennemi terrible: quand il reste du fer, il ne reçoit point de ses oppresseurs du pain et des alimens; il leur donne la mort. Pour vous, représentans du peuple français, qui, au milieu de toutes les agitations de l'Europe, êtes appelés à fonder la république, elle doit-être fondée avant six mois, ou elle sera plus en danger que jamais. Vos ennemis savent bien que, s'ils ne pouvaient désormais vous perdre, ce ne serait que par vous-mêmes: faites, en tout, le contraire de ce qu'ils veulent que vous fassiez: suivez toujours un plan invariable de gouvernement, fondé sur les principes d'une sage et vigoureuse politique. Le plus beau de tous les titres est celui de représentant du peuple: nous serons tous assez grands,

assez glorieux, quand tous ensemble nous aurons sauvé la patrie.

Vos ennemis cherchent à couvrir la cause sainte que vous défendez, d'un air de légèreté et de folie ; défendez-la avec la dignité de la raison. On veut réveiller au milieu de vous l'orgueil, la jalousie, la défiance, et toutes les petites passions ; on veut annuller le gouvernement républicain dans sa naissance ; donnez-lui l'activité, le ressort et la considération dont il a besoin : ils veulent que le vaisseau de la république flotte au gré des tempêtes, sans pilote et sans but ; saisissez le gouvernail d'une main ferme, et conduisez-le, à travers les écueils, au port de la paix et du bonheur.

La force peut renverser un trône ; la sagesse seule peut affermir la république. Démêlez les piéges des moyens perfides de nos ennemis : soyez révolutionnaires et politiques : soyez terribles aux méchans, et secourables aux malheureux : fuyez à-la-fois le cruel modérantisme, et l'exagération systématique de vos ennemis. Soyez dignes du peuple que vous représentez : le peuple hait tous les excès ; il ne veut être trompé ni protégé ; il veut qu'on le défende en l'honorant. Ne soyez point effrayés de la hauteur où vous êtes placés. Représentans du peuple français ! vous sentez votre force et votre dignité : vous pouvez concevoir un orgueil légitime : vous avez aboli la royauté et puni les rois : vous avez brisé toutes les idoles coupables, devant qui vous avez trouvé le monde prosterné : vous avez donné un grand exemple, en promenant le glaive des lois sur les têtes coupables qui s'élevaient au milieu de vous.

Portez la lumière dans l'antre de ces modernes Cacus, où l'on partage les dépouilles du peuple, en conspirant contre sa liberté! Etouffez-les dans leurs repaires, et punissez enfin le plus odieux de tous les forfaits: celui de revêtir la contre-révolution des emblêmes sacrés du patriotisme, et d'assassiner la liberté avec ses propres armes.

La période où vous êtes sera celle qui est destinée à éprouver le plus fortement la vertu républicaine. A la fin de cette campagne, l'infâme ministre de Londres a vu au-dehors la ligue presque ruinée par ses criminels efforts; les armées anglaises déshonorées, sa fortune ébranlée, et la liberté assurée par le caractère de vigueur que vous avez pris; au-dedans, il entend les cris des Anglais mêmes, prêts à lui demander compte de ses crimes. Dans sa frayeur, il a reculé jusqu'au mois de janvier la tenue de ce parlement, dont l'approche l'épouvante (1). Il va employer ce temps à commettre parmi vous les derniers attentats qu'il médite, pour suppléer à l'impuissance de vous vaincre. Tous les indices, toutes les nouvelles, toutes les pièces saisies depuis quelque temps, se rapportent à ce projet. Corrompre les représentans du peuple, susceptibles de l'être: calomnier ou égorger ceux qu'ils n'ont pu perdre: enfin, arriver à la dissolution de la représentation natio-

(1) Pitt n'avait aucun motif de différer l'ouverture d'un parlement auquel il avait à annoncer la destruction de Toulon, la prise de possession de la clef de St.-Domingue; l'émancipation de la Corse; événemens qui présageaient bien d'autres succès encore.

nale; voilà le but auquel tendent toutes les manœuvres dont nous sommes les témoins; tous les moyens patriotiquement contre-révolutionnaires, que la perfidie prodigue pour exciter une émeute dans Paris, et bouleverser la république entière: avilir et dissoudre la Convention; voilà le but auquel ils marchent avec rapidité. Ils ont tendu autour de nous les filets de la volupté et de l'avarice; mais vous ne perdrez pas l'honneur d'avoir jusqu'ici écrasé toutes les factions sous le poids du niveau national. Ce que l'histoire n'a pas raconté; ce que la fable n'a pas osé imaginer, vous l'avez fait: vous avez entassé des siècles dans les bornes d'une seule année.

Quel que soit le sort personnel qui vous attende, votre triomphe est certain. La mort même, fondateurs de la liberté, est un triomphe. Tout meurt; et les héros de l'humanité, et les tyrans qui l'oppriment; mais à des conditions différentes.

Jusque sous le règne des lâches empereurs de Rome, on adorait les images sacrées des héros qui étaient morts en combattant contre eux. On les appelait les derniers des Romains. L'opinion publique disait chaque jour au tyran: Nous ne sommes plus des hommes; nous avons perdu ce titre en tombant dans les fers; il n'est dû qu'à ceux qui ont eu le courage de délivrer la terre.

Pleins de ces idées, pénétrés de ces principes, nous seconderons votre énergie de tout notre pouvoir: en butte aux attaques de toutes les passions; obligés de lutter à-la-fois contre les puissances ennemies de la république, et contre les hommes corrompus qui déchirent son sein; placés entre la lâcheté hypocrite et la fougue

imprudente du zèle, comment aurions-nous osé nous charger d'un tel fardeau, sans les ordres sacrés de la patrie? Qui pourrait le porter, si nous n'avions été élevés au-dessus de notre faiblesse par la grandeur même de notre mission; si nous ne nous étions reposés avec confiance, et sur votre propre vertu, et sur le caractère sublime du peuple que nous avons la gloire de représenter?

L'un de nos devoirs les plus sacrés était de vous faire respecter au-dedans et au-dehors. Nous avons voulu aujourd'hui vous présenter un tableau fidèle de votre situation politique, et donner à l'Europe une haute idée de vos principes (1). Cette discussion a aussi un objet particulier; de déjouer les intrigues de vos ennemis, pour armer contre vous les Cantons Suisses. Nous vous proposons à cet égard le décret suivant:

La Convention nationale, voulant attester à tous les peuples les principes qui la distinguent, et qui doivent présider aux relations de toutes les sociétés politiques; voulant en même temps déconcerter les manœuvres perfides employées par les ennemis pour alarmer sur ses intentions les deux fidèles alliés de la nation française, les Cantons Suisses et les Etats-Unis d'Amérique;

La Convention nationale déclare, au nom du peuple français, que la résolution constante de la république française est de se montrer terrible envers ses ennemis;

---

(1) La haute idée des principes donnée à l'Europe était de mettre tous les gouvernemens monarchiques dans l'obligation de pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais, et de les forcer à vaincre ou à mourir.

généreuse envers ses alliés ; juste envers tous les peuples. — Les traités qui lient le peuple français aux Etats-Unis d'Amérique et aux Cantons Suisses, seront loyalement exécutés. — Quant aux modifications qui auraient pu être nécessitées par la révolution qui a changé le gouvernement de la nation française, ou les mesures générales et extraordinaires qu'elle a été obligée de prendre momentanément pour la défense de son indépendance et de sa liberté, la Convention nationale se repose sur la loyauté respective et sur l'intérêt réciproque de la France et de ses alliés. — La Convention nationale enjoint aux citoyens et à tous les officiers civils et militaires de la république, de respecter et faire respecter le territoire de toutes les nations neutres ou alliées. — Elle leur défend particulièrement de violer le territoire des Cantons Suisses ou des pays qui leur sont unis par des traités d'alliance ou de combourgeoisie.

Le comité de salut public est chargé de rechercher les moyens de resserrer les liens de l'union et de l'amitié entre la république et ses alliés, et de faire jouir les puissances neutres de tous les avantages de la neutralité. — Dans toutes les discussions sur les objets particuliers de réclamations respectives, il manifestera aux Cantons et aux Etats-Unis d'Amérique, par tous les moyens compatibles avec les circonstances impérieuses où se trouve la république, les sentimens d'équité, de bienveillance et d'estime dont la nation française est animée envers les deux nations. — Le présent décret et le rapport du comité de salut public seront imprimés et traduits dans toutes les langues,

et répandus dans toute la république et dans les pays étrangers, pour attester à toutes les nations les principes de la république française, et les attentats de ses ennemis contre la sûreté générale des peuples.

N° 15.

Protestation des habitans du Gros-Morne contre le décret du 15 mai, relativement aux droits politiques des hommes de couleur.

Considérant que les décrets des 13 et 15 mai étant une infraction aux décrets des 8 mars et 12 octobre de l'année dernière, c'est un parjure national et un nouveau crime à ajouter à tant d'autres;

Considérant que la colonie, indignement abusée, ne peut plus accorder de confiance aux actes d'une assemblée qui se dégrade au point de devenir elle-même la violatrice des lois décrétées par elles;

Considérant qu'un tel excès ne permet pas de présumer qu'aucun frein politique, aucune pudeur, puisse arrêter sa marche criminelle, et que les colonies ont tout à craindre des délibérations ultérieures d'une assemblée qui dicte le complément de toutes les destructions possibles;

Considérant que la colonie s'est donnée à la France d'autrefois, et non d'aujourd'hui ou actuelle; que les conditions du traité ayant changé, le pacte est anéanti;

Considérant que tous les principes constitutionnels du gouvernement de la France sont destructifs de tous ceux qui conviennent à la constitution des colonies,

laquelle est violée d'avance par la déclaration des droits de l'homme;

Considérant enfin que la constitution de la colonie dépend de l'union de tous les colons, et de leur résistance par la force contre les ennemis de leur repos;

Les habitans ici assemblés déclarent derechef adhérer et adhèrent à leur arrêté du 30 janvier; protestent contre tout ce qui a été fait et décrété par l'assemblée nationale, pour ou contre les colonies, et notamment celle de St.-Domingue, et contre tout ce qu'elle fera et décrètera par la suite;

Protestent contre les décrets des 13 et 15 mai dernier, et contre l'admission dans la colonie des commissaires que l'assemblée nationale prétend y envoyer;

Jurent tous sur l'honneur en présence du Dieu des armées, qu'ils invoquent au pied de son sanctuaire, vers lequel ils sont prosternés, de repousser la force par la force, et de périr sur les ruines amoncelées de leurs propriétés, plutôt que de souffrir qu'il soit porté une telle atteinte à leurs droits, dont dépend le maintien politique de la colonie;

Ordonnent à ceux qui se prétendent leurs députés dans l'assemblée nationale de se retirer; invitent tous les colons, résidant en France, de se rendre dans la colonie pour y défendre et soutenir leurs droits, et coopérer au grand œuvre des lois qui doivent la régir dorénavant dans l'indépendance de celles de la France.

FIN DU TOME QUATRIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE V.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1793.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



